



**Comité de l'agriculture
Session extraordinaire**

**SUBVENTIONS À L'EXPORTATION, AIDE ALIMENTAIRE INTERNATIONALE,
CRÉDITS À L'EXPORTATION, GARANTIES DE CRÉDIT À L'EXPORTATION
OU PROGRAMMES D'ASSURANCE, ET ENTREPRISES COMMERCIALES
D'ÉTAT EXPORTATRICES DE PRODUITS AGRICOLES**

DOCUMENT DE BASE DU SECRÉTARIAT¹

1. À la réunion de la Session extraordinaire du Comité de l'agriculture du 16 novembre 2012, les Membres ont approuvé la demande qui avait été adressée au Secrétariat pour qu'il présente un document de base sur la concurrence à l'exportation. Cette demande figurait initialement dans la note informelle présentée par le G-20 et intitulée "Demande concernant des études sur l'administration des contingents tarifaires et la concurrence à l'exportation".²
2. Comme cela est indiqué dans la demande initiale, le document présente des renseignements actualisés concernant les quatre domaines couverts dans le texte du projet de modalités concernant l'agriculture (document TN/AG/W/4/Rev.4, daté du 6 décembre 2008) qui relèvent du pilier concurrence à l'exportation, à savoir:
 - a. les subventions à l'exportation;
 - b. les crédits à l'exportation, les garanties de crédit à l'exportation et les programmes d'assurance;
 - c. les entreprises commerciales d'État exportatrices de produits agricoles; et
 - d. l'aide alimentaire internationale.
3. Le document est divisé en quatre parties correspondant aux quatre domaines susmentionnés.

Les renseignements figurant dans le présent document ont été compilés à partir des listes des Membres, des notifications sous la forme des tableaux ES:1 et ES:3, des notifications au Groupe de travail des entreprises commerciales d'État et des réponses des Membres aux demandes de renseignements qui leur ont été adressées par le Secrétariat. Les sources de renseignements utilisées pour chacun des quatre domaines couverts sont indiquées dans la partie correspondante du document.

¹ Le présent document a été établi par le Secrétariat sous sa propre responsabilité et est sans préjudice des positions des Membres ni de leurs droits ou obligations dans le cadre de l'OMC. Il a été établi à titre d'information seulement et n'est pas censé fournir d'interprétation faisant autorité ni d'interprétation juridique officielle des dispositions des Accords de l'OMC en général ou en ce qui concerne toute entité ou mesure spécifique dont il est fait mention dans le présent document.

² JOB/AG/21.

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE A – SUBVENTIONS À L'EXPORTATION	5
SECTION I	5
Afrique du Sud	9
Australie	13
Brésil	14
Bulgarie	15
Canada	17
Chypre	18
Colombie	18
États-Unis d'Amérique	20
Hongrie	21
Indonésie	22
Islande	22
Israël	22
Mexique	23
Norvège	23
Nouvelle-Zélande	24
Panama	24
Pologne	24
République tchèque	26
Roumanie	27
Suisse – Liechtenstein	28
Turquie	28
Union européenne	32
Uruguay	33
Venezuela, République bolivarienne du	34
SECTION II: DÉPENSES BUDGÉTAIRES ET QUANTITÉS NOTIFIÉES	39
Afrique du Sud	40
Australie	46
Brésil	47
Bulgarie	49
Canada	53
Chypre	55
Colombie	56
États-Unis d'Amérique	58
Hongrie	60
Indonésie	62
Islande	62

Israël	63
Mexique	64
Norvège	65
Nouvelle-Zélande.....	66
Panama	67
Pologne	67
République tchèque.....	70
Roumanie	72
Suisse – Liechtenstein	75
Turquie	76
Union européenne.....	81
Uruguay	84
Venezuela, République bolivarienne du	85
PARTIE B – CRÉDITS À L'EXPORTATION, GARANTIES DE CRÉDIT À L'EXPORTATION OU PROGRAMMES D'ASSURANCE	93
Brésil	95
Canada	98
États-Unis d'Amérique	100
Japon.....	105
Nouvelle-Zélande.....	107
Turquie	109
Union européenne.....	111
PARTIE C – ENTREPRISES COMMERCIALES D'ÉTAT EXPORTATRICES DE PRODUITS AGRICOLES.....	113
Australie.....	116
Canada	117
Chine	118
Colombie	125
Dominique	139
Fidji	140
Grenade	141
Inde	142
Indonésie	156
Israël.....	157
Japon.....	162
Maroc.....	163
Nouvelle-Zélande.....	164
Trinité-et-Tobago.....	165
Tunisie	166
Ukraine	168

PARTIE D – AIDE ALIMENTAIRE INTERNATIONALE	169
Afrique du Sud	170
Argentine	170
Australie.....	170
Brésil	171
Canada	171
Cuba.....	174
États-Unis d'Amérique	174
Japon.....	175
Norvège	180
République slovaque	180
République tchèque.....	181
Suisse – Liechtenstein	182
Union européenne.....	183

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 – Groupes de produits.....	6
Tableau 2 – Nombre d'engagements de réduction des subventions à l'exportation par produit, par Membre	8
Tableau 3 – Nombre d'entreprises commerciales d'État exportatrices de produits agricoles notifiées, par Membre.....	114
Tableau 4 – Nombre d'entreprises commerciales d'État exportatrices de produits agricoles s'occupant de divers groupes de produits	115

PARTIE A – SUBVENTIONS À L'EXPORTATION

4. La présente partie donne des renseignements sur l'octroi de subventions à l'exportation par les Membres ayant pris des engagements de réduction des subventions à l'exportation.
5. Elle étoffe les renseignements figurant dans les documents TN/AG/S/8/Rev.1, daté du 2 février 2005, et TN/AG/S/8/Rev.1/Add.1, daté du 31 janvier 2005. Les renseignements sont tirés des listes des Membres et des notifications sous la forme des tableaux ES:1 allant jusqu'au 15 mars 2013.
6. Elle est divisée en deux sections: la **section I** donne des renseignements sur les engagements de réduction des subventions à l'exportation, tant en ce qui concerne les engagements en matière de dépenses budgétaires qu'en matière de quantités, et la **section II** donne des renseignements concernant les dépenses budgétaires et les quantités afférentes aux subventions à l'exportation qui ont été notifiées.

SECTION I

7. La présente section fait l'inventaire des engagements de réduction des subventions à l'exportation par Membre et par année de mise en œuvre³, tels qu'ils sont indiqués dans les listes des Membres. Les tableaux montrent, pour chaque Membre concerné, les engagements consolidés annuels et finals en matière de subventions à l'exportation, s'agissant des dépenses budgétaires et des quantités par produit ou groupe de produits. Les intitulés des colonnes sont les suivants:

RÉF. le dernier chiffre ou les deux derniers chiffres du numéro de référence (subvention à l'exportation ID – XSID) utilisé dans la base de données sur les listes tarifaires codifiées (LTC) pour identifier chaque engagement de réduction des subventions à l'exportation;

PRODUIT le produit ou groupe de produits indiqué dans les listes des Membres⁴; et

1995 ... pour chaque année de mise en œuvre, l'engagement annuel pris par le Membre en matière de dépenses budgétaires/quantités.

8. Pour chaque Membre, la monnaie/l'unité de mesure utilisées pour les engagements de réduction et le type d'année (à savoir l'année civile, l'exercice financier ou la campagne de commercialisation) utilisé pour chaque engagement sont indiqués dans le titre et complétés dans certains cas par une note annexée au tableau pertinent.
9. Le symbole "n.r." indique que les produits concernés n'étaient pas soumis à un engagement pendant l'année de mise en œuvre en question (soit parce que le pays concerné n'était pas Membre, soit parce que le type d'engagement – dépenses budgétaires ou quantités – ne s'applique pas).

Récapitulation des engagements de réduction des subventions à l'exportation

10. Sur les 159 Membres actuels, 25 ont inscrit des engagements de réduction des subventions à l'exportation dans la section II de la Partie IV de leurs listes.^{5,6} Ces Membres, ainsi que le

³ Le terme "année de mise en œuvre" désigne l'année civile, l'exercice financier ou la campagne de commercialisation, selon ce qui a été indiqué par chaque Membre.

⁴ En langue originale seulement.

⁵ L'Union européenne est comptée comme un seul Membre pendant toute la période, sur la base de la Liste CXL des CE-15 qui a été certifiée le 22 février 2010. Depuis la campagne de commercialisation 2006/07 (document G/AG/N/EEC/57/Rev.1), elle a notifié son calcul des "niveaux d'engagement pris par les CE-25 à la suite des négociations au titre de l'article XXIV:6 pour l'élargissement de l'UE de 2004". Ces données ont été incorporées dans les tableaux ci-après à titre d'information, sans préjudice du résultat final des négociations au titre de l'article XXIV:6 du GATT relatives à l'élargissement de l'UE pour ce qui est de cette question.

⁶ Le Costa Rica n'a inscrit des engagements que dans la section III de la Partie IV de sa liste (engagements limitant la portée des subventions à l'exportation); cependant, comme cette section des listes n'est pas visée par les prescriptions en matière de notification (document G/AG/2), elle n'est pas prise en compte dans la suite du présent document.

nombre d'engagements par produit, sont indiqués dans le tableau 2 ci-après. Ces engagements sont classés dans divers groupes de produits afin de faciliter la présentation. Les groupes de produits utilisés sont indiqués dans le tableau 1. Ils correspondent aux catégories de produits ou groupes de produits utilisées pour l'établissement des engagements de réduction des subventions à l'exportation pendant le Cycle d'Uruguay qui figurent dans le document MTN.GNG/MA/W/24 et, pour ce qui est des exportations totales, à ceux qui figurent dans le document G/AG/2, avec les ajustements suivants en ce qui concerne la présentation (en gras dans le tableau 1):

- i. compte tenu de la nature de nombreuses listes, les groupes fruits (catégorie 19) et légumes (catégorie 20) ont été regroupés sous le code 20;
- ii. le code 23 a été attribué aux subventions aux produits agricoles subordonnées à l'incorporation de ces produits dans des produits exportés ("produits incorporés");
- iii. le code 24 a été attribué aux "autres" produits agricoles, c'est-à-dire ceux qui ne font partie d'aucun des groupes utilisés pendant le Cycle d'Uruguay; et
- iv. le code 25 a été attribué à l'"ensemble des produits agricoles" (combinés).

Tableau 1 – Groupes de produits⁷

Code	Produits visés
1	Blé et farine de blé
2	Céréales secondaires
3	Riz
4	Graines oléagineuses
5	Huiles végétales
6	Tourteaux
7	Sucre
8	Beurre et huile de beurre
9	Lait écrémé en poudre
10	Fromages
11	Autres produits laitiers
12	Viande bovine
13	Viande porcine
14	Viande de volaille
15	Viande ovine
16	Animaux vivants
17	Œufs
18	Vin
20 (comprend 19)	Fruits et légumes
21	Tabac
22	Coton
23	Produits incorporés
24	Autres produits agricoles
25	Ensemble des produits agricoles

11. Les renseignements figurant dans le tableau 2 sur le nombre d'engagements par produit par Membre dans chaque groupe de produits proviennent des listes des Membres. Aux fins du tableau 2, on a utilisé les engagements concernant les dépenses budgétaires. Les Membres ont également pris des engagements concernant les quantités, mais, au total, ceux-ci sont moins nombreux que les engagements concernant les dépenses budgétaires, du fait des engagements globaux de réduction des subventions à l'exportation (par exemple "produits

⁷ On peut aussi trouver de plus amples renseignements sur les définitions des produits tirées des sources de données sur lesquelles reposent ces groupements à l'annexe 1 du document G/AG/W/32/Rev.13 du 18 octobre 2012.

incorporés" et "ensemble des produits agricoles") pour lesquels il n'y a pas d'engagements concernant les quantités.

12. Au total, compte tenu de ce calcul, il y a 428 engagements de réduction des subventions à l'exportation. Deux s'appliquent à l'"ensemble des produits agricoles" et cinq aux "produits incorporés". Les 421 autres sont des engagements par produit portant à la fois sur les dépenses budgétaires et les quantités.⁸

⁸ Dans le cas de l'engagement de la Pologne concernant les "produits de l'élevage animal", il n'y a aucun engagement fondé sur les quantités dans la Liste.

Tableau 2 – Nombre d'engagements de réduction des subventions à l'exportation par produit, par Membre

Membre	Groupes de produits (pour les définitions, voir le tableau 1)																								
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	20	21	22	23	24	25	TOUS
Afrique du Sud	1	4		1	2		2	1	1	1	1	2	1	1	1		1	1	5	2	1		33		62
Australie								1	1	1	1								1						5
Brésil		1			1	1	1				1	1		1				1	2	1	1		4		16
Bulgarie	1			1						2		1	1	3	1	2	1	1	28	1		1			44
Canada	1	1		1	1	1		1	1	1	1								1			1			11
Chypre										1	1	1	1	1	1			1	2						9
Colombie			1				1					1							3	1	1		10		18
États-Unis d'Amérique	1	1	1		1			1	1	1	1	1	1	1		1	1								13
Hongrie	1	1		1	1		1			1		1	1	1	1	3		1	2						16
Indonésie			1																						1
Islande											1				1										2
Israël																			3		1		2		6
Mexique	1	2					1												1						5
Norvège								1		1	1	1	1	1	1		1		1			1	1		11
Nouvelle-Zélande																								1	1
Panama																								1	1
Pologne				1	1		1		1		1	1		1		1			4				5		17
République slovaque	1	1			1		1		1		1	1	1	1	1			1	1				5		17
République tchèque	1	1			1		1		1		1	1	1	1	1			1	1				4		16
Roumanie		1		1	1		1	1		1		1		1		1	1	1	2						13
Suisse-Liechtenstein											1					1			2			1			5
Turquie	2	3			4			1		1	3	3		1	1		1		14	1			9		44
Union européenne	1	1	1	1	1		1	1	1	1	1	1	1	1			1	1	2	1		1	1		20
Uruguay			1			1		1																	3
Venezuela, République bolivarienne du		1	4								1								46	4			16		72
Ensemble des Membres	11	18	9	7	15	3	11	9	8	12	17	17	9	15	9	9	7	9	121	11	4	5	90	2	428

SECTION I: ENGAGEMENTS CONSOLIDÉS FINALS EN MATIÈRE DE SUBVENTIONS À L'EXPORTATION

Afrique du Sud

Engagements en matière de dépenses budgétaires, en rand (année civile)

RÉF.	PRODUIT	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
1	Bovine meat	8 715 887	8 159 554	7 603 220	7 046 887	6 490 554	5 934 221	5 934 221	5 934 221	5 934 221	5 934 221
2	Pigmeat	1 175 486	1 100 455	1 025 424	950 393	875 362	800 331	800 331	800 331	800 331	800 331
3	Sheep meat	62 088	58 125	54 162	50 199	46 236	42 273	42 273	42 273	42 273	42 273
4	Poultry	836 755	783 345	729 935	676 525	623 115	569 706	569 706	569 706	569 706	569 706
5	Milk powder	2 791 614	2 613 426	2 435 238	2 257 050	2 078 861	1 900 673	1 900 673	1 900 673	1 900 673	1 900 673
6	Butter	530 773	496 894	463 015	429 136	395 256	361 377	361 377	361 377	361 377	361 377
7	Cheese	134 682	126 086	117 489	108 892	100 295	91 699	91 699	91 699	91 699	91 699
8	Other milk products	224 828	210 478	196 127	181 776	167 425	153 075	153 075	153 075	153 075	153 075
9	Eggs	3 496 409	3 273 234	3 050 059	2 826 884	2 603 709	2 380 534	2 380 534	2 380 534	2 380 534	2 380 534
10	Honey	11 002	10 300	9 597	8 895	8 193	7 491	7 491	7 491	7 491	7 491
11	Products of other animal origin	1 913 840	1 791 680	1 669 520	1 547 360	1 425 200	1 303 040	1 303 040	1 303 040	1 303 040	1 303 040
12	Bulbs, roots and ornamental foliage	3 974 270	3 720 593	3 466 917	3 213 240	2 959 563	2 705 886	2 705 886	2 705 886	2 705 886	2 705 886
13	Cut and dried flowers	9 821 577	9 194 668	8 567 759	7 940 849	7 313 940	6 687 031	6 687 031	6 687 031	6 687 031	6 687 031
14	Vegetables	6 490 970	6 076 653	5 662 335	5 248 018	4 833 701	4 419 384	4 419 384	4 419 384	4 419 384	4 419 384
15	Nuts	928 766	869 483	810 200	750 917	691 634	632 351	632 351	632 351	632 351	632 351
16	Deciduous fruit	119 296 967	111 682 267	104 067 567	96 452 867	88 838 167	81 223 467	81 223 467	81 223 467	81 223 467	81 223 467
17	Citrus fruit	56 404 526	52 804 237	49 203 948	45 603 659	42 003 370	38 403 082	38 403 082	38 403 082	38 403 082	38 403 082
18	Dried fruit	7 767 323	7 271 537	6 775 750	6 279 964	5 784 177	5 288 390	5 288 390	5 288 390	5 288 390	5 288 390
19	Coffee	390 132	365 230	340 328	315 426	290 524	265 622	265 622	265 622	265 622	265 622
20	Tea	459 552	430 219	400 886	371 553	342 219	312 886	312 886	312 886	312 886	312 886
21	Spices	433 481	405 812	378 143	350 474	322 805	295 136	295 136	295 136	295 136	295 136
22	Wheat and wheat products	101 950 590	95 443 105	88 935 621	82 428 136	75 920 652	69 413 167	69 413 167	69 413 167	69 413 167	69 413 167
23	Barley	243 699	228 144	212 588	197 033	181 478	165 923	165 923	165 923	165 923	165 923
24	Oats	134 620	126 027	117 435	108 842	100 249	91 656	91 656	91 656	91 656	91 656
25	Maize and maize products	107 941 861	101 051 955	94 162 049	87 272 143	80 382 237	73 492 331	73 492 331	73 492 331	73 492 331	73 492 331
26	Grain sorghum	279 920	262 053	244 185	226 318	208 451	190 584	190 584	190 584	190 584	190 584
27	Oilseeds	5 082 930	4 758 487	4 434 045	4 109 603	3 785 160	3 460 718	3 460 718	3 460 718	3 460 718	3 460 718
28	Other seeds	1 116 759	1 045 476	974 194	902 911	831 629	760 346	760 346	760 346	760 346	760 346

RÉF.	PRODUIT	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
29	Vegetable saps and extracts	805 271	753 870	702 470	651 070	599 670	548 269	548 269	548 269	548 269	548 269
30	Animal fats	2 630 328	2 462 434	2 294 541	2 126 648	1 958 755	1 790 861	1 790 861	1 790 861	1 790 861	1 790 861
31	Vegetable oils	13 223 561	12 379 504	11 535 447	10 691 390	9 847 333	9 003 276	9 003 276	9 003 276	9 003 276	9 003 276
32	Margarine	1 276 465	1 194 988	1 113 512	1 032 035	950 559	869 082	869 082	869 082	869 082	869 082
33	Acids	289 929	271 423	252 917	234 411	215 904	197 398	197 398	197 398	197 398	197 398
34	Glycerol	527 907	494 211	460 514	426 818	393 122	359 426	359 426	359 426	359 426	359 426
35	Preparations of meat	501 789	469 760	437 731	405 702	373 673	341 644	341 644	341 644	341 644	341 644
36	Sugar	83 171 242	77 862 440	72 553 637	67 244 834	61 936 031	56 627 229	56 627 229	56 627 229	56 627 229	56 627 229
37	Other sugars	417 939	391 262	364 585	337 908	311 231	284 554	284 554	284 554	284 554	284 554
38	Molasses	1 348 939	1 262 837	1 176 734	1 090 632	1 004 529	918 427	918 427	918 427	918 427	918 427
39	Sugar confectionery	9 756 160	9 133 427	8 510 693	7 887 959	7 265 226	6 642 492	6 642 492	6 642 492	6 642 492	6 642 492
40	Cocoa and cocoa preparations	3 100 974	2 903 040	2 705 105	2 507 171	2 309 236	2 111 302	2 111 302	2 111 302	2 111 302	2 111 302
41	Pasta	108 239	101 330	94 421	87 512	80 604	73 695	73 695	73 695	73 695	73 695
42	Tapioca	17 024	15 938	14 851	13 764	12 678	11 591	11 591	11 591	11 591	11 591
43	Bread, pastry, cakes and biscuits	4 234 822	3 964 514	3 694 207	3 423 899	3 153 591	2 883 283	2 883 283	2 883 283	2 883 283	2 883 283
44	Vegetable, fruit and nut preparations incl. fruit juices	84 805 848	79 392 709	73 979 569	68 566 430	63 153 291	57 740 152	57 740 152	57 740 152	57 740 152	57 740 152
45	Miscellaneous edible preparations	4 087 457	3 826 555	3 565 654	3 304 752	3 043 851	2 782 949	2 782 949	2 782 949	2 782 949	2 782 949
46	Waters	3 763 438	3 523 218	3 282 999	3 042 779	2 802 560	2 562 340	2 562 340	2 562 340	2 562 340	2 562 340
47	Beer	27 659 139	25 893 662	24 128 185	22 362 708	20 597 231	18 831 754	18 831 754	18 831 754	18 831 754	18 831 754
48	Wine products	21 088 369	19 742 303	18 396 237	17 050 171	15 704 104	14 358 038	14 358 038	14 358 038	14 358 038	14 358 038
49	Spirits and fermented beverages	6 208 522	5 812 234	5 415 945	5 019 656	4 623 368	4 227 079	4 227 079	4 227 079	4 227 079	4 227 079
50	Vinegar	61 886	57 936	53 986	50 035	46 085	42 135	42 135	42 135	42 135	42 135
51	Flours, meals and pellets of fish	1 216 049	1 138 429	1 060 809	983 188	905 568	827 948	827 948	827 948	827 948	827 948
52	Dog and cat food	1 755 572	1 643 514	1 531 457	1 419 399	1 307 341	1 195 283	1 195 283	1 195 283	1 195 283	1 195 283
53	Tobacco	17 713 471	16 582 824	15 452 177	14 321 530	13 190 883	12 060 236	12 060 236	12 060 236	12 060 236	12 060 236
54	Cigarettes and other tobacco	3 006 306	2 814 414	2 622 522	2 430 630	2 238 739	2 046 847	2 046 847	2 046 847	2 046 847	2 046 847
55	Citrus fruit oil	1 337 381	1 252 016	1 166 652	1 081 287	995 922	910 557	910 557	910 557	910 557	910 557

RÉF.	PRODUIT	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
56	Albuminoidal subst. starches and glues	957 169	896 073	834 977	773 881	712 785	651 690	651 690	651 690	651 690	651 690
57	Raw furskins	1 260 838	1 180 359	1 099 880	1 019 401	938 922	858 443	858 443	858 443	858 443	858 443
58	Hides and skins	28 449 500	26 633 575	24 817 649	23 001 724	21 185 798	19 369 873	19 369 873	19 369 873	19 369 873	19 369 873
59	Raw silk and silk waste	13 893	13 006	12 120	11 233	10 346	9 459	9 459	9 459	9 459	9 459
60	Wool	63 203 036	59 168 799	55 134 563	51 100 327	47 066 090	43 031 854	43 031 854	43 031 854	43 031 854	43 031 854
61	Mohair	7 266 559	6 802 736	6 338 913	5 875 090	5 411 267	4 947 444	4 947 444	4 947 444	4 947 444	4 947 444
62	Cotton	4 157 081	3 891 736	3 626 390	3 361 045	3 095 699	2 830 353	2 830 353	2 830 353	2 830 353	2 830 353

Engagements quantitatifs, en équivalents-tonnes (année civile)

RÉF.	PRODUIT	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
1	Bovine meat	15 439	14 879	14 319	13 759	13 199	12 639	12 639	12 639	12 639	12 639
2	Pigmeat	1 930	1 860	1 790	1 720	1 650	1 580	1 580	1 580	1 580	1 580
3	Sheep meat	167	161	155	149	143	137	137	137	137	137
4	Poultry	1 597	1 539	1 481	1 423	1 365	1 307	1 307	1 307	1 307	1 307
5	Milk powder	4 144	3 993	3 843	3 693	3 543	3 392	3 392	3 392	3 392	3 392
6	Butter	1 168	1 125	1 083	1 041	998	956	956	956	956	956
7	Cheese	281	271	260	250	240	230	230	230	230	230
8	Other milk products	444	428	412	396	380	363	363	363	363	363
9	Eggs	2 443	2 355	2 266	2 178	2 089	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000
10	Honey	106	102	98	95	91	87	87	87	87	87
11	Products of other animal origin	18 928	18 242	17 555	16 869	16 182	15 496	15 496	15 496	15 496	15 496
12	Bulbs, roots and ornamental foliage	14 818	14 280	13 743	13 205	12 668	12 130	12 130	12 130	12 130	12 130
13	Cut and dried flowers	4 888	4 710	4 533	4 356	4 179	4 001	4 001	4 001	4 001	4 001
14	Vegetables	48 375	46 621	44 866	43 112	41 357	39 603	39 603	39 603	39 603	39 603
15	Nuts	8 171	7 874	7 578	7 282	6 985	6 689	6 689	6 689	6 689	6 689
16	Deciduous fruit	356 085	343 170	330 255	317 340	304 425	291 510	291 510	291 510	291 510	291 510
17	Citrus fruit	442 935	426 870	410 805	394 740	378 675	362 610	362 610	362 610	362 610	362 610
18	Dried fruit	23 816	22 952	22 089	21 225	20 361	19 497	19 497	19 497	19 497	19 497
19	Coffee	3 684	3 551	3 417	3 283	3 150	3 016	3 016	3 016	3 016	3 016
20	Tea	3 907	3 766	3 624	3 482	3 340	3 199	3 199	3 199	3 199	3 199
21	Spices	3 928	3 785	3 643	3 500	3 358	3 215	3 215	3 215	3 215	3 215
22	Wheat and wheat products	613 596	591 341	569 087	546 832	524 577	502 322	502 322	502 322	502 322	502 322
23	Barley	7 772	7 490	7 208	6 926	6 645	6 363	6 363	6 363	6 363	6 363
24	Oats	4 298	4 142	3 986	3 830	3 675	3 519	3 519	3 519	3 519	3 519

RÉF.	PRODUIT	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
25	Maize and maize products	1 801 860	1 736 507	1 671 155	1 605 802	1 540 450	1 475 097	1 475 097	1 475 097	1 475 097	1 475 097
26	Grain sorghum	13 331	12 848	12 364	11 881	11 397	10 914	10 914	10 914	10 914	10 914
27	Oilseeds	27 809	26 801	25 792	24 783	23 775	22 766	22 766	22 766	22 766	22 766
28	Other seeds	9 830	9 474	9 117	8 761	8 404	8 048	8 048	8 048	8 048	8 048
29	Vegetable saps and extracts	7 276	7 012	6 748	6 484	6 221	5 957	5 957	5 957	5 957	5 957
30	Animal fats	17 274	16 648	16 021	15 395	14 768	14 142	14 142	14 142	14 142	14 142
31	Vegetable oils	51 385	49 522	47 658	45 794	43 930	42 067	42 067	42 067	42 067	42 067
32	Margarine	8 138	7 843	7 548	7 252	6 957	6 662	6 662	6 662	6 662	6 662
33	Acids	1 939	1 868	1 798	1 728	1 657	1 587	1 587	1 587	1 587	1 587
34	Glycerol	3 488	3 362	3 235	3 109	2 982	2 856	2 856	2 856	2 856	2 856
35	Preparations of meat	2 843	2 740	2 637	2 534	2 430	2 327	2 327	2 327	2 327	2 327
36	Sugar	857 761	826 650	795 540	764 429	733 319	702 208	702 208	702 208	702 208	702 208
37	Other sugars	3 259	3 141	3 022	2 904	2 786	2 668	2 668	2 668	2 668	2 668
38	Molasses	13 440	12 952	12 465	11 977	11 490	11 002	11 002	11 002	11 002	11 002
39	Sugar confectionery	18 657	17 981	17 304	16 627	15 951	15 274	15 274	15 274	15 274	15 274
40	Cocoa and cocoa preparations	14 820	14 283	13 745	13 208	12 670	12 133	12 133	12 133	12 133	12 133
41	Pasta	631	608	585	562	540	517	517	517	517	517
42	Tapioca	56	54	52	50	48	46	46	46	46	46
43	Bread, pastry, cakes and biscuits	10 342	9 967	9 592	9 217	8 842	8 466	8 466	8 466	8 466	8 466
44	Vegetable, fruit and nut preparations incl. fruit juices	244 665	235 791	226 917	218 044	209 170	200 296	200 296	200 296	200 296	200 296
45	Miscellaneous edible preparations	25 030	24 122	23 215	22 307	21 399	20 491	20 491	20 491	20 491	20 491
46	Waters	23 111	22 273	21 434	20 596	19 758	18 920	18 920	18 920	18 920	18 920
47	Beer	27 417	26 422	25 428	24 433	23 439	22 445	22 445	22 445	22 445	22 445
48	Wine products	23 598	22 742	21 886	21 030	20 175	19 319	19 319	19 319	19 319	19 319
49	Spirits and fermented beverages	11 058	10 657	10 256	9 855	9 454	9 053	9 053	9 053	9 053	9 053
50	Vinegar	338	326	313	301	289	277	277	277	277	277
51	Flours, meals and pellets of fish	11 713	11 288	10 864	10 439	10 014	9 589	9 589	9 589	9 589	9 589
52	Dog and cat food	14 436	13 913	13 389	12 866	12 342	11 818	11 818	11 818	11 818	11 818

RÉF.	PRODUIT	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
53	Tobacco	8 181	7 885	7 588	7 291	6 994	6 698	6 698	6 698	6 698	6 698
54	Cigarettes and other tobacco	5 529	5 329	5 128	4 928	4 727	4 527	4 527	4 527	4 527	4 527
55	Citrus fruit oil	7 550	7 276	7 002	6 729	6 455	6 181	6 181	6 181	6 181	6 181
56	Albuminoidal subst. starches and glues	5 240	5 050	4 860	4 670	4 480	4 290	4 290	4 290	4 290	4 290
57	Raw furskins	12 480	12 028	11 575	11 122	10 670	10 217	10 217	10 217	10 217	10 217
58	Hides and skins	37 277	35 925	34 573	33 221	31 869	30 517	30 517	30 517	30 517	30 517
59	Raw silk and silk waste	143	138	132	127	122	117	117	117	117	117
60	Wool	47 776	46 043	44 311	42 578	40 845	39 112	39 112	39 112	39 112	39 112
61	Mohair	5 169	4 981	4 794	4 606	4 419	4 231	4 231	4 231	4 231	4 231
62	Cotton	4 600	4 433	4 266	4 100	3 933	3 766	3 766	3 766	3 766	3 766

Australie

Engagements en matière de dépenses budgétaires, en millions de dollars australiens (\$A) (juillet-juin)¹

RÉF.	PRODUIT	1995	1996	1997	1998	1999	2000
1	Cheese	30,87	29,05	27,22	25,39	23,57	21,74
2	Other milk products: fats	41,92	39,13	36,35	33,56	30,78	27,99
3	Other milk products: solids non fats						
4	Pears	0,34	0,32	0,29	0,27	0,25	0,23
5	Butter and butteroil	24,39	22,39	20,38	18,37	16,37	14,36
6	Skim milk powder	38,46	35,53	32,59	29,65	26,71	23,78

¹ Sauf pour "pears" (poires) (année civile).

Engagements quantitatifs, en tonnes (juillet-juin)¹

RÉF.	PRODUIT	1995	1996	1997	1998	1999	2000
1	Cheese	71 997	67 574	63 150	58 727	54 303	49 880
2	Other milk products: fats	19 989	18 603	17 216	15 830	14 443	13 056
3	Other milk products: solids non fats	88 862	81 204	73 547	65 889	58 231	50 573
4	Pears	3 490	3 364	3 237	3 111	2 984	2 857
5	Butter and butteroil	63 706	58 731	53 755	48 779	43 803	38 828
6	Skim milk powder	106 308	98 573	90 839	83 105	75 370	67 636

¹ Sauf pour "pears" (poires) (année civile).

Brésil

Engagements en matière de dépenses budgétaires, en dollars EU (année civile)

RÉF.	PRODUIT	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
1	Coarse grains	62 097,5	60 570,5	59 043,5	57 516,5	55 989,6	54 462,6	52 935,6	51 408,6	49 881,6	48 354,6
2	Vegetable oils	5 668 390,4	5 529 003,7	5 389 617,1	5 250 230,4	5 110 843,8	4 971 457,1	4 832 070,5	4 692 683,8	4 553 297,2	4 413 910,5
3	Oil cakes	280 648,3	273 747,1	266 845,9	259 944,7	253 043,6	246 142,4	239 241,2	232 340,0	225 438,8	218 537,6
4	Sugar	54 137 916,0	52 806 656,0	51 475 395,9	50 144 135,9	48 812 875,9	47 481 615,9	46 150 355,9	44 819 095,8	43 487 835,8	42 156 575,8
5	Other milk products	163 455,1	159 435,7	155 416,3	151 396,9	147 377,5	143 358,1	139 338,7	135 319,4	131 300,0	127 280,6
6	Bovine meat	5 584 522,7	5 447 198,3	5 309 874,0	5 172 549,7	5 035 225,4	4 897 901,0	4 760 576,7	4 623 252,4	4 485 928,0	4 348 603,7
7	Poultry meat	4 805 170,6	4 687 010,6	4 568 850,7	4 450 690,8	4 332 530,8	4 214 370,9	4 096 211,0	3 978 051,0	3 859 891,1	3 741 731,2
8	Beverages, spirits and vinegar	82 411,5	80 385,0	78 358,5	76 332,0	74 305,5	72 278,9	70 252,4	68 225,9	66 199,4	64 172,9
9	Wine	260 895,5	254 480,1	248 064,6	241 649,1	235 233,7	228 818,2	222 402,8	215 987,3	209 571,8	203 156,4
10	Fruit and vegetables fresh	2 503 153,5	2 441 600,6	2 380 047,6	2 318 494,7	2 256 941,7	2 195 388,7	2 133 835,8	2 072 282,8	2 010 729,9	1 949 176,9
11	Fruits and vegetables processed	19 455 857,8	18 977 435,0	18 499 012,3	18 020 589,6	17 542 166,9	17 063 744,1	16 585 321,4	16 106 898,7	15 628 475,9	15 150 053,2
12	Tobacco	269 656,6	263 025,7	256 394,8	249 763,9	243 133,0	236 502,1	229 871,2	223 240,3	216 609,4	209 978,5
13	Cotton	208 534,1	203 406,2	198 278,3	193 150,4	188 022,6	182 894,7	177 766,8	172 638,9	167 511,0	162 383,1
14	Cocoa	274 524,4	267 773,8	261 023,2	254 272,6	247 522,0	240 771,4	234 020,8	227 270,2	220 519,6	213 769,0
15	Preparations of cereals, flour of milk and pastrycook' products	91 283,8	89 039,1	86 794,4	84 549,8	82 305,1	80 060,4	77 815,7	75 571,0	73 326,3	71 081,7
16	Flowers	51 204,4	49 945,3	48 686,1	47 427,0	46 167,9	44 908,8	43 649,6	42 390,5	41 131,4	39 872,3

Engagements quantitatifs, en tonnes (année civile)

RÉF.	PRODUIT	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
1	Coarse grains	17 357,5	17 111,1	16 864,6	16 618,2	16 371,7	16 125,3	15 878,8	15 632,4	15 385,9	15 139,4
2	Vegetable oils	544 280,5	536 552,4	528 824,2	521 096,1	513 368,0	505 639,9	497 911,8	490 183,6	482 455,5	474 727,4
3	Oil cakes	72 428,8	71 400,4	70 372,0	69 343,6	68 315,2	67 286,8	66 258,4	65 230,0	64 201,6	63 173,2
4	Sugar	1 716 355,4	1 691 985,3	1 667 615,1	1 643 245,0	1 618 874,8	1 594 504,6	1 570 134,5	1 545 764,3	1 521 394,2	1 497 024,0
5	Other milk products	11 032,7	10 876,0	10 719,4	10 562,7	10 406,1	10 249,4	10 092,8	9 936,1	9 779,5	9 622,8
6	Bovine meat	105 226,2	103 732,1	102 238,0	100 744,0	99 249,9	97 755,8	96 261,7	94 767,6	93 273,5	91 779,4
7	Poultry meat	96 566,4	95 195,2	93 824,1	92 453,0	91 081,9	89 710,7	88 339,6	86 968,5	85 597,3	84 226,2
8	Beverages, spirits and vinegar	7 947,8	8 047,2	7 931,3	7 815,4	7 699,5	7 583,6	7 467,7	7 351,8	7 235,8	7 119,9
9	Wine	19 488,2	19 211,5	18 934,8	18 658,1	18 381,4	18 104,6	17 827,9	17 551,2	17 274,5	16 997,8
10	Fruit and vegetables fresh	140 969,3	138 967,7	136 966,1	134 964,5	132 963,0	130 961,4	128 959,8	126 958,2	124 956,6	122 955,0
11	Fruits and vegetables processed	557 593,6	549 676,4	541 759,3	533 842,1	525 925,0	518 007,8	510 090,7	502 173,5	494 256,4	486 339,2
12	Tobacco	2 750,8	2 711,8	2 672,7	2 633,7	2 594,6	2 555,5	2 516,5	2 477,4	2 438,4	2 399,3
13	Cotton	3 670,9	3 618,8	3 566,6	3 514,5	3 462,4	3 410,3	3 358,1	3 306,0	3 253,9	3 201,8
14	Cocoa	8 610,1	8 487,9	8 365,6	8 243,4	8 121,1	7 998,9	7 876,6	7 754,4	7 632,1	7 509,9

RÉF.	PRODUIT	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
15	Preparations of cereals, flour of milk and pastrycook' products	4 860,9	4 791,9	4 722,8	4 653,8	4 584,8	4 515,8	4 446,8	4 377,8	4 308,7	4 239,7
16	Flowers	914,1	901,1	888,2	875,2	862,2	849,2	836,2	823,3	810,3	797,3

Bulgarie

Engagements en matière de dépenses budgétaires, en millions d'écus (année civile)

RÉF.	PRODUIT	1995	1996	1997	1998	1999	2000
1	Wheat and wheat flour	n.r.	n.r.	2,98	2,77	2,57	2,39
2	Sunflower seed	n.r.	n.r.	1,61	1,5	1,39	1,29
3	Grapes	n.r.	n.r.	2,69	2,49	2,31	2,15
4	Peaches	n.r.	n.r.	0,48	0,45	0,41	0,38
5	Cherries	n.r.	n.r.	0,38	0,36	0,33	0,31
6	Plums	n.r.	n.r.	0,58	0,53	0,5	0,46
7	Apples	n.r.	n.r.	3,84	3,56	3,31	3,08
8	Watermelons	n.r.	n.r.	1,34	1,25	1,16	1,08
9	Strawberries	n.r.	n.r.	0,29	0,27	0,25	0,23
10	Tomatoes	n.r.	n.r.	7,55	7,01	6,5	6,05
11	Cucumbers	n.r.	n.r.	1,13	1,05	0,97	0,9
12	Potatoes	n.r.	n.r.	1,01	0,94	0,87	0,81
13	Peppers	n.r.	n.r.	1,35	1,25	1,16	1,08
14	Onions	n.r.	n.r.	0,23	0,21	0,19	0,18
15	Marmalades	n.r.	n.r.	0,17	0,16	0,14	0,13
16	Jams	n.r.	n.r.	0,75	0,7	0,65	0,6
17	Stewed fruit	n.r.	n.r.	3,19	2,96	2,74	2,55
18	Fruit, frozen	n.r.	n.r.	0,34	0,31	0,29	0,27
19	Fruit pulp	n.r.	n.r.	0,42	0,39	0,36	0,34
20	Fruit juices	n.r.	n.r.	3,52	3,27	3,03	2,82
21	Vegetables, frozen	n.r.	n.r.	0,19	0,17	0,16	0,15
22	Canned tomatoes	n.r.	n.r.	7,47	6,93	6,43	5,98
23	Canned peppers	n.r.	n.r.	0,75	0,69	0,64	0,6
24	Canned cucumbers	n.r.	n.r.	2,05	1,91	1,77	1,64
25	Canned peas	n.r.	n.r.	1,12	1,04	0,96	0,9
26	Canned mushrooms	n.r.	n.r.	0,37	0,35	0,32	0,3
27	Tomato paste	n.r.	n.r.	1,31	1,21	1,13	1,05
28	Tomato juice	n.r.	n.r.	2,24	2,08	1,93	1,79
29	Mixed vegetable juice	n.r.	n.r.	0,19	0,17	0,16	0,15
30	Tins of vegetables	n.r.	n.r.	2,99	2,77	2,57	2,39
31	Wine	n.r.	n.r.	1,6	1,48	1,36	1,26
32	Tobacco	n.r.	n.r.	14,43	13,38	12,4	11,5
33	White cheese	n.r.	n.r.	5,63	5,24	4,87	4,53

RÉF.	PRODUIT	1995	1996	1997	1998	1999	2000
34	Kashkaval / Yellow cheese	n.r.	n.r.	0,8	0,75	0,7	0,65
35	Cattle	n.r.	n.r.	0,81	0,75	0,69	0,64
36	Sheep and lambs	n.r.	n.r.	4,56	4,24	3,93	3,64
37	Bovine meat	n.r.	n.r.	0,24	0,22	0,21	0,19
38	Mutton and lamb	n.r.	n.r.	10,67	9,91	9,19	8,53
39	Pigmeat	n.r.	n.r.	0,56	0,52	0,48	0,45
40	Fowls of the species Gallus domesticus	n.r.	n.r.	15,23	14,14	13,1	12,15
41	Turkeys, ducks, geese and guinea fowls	n.r.	n.r.	0,4	0,37	0,34	0,32
42	Poultry cuts and offal	n.r.	n.r.	0,4	0,37	0,34	0,32
43	Eggs	n.r.	n.r.	0,24	0,22	0,21	0,19
44	Incorporated products	n.r.	n.r.	20,28	18,82	17,45	16,18

Engagements quantitatifs, en milliers de tonnes, sauf pour "wine" (vin) (milliers d'hectolitres) (année civile)

RÉF.	PRODUIT	1995	1996	1997	1998	1999	2000
1	Wheat and wheat flour	n.r.	n.r.	132,43	127	121,8	116,8
2	Sunflower seed	n.r.	n.r.	4,66	4,45	4,26	4,07
3	Grapes	n.r.	n.r.	8,9	8,54	8,19	7,85
4	Peaches	n.r.	n.r.	1,59	1,52	1,46	1,4
5	Cherries	n.r.	n.r.	1,27	1,22	1,17	1,12
6	Plums	n.r.	n.r.	1,91	1,83	1,75	1,68
7	Apples	n.r.	n.r.	12,72	12,2	11,7	11,22
8	Watermelons	n.r.	n.r.	4,45	4,27	4,09	3,93
9	Strawberries	n.r.	n.r.	0,95	0,91	0,88	0,84
10	Tomatoes	n.r.	n.r.	25,01	23,99	23	22,06
11	Cucumbers	n.r.	n.r.	3,73	3,58	3,43	3,29
12	Potatoes	n.r.	n.r.	3,36	3,22	3,09	2,96
13	Peppers	n.r.	n.r.	4,48	4,3	4,12	3,95
14	Onions	n.r.	n.r.	0,75	0,72	0,69	0,66
15	Marmalades	n.r.	n.r.	0,43	0,41	0,39	0,38
16	Jams	n.r.	n.r.	1,71	1,64	1,58	1,51
17	Stewed fruit	n.r.	n.r.	6,21	5,96	5,71	5,48
18	Fruit, frozen	n.r.	n.r.	0,86	0,82	0,79	0,76
19	Fruit pulp	n.r.	n.r.	0,86	0,82	0,79	0,76
20	Fruit juices	n.r.	n.r.	11,35	10,88	10,44	10,01
21	Vegetables, frozen	n.r.	n.r.	0,4	0,38	0,37	0,35
22	Canned tomatoes	n.r.	n.r.	16,7	16,02	15,36	14,73
23	Canned peppers	n.r.	n.r.	1,19	1,14	1,1	1,05
24	Canned cucumbers	n.r.	n.r.	4,77	4,58	4,39	4,21
25	Canned peas	n.r.	n.r.	1,99	1,91	1,83	1,75
26	Canned mushrooms	n.r.	n.r.	0,4	0,38	0,37	0,35
27	Tomato paste	n.r.	n.r.	3,18	3,05	2,93	2,81
28	Tomato juice	n.r.	n.r.	3,98	3,81	3,66	3,51

RÉF.	PRODUIT	1995	1996	1997	1998	1999	2000
29	Mixed vegetable juice	n.r.	n.r.	0,4	0,38	0,37	0,35
30	Tins of vegetables	n.r.	n.r.	6,76	6,48	6,22	5,96
31	Wine	n.r.	n.r.	98,88	94,83	90,94	87,21
32	Tobacco	n.r.	n.r.	15,89	15,24	14,62	14,02
33	White cheese	n.r.	n.r.	5,03	4,83	4,63	4,44
34	Kashkaval / Yellow cheese	n.r.	n.r.	0,71	0,68	0,65	0,62
35	Cattle	n.r.	n.r.	1,8	1,73	1,66	1,59
36	Sheep and lambs	n.r.	n.r.	3,5	3,35	3,21	3,08
37	Bovine meat	n.r.	n.r.	0,62	0,59	0,57	0,55
38	Mutton and lamb	n.r.	n.r.	7,95	7,62	7,31	7,01
39	Pigmeat	n.r.	n.r.	0,62	0,59	0,57	0,55
40	Fowls of the species Gallus domesticus	n.r.	n.r.	6,71	6,43	6,17	5,92
41	Turkeys, ducks, geese and guinea fowls	n.r.	n.r.	0,18	0,17	0,16	0,16
42	Poultry cuts and offal	n.r.	n.r.	0,18	0,17	0,16	0,16
43	Eggs	n.r.	n.r.	0,62	0,59	0,57	0,55
44	Incorporated products	n.r.	n.r.	0	0	0	0

Canada

Engagements en matière de dépenses budgétaires, en milliers de dollars canadiens (\$Can) (campagne de commercialisation, 1^{er} août-31 juillet)

RÉF.	PRODUIT	1995	1996	1997	1998	1999	2000
1	Wheat and wheat flour	326 861	301 301	275 741	250 181	224 621	199 061
2	Coarse grains	109 437	102 452	95 466	88 481	81 496	74 510
3	Oilseeds	56 119	52 537	48 955	45 373	41 790	38 208
4	Vegetable oils	3 263	3 055	2 847	2 638	2 430	2 222
5	Oilcakes	7 018	6 570	6 122	5 674	5 225	4 778
6	Butter	38 874	33 304	27 735	22 165	16 595	11 025
7	Skim milk powder	45 750	42 830	39 909	36 989	34 069	31 149
8	Cheese	28 852	26 327	23 802	21 278	18 753	16 228
9	Other milk	33 054	30 944	28 834	26 725	24 615	22 505
10	Vegetables	5 477	4 779	4 080	3 382	2 683	1 985
11	Incorporated products	34 239	31 447	28 654	25 862	23 069	20 276

Engagements quantitatifs, en tonnes (campagne de commercialisation, 1^{er} août-31 juillet)

RÉF.	PRODUIT	1995	1996	1997	1998	1999	2000
1	Wheat and wheat flour	13 590 251	12 642 559	11 694 866	10 747 173	9 799 481	8 851 788
2	Coarse grains	4 418 943	4 258 671	4 098 398	3 938 126	3 777 853	3 617 581
3	Oilseeds	2 136 653	2 059 158	1 981 663	1 904 167	1 826 672	1 749 177
4	Vegetable oils	113 337	109 226	105 115	101 005	96 894	92 783
5	Oilcakes	264 789	255 185	245 581	235 977	226 374	216 770

RÉF.	PRODUIT	1995	1996	1997	1998	1999	2000
6	Butter	9 464	8 271	7 079	5 886	4 693	3 500
7	Skim milk powder	54 910	52 919	50 927	48 936	46 944	44 953
8	Cheese	12 448	11 773	11 099	10 424	9 750	9 076
9	Other milk	36 990	35 649	34 307	32 966	31 624	30 282
10	Vegetables	224 527	195 642	166 757	137 871	108 986	80 101
11	Incorporated products	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.

Chypre

Engagements en matière de dépenses budgétaires, en millions de livres chypriotes (£C) (année civile)

RÉF.	PRODUIT	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
1	Cheese	0,088	0,086	0,084	0,081	0,079	0,077	0,075	0,073	0,071	0,068
2	Other milk products	0,029	0,029	0,028	0,027	0,026	0,026	0,025	0,024	0,024	0,023
3	Wine alcohol and other grape products	1,327	1,295	1,262	1,23	1,197	1,164	1,132	1,099	1,067	1,034
4	Fruit	1,854	1,809	1,736	1,718	1,672	1,626	1,581	1,535	1,49	1,444
5	Vegetables	3,806	3,713	3,619	3,526	3,432	3,338	3,945	3,151	3,058	2,964
6	Pig meat	0,586	0,571	0,557	0,542	0,528	0,514	0,499	0,485	0,47	0,458
7	Poultry meat	0,293	0,286	0,278	0,271	0,264	0,257	0,25	0,242	0,235	0,228
8	Sheepmeat	0,44	0,238	0,232	0,226	0,22	0,214	0,208	0,202	0,196	0,19
9	Bovine meat	0,244	0,238	0,232	0,226	0,22	0,214	0,208	0,202	0,196	0,19

Engagements quantitatifs, en milliers de tonnes (année civile)

RÉF.	PRODUIT	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
1	Cheese	0,986	0,972	0,958	0,944	0,93	0,916	0,902	0,888	0,874	0,86
2	Other milk products	0,296	0,292	0,287	0,283	0,279	0,275	0,271	0,266	0,262	0,258
3	Wine alcohol and other grape products	15,136	14,921	14,706	14,481	14,276	14,064	13,846	13,631	13,416	13,201
4	Fruit	102,5	101,1	99,6	98,2	96,7	95,2	93,6	92,3	90,9	89,4
5	Vegetables	142	140	138	136	134	132	130	128	126	124
6	Pig meat	0,986	0,972	0,958	0,944	0,93	0,916	0,902	0,888	0,874	0,86
7	Poultry meat	0,493	0,486	0,479	0,472	0,465	0,458	0,451	0,444	0,437	0,43
8	Sheepmeat	0,247	0,243	0,24	0,236	0,233	0,229	0,226	0,222	0,219	0,215
9	Bovine meat	0,247	0,243	0,24	0,236	0,233	0,229	0,226	0,222	0,219	0,215

Colombie

Engagements en matière de dépenses budgétaires, en milliers de dollars EU (année civile)

RÉF.	PRODUIT	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
1	Carne de bovino	5 819,096	5 819,096	5 659,668	5 500,241	5 340,814	5 181,387	5 021,959	4 862,532	4 703,105	4 543,677
2	Flores y capullos cortados	19 754,519	19 754,519	19 213,300	18 672,080	18 130,860	17 589,640	17 048,421	16 507,201	15 965,981	15 424,762
3	Legumbres y hortalizas	25 753,170	25 753,170	25 047,604	24 342,037	23 636,471	22 930,905	22 225,338	21 519,772	20 814,206	20 108,639
4	Frutas	58 997,698	58 997,698	57 381,322	55 764,947	54 148,572	52 532,197	50 915,821	49 299,446	47 683,071	46 066,696

RÉF.	PRODUIT	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
5	Café incluso tostado o descafeinado	834,143	834,143	811,290	788,437	765,584	742,730	719,877	697,024	674,171	651,317
6	Arroz	115 136,313	115 136,313	111 981,893	108 827,474	105 673,054	102 518,635	99 364,215	96 209,796	93 055,376	89 900,956
7	Azucar	20 643,766	20 643,766	20 078,183	19 512,601	18 947,018	18 381,436	17 815,853	17 250,270	16 684,688	16 119,105
8	Melazas de la extracc o del refin del azucar	1 000,174	1 000,174	972,772	945,370	917,968	890,566	863,164	835,762	808,360	780,958
9	Articulos de confiteria sin cacao	1 492,840	1 492,840	1 451,940	1 411,040	1 370,140	1 329,241	1 288,341	1 247,441	1 206,542	1 165,642
10	Cacao en grand entero o partido	25 415,272	25 415,272	24 718,963	24 022,654	23 326,345	22 630,036	21 933,727	21 237,419	20 541,110	19 844,801
11	Manteca, grasa y aceite de cacao	1 710,862	1 710,862	1 663,989	1 617,116	1 570,243	1 523,370	1 476,497	1 429,624	1 382,752	1 335,879
12	Chocolate y dms prep aliment con cacao	410,812	410,812	399,557	388,302	377,047	365,792	354,537	343,281	332,026	320,771
13	Compotas jaleas y mermeladas	3 633,696	3 633,696	3 534,143	3 434,589	3 335,036	3 235,483	3 135,929	3 036,376	2 936,823	2 837,269
14	Levaduras (vivas y muertas)	9 868,785	9 868,785	9 598,408	9 328,030	9 057,652	8 787,275	8 516,897	8 246,519	7 976,142	7 705,764
15	Vinegre comest y suced comest del vinagre	242,285	242,285	235,647	229,009	222,371	215,733	209,095	202,457	195,819	189,181
16	Lias o nueces de vino tartaro bruto	653,411	653,411	635,509	617,608	599,706	581,804	563,903	546,001	528,099	510,198
17	Tabaco	4 237,093	4 237,093	4 121,008	4 004,923	3 888,838	3 772,754	3 656,669	3 540,584	3 424,499	3 308,415
18	Algodon	71 394,099	71 394,099	69 438,096	67 482,094	65 526,091	63 570,088	61 614,085	59 658,083	57 702,080	55 746,077

Engagements quantitatifs, en tonnes (année civile)

RÉF.	PRODUIT	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
1	Carne de bovino	9 649	9 649	9 497	9 344	9 192	9 040	8 887	8 735	8 582	8 430
2	Flores y capullos cortodos	78 933	78 933	77 686	76 438	75 191	73 944	72 697	71 449	70 202	68 955
3	Legumbres y hortalizas	27 953	27 953	27 512	27 070	26 628	26 187	25 745	25 303	24 862	24 420
4	Frutas	1 005 634	1 005 634	989 744	973 853	957 963	942 073	926 182	910 292	894 401	878 511
5	Café incluso tostado o descafeinado	656 833	656 833	646 454	636 075	625 696	615 317	604 939	594 560	584 181	573 802
6	Arroz	18 617	18 617	18 322	18 028	17 734	17 440	17 146	16 852	16 557	16 263
7	Azucar	255 965	255 965	251 921	247 876	243 831	239 787	235 742	231 698	227 653	223 608
8	Melazas de la extracc o del refin del azucar	63 413	63 413	62 411	61 409	60 407	59 405	58 403	57 401	56 399	55 397
9	Articulos de confiteria sin cacao	4 347	4 347	4 279	4 210	4 141	4 072	4 004	3 935	3 866	3 798
10	Cacao en grand entero o partido	7 667	7 667	7 545	7 424	7 303	7 182	7 061	6 940	6 819	6 697
11	Manteca, grasa y aceite de cacao	2 235	2 235	2 200	2 165	2 130	2 094	2 059	2 024	1 988	1 953
12	Chocolate y dms prep aliment con cacao	2 111	2 111	2 077	2 044	2 011	1 977	1 944	1 911	1 877	1 844
13	Compotas jaleas y mermeladas	4 226	4 226	4 159	4 092	4 026	3 959	3 892	3 825	3 758	3 692
14	Levaduras (vivas y muertas)	11 456	11 456	11 275	11 094	10 913	10 732	10 551	10 370	10 189	10 008
15	Vinegre comest y suced comest del vinagre	1 125	1 125	1 108	1 090	1 072	1 054	1 037	1 019	1 001	983
16	Lias o nueces de vino tartaro bruto	988	988	972	957	941	925	910	894	879	863

RÉF.	PRODUIT	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
17	Tabaco	10 046	10 046	9 887	9 729	9 570	9 411	9 252	9 094	8 935	8 776
18	Algodon	38 588	38 588	37 978	37 368	36 759	36 149	35 539	34 929	34 320	33 710

États-Unis d'Amérique

Engagements en matière de dépenses budgétaires, en dollars EU (exercice financier, 1^{er} octobre-30 septembre)

RÉF.	PRODUIT	1995	1996	1997	1998	1999	2000
1	Wheat	765 499 231,22	685 162 308,27	604 825 385,33	524 488 462,38	444 151 539,44	363 814 616,49
2	Coarse Grains	67 735 453,26	63 411 913,69	59 088 374,12	54 764 834,55	50 441 294,98	46 117 755,41
3	Rice	15 705 850,19	13 038 465,06	10 371 079,93	7 703 694,80	5 036 309,67	2 368 924,54
4	Vegetable oils	52 959 517,56	45 184 194,08	37 408 870,61	29 633 547,13	21 858 223,65	14 082 900,17
5	Butter and butter oil	44 792 792,11	41 933 677,72	39 074 563,33	36 215 448,94	33 356 334,55	30 497 220,16
6	Skim milk powder	121 118 904,60	113 387 910,69	105 656 916,78	97 925 922,87	90 194 928,96	82 463 935,05
7	Cheese	5 339 843,52	4 999 002,45	4 658 161,37	4 317 320,30	3 976 479,22	3 635 638,14
8	Other milk products	14 374 120,25	11 503 490,97	8 632 861,68	5 762 232,40	2 891 603,12	20 973,84
9	Bovine meat	33 520 056,15	31 380 478,10	29 240 900,04	27 101 321,99	24 961 743,94	22 822 165,89
10	Pigmeat	730 049,68	683 450,77	636 851,85	590 252,94	543 654,02	497 055,10
11	Poultry meat	21 377 401,64	20 012 886,64	18 648 371,64	17 283 856,65	15 919 341,65	14 554 826,65
12	Live dairy cattle	17 450 833,63	16 336 950,63	15 223 067,64	14 109 184,64	12 995 301,64	11 881 418,64
13	Eggs	7 587 922,11	6 391 233,38	5 194 544,66	3 997 855,94	2 801 167,21	1 604 478,49

Engagements quantitatifs, en tonnes, sauf pour "live dairy cattle" (bovins laitiers vivants) (nombre de têtes) et "eggs" (œufs) (nombre de douzaines) (1^{er} juillet-30 juin)

RÉF.	PRODUIT	1995	1996	1997	1998	1999	2000
1	Wheat	20 238 298	19 095 051	17 951 803	16 808 555	15 665 307	14 522 060
2	Coarse Grains	1 906 302	1 837 161	1 768 021	1 698 880	1 629 740	1 560 599
3	Rice	271 660	225 039	178 417	131 796	85 175	38 554
4	Vegetable oils	587 538	498 290	409 043	319 795	230 547	141 299
5	Butter and butter oil	42 989	38 611	34 232	29 854	25 475	21 097
6	Skim milk powder	108 227	100 222	92 217	84 212	76 207	68 201
7	Cheese	3 829	3 669	3 510	3 350	3 190	3 030
8	Other milk products	12 456	9 971	7 487	5 003	2 518	34
9	Bovine meat	21 486	20 706	19 927	19 148	18 369	17 589
10	Pigmeat	483	465	448	430	413	395
11	Poultry meat	34 196	32 955	31 715	30 475	29 235	27 994
12	Live dairy cattle	13 467	12 978	12 490	12 001	11 513	11 024
13	Eggs	30 261 813	25 593 371	20 924 929	16 256 487	11 588 045	6 919 603

Hongrie

Engagements en matière de dépenses budgétaires, en millions de forint (Ft) (année civile)

RÉF.	PRODUIT	1995	1996	1997	1998	1999	2000
1	Wheat	1 931	1 808	1 685	1 561	1 438	1 315
2	Corn	217	203	189	175	162	148
3	Sunflower seed	319	298	278	258	237	217
4	Sunflower oil	1 076	1 007	939	870	801	733
5	Sugar	219	205	191	177	163	149
6	White cream cheese	45	42	39	37	34	31
7	Slaughter cattle	1 502	1 406	1 310	1 214	1 118	1 022
8	Beef	1 472	1 378	1 285	1 191	1 097	1 003
9	Slaughter pig	1 140	1 068	995	922	849	776
10	Pork	4 451	4 167	3 883	3 599	3 315	3 031
11	Slaughter sheep	771	722	673	624	574	525
12	Sheep meat	160	150	140	130	119	109
13	Broiler chicken	5 161	4 832	4 502	4 173	3 843	3 514
14	Wine in barrel	789	738	688	638	587	537
15	Apple	1 414	1 324	1 233	1 143	1 053	963
16	Red pepper meal	360	337	314	291	268	245

Engagements quantitatifs, en milliers de tonnes (année civile)

RÉF.	PRODUIT	1995	1996	1997	1998	1999	2000
1	Wheat	1 393	1 343	1 292	1 242	1 191	1 141
2	Corn	1 236	1 021	807	592	378	164
3	Sunflower seed	87	84	81	77	74	71
4	Sunflower oil	179	172	166	159	153	146
5	Sugar	144	121	99	76	54	32
6	White cream cheese	1,93	1,86	1,79	1,72	1,65	1,58
7	Slaughter cattle	68	65	63	60	58	55
8	Beef	35	33	32	31	30	28
9	Slaughter pig	42	41	39	38	36	35
10	Pork	111	107	103	99	95	91
11	Slaughter sheep	28	27	26	25	24	23
12	Sheep meat	3	3	3	3	2	2
13	Broiler chicken	136	131	126	121	116	111
14	Wine in barrel	499	481	463	445	427	408
15	Apple	386	366	345	325	304	284
16	Red pepper meal	9	8	8	8	7	7

Indonésie

Engagements en matière de dépenses budgétaires, en dollars EU

RÉF.	PRODUIT	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
1	Rice	27 667 872	26 987 515	26 307 157	25 626 800	24 946 442	24 266 085	23 585 727	22 905 369	22 225 012	21 544 654

Engagements quantitatifs, en tonnes

RÉF.	PRODUIT	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
1	Rice	295 553	291 357	287 160	282 964	278 767	274 571	270 374	266 178	261 981	257 785

Islande

Engagements en matière de dépenses budgétaires, en millions de droits de tirage spéciaux (DTS) (campagne de commercialisation, 1^{er} septembre-31 août)

RÉF.	PRODUIT	1995	1996	1997	1998	1999	2000
1	Sheepmeat	13,6	12,7	11,9	11,0	10,2	9,3
2	Milk	3,8	3,6	3,4	3,1	2,9	2,6

Engagements quantitatifs, en tonnes pour "sheepmeat" (viande ovine) et en millions de litres pour "milk" (lait) (campagne de commercialisation, 1^{er} septembre-31 août)

RÉF.	PRODUIT	1995	1996	1997	1998	1999	2000
1	Sheepmeat	2 195,0	2 116,0	2 036,0	1 957,0	1 877,0	1 797,0
2	Milk	3,86	3,72	3,58	3,44	3,30	3,16

Israël

Engagements en matière de dépenses budgétaires, en milliers de dollars EU

RÉF.	PRODUIT	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
1	Flowers fresh	11 764	11 475	11 186	10 897	10 607	10 318	10 028	9 739	9 450	9 161
2	Fruits other than citrus	5 582	5 445	5 308	5 171	5 033	4 896	4 759	4 622	4 484	4 347
3	Vegetables, fresh	9 026	8 804	8 582	8 360	8 138	7 916	7 694	7 472	7 250	7 028
4	Citrus fruits	17 695	17 260	16 825	16 389	15 954	15 519	15 084	14 649	14 214	13 779
5	Goose liver	1 278	1 247	1 216	1 184	1 153	1 121	1 090	1 058	1 027	996
6	Cotton	9 410	9 179	8 948	8 716	8 485	8 253	8 022	7 791	7 559	7 328

Engagements quantitatifs, en milliers de tonnes et en millions d'unités pour "flowers" (fleurs)

RÉF.	PRODUIT	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
1	Flowers fresh	783	772	761	750	739	727	716	705	694	683
2	Fruits other than citrus	54,6	53,8	53,1	52,2	51,5	50,7	49,9	49,2	48,4	47,6
3	Vegetables, fresh	90,6	89,3	88,0	86,7	85,5	84,2	82,9	81,6	80,3	79,3

RÉF.	PRODUIT	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
4	Citrus fruits	424,2	418,2	412,1	406,1	401,1	394,1	388	382	376	370
5	Goose liver	0,308	0,303	0,299	0,295	0,290	0,286	0,281	0,277	0,273	0,268
6	Cotton	47,1	46,4	45,8	45,1	44,4	43,8	43,1	42,4	41,8	41,1

Mexique

Engagements en matière de dépenses budgétaires, en millions de dollars EU

RÉF.	PRODUIT	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
1	Maíz	135,5	131,8	128,2	124,6	121,0	117,4	113,8	110,2	106,6	102,9
2	Frijol	8	7,8	7,6	7,4	7,2	6,9	6,7	6,5	6,3	6,1
3	Trigo	11,8	11,5	11,2	10,9	10,6	10,3	9,9	9,6	9,3	9,0
4	Sorgo	17,5	17,1	16,6	16,1	15,7	15,2	14,7	14,3	13,8	13,3
5	Azúcar	555	540,2	525,4	510,6	495,8	481	466,2	451,4	436,6	421,8

Engagements quantitatifs, en milliers de tonnes

RÉF.	PRODUIT	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
1	Maíz	3 000	2 946,6	2 893,3	2 840,0	2 786,7	2 733,3	2 680,0	2 626,7	2 573,3	2 520
2	Frijol	169,2	166,2	163,2	160,2	157,2	154,2	151,2	148,2	145,2	142,1
3	Trigo	395,3	388,3	381,3	374,2	367,2	360,2	353,1	346,1	339,1	332,1
4	Sorgo	513,1	504,0	494,8	485,7	476,6	467,5	458,3	449,2	440,1	431,0
5	Azúcar	1 500	1 473,0	1 446,7	1 420,0	1 393,3	1 366,7	1 340,0	1 313,3	1 286,7	1 260

Norvège

Engagements en matière de dépenses budgétaires, en millions de couronnes norvégiennes (Nkr) (année civile)

RÉF.	PRODUIT	1995	1996	1997	1998	1999	2000
1	Bovine meat	102,2	88,8	75,3	61,9	48,4	35,0
2	Swine meat	127,4	119,3	111,1	103,0	94,9	86,7
3	Sheep and lamb meat	25,9	24,3	22,6	21,0	19,3	17,7
4	Poultry meat	0,7	0,7	0,6	0,6	0,5	0,5
5	Eggs and egg products	25,3	23,7	22,1	20,5	18,8	17,2
6	Butter	78,2	73,2	68,2	63,2	58,2	53,2
7	Cheese	537,6	479,3	420,9	362,5	304,1	245,8
8	Whey powder	4,4	3,5	2,7	1,8	0,9	0,025
9	Fruit and vegetables	1,3	1,2	1,0	0,9	0,7	0,56
10	Honey	0,6	0,49	0,39	0,28	0,18	0,077
11	Processed agricultural products	50,7	47,9	45,0	42,1	39,3	36,4

Engagements quantitatifs, en tonnes (année civile)

RÉF.	PRODUIT	1995	1996	1997	1998	1999	2000
1	Bovine meat	3 257,9	2 905,7	2 553,6	2 201,5	1 849,3	1 497,2
2	Swine meat	4 631,0	4 463,1	4 295,1	4 127,1	3 959,2	3 791,2
3	Sheep and lamb meat	831,4	801,3	771,1	741,0	710,8	680,7
4	Poultry meat	27,4	26,4	25,4	24,4	23,4	22,4
5	Eggs and egg products	1 927,1	1 857,2	1 787,3	1 717,4	1 647,5	1 577,6
6	Butter	7 173,6	6 913,4	6 653,3	6 393,1	6 132,9	5 872,7
7	Cheese	22 978,7	21 624,5	20 270,2	18 916,0	17 561,7	16 207,5
8	Whey powder	123,1	103,2	83,4	63,5	43,6	23,7
9	Fruit and vegetables	1 424,9	1 272,8	1 120,7	968,6	816,5	664,4
10	Honey	47,4	40,8	34,2	27,6	21,0	14,4
11	Processed agricultural products	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.

Nouvelle-Zélande

Engagements en matière de dépenses budgétaires, en millions de dollars néo-zélandais (\$NZ)

RÉF.	PRODUIT	1995	1996	1997	1998	1999	2000
1	All products described in Annex 1 of the Agreement on Agriculture	213,57	199,94	186,31	172,68	159,05	0

Engagements quantitatifs *n.r.*

RÉF.	PRODUIT	1995	1996	1997	1998	1999	2000
1	All products described in Annex 1 of the Agreement on Agriculture	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.	0

Panama

Engagements en matière de dépenses budgétaires (année civile)

RÉF.	PRODUIT	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
1	Todos los productos descritos en el Anexo 1 del Acuerdo sobre la Agricultura	n.r.	n.r.	Promedio de los años 1991-1993 US\$5.5 millones: 31 de diciembre de 2000/ 20% de valor agregado nacional - 1 de enero de 2001/15% de valor agregado nacional - 1 de enero de 2003/nivel anual y nivel final de compromiso en materia de desembolsos=0						

Pologne

Engagements en matière de dépenses budgétaires, en millions de dollars EU (année civile)

RÉF.	PRODUIT	1995	1996	1997	1998	1999	2000
1	Animal husbandry products	99	92,6	86,4	80,05	73,7	67,4
2	Processed meat	125,7	117,7	109,7	101,9	93,6	85,6
3	Meat	55,7	52,1	48,6	45	41,5	37,9
4	Meat of the poultry	14,1	13,2	12,3	11,4	10,5	9,6

RÉF.	PRODUIT	1995	1996	1997	1998	1999	2000
5	Powder milk	8,2	7,7	7,2	6,6	6,1	5,6
6	Casein	12,2	11,4	10,6	9,7	9,1	8,3
7	Sugar	47	44	41	38	35	32
8	Molasses	15	14	13,1	12,1	11,2	10,2
9	Spirit products	30,5	28,6	26,6	24,7	22,7	20,8
10	Frozen fruits and vegetables	45,8	42,8	39,9	37	34,1	31,2
11	Fresh fruits and vegetables	48,6	45,5	42,4	39,3	36,2	33,1
12	Processed fruits and vegetables	154,9	145	135,1	125,2	115,4	105,5
13	Potato starch and processed potatoes	10,2	9,5	8,9	8,2	7,6	6,9
14	Sowing material	9,1	8,6	8	7,4	6,8	6,2
15	Rape oil	18	16,8	15,7	14,5	13,4	12,3
16	Rape	22	20,6	19,2	17,8	16,4	12,9
17	Potatoes	20,7	19,4	18,1	16,8	15,4	14,1

Engagements quantitatifs, en milliers de tonnes (année civile)

RÉF.	PRODUIT	1995	1996	1997	1998	1999	2000
1	Animal husbandry products ¹	d.n.a	d.n.a	d.n.a	d.n.a	d.n.a	d.n.a
2	Processed meat	48,8	47	45,2	43,4	41,6	39,8
3	Meat	49,9	48,1	46,3	44,5	42,7	40,9
4	Meat of the poultry	15,8	15,2	14,6	14	13,4	13
5	Powder milk	45,2	43,6	42	40,4	38,8	37
6	Casein	18,7	18	17,3	16,6	15,9	15,3
7	Sugar	127,5	122,9	118,3	113,7	109,1	104,4
8	Molasses	303,7	292,7	281,7	270,7	259,7	248,6
9	Spirit products	645,1	621,7	598,3	574,9	551,5	528,1
10	Frozen fruits and vegetables	152,8	147,3	141,8	136,3	130,8	125,1
11	Fresh fruits and vegetables	242,2	233,4	224,6	215,8	207	198,3
12	Processed fruits and vegetables	208,6	201	193,4	185,8	178,2	170,8
13	Potato starch and processed potatoes	41,7	40,2	38,7	37,2	35,7	34,1
14	Sowing material	51	49,1	47,2	45,3	43,4	41,8
15	Rape oil	37,1	35,8	34,5	33,2	31,9	30,3
16	Rape	417,2	402,1	387	371,9	356,8	341,5
17	Potatoes	439,6	423,7	407,8	391,9	376	359,8

¹ Données non disponibles (d.n.a).

République tchèque

Engagements en matière de dépenses budgétaires, en millions de couronnes tchèques (CZK) (année civile)

RÉF.	PRODUIT	1995	1996	1997	1998	1999	2000
1	Beef	455,1	426	397	367,9	338,9	309,8
2	Pork	105,2	98,5	91,8	85,1	78,4	71,7
3	Poultry, eggs, poultry products	344,1	322,2	300,2	278,2	256,3	234,3
4	Sheep meat	9,9	9,2	8,6	8	7,3	6,7
5	Milk powder	1 830,1	1 713	1 597	1 480	1 363	1 246
6	Other dairy products	1 879,9	1 760	1 640	1 520	1 400	1 280
7	Fruit, vegetables, their products	118,2	110,6	103,1	95,5	88	80,4
8	Hop seeds	208,3	195	181,7	168,4	155,1	141,8
9	Vegetable oil fats	47,3	44,3	41,3	38,2	35,2	32,2
10	Sugars, sugar confectionary, cocoa products	93,3	87,3	81,4	75,4	69,5	63,5
11	Beer	81,2	76	70,8	65,7	60,5	55,3
12	Wine	22,9	21,4	20	18,5	17,1	15,6
13	Spirits, beverages	101,2	94,8	88,3	81,8	75,4	68,9
14	Starch	71,4	66,8	62,3	57,7	53,2	48,6
15	Malt	791,4	740,9	690,4	639,9	589,4	538,9
16	Cereals, flour products	216,8	202,9	189,1	175,3	161,4	147,6

Engagements quantitatifs, en milliers de tonnes, sauf pour "beer" (bière), "wine" (vin) et "spirit beverages" (spiritueux) (millions de litres) (année civile)

RÉF.	PRODUIT	1995	1996	1997	1998	1999	2000
1	Beef	60,8	58,6	56,4	54,2	52	49,8
2	Pork	12,4	11,9	11,5	11	10,6	10,1
3	Poultry, eggs, poultry products	27,8	26,8	25,8	24,8	23,8	22,8
4	Sheep meat	0,68	0,65	0,63	0,6	0,58	0,55
5	Milk powder	81,7	78,8	75,8	72,8	69,9	66,9
6	Other dairy products	76,7	74	71,2	68,4	65,6	62,8
7	Fruit, vegetables, their products	10,5	10,1	9,7	9,4	9	8,6
8	Hop seeds	11,7	11,3	10,8	10,4	10	9,6
9	Vegetable oil fats	8,8	8,5	8,2	7,9	7,5	7,2
10	Sugars, sugar confectionary, cocoa products	6	5,8	5,6	5,3	5,1	4,9
11	Beer	181,9	175,3	168,7	162,1	155,5	148,9
12	Wine	4,5	4,4	4,2	4	3,9	3,7
13	Spirits, beverages	68,7	66,2	63,7	61,2	58,7	56,2
14	Starch	14,6	14	13,5	13	12,4	11,9
15	Malt	299	288,1	277,3	266,4	255,6	244,7
16	Cereals, flour products	80	77,1	74,2	71,3	68,4	65,5

Roumanie

Engagements en matière de dépenses budgétaires, en millions de lei constants 1986-1989 (année civile)

RÉF.	PRODUIT	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
1	Cereals	634,8	627	619,2	611,4	603,6	595,8	588	580,2	572,4	494,4
2	Oilseeds	1,27	1,25	1,24	1,22	1,21	1,19	1,18	1,16	1,15	1
3	Vegetable oils	248,1	245	242	239	236	232,8	229,8	226,7	223,6	193,2
4	Sugar	541,1	534,4	527,7	521,1	514,4	507,8	501,1	494,5	487,3	421,4
5	Butter and butter oil	168,3	166,2	164,2	162,1	160	158	155,9	153,8	151,8	131
6	Cheese	29	28,6	28,3	27,9	27,6	27,2	26,8	26,5	26,2	22,6
7	Bovine meat, pigmeat, sheepmeat and meat products	499,9	493,8	487,6	481,5	475,3	469,2	463	460,4	456,9	389,3
8	Poultry meat	214,7	212	209,4	206,8	204,1	201,5	198,9	196,2	193,6	167,2
9	Live animals	116,1	114,7	113,3	111,8	110,4	109	107,6	106,1	104,7	90,4
10	Eggs	0,26	0,25	0,25	0,25	0,24	0,24	0,24	0,23	0,23	0,21
11	Wine and spirituous drinks	64,7	63,9	63,1	62,3	61,5	60,7	60	59,1	58,4	50,4
12	Fruits	140,3	138,6	136,9	135,1	133,4	131,7	130	128,3	126,2	109,2
13	Vegetables	171,5	169,4	167,3	165,2	163,1	161	158,9	156,8	154,7	133,5

Engagements quantitatifs, en milliers de tonnes, sauf pour "eggs" (œufs) (millions d'unités) et "wine and spirituous drinks" (vin et spiritueux) (milliers d'hectolitres) (année civile)

RÉF.	PRODUIT	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
1	Cereals	325,7	321,8	317,8	313,9	309,9	306	302	298,1	294,1	290,3
2	Oilseeds	3,16	3,12	3,08	3,04	3	2,96	2,92	2,88	2,84	2,81
3	Vegetable oils	96	94,9	93,7	92,6	91,4	90,3	89,1	88	86,8	85,6
4	Sugar	169,5	167,5	165,4	163,4	161,3	159,3	157,2	155,2	153,1	151,1
5	Butter and butter oil	16,6	16,4	16,2	16	15,8	15,6	15,4	15,2	15	14,8
6	Cheese	12,7	12,6	12,4	12,3	12,1	12	11,8	11,7	11,5	11,4
7	Bovine meat, pigmeat, sheepmeat and meat products	158,1	156,2	154,3	152,4	150,5	148,6	146,7	144,8	142,9	140,9
8	Poultry meat	31,9	31,5	31,1	30,8	30,4	30	29,7	29,3	28,9	28,5
9	Live animals	19,2	19	18,7	18,5	18,2	18	17,7	17,5	17,3	17,1
10	Eggs	1,35	1,34	1,32	1,3	1,29	1,27	1,25	1,24	1,22	1,2
11	Wine and spirituous drinks	9,07	8,96	8,85	8,74	8,63	8,52	8,41	8,3	8,19	8,08
12	Fruits	152,6	150,8	148,9	147,1	145,2	143,4	141,5	139,7	137,8	136
13	Vegetables	129	127,4	125,7	124,1	122,4	120,7	119,1	117,4	115,8	114

Suisse – Liechtenstein

Engagements en matière de dépenses budgétaires, en millions de francs suisses (FS) (année civile¹)

RÉF.	PRODUIT	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
1	Produits laitiers	417,1	390,5	364	337,4	310,5	284,0	284,0
2	Bétail d'élevage et chevaux	32,9	30,8	28,7	26,6	26,6	22,4	22,4
3	Fruits	24,6	n.r.	33,8	20,7	19,1	17,6	16,8
4	Pommes de terre	3,4	n.r.	4,7	2,9	2,7	2,4	2,3
5	Produits transformés	168,8	158,0	147,3	136,5	125,7	114,9	114,9

¹ Données tirées des listes et des notifications.

Engagements quantitatifs, en tonnes, sauf pour bétail d'élevage et chevaux (nombre de têtes) (année civile¹)

RÉF.	PRODUIT	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
1	Produits laitiers	75 931	73 177	70 423	67 669	64 915	62 161	62 161
2	Bétail d'élevage et chevaux	13 806	13 306	12 806	12 306	12 306	11 303	11 303
3	Fruits	11 580	n.r.	16 530	10 530	10 110	9 690	9 480
4	Pommes de terre	10 306	n.r.	14 711	9 371	8 997	8 624	8 437
5	Produits transformés	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.

¹ Données tirées des listes et des notifications.

Turquie

Engagements en matière de dépenses budgétaires, en dollars EU (année civile)

RÉF.	PRODUIT	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
1	Meat of bovine animals, fresh or chilled; frozen	104 409,6	101 842,1	99 274,7	96 707,2	94 139,8	91 572,3	89 004,9	86 437,4	83 870,0	81 302,5
2	Meat of sheep (exc.meat of goats) (fresh, chilled or frozen)	3 332 858,5	3 250 902,9	3 168 947,4	3 086 991,9	3 005 036,3	2 923 080,8	2 841 125,2	2 759 169,7	2 677 214,2	2 595 258,6
3	Meat of poultry (exc. edible offals)	497 953,2	485 708,5	473 463,7	461 219,0	448 974,2	436 729,5	424 484,7	412 240,0	399 995,2	387 750,5
4	Creams	12 719,2	12 406,5	12 093,7	11 780,9	11 468,2	11 155,4	10 842,6	10 529,9	10 217,1	9 904,3
5	Milk	1 504,0	1 467,0	1 430,0	1 393,1	1 356,1	1 319,1	1 282,1	1 245,1	1 208,1	1 171,2
6	Yoghurt, Yoghurt processed with water	7 759,2	7 568,4	7 377,6	7 186,8	6 996,0	6 805,2	6 614,4	6 423,6	6 232,8	6 042,0
7	Butter	54 113,3	52 782,7	51 452,0	50 121,4	48 790,7	47 460,1	46 129,4	44 798,8	43 468,1	42 137,4
8	Cheese	451 412,7	440 312,4	429 212,1	418 111,8	407 011,4	395 911,1	384 810,8	373 710,5	362 610,2	351 509,9
9	Eggs	370 854,6	361 735,2	352 615,9	343 496,5	334 377,1	325 257,7	316 138,4	307 019,0	297 899,6	288 780,2
10	Natural honey	203 413,0	198 411,1	193 409,1	188 407,2	183 405,2	178 403,2	173 401,3	168 399,3	163 397,4	158 395,4
11	Cut flowers (fresh)	991 798,4	910 596,8	829 395,2	748 193,6	666 992,0	585 790,4	504 588,8	423 387,2	342 185,6	260 984,0
12	Potatoes	700 803,1	683 570,3	666 337,4	649 104,5	631 871,7	614 638,8	597 406,0	580 173,1	562 940,2	545 707,4
13	Tomatoes	2 216 805,4	2 162 293,8	2 107 782,2	2 053 270,6	1 998 759,0	1 944 247,4	1 889 735,7	1 835 224,1	1 780 712,5	1 726 200,9
14	Onion-Dried	2 440 757,4	2 380 738,8	2 320 720,1	2 260 701,5	2 200 682,9	2 140 664,3	2 080 645,6	2 020 627,0	1 960 608,4	1 900 589,8

RÉF.	PRODUIT	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
15	Vegetables, frozen (exc. Potatoes)	1 801 804,5	1 694 609,0	1 587 413,5	1 480 218,0	1 373 022,5	1 265 827,0	1 158 631,5	1 051 436,0	944 240,5	837 045,0
16	Potatoes (frozen and fried)	606 178,0	591 272,0	576 366,0	561 459,9	546 553,9	531 647,9	516 741,9	501 835,9	486 929,9	472 023,8
17	Vegetables (dehydrated)	598 011,8	583 306,6	568 601,4	553 896,2	539 191,0	524 485,8	509 780,5	495 075,3	480 370,1	465 664,9
18	Chickpeas	9 075 925,5	8 852 747,0	8 629 568,5	8 406 390,0	8 183 211,5	7 960 033,0	7 736 854,5	7 513 676,0	7 290 497,5	7 067 319,0
19	Green and red lentils (shelled, unshelled)	3 815 945,3	3 722 110,6	3 628 275,8	3 534 441,1	3 440 606,4	3 346 771,7	3 252 937,0	3 159 102,2	3 065 267,5	2 971 432,8
20	Citrus fruit (Oranges, Mandarins, Lemons, Grapefruits)	9 480 254,0	9 247 133,0	9 014 012,0	8 780 891,0	8 547 770,0	8 314 649,0	8 081 528,0	7 848 407,0	7 615 286,0	7 382 165,0
21	Apples	4 551 185,6	4 439 271,2	4 327 356,8	4 215 442,4	4 103 528,0	3 991 613,6	3 879 699,2	3 767 784,8	3 655 870,4	3 543 956,0
22	Fruits (frozen)	1 508 186,0	1 412 372,0	1 316 558,1	1 220 744,1	1 124 930,1	1 029 116,1	933 302,1	837 488,2	741 674,2	645 860,2
23	Wheat	640 424 252	572 312 504	504 200 756	436 089 008	367 977 260	299 865 512	231 753 764	163 642 016	95 530 268	27 418 520
24	Barley	123 259 865	110 090 730	96 921 595	83 752 460	70 583 325	57 414 190	44 245 055	31 075 920	17 906 785	4 737 650
25	Maize	1 469 700,0	1 306 400,0	1 143 100,0	979 800,0	816 500,0	653 200,0	489 900,0	326 600,0	163 300,0	0,0
26	Wheat flour	9 542 674,1	8 642 348,2	7 742 022,3	6 841 696,4	5 941 370,5	5 041 044,6	4 140 718,7	3 240 392,8	2 340 066,9	1 439 741,0
27	Semolina	1 983 573,6	1 934 797,2	1 886 020,8	1 837 244,4	1 788 468,0	1 739 691,6	1 690 915,2	1 642 138,8	1 593 362,4	1 544 586,0
28	Malt	2 155 008,0	2 102 016,0	2 049 024,0	1 996 032,0	1 943 040,0	1 890 048,0	1 837 056,0	1 784 064,0	1 731 072,0	1 678 080,0
29	Liquorice root extracts	277 014,2	270 202,4	263 390,5	256 578,7	249 766,9	242 955,1	236 143,2	229 331,4	222 519,6	215 707,8
30	Olive oil	2 284 328,0	2 228 156,0	2 171 984,0	2 115 812,0	2 059 640,0	2 003 468,0	1 947 296,0	1 891 124,0	1 834 952,0	1 778 780,0
31	Sunflower-seed oil (Refined)	2 886 453,4	2 829 906,8	2 773 360,1	2 716 813,5	2 660 266,9	2 603 720,3	2 547 173,7	2 490 627,0	2 434 080,4	2 377 533,8
32	Maize oil (Refined)	768 678,1	749 776,2	730 874,2	711 972,3	693 070,4	674 168,5	655 266,6	636 364,6	617 462,7	598 560,8
33	Margarine	4 915 894,2	4 678 788,4	4 441 682,6	4 204 576,8	3 967 471,0	3 730 365,2	3 493 259,4	3 256 153,6	3 019 047,8	2 781 942,0
34	Sausages and similar products, of meat, meat offal	20 554,6	20 049,1	19 543,7	19 038,2	18 532,8	18 027,4	17 521,9	17 016,5	16 511,0	16 005,6
35	Other prepared meat, meat offal	22 018,6	21 477,1	20 935,7	20 394,2	19 852,8	19 311,4	18 769,9	18 228,5	17 687,0	17 145,6
36	Prepared or preserved fish, crustaceans and molluscs	4 873 714,6	4 753 869,1	4 634 023,7	4 514 178,2	4 394 332,8	4 274 487,4	4 154 641,9	4 034 796,5	3 914 951,0	3 795 105,6
37	Chocolate and other food preparations containing chocolate Biscuits, pastry	2 551 143,5	2 502 287,0	2 453 430,5	2 404 574,0	2 355 717,5	2 306 861,0	2 258 004,5	2 209 148,0	2 160 291,5	2 111 435,0
38	Macaroni vermicelli	3 341 352,6	3 074 705,2	2 808 057,8	2 541 410,4	2 274 763,0	2 008 115,6	1 741 468,2	1 474 820,8	1 208 173,4	941 526,0
39	Preserves, pastes	15 945 471,8	15 719 943,5	15 494 415,3	15 268 887,0	15 043 358,8	14 817 830,6	14 592 302,3	14 366 774,1	14 141 245,8	13 915 717,6
40	Homogenised fruit preparations	488 262,1	473 524,1	458 786,2	444 048,3	429 310,4	414 572,4	399 834,5	385 096,6	370 358,6	355 620,7
41	Ground-nuts (prepared), ground-nut puree	101 992,0	101 992,0	101 992,0	101 992,0	101 992,0	101 992,0	101 992,0	101 992,0	101 992,0	101 992,0
42	Fruit juices (concentrated)	4 377 603,1	4 058 206,1	3 738 809,2	3 419 412,3	3 100 015,4	2 780 618,4	2 461 221,5	2 141 824,6	1 822 427,6	1 503 030,7
43	Vegetable juices	6 230,8	6 077,6	5 924,4	5 771,1	5 617,9	5 464,7	5 311,5	5 158,3	5 005,1	4 851,8
44	Tobacco	7 963 012,2	7 767 200,4	7 571 388,7	7 375 576,9	7 179 765,1	6 983 953,3	6 788 141,6	6 592 329,8	6 396 518,0	6 200 706,2

Engagements quantitatifs, en tonnes (année civile)¹

RÉF.	PRODUIT	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
1	Meat of bovine animals, fresh or chilled; frozen	624,1	615,3	606,4	597,6	588,7	579,8	571,0	562,1	553,2	544,4
2	Meat of sheep (exc.meat of goats) (fresh, chilled or frozen)	19 923,1	19 640,2	19 357,3	19 074,5	18 791,6	18 508,7	18 225,8	17 942,9	17 660,0	17 377,2
3	Meat of poultry (exc. edible offals)	2 384,1	2 350,3	2 316,4	2 282,6	2 248,7	2 214,9	2 181,0	2 147,2	2 113,3	2 079,5
4	Creams	178,5	175,9	173,4	170,9	168,3	165,8	163,3	160,7	158,2	155,7
5	Milk	22,7	22,4	22,0	21,7	21,4	21,1	20,7	20,4	20,1	19,8
6	Yoghurt, Yoghurt processed with water	261,3	257,6	253,9	250,2	246,5	242,7	239,0	235,3	231,6	227,9
7	Butter	164,7	162,3	160,0	157,6	155,3	153,0	150,6	148,3	146,0	143,6
8	Cheese	3 020,1	2 977,2	2 934,4	2 891,5	2 848,6	2 805,7	2 762,8	2 719,9	2 677,1	2 634,2
9	Eggs	53 522 052,0	52 762 104,0	52 002 156,0	51 242 208,0	50 482 260,0	49 722 312,0	48 962 364,0	48 202 416,0	47 442 468,0	46 682 520,0
10	Natural honey	2 815,0	2 775,1	2 735,1	2 695,1	2 655,2	2 615,2	2 575,2	2 535,2	2 495,3	2 455,3
11	Cut flowers (fresh)	95 063 869,4	91 063 973,0	87 064 076,2	83 064 180,0	79 064 283,0	75 064 386,4	71 064 490,0	67 064 593,2	63 064 697,0	59 064 800,0
12	Potatoes	32 181,1	31 724,1	31 267,2	30 810,3	30 353,3	29 896,4	29 439,5	28 982,5	28 525,6	28 068,7
13	Tomatoes	117 869,4	116 195,8	114 522,2	112 848,6	111 175,0	109 501,4	107 827,8	106 154,2	104 480,6	102 807,0
14	Onion-Dried	136 987,0	135 041,9	133 096,9	131 151,8	129 206,8	127 261,7	125 316,7	123 371,6	121 426,6	119 481,5
15	Vegetables, frozen (exc. Potatoes)	15 499,4	14 959,7	14 420,1	13 880,4	13 340,8	12 801,1	12 261,5	11 721,8	11 182,1	10 642,5
16	Potatoes (frozen and fried)	8 388,9	8 269,8	8 150,7	8 031,6	7 912,4	7 793,3	7 674,2	7 555,1	7 436,0	7 316,9
17	Vegetables (dehydrated)	1 125,0	1 109,1	1 093,1	1 077,1	1 061,1	1 045,2	1 029,2	1 013,2	997,2	981,3
18	Chickpeas	333 414,9	328 680,8	323 946,7	319 212,7	314 478,6	309 744,5	305 010,4	300 276,3	295 542,2	290 808,1
19	Green and red lentils (shelled, unshelled)	275 360,2	271 450,4	267 540,7	263 630,9	259 721,1	255 811,3	251 901,5	247 991,8	244 082,0	240 172,2
20	Citrus fruit (Oranges, Mandarins, Lemons, Grapefruits)	273 639,7	269 754,3	265 869,0	261 983,6	258 098,3	254 212,9	250 327,6	246 442,2	242 556,9	238 671,5
21	Apples	67 615,0	66 654,9	65 694,9	64 734,8	63 774,7	62 814,7	61 854,6	60 894,6	59 934,5	58 974,5
22	Fruits (frozen)	15 230,5	14 461,0	13 691,5	12 922,0	12 152,5	11 383,0	10 613,5	9 844,0	9 074,5	8 305,0
23	Wheat	2 124 781,2	1 943 562,4	1 762 343,6	1 581 124,8	1 399 906,0	1 218 687,2	1 037 468,4	856 249,6	675 030,8	493 812,0
24	Barley	747 509,0	677 018,0	606 527,0	536 036,0	465 545,0	395 054,0	324 563,0	254 072,0	183 581,0	113 090,0

RÉF.	PRODUIT	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
25	Maize	6 300,0	5 600,0	4 900,0	4 200,0	3 500,0	2 800,0	2 100,0	1 400,0	700,0	0
26	Wheat flour	475 417,9	428 835,7	382 253,6	335 671,4	289 089,3	242 507,2	195 925,0	149 342,9	102 760,7	56 178,6
27	Semolina	66 796,6	65 848,1	64 899,7	63 951,3	63 002,9	62 054,4	61 106,0	60 157,6	59 209,1	58 260,7
28	Malt	38 489,5	37 943,0	37 396,5	36 850,0	36 303,5	35 757,0	35 210,5	34 664,0	34 117,5	33 571,0
29	Liquorice root extracts	1 465,2	1 444,4	1 423,6	1 402,8	1 382,0	1 361,2	1 340,4	1 319,6	1 298,8	1 278,0
30	Olive oil	23 077,3	22 749,7	22 422,0	22 094,3	21 766,7	21 439,0	21 111,3	20 783,6	20 456,0	20 128,3
31	Sunflower-seed oil (Refined)	94 511,1	90 908,2	87 305,3	83 702,4	80 099,5	76 496,6	72 893,7	69 290,8	65 687,9	62 085,0
32	Maize oil (Refined)	12 942,2	12 758,5	12 574,7	12 390,9	12 207,2	12 023,4	11 839,7	11 655,9	11 472,1	11 288,4
33	Margarine	99 055,4	95 044,7	91 034,1	87 023,5	83 012,8	79 002,2	74 991,6	70 981,0	66 970,3	62 959,7
34	Sausages and similar products, of meat, meat offal	64,1	63,2	62,3	61,4	60,5	59,5	58,6	57,7	56,8	55,9
35	Other prepared meat, meat offal	78,9	77,8	76,6	75,5	74,4	73,3	72,2	71,0	69,9	68,8
36	Prepared or preserved fish, crustaceans and molluscs	8 416,5	8 297,0	8 177,5	8 058,0	7 938,5	7 819,0	7 699,5	7 580,0	7 460,5	7 341,0
37	Chocolate and other food preparations containing chocolate Biscuits, pastry	25 070,8	24 141,6	23 212,4	22 283,2	21 354,1	20 424,9	19 495,7	18 566,5	17 637,3	16 708,1
38	Macaroni vermicelli	44 620,6	41 241,1	37 861,7	34 482,2	31 102,8	27 723,3	24 343,9	20 964,4	17 585,0	14 205,5
39	Preserves, pastes	308 881,6	294 763,2	280 644,8	266 526,4	252 408,0	238 289,6	224 171,2	210 052,8	195 934,4	181 816,0
40	Homogenised fruit preparations	9 515,9	9 031,8	8 547,7	8 063,6	7 579,6	7 095,5	6 611,4	6 127,3	5 643,2	5 159,1
41	Ground-nuts (prepared), ground-nut puree	412,1	406,3	400,4	394,6	388,7	382,9	377,0	371,2	365,3	359,5
42	Fruit juices (concentrated)	24 519,0	23 037,9	21 556,9	20 075,8	18 594,8	17 113,7	15 632,7	14 151,6	12 670,6	11 189,5
43	Vegetable juices	110,4	108,9	107,3	105,7	104,2	102,6	101,0	99,5	97,9	96,3
44	Tobacco	57 053,9	56 243,8	55 433,7	54 623,6	53 813,5	53 003,4	52 193,3	51 383,2	50 573,1	49 763,0

¹ Sauf pour "eggs" (œufs) et "cut flowers" (fleurs coupées) (nombre d'unités).

Union européenne

Engagements en matière de dépenses budgétaires, en millions d'euros (exercice financier, 16 octobre-15 octobre, sauf pour "sugar" (sucre), campagne de commercialisation, 1^{er} juillet-30 juin)

RÉF.	PRODUIT	1995	1996	1997	1998	1999	2000	Engagements proposés par les CE-25 ¹
1	Wheat and wheat flour	2 309,0	2 105,0	1 901,4	1 697,3	1 493,2	1 289,7	1 294,2
2	Coarse grains	1 605,7	1 493,9	1 382,2	1 270,4	1 158,6	1 046,9	1 049,7
3	Rice	54,6	51,1	47,5	43,9	40,4	36,8	30,7
4	Rapeseed	40,7	38,1	35,5	32,9	30,3	27,7	42,7
5	Olive oil	79,8	74,7	69,6	64,5	59,4	54,3	54,3
6	Sugar	733,1	686,3	639,5	592,7	545,9	499,1	513,9
7	Butter and butteroil	1 392,1	1 303,3	1 214,4	1 125,6	1 036,7	947,8	945,8
8	Skim milk powder	406,2	380,1	354,0	328,0	301,9	275,8	298,0
9	Cheese	594,1	543,6	493,1	442,6	392,1	341,7	345,7
10	Other milk products	1 024,7	959,3	893,9	828,5	763,1	697,7	724,1
11	Beef meat	1 922,6	1 788,7	1 655,0	1 521,2	1 387,4	1 253,6	1 324,0
12	Pigmeat	288,8	269,3	249,8	230,3	210,8	191,3	273,6
13	Poultry meat	136,3	127,2	118,0	108,9	99,8	90,7	182,4
14	Eggs	60,7	57,3	53,9	50,5	47,1	43,7	47,8
15	Wine	57,5	53,9	50,2	46,5	42,8	39,2	42,9
16	Fruit and vegetables, fresh	77,6	72,6	67,7	62,7	57,8	52,8	108,7
17	Fruit and vegetables, processed	12,2	11,4	10,7	9,9	9,1	8,3	141,3
18	Raw tobacco	96,6	85,3	74,0	62,7	51,4	40,2	40,2
19	Alcohol	141,2	132,2	123,2	114,2	105,1	96,1	88,6
20	Incorporated products	717,4	656,8	596,4	535,9	475,4	415,0	414,4

¹ Selon les notifications présentées par l'UE depuis la campagne de commercialisation 2006/07 (document G/AG/N/EEC/57/Rev.1), conformément au calcul par l'UE des "niveaux d'engagement des CE-25 à la suite des négociations au titre de l'article XXIV:6 pour l'élargissement de l'UE de 2004".

Engagements quantitatifs, en milliers de tonnes, sauf pour "wine" (vin) et "alcohol" (alcool) (milliers d'hectolitres) et "incorporated products" (produits incorporés) (n.r.)

Campagne de commercialisation, 1^{er} juillet-30 juin, sauf pour:

- a) "rice" (riz), "wine" (vin) (campagne de commercialisation, 1^{er} septembre-31 août)
- b) "olive oil" (huile d'olive) (campagne de commercialisation, 1^{er} novembre-31 octobre)
- c) "sugar" (sucre) (campagne de commercialisation, 1^{er} octobre-30 septembre)

RÉF.	PRODUIT	1995	1996	1997	1998	1999	2000	Engagements proposés par les CE-25 ¹
1	Wheat and wheat flour	20 408,1	19 212,7	18 020,7	16 825,4	15 630,0	14 438,0	15 363,8
2	Coarse grains	13 690,2	13 120,6	12 551,5	11 981,9	11 412,3	10 843,2	10 530,4
3	Rice	163,0	157,1	151,2	145,3	139,3	133,4	98,2
4	Rapeseed	126,8	122,2	117,6	113,0	108,4	103,8	441,9
5	Olive oil	140,5	135,4	130,3	125,2	120,1	115,0	115,0
6	Sugar	1 555,6	1 499,2	1 442,7	1 386,3	1 329,9	1 273,5	1 374,4
7	Butter and butteroil	487,8	470,1	452,4	434,7	417,0	399,3	411,6
8	Skim milk powder	335,0	322,5	310,0	297,5	285,0	272,5	323,4
9	Cheese	426,5	405,4	384,4	363,3	342,3	321,3	331,7
10	Other milk products	1 185,4	1 140,0	1 094,5	1 049,0	1 003,6	958,1	1 008,9
11	Beef meat	1 137,0	1 073,9	1 010,9	947,8	884,6	821,7	989,6
12	Pigmeat	541,8	522,1	502,5	482,8	463,2	443,5	588,4
13	Poultry meat	434,5	404,7	375,1	345,4	315,6	286,0	430,8
14	Eggs	126,1	120,6	115,2	109,7	104,2	98,8	111,9
15	Wine	2 851,4	2 742,1	2 632,8	2 523,4	2 414,1	2 304,7	6 799,8
16	Fruit and vegetables, fresh	920,3	886,9	853,6	820,2	786,8	753,4	1 173,3
17	Fruit and vegetables, processed	175,1	168,7	162,4	156,0	149,7	143,3	378,5
18	Raw tobacco	190,0	174,1	158,3	142,5	126,6	110,8	110,8
19	Alcohol	1 401,6	1 350,7	1 299,9	1 249,1	1 198,2	1 147,4	1 220,7
20	Incorporated products	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.

¹ Selon les notifications présentées par l'UE depuis la campagne de commercialisation 2006/07 (document G/AG/N/EEC/57/Rev.1), conformément à l'estimation par l'UE des niveaux d'engagement des CE-25 à la suite des négociations au titre de l'article XXIV:6 pour l'élargissement de l'UE de 2004.

Uruguay

Engagements en matière de dépenses budgétaires, en milliers de dollars EU – année civile, sauf pour "arroz" (riz) (campagne de commercialisation commençant le 1^{er} mars)

RÉF.	PRODUIT	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
1	Arroz	1 457	1 421	1 386	1 350	1 314	1 278	1 242	1 206	1 171	1 135
2	Manteca	210	205	200	194	189	184	179	174	169	163
3	Tortas de semillas oleaginosas (Pellets de harina soja)	79	77	75	73	71	69	67	65	64	62

Engagements quantitatifs, en tonnes – année civile, sauf pour "arroz" (riz) (campagne de commercialisation commençant le 1^{er} mars)

RÉF.	PRODUIT	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
1	Arroz	52 489	51 665	50 921	50 176	49 432	48 686	47 944	47 200	46 456	45 712
2	Manteca	2 116	2 086	2 056	2 026	1 998	1 966	1 938	1 906	1 676	1 846
3	Tortas de semillas oleaginosas (Pellets de harina soja)	2 673	2 633	2 585	2 557	2 519	2 481	2 444	2 406	2 368	2 330

Venezuela, République bolivarienne du

Engagements en matière de dépenses budgétaires, en milliers de dollars EU (année civile)

RÉF.	PRODUIT	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
1	Productos comestibles de origen animal	3,28	3,20	3,12	3,04	2,96	2,88	2,80	2,71	2,63	2,55
2	Ambar gris castoreo: los demas	31,86	31,07	30,29	29,51	28,72	27,94	27,16	26,37	25,59	24,81
3	Productos de origen animal: los demas	659,65	643,43	627,21	610,99	594,77	578,54	562,32	546,10	529,88	513,66
4	Las demas plantas vivas: esquejes y estaquillas sin enraizer	2,99	2,91	2,84	2,77	2,69	2,62	2,55	2,47	2,40	2,33
5	Arboles, arbustos, plantas juvenes	2,58	2,51	2,45	2,39	2,32	2,26	2,20	2,13	2,07	2,01
6	Los demas	40,17	39,18	38,20	37,21	36,22	35,23	34,25	33,26	32,27	31,28
7	Flores y capullos: flores y capullos frescos	62,31	60,78	59,24	57,71	56,18	54,65	53,11	51,58	50,05	48,52
8	Los demas flores y capullos	1,73	1,69	1,64	1,60	1,56	1,52	1,47	1,43	1,39	1,35
9	Follaje, hojas, ramas: los demas follajes	5,96	5,81	5,66	5,52	5,37	5,22	5,08	4,93	4,78	4,64
10	Patatas frescas refrigeradas: las demas patatas	345,88	337,38	328,87	320,37	311,86	303,36	294,85	286,35	277,84	269,34
11	Tomates frescos refrigerados	408,60	398,55	388,51	378,46	368,41	358,36	348,32	338,27	328,22	318,17
12	Cebollas, chalotes, ajos, puerros: cebollas y chalotes	203,55	198,55	193,54	188,54	183,53	178,53	173,52	168,52	163,51	158,51
13	Ajos	1,70	1,66	1,61	1,57	1,53	1,49	1,45	1,41	1,36	1,32
14	Puerros y demas hortalizas	4,36	4,26	4,15	4,04	3,93	3,83	3,72	3,61	3,50	3,40
15	Coles, coliflores: los demas	5,27	5,14	5,01	4,88	4,75	4,62	4,49	4,36	4,23	4,10
16	Lechugas	4,77	4,66	4,54	4,42	4,30	4,19	4,07	3,95	3,83	3,72
17	Las demas hortalizas	521,15	508,34	495,52	482,71	469,89	457,08	444,26	431,45	418,63	405,82
18	Zanahorias, nabos, remolachas: zanahorias y nabos	5,45	5,31	5,18	5,04	4,91	4,78	4,64	4,51	4,37	4,24
19	Los demas	1,32	1,29	1,25	1,22	1,19	1,16	1,12	1,09	1,06	1,03
20	Pepinos y pepinillos frescos refrigerados	5,56	5,43	5,29	5,15	5,02	4,88	4,74	4,61	4,47	4,33
21	Legumbres, incluso desvainadas: frijoles	2,14	2,08	2,03	1,98	1,93	1,87	1,82	1,77	1,72	1,66
22	Las demas legumbres	1,84	1,80	1,75	1,71	1,66	1,62	1,57	1,53	1,48	1,44
23	Las demas hortalizas frescas o refrigeradas: berenjenas	1,17	1,14	1,11	1,08	1,06	1,03	1,00	0,97	0,94	0,91
24	Pimientos	7,82	7,63	7,43	7,24	7,05	6,86	6,66	6,47	6,28	6,09
25	Las demas hortalizas frescas: refrigeradas	10,04	9,80	9,55	9,30	9,06	8,81	8,56	8,31	8,07	7,82
26	Legumbres y hortalizas, incluso cocidas con agua o vapor, congeladas: las demas	13,89	13,55	13,20	12,86	12,52	12,18	11,84	11,50	11,16	10,81
27	Cebollas	0,61	0,60	0,58	0,57	0,55	0,54	0,52	0,51	0,49	0,48
28	Las demas legumbres y hortalizas, mezclas	0,54	0,53	0,52	0,50	0,49	0,48	0,46	0,45	0,44	0,42
29	Legumbres secas desvainadas: garbanzos	24,30	23,70	23,11	22,51	21,91	21,31	20,72	20,12	19,52	18,92
30	Frijoles	6,88	6,71	6,54	6,37	6,21	6,04	5,87	5,70	5,53	5,36
31	Las demas legumbres secas	3,02	2,95	2,87	2,80	2,72	2,65	2,58	2,50	2,43	2,35
32	Raices de mandioca (yuca)	7,88	7,68	7,49	7,30	7,10	6,91	6,71	6,52	6,33	6,13
33	Batatas (boniatos)	111,23	108,50	105,76	103,03	100,29	97,56	94,82	92,09	89,35	86,62
34	Los demas raices y tuberculos	39,41	38,44	37,47	36,50	35,53	34,57	33,60	32,63	31,66	30,69
35	Cocos, nueces de Brasil: cocos	21,84	21,30	20,77	20,23	19,69	19,15	18,62	18,08	17,54	17,01
36	Nues de cajuil (anacardos o marañones)	3,86	3,77	3,67	3,58	3,48	3,39	3,29	3,20	3,10	3,01

RÉF.	PRODUIT	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
37	Los demas frutos de cascara, frescos o secos: castañas	0,86	0,84	0,82	0,79	0,77	0,75	0,73	0,71	0,69	0,67
38	Bananas o plantanos frescos o secos	2 543,26	2 480,72	2 418,18	2 355,64	2 293,10	2 230,56	2 168,03	2 105,49	2 042,95	1 980,41
39	Dátiles, higos, piñas...: piñas	66,73	65,09	63,45	61,81	60,17	58,52	56,88	55,24	53,60	51,96
40	Guayabas, mangos y mangostanes	1 441,51	1 406,07	1 370,62	1 335,17	1 299,72	1 264,28	1 228,83	1 193,38	1 157,94	1 122,49
41	Aguacates (paltas)	230,52	224,85	219,18	213,52	207,85	202,18	196,51	190,84	185,17	179,50
42	Agrios frescos o secos: naranjas	502,71	490,35	477,98	465,62	453,26	440,90	428,54	416,18	403,81	391,45
43	Mandarinas	92,29	90,02	87,75	85,48	83,21	80,94	78,67	76,40	74,14	71,87
44	Limones	109,27	106,59	103,90	101,21	98,52	95,84	93,15	90,46	87,78	85,09
45	Pomelos o toronjas	31,62	30,84	30,07	29,29	28,51	27,73	26,96	26,18	25,40	24,62
46	Los demas agrios	15,61	15,22	14,84	14,45	14,07	13,69	13,30	12,92	12,54	12,15
47	Uvas y pasas: uvas	13,85	13,51	13,17	12,83	12,49	12,15	11,81	11,47	11,12	10,78
48	Melones y sandias, papayas frescos: melones y sandias	1 105,82	1 078,63	1 051,43	1 024,24	997,05	969,86	942,66	915,47	888,28	861,09
49	Papayas	148,30	144,66	141,01	137,36	133,72	130,07	126,42	122,78	119,13	115,48
50	Manzanas, peras y membrillos frescos; albaricoques, melocotones, ciruelas: melocotones o duraznos	120,84	117,87	114,90	111,92	108,95	105,98	103,01	100,04	97,07	94,10
51	Ciruelas y endrinas	31,83	31,04	30,26	29,48	28,70	27,91	27,13	26,35	25,57	24,78
52	Los demas frutos, frescos: fresas	5,39	5,26	5,12	4,99	4,86	4,73	4,59	4,46	4,33	4,20
53	Los demas frutos frescos	23,10	22,53	21,97	21,40	20,83	20,26	19,69	19,13	18,56	17,99
54	Frutos conservados provisionalmente (con gas): los demas frutos conservados provisionalmente	0,85	0,83	0,81	0,79	0,77	0,74	0,72	0,70	0,68	0,66
55	Frutos secos: los demas frutos	1,34	1,31	1,28	1,24	1,21	1,18	1,14	1,11	1,08	1,04
56	Café, incluso tostado o descafeinado: café sin tostar sin descafeinar	12 623,30	12 312,90	12 002,50	11 692,10	11 381,73	11 071,32	10 760,90	10 450,49	10 140,08	9 829,67
57	Café tostado sin descafeinar	25,01	24,40	23,78	23,17	22,55	21,94	21,32	20,71	20,09	19,48
58	Maiz: los demas maiz	71,07	69,32	67,57	65,82	64,08	62,33	60,58	58,83	57,09	55,34
59	Arroz: arroz con cascara (arroz paddy)	44,18	43,10	42,01	40,92	39,84	38,75	37,66	36,58	35,49	34,41
60	Arroz descascarillado (carga o pardo)	7,91	7,71	7,52	7,32	7,13	6,93	6,74	6,54	6,35	6,16
61	Arroz semiblanqueado incluso pulido o glaseado	224,80	219,27	213,74	208,22	202,69	197,16	191,63	186,11	180,58	175,05
62	Arroz partido	2,02	1,97	1,92	1,87	1,82	1,77	1,72	1,67	1,62	1,58
63	Habas de soya incluso quebrantadas: semillas forrajeras	4,63	4,51	4,40	4,28	4,17	4,06	3,94	3,83	3,72	3,60
64	Las demas semillas	4,16	4,06	3,95	3,85	3,75	3,65	3,54	3,44	3,34	3,24
65	Plantas, partes de plantas: los demas plantas y partes	118,38	115,47	112,56	109,65	106,74	103,82	100,91	98,00	95,09	92,18
66	Materias vegetales usadas en cesteria; materias veget. usadas en fabric. de escobas: las demas materias vegetales	11,57	11,28	11,00	10,71	10,43	10,14	9,86	9,57	9,29	9,01
67	Productos vegetales: linteres de algodón	243,52	237,53	231,55	225,56	219,57	213,58	207,59	201,60	195,62	189,63
68	Cacao en grano, entero o partido, crudo o tostado: cacao crudo	4 377,56	4 269,92	4 162,27	4 054,63	3 946,98	3 839,34	3 731,69	3 624,05	3 516,40	3 408,76

RÉF.	PRODUIT	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
69	Tabaco en rama o sin elaborar: tabaco sin desvenar o desnervar	336,08	327,81	319,55	311,28	303,02	294,76	286,49	278,23	269,96	261,70
70	Tabaco total o parcialm. desvenado o denervado	66,11	64,49	62,68	61,24	59,61	57,99	56,36	54,73	53,11	51,48
71	Desperdicios de tabaco	3,60	3,51	3,42	3,34	3,25	3,16	3,07	2,98	2,89	2,80
72	Cigarros o puros: cigarrillos que contengan tabaco (negro o rubio)	7 039,12	6 866,02	6 692,93	6 519,84	6 346,74	6 173,65	6 000,56	5 827,47	5 654,37	5 481,28

Engagements quantitatifs, en tonnes (année civile)

RÉF.	PRODUIT	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
1	Productos comestibles de origen animal	1,18	1,17	1,15	1,13	1,12	1,10	1,08	1,07	1,05	1,03
2	Ambar gris castoreo: los demas	22,28	21,97	21,65	21,33	21,02	20,70	20,39	20,07	19,75	19,44
3	Productos de origen animal: los demas	1 011,24	996,88	982,52	968,17	953,81	939,45	925,09	910,73	896,37	882,02
4	Las demas plantas vivas: esquejes y estaquillas sin enraizar	16,84	16,60	16,36	16,12	15,88	15,65	15,41	15,17	14,93	14,69
5	Arboles, arbustos, plantas juvenes	7,69	7,58	7,47	7,36	7,25	7,14	7,04	6,93	6,82	6,71
6	Los demas	109,45	107,89	106,34	104,78	103,23	101,68	100,12	98,57	97,01	95,46
7	Flores y capullos: flores y capullos frescos	74,34	73,29	72,23	71,18	70,12	69,07	68,01	66,96	65,90	64,84
8	Los demas flores y capullos	2,09	2,06	2,03	2,00	1,97	1,94	1,91	1,88	1,85	1,82
9	Follaje, hojas, ramas: los demas follajes	46,93	46,27	45,60	44,93	44,27	43,60	42,94	42,27	41,60	40,94
10	Patatas frescas refrigeradas: las demas patatas	1 807,54	1 781,87	1 756,21	1 730,54	1 704,88	1 679,21	1 653,55	1 627,88	1 602,22	1 576,55
11	Tomates frescos refrigerados	2 465,99	2 430,97	2 395,96	2 360,94	2 325,93	2 290,92	2 255,90	2 220,89	2 185,87	2 150,86
12	Cebollas, chalotes, ajos, puerros: cebollas y chalotes	1 416,49	1 396,38	1 376,26	1 356,15	1 336,04	1 315,93	1 295,81	1 275,70	1 255,59	1 235,48
13	Ajos	1,77	1,75	1,72	1,70	1,67	1,65	1,62	1,60	1,57	1,55
14	Puerros y demas hortalizas	71,58	70,57	69,55	68,53	67,52	66,50	65,49	64,47	63,45	62,44
15	Coles, coliflores: los demas	105,30	103,81	102,31	100,82	99,32	97,83	96,33	94,84	93,34	91,85
16	Lechugas	116,50	114,50	112,85	111,20	109,55	107,90	106,26	104,61	102,96	101,31
17	Las demas hortalizas	2 577,80	2 541,20	2 504,60	2 467,99	2 431,39	2 394,79	2 358,19	2 321,59	2 284,99	2 248,38
18	Zanahorias, nabos, remolachas: zanahorias y nabos	112,21	110,61	109,02	107,43	105,83	104,24	102,65	101,05	99,46	97,87
19	Los demas	22,28	21,97	21,65	21,33	21,02	20,70	20,39	20,07	19,75	19,44
20	Pepinos y pepinillos frescos refrigerados	100,37	98,95	97,52	96,10	94,67	93,25	91,82	90,40	88,97	87,55
21	Legumbres, incluso desvainadas: frijoles	32,34	31,88	31,42	30,96	30,50	30,04	29,59	29,13	28,67	28,21
22	Las demas legumbres	11,63	11,47	11,30	11,14	10,97	10,81	10,64	10,48	10,31	10,15
23	Las demas hortalizas frescas o refrigeradas: berenjenas	17,75	17,50	17,24	16,99	16,74	16,49	16,24	15,98	15,73	15,48
24	Pimientos	121,08	119,36	117,64	115,92	114,20	112,48	110,77	109,05	107,33	105,61
25	Las demas hortalizas frescas: refrigeradas	220,67	217,53	214,40	211,27	208,13	205,00	201,87	198,73	195,60	192,47
26	Legumbres y hortalizas, incluso cocidas con agua o vapor, congeladas: las demas	36,69	36,17	35,65	35,12	34,60	34,08	33,56	33,04	32,52	32,00
27	Cebollas	2,17	2,14	2,11	2,08	2,05	2,02	1,98	1,95	1,92	1,89
28	Las demas legumbres y hortalizas, mezclas	5,98	5,89	5,81	5,72	5,64	5,55	5,47	5,38	5,30	5,21
29	Legumbres secas desvainadas: garbanzos	164,07	161,74	159,41	157,08	154,75	152,42	150,09	147,76	145,43	143,10

RÉF.	PRODUIT	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
30	Frijoles	17,39	17,15	16,90	16,65	16,41	16,16	15,91	15,66	15,42	15,17
31	Las demas legumbres secas	10,39	10,24	10,10	9,95	9,80	9,65	9,51	9,36	9,21	9,06
32	Raíces de mandioca (yuca)	87,36	86,12	84,88	83,64	82,40	81,16	79,92	78,68	77,44	76,20
33	Batatas (boniatos)	553,74	545,88	538,01	530,15	522,29	514,43	506,56	498,70	490,84	482,98
34	Los demas raíces y tuberculos	401,50	395,80	390,10	384,40	378,70	373,00	367,29	361,59	355,89	350,19
35	Cocos, nueces de Brasil: cocos	496,21	489,17	482,12	475,08	468,03	460,99	453,94	446,89	439,85	432,80
36	Nuces de cajuil (anacardos o marañones)	45,95	45,30	44,64	43,99	43,34	42,69	42,03	41,38	40,73	40,08
37	Los demas frutos de cascara, frescos o secos: castañas	18,69	18,43	18,16	17,90	17,63	17,37	17,10	16,84	16,57	16,31
38	Bananas o plantanos frescos o secos	26 257,38	25 884,55	25 511,73	25 138,91	24 766,09	24 393,26	24 020,44	23 647,62	23 274,79	22 901,97
39	Dátiles, higos, piñas...: piñas	515,88	508,55	501,23	493,90	486,58	479,25	471,93	464,60	457,28	449,95
40	Guayabas, mangos y mangostanes	5 283,58	5 208,56	5 133,54	5 058,52	4 983,50	4 908,48	4 833,46	4 758,44	4 683,42	4 608,40
41	Aguacates (paltas)	1 068,82	1 053,65	1 038,47	1 023,30	1 008,12	992,94	977,77	962,59	947,42	932,24
42	Agrios frescos o secos: naranjas	4 862,16	4 793,13	4 724,09	4 655,05	4 586,02	4 516,98	4 447,94	4 378,91	4 309,87	4 240,83
43	Mandarinas	655,30	645,99	636,69	627,38	618,08	608,77	599,47	590,16	580,86	571,56
44	Limones	662,00	652,60	643,20	633,80	624,40	615,00	605,60	596,20	586,80	577,40
45	Pomelos o toronjas	316,70	312,21	307,71	303,21	298,72	294,22	289,72	285,23	280,73	276,23
46	Los demas agrios	69,41	68,43	67,44	66,46	65,47	64,49	63,50	62,52	61,53	60,54
47	Uvas y pasas: uvas	46,14	45,49	44,83	44,18	43,52	42,87	42,21	41,56	40,90	40,25
48	Melones y sandias, papayas frescos: melones y sandias	8 114,39	7 999,17	7 883,96	7 768,74	7 653,53	7 538,31	7 423,10	7 307,88	7 192,67	7 077,46
49	Papayas	924,47	911,35	898,22	885,09	871,97	858,84	845,72	832,59	819,46	806,34
50	Manzanas, peras y membrillos frescos; albaricoques, melocotones, ciruelas: melocotones o duraznos	717,41	707,23	697,04	686,85	676,67	666,48	656,30	646,11	635,92	625,74
51	Ciruelas y endrinas	160,92	158,63	156,35	154,06	151,78	149,49	147,21	144,92	142,64	140,35
52	Los demas frutos, frescos: fresas	16,37	16,14	15,90	15,67	15,44	15,21	14,97	14,74	14,51	14,28
53	Los demas frutos frescos	457,50	451,01	444,51	438,02	431,52	425,02	418,53	412,03	405,54	399,04
54	Frutos conservados provisionalmente (con gas): los demas frutos conservados provisionalmente	13,21	13,02	12,84	12,65	12,46	12,27	12,09	11,90	11,71	11,52
55	Frutos secos: los demas frutos	8,40	8,28	8,16	8,04	7,92	7,80	7,69	7,57	7,45	7,33
56	Café, incluso tostado o descafeinado: café sin tostar sin descafeinar	13 644,07	13 450,34	13 256,61	13 062,88	12 869,15	12 675,42	12 481,70	12 287,97	12 094,24	11 900,51
57	Café tostado sin descafeinar	25,71	25,35	24,98	24,62	24,25	23,89	23,52	23,16	22,79	22,43
58	Maiz: los demas maiz	848,35	836,31	824,26	812,22	800,17	788,13	776,08	764,04	751,99	739,94
59	Arroz: arroz con cascara (arroz paddy)	92,68	91,37	90,05	88,74	87,42	86,10	84,79	83,47	82,16	80,84
60	Arroz descascarillado (cargos o pardo)	71,19	70,18	69,17	68,16	67,15	66,14	65,12	64,11	63,10	62,09
61	Arroz semiblanqueado incluso pulido o glaseado	1 116,66	1 100,81	1 084,95	1 069,10	1 053,24	1 037,39	1 021,53	1 005,68	989,82	973,97
62	Arroz partido	18,36	18,10	17,84	17,58	17,32	17,06	16,80	16,53	16,27	16,01
63	Habas de soya incluso quebrantadas: semillas forrajeras	3,35	3,30	3,26	3,21	3,16	3,11	3,07	3,02	2,97	2,92
64	Las demas semillas	1,99	1,96	1,93	1,90	1,88	1,85	1,82	1,79	1,76	1,74
65	Plantas, partes de plantas: los demas plantas y partes	106,49	104,98	103,46	101,95	100,44	98,93	97,42	95,90	94,39	92,88

RÉF.	PRODUIT	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
66	Materias vegetales usadas en cesteria; materias veget. usadas en fabric. de escobas: las demas materias vegetales	58,17	57,35	56,52	55,70	54,87	54,04	53,22	52,39	51,57	50,74
67	Productos vegetales: linteres de algodón	3 410,57	3 362,15	3 313,72	3 265,30	3 216,87	3 168,44	3 120,02	3 071,59	3 023,17	2 974,74
68	Cacao en grano, entero o partido, crudo o tostado: cacao crudo	5 825,49	5 742,77	5 660,06	5 577,34	5 494,63	5 411,91	5 329,20	5 246,48	5 163,77	5 081,05
69	Tabaco en rama o sin elaborar: tabaco sin desvenar o desnervar	731,02	720,64	710,26	699,88	689,50	679,12	668,74	658,36	647,98	637,60
70	Tabaco total o parcialm. desvenado o denervado	126,41	124,61	122,82	121,02	119,23	117,43	115,64	113,84	112,05	110,25
71	Desperdicios de tabaco	32,34	31,88	31,42	30,96	30,50	30,04	29,59	29,13	28,67	28,21
72	Cigarros o puros: cigarrillos que contengan tabaco (negro o rubio)	3 395,00	3 346,79	3 298,59	3 250,38	3 202,18	3 153,97	3 105,77	3 057,56	3 009,36	2 961,15

SECTION II: DÉPENSES BUDGÉTAIRES ET QUANTITÉS NOTIFIÉES

13. Sur la base des notifications des Membres sous la forme des tableaux ES:1 allant jusqu'au 15 mars 2013, la présente section fait état, pour les Membres ayant pris des engagements de réduction des subventions à l'exportation, des subventions à l'exportation qui ont été notifiées pour chaque produit ou groupe de produits inscrit dans la Liste du Membre concerné pendant la période 1995-2012.
14. Comme c'était le cas dans le document TN/AG/S/8/Rev.1/Add.1, la présente section ne fait pas état des subventions à l'exportation accordées par les pays en développement Membres au titre de l'article 9:4 de l'Accord sur l'agriculture (tableau explicatif ES:2).
15. Tant les dépenses budgétaires que les quantités sont couvertes. Le symbole "n.r." indique que les produits concernés n'étaient pas soumis à des prescriptions en matière de notifications pendant l'année en question (soit parce que le pays concerné n'était pas Membre, soit parce que le type d'engagement – dépenses budgétaires ou quantités – ne s'applique pas). Un blanc indique qu'aucune notification n'a été reçue pendant l'année en question.
16. Les intitulés des colonnes sont les suivants:
- | | |
|----------------|--|
| RÉF. | le dernier chiffre ou les deux derniers chiffres du numéro de référence (subvention à l'exportation ID – XSID) utilisé dans le fichier LTC pour identifier chaque engagement de réduction des subventions à l'exportation; |
| PRODUIT | le produit ou groupe de produits indiqué dans les listes des Membres (parfois sous forme abrégée) ⁹ ; |
| UNITÉ | la monnaie/l'unité de mesure utilisées pour les engagements de réduction et le symbole du pourcentage (en italique) ci-après dans les tableaux; et |
- 1995 ... 2012** pour chaque année:
- les dépenses budgétaires ou les quantités notifiées; et
 - la part résultante de l'engagement annuel correspondant du Membre pour l'année en question, exprimée en pourcentage (en italique).
17. Les niveaux d'engagement annuels des Membres utilisés pour calculer les parts sont ceux indiqués dans la section I de la présente partie.¹⁰
18. Pour chaque Membre, le type d'année (à savoir l'année civile, l'exercice financier ou la campagne de commercialisation) utilisé pour chaque notification est indiqué dans le titre; des précisions sont parfois données dans une note figurant au bas du tableau pertinent.

⁹ En langue originale seulement.

¹⁰ Dans le cas de l'Union européenne, les niveaux d'engagement utilisés pour ce calcul à partir de 2006 sont ceux qui ont été communiqués par l'UE dans les notifications correspondantes (voir la note de bas de page 5).

Afrique du Sud

Dépenses budgétaires notifiées (année civile)

RÉF.	PRODUIT	UNITÉ	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
1	Bovine meat	Rand	35 126	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0,4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2	Pigmeat	Rand	106 686	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	9,1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3	Sheep meat	Rand	1 468	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	2,4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4	Poultry	Rand	8 411	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	1,0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5	Milk powder	Rand	247 887	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	8,9	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6	Butter	Rand	17 784	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	3,4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7	Cheese	Rand	26 095	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	19,4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8	Other milk products	Rand	66 617	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	29,6	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9	Eggs	Rand	1 797	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0,1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
10	Honey	Rand	306	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	2,8	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
11	Products of other animal origin	Rand	81 097	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	4,2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
12	Bulbs, roots and ornamental foliage	Rand	88 550	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	2,2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
13	Cut and dried flowers	Rand	299 035	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	3,0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
14	Vegetables	Rand	1 785 961	2 972 797	1 005 653	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	27,5	48,9	17,8	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
15	Nuts	Rand	6 091	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0,7	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16	Deciduous fruit	Rand	1 838 251	589 937	122 910	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	1,5	0,5	0,1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
17	Citrus fruit	Rand	1 365 074	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	2,4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
18	Dried fruit	Rand	1 859	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0,0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
19	Coffee	Rand	2 336	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0,6	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

RÉF.	PRODUIT	UNITÉ	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
20	Tea	Rand	514 190	186 691	33 024	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	111,9	43,4	8,2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
21	Spices	Rand	21 278	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	4,9	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
22	Wheat and wheat products	Rand	693 214	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0,7	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
23	Barley	Rand	21 921	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	9,0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
24	Oats	Rand	825	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0,6	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
25	Maize and maize products	Rand	41 809 422	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	38,7	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
26	Grain sorghum	Rand	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
27	Oilseeds	Rand	6 902	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0,1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
28	Other seeds	Rand	141 858	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	12,7	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
29	Vegetable saps and extracts	Rand	16 716	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	2,1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
30	Animal fats	Rand	4 907	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0,2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
31	Vegetable oils	Rand	166 290	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	1,3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
32	Margarine	Rand	30 058	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	2,4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
33	Acids	Rand	1 952	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0,7	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
34	Glycerol	Rand	34 874	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	6,6	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
35	Preparations of meat	Rand	41 443	62 573	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	8,3	13,3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
36	Sugar	Rand	13 256 764	18 169 095	17 300,000	18 717 735	29 877 834	21 997 363	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	15,9	23,3	23,8	27,8	48,2	38,8	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
37	Other sugars	Rand	5 285	13 400	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	1,3	3,4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
38	Molasses	Rand	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
39	Sugar confectionery	Rand	765 780	5 256 575	2 666 555	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	7,8	57,6	31,3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
40	Cocoa and cocoa preparations	Rand	3 347 146	9 363 220	2 679 210	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	107,9	322,5	99,0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

RÉF.	PRODUIT	UNITÉ	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
41	Pasta	Rand	25 192	25 715	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	23,3	25,4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
42	Tapioca	Rand	0	426	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	2,7	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
43	Bread, pastry, cakes and biscuits	Rand	2 491 406	3 273 142	955 669	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	58,8	82,6	25,9	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
44	Vegetable, fruit and nut preparations incl. fruit juices	Rand	41 290 081	90 304 723	32 474 591	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	48,7	113,7	43,9	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
45	Miscellaneous edible preparations	Rand	906 750	2 186 838	251 516	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	22,2	57,1	7,1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
46	Waters	Rand	3 224 993	4 673 090	2 361 501	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	85,7	132,6	71,9	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
47	Beer	Rand	7 063 063	4 962 921	4 176 307	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	25,5	19,2	17,3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
48	Wine products	Rand	19 826 409	35 389 157	19 615 102	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	94,0	179,3	106,6	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
49	Spirits and fermented beverages	Rand	20 488	12 145	3 771	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0,3	0,2	0,1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
50	Vinegar	Rand	0	1 874	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	3,2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
51	Flours, meals and pellets of fish	Rand	262	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
52	Dog and cat food	Rand	109 702	125 187	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	6,2	7,6	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
53	Tobacco	Rand	220 235	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	1,2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
54	Cigarettes and other tobacco	Rand	296 062	402 505	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	9,8	14,3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
55	Citrus fruit oil	Rand	143 764	77 992	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	10,7	6,2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
56	Albuminoidal-subst. starches and glues	Rand	113 708	123 511	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	11,9	13,8	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
57	Raw furskins	Rand	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
58	Hides and skins	Rand	1 301 971	883 535	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	4,6	3,3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

RÉF.	PRODUIT	UNITÉ	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
59	Raw silk and silk waste	Rand	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
60	Wool	Rand	1 262 363	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	2,0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
61	Mohair	Rand	200 127	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	2,8	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
62	Cotton	Rand	5 654	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0,1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Quantités notifiées (année civile)

RÉF.	PRODUIT	UNITÉ	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
1	Bovine meat	Équivalent-tonne	137	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0,9	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2	Pigmeat	Équivalent-tonne	345	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	17,9	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3	Sheep meat	Équivalent-tonne	4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	2,4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4	Poultry	Équivalent-tonne	21	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	1,3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5	Milk powder	Équivalent-tonne	1 147	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	27,7	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6	Butter	Équivalent-tonne	73	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	6,3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7	Cheese	Équivalent-tonne	85	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	30,2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8	Other milk products	Équivalent-tonne	616	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	138,7	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9	Eggs	Équivalent-tonne	6	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0,2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
10	Honey	Équivalent-tonne	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0,9	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
11	Products of other animal origin	Équivalent-tonne	141	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0,7	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
12	Bulbs, roots and ornamental foliage	Équivalent-tonne	295	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	2,0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
13	Cut and dried flowers	Équivalent-tonne	637	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	13,0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
14	Vegetables	Équivalent-tonne	7 658	3 266	2 389	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	15,8	7,0	5,3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
15	Nuts	Équivalent-tonne	24	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0,3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

RÉF.	PRODUIT	UNITÉ	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
16	Deciduous fruit	Équivalent-tonne	17 451	7 448	3 965	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	4,9	2,2	1,2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
17	Citrus fruit	Équivalent-tonne	25 390	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	5,7	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
18	Dried fruit	Équivalent-tonne	6	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0,0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
19	Coffee	Équivalent-tonne	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0,1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
20	Tea	Équivalent-tonne	620	165	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	15,9	4,4	1,8	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
21	Spices	Équivalent-tonne	95	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	2,4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
22	Wheat and wheat products	Équivalent-tonne	14 151	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	2,3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
23	Barley	Équivalent-tonne	602	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	7,7	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
24	Oats	Équivalent-tonne	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0,2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
25	Maize and maize products	Équivalent-tonne	437 548	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	24,3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
26	Grain sorghum	Équivalent-tonne	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0,0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
27	Oilseeds	Équivalent-tonne	58	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0,2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
28	Other seeds	Équivalent-tonne	994	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	10,1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
29	Vegetable saps and extracts	Équivalent-tonne	55	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0,8	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
30	Animal fats	Équivalent-tonne	72	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0,4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
31	Vegetable oils	Équivalent-tonne	646	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	1,3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
32	Margarine	Équivalent-tonne	193	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	2,4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
33	Acids	Équivalent-tonne	16	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0,8	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
34	Glycerol	Équivalent-tonne	181	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	5,2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
35	Preparations of meat	Équivalent-tonne	120	256	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	4,2	9,3	0,0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
36	Sugar	Équivalent-tonne	40 442	28 640	30 015	26 140	27 222	14 746	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	4,7	3,5	3,8	3	4	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
37	Other sugars	Équivalent-tonne	37	201	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	1,1	6,4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

RÉF.	PRODUIT	UNITÉ	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
38	Molasses	Équivalent-tonne	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
39	Sugar confectionery	Équivalent-tonne	854	5 947	8 032	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	4,6	33,1	46,4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
40	Cocoa and cocoa preparations	Équivalent-tonne	3 050	9 206	3 784	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	20,6	64,5	27,5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
41	Pasta	Équivalent-tonne	171	201	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	27,1	33,1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
42	Tapioca	Équivalent-tonne	0	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	9,3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
43	Bread, pastry, cakes and biscuits	Équivalent-tonne	2 596	3 534	2 046	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	25,1	35,5	21,3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
44	Vegetable, fruit and nut preparations incl. fruit juices	Équivalent-tonne	67 597	248 684	152 463	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	27,6	105,5	67,2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
45	Miscellaneous edible preparations	Équivalent-tonne	1 921	5 101	1 113	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	7,7	21,1	4,8	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
46	Waters	Équivalent-tonne	19 051	15 886	15 849	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	82,4	71,3	73,9	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
47	Beer	Équivalent-tonne	28 940	19 566	26 601	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	105,6	74,1	104,6	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
48	Wine products	Équivalent-tonne	24 217	140 732	49 547	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	102,6	618,8	226,4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
49	Spirits and fermented beverages	Équivalent-tonne	49	26	16	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0,4	0,2	0,2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
50	Vinegar	Équivalent-tonne	0	32	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	9,8	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
51	Flours, meals and pellets of fish	Équivalent-tonne	6	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0,1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
52	Dog and cat food	Équivalent-tonne	755	2 380	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	5,2	17,1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
53	Tobacco	Équivalent-tonne	2 068	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	25,3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
54	Cigarettes and other tobacco	Équivalent-tonne	2 265	2 447	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	41,0	45,9	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
55	Citrus fruit oil	Équivalent-tonne	169	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	2,2	0,9	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
56	Albuminoidal-subst. starches and glues	Équivalent-tonne	411	683	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	7,8	13,5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

RÉF.	PRODUIT	UNITÉ	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
57	Raw furskins	Équivalent-tonne	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
58	Hides and skins	Équivalent-tonne	4 160	3 317	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	11,2	9,2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
59	Raw silk and silk waste	Équivalent-tonne	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
60	Wool	Équivalent-tonne	3 721	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	7,8	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
61	Mohair	Équivalent-tonne	340	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	6,6	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
62	Cotton	Équivalent-tonne	36	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0,8	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Australie

Dépenses budgétaires notifiées (exercice financier commençant en juillet)¹

RÉF.	PRODUIT	UNITÉ	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
1	Cheese	Million de \$A	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2	Other milk products: fats	Million de \$A	0	0	0	2,0	3,7	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	6,0	12,1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3	Other milk products: solides non fats	Million de \$A	Les dépenses budgétaires relatives aux subventions à l'exportation en faveur des "Other milk products: solides non fats" (Autres produits laitiers: matières solides non grasses) sont incluses sous "Other milk products: fats" (Autres produits laitiers: matières grasses)																
		%																	
4	Pears	Million de \$A	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5	Butter and butteroil	Million de \$A	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6	Skim milk powder	Million de \$A	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

¹ Sauf pour "pears" (poires) (année civile).

Quantités notifiées (exercice financier commençant en juillet)¹

RÉF.	PRODUIT	UNITÉ	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
1	Cheese	Tonne	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2	Other milk products: fats	Tonne	0	0	0	621	796	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	3,9	5,5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3	Other milk products: solides non fats	Tonne	0	0	0	1 425	1 828	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	2,2	3,1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4	Pears	Tonne	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

RÉF.	PRODUIT	UNITÉ	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
5	Butter and butteroil	Tonne	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6	Skim milk powder	Tonne	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

¹ Sauf pour "pears" (poires) (année civile).

Brésil

Dépenses budgétaires notifiées (année civile)

RÉF.	PRODUIT	UNITÉ	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
1	Coarse grains	\$EU	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2	Vegetable oils	\$EU	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3	Oil cakes	\$EU	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4	Sugar	\$EU	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5	Other milk products	\$EU	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6	Bovine meat	\$EU	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7	Poultry meat	\$EU	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8	Beverages, spirits and vinegar	\$EU	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9	Wine	\$EU	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
10	Fruit and vegetables fresh	\$EU	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
11	Fruits and vegetables processed	\$EU	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
12	Tobacco	\$EU	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
13	Cotton	\$EU	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
14	Cocoa	\$EU	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

RÉF.	PRODUIT	UNITÉ	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
15	Preparations of cereals, flour of milk and pastrycook' products	\$EU	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16	Flowers	\$EU	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Quantités notifiées (année civile)

RÉF.	PRODUIT	UNITÉ	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
1	Coarse grains	Tonne	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2	Vegetable oils	Tonne	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3	Oil cakes	Tonne	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4	Sugar	Tonne	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5	Other milk products	Tonne	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6	Bovine meat	Tonne	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7	Poultry meat	Tonne	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8	Beverages, spirits and vinegar	Tonne	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9	Wine	Tonne	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
10	Fruit and vegetables fresh	Tonne	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
11	Fruits and vegetables processed	Tonne	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
12	Tobacco	Tonne	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
13	Cotton	Tonne	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
14	Cocoa	Tonne	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

RÉF.	PRODUIT	UNITÉ	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
15	Preparations of cereals, flour of milk and pastrycook' products	Tonne	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16	Flowers	Tonne	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Bulgarie

Dépenses budgétaires notifiées (année civile)

RÉF.	PRODUIT	UNITÉ	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
1	Wheat and wheat flour	Million d'euros	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2	Sunflower seed	Million d'euros	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3	Grapes	Million d'euros	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4	Peaches	Million d'euros	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5	Cherries	Million d'euros	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6	Plums	Million d'euros	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7	Apples	Million d'euros	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8	Watermelons	Million d'euros	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9	Strawberries	Million d'euros	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
10	Tomatoes	Million d'euros	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
11	Cucumbers	Million d'euros	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
12	Potatoes	Million d'euros	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
13	Peppers	Million d'euros	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
14	Onions	Million d'euros	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
15	Marmalades	Million d'euros	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16	Jams	Million d'euros	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

RÉF.	PRODUIT	UNITÉ	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
		%	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
17	Stewed fruit	Million d'euros	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0,023	0,013	0
		%	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0,9	0,5	0
18	Fruit, frozen	Million d'euros	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0,009	0	0
		%	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	3,3	0	0
19	Fruit pulp	Million d'euros	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
20	Fruit juices	Million d'euros	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
21	Vegetables, frozen	Million d'euros	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
22	Canned tomatoes	Million d'euros	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0	0,005	0
		%	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0	0,1	0
23	Canned peppers	Million d'euros	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0,001	0,007	0
		%	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0,2	1,2	0
24	Canned cucumbers	Million d'euros	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0,005	0,011	0
		%	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0,3	0,7	0
25	Canned peas	Million d'euros	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
26	Canned mushrooms	Million d'euros	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
27	Tomato paste	Million d'euros	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
28	Tomato juice	Million d'euros	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
29	Mixed vegetable juice	Million d'euros	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
30	Tins of vegetables	Million d'euros	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0,018	0,007	0
		%	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0,8	0,3	0
31	Wine	Million d'euros	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
32	Tobacco	Million d'euros	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
33	White cheese	Million d'euros	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0,038	0,057	0,06
		%	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0,8	1,3	1,3
34	Kashkaval / Yellow cheese	Million d'euros	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0,019	0,036	0,045
		%	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	2,9	5,5	6,9
35	Cattle	Million d'euros	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
36	Sheep and lambs	Million d'euros	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
37	Bovine meat	Million d'euros	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

RÉF.	PRODUIT	UNITÉ	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
38	Mutton and lamb	Million d'euros	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0,102	0,266	0,286
		%	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	1,2	3,1	3,4
39	Pigmeat	Million d'euros	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
40	Fowls of the species Gallus domesticus	Million d'euros	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0,025	0,025	0
		%	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0,2	0,2	0
41	Turkeys, ducks, geese and guinea fowls	Million d'euros	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
42	Poultry cuts and offal	Million d'euros	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
43	Eggs	Million d'euros	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0,102	0,112	0,112
		%	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	53,7	58,9	58,9
44	Incorporated products	Million d'euros	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Quantités notifiées (année civile)

RÉF.	PRODUIT	UNITÉ	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
1	Wheat and wheat flour	Millier de tonnes	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2	Sunflower seed	Millier de tonnes	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3	Grapes	Millier de tonnes	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4	Peaches	Millier de tonnes	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5	Cherries	Millier de tonnes	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6	Plums	Millier de tonnes	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7	Apples	Millier de tonnes	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8	Watermelons	Millier de tonnes	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9	Strawberries	Millier de tonnes	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
10	Tomatoes	Millier de tonnes	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
11	Cucumbers	Millier de tonnes	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
12	Potatoes	Millier de tonnes	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

RÉF.	PRODUIT	UNITÉ	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
13	Peppers	Millier de tonnes	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
14	Onions	Millier de tonnes	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
15	Marmalades	Millier de tonnes	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16	Jams	Millier de tonnes	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
17	Stewed fruit	Millier de tonnes	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0,56	0,418	0
		%	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	10,2	7,6	0
18	Fruit, frozen	Millier de tonnes	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0,226	0	0
		%	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	29,7	0	0
19	Fruit pulp	Millier de tonnes	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
20	Fruit juices	Millier de tonnes	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
21	Vegetables, frozen	Millier de tonnes	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
22	Canned tomatoes	Millier de tonnes	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0	0,153	0
		%	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0	1,0	0
23	Canned peppers	Millier de tonnes	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0,018	0,176	0
		%	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	1,7	16,8	0
24	Canned cucumbers	Millier de tonnes	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0,155	0,364	0
		%	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	3,7	8,6	0
25	Canned peas	Millier de tonnes	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
26	Canned mushrooms	Millier de tonnes	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
27	Tomato paste	Millier de tonnes	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
28	Tomato juice	Millier de tonnes	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
29	Mixed vegetable juice	Millier de tonnes	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
30	Tins of vegetables	Millier de tonnes	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0,503	0,182	0
		%	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	8,4	3,1	0
31	Wine	Millier d'hectolitres	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
32	Tobacco	Millier de tonnes	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
33	White cheese	Millier de tonnes	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	0,3	0,444	0,467
		%	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0	0	6,8	10,0	10,5

RÉF.	PRODUIT	UNITÉ	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
6	Butter	Millier de \$Can	13 300	3 170	0	0	0	0	0	0	0	4 389	10 995	10 451	0	0	2 321	522
		%	34,2	9,5	0	0	0	0	0	0	0	39,8	99,7	94,8	0	0	21,1	4,7
7	Skim milk powder	Millier de \$Can	38 139	2 644	0	0	0	0	0	0	31 111	31 148,9	31 140	31 146	31 148	31 149	31 149	31 149
		%	83,4	6,2	0	0	0	0	0	0	99,9	100	100	100	100	100	100	100
8	Cheese	Millier de \$Can	0	0	0	0	0	0	0	0	12 640	15 612	16 194	15 790	15 929	16 227	13 997	13 753
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	77,9	96,2	99,8	97,3	98,2	100	86,3	84,7
9	Other milk products	Millier de \$Can	0	0	0	0	0	0	0	0	22 501	22 504	22 484	22 451	22 503	22 382	22 505	22 505
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	100	100	99,9	99,8	100	99,5	100	100
10	Vegetables	Millier de \$Can	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
11	Incorporated products	Millier de \$Can	0	0	0	0	0	0	0	0	20 071	20 221	20 269	20 274	20 274	20 265	20 267	20 275
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	99	99,7	100	100	100	99,9	100	100

Quantités notifiées (campagne de commercialisation, 1^{er} août-31 juillet)

RÉF.	PRODUIT	UNITÉ	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
1	Wheat and wheat flour	Tonne	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2	Coarse grains	Tonne	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3	Oilseeds	Tonne	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4	Vegetable oils	Tonne	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5	Oilcakes	Tonne	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6	Butter	Tonne	4 429	666	0	0	1 814	0	0	0	0	858	2 321	2 111	0	0	684	125
		%	46,8	8,1	0	0	38,7	0	0	0	0	24,5	66,3	60,3	0	0	19,5	3,6
7	Skim milk powder	Tonne	38 073	1 479	0	0	41 576	0	0	0	10 996	11 216	9 913	10 264	16 404	8 876	8 704	11 176
		%	69,3	2,8	0	0	88,6	0	0	0	24,5	25	22,1	22,8	36,5	19,7	19,4	24,9
8	Cheese	Tonne	0	0	0	0	20 422	0	0	0	5 967	6 631	6 041	5 852	6 230	5 440	4 342	4 416
		%	0	0	0	0	209,5	0	0	0	65,7	73,1	66,6	64,5	68,6	59,9	47,8	48,7
9	Other milk products	Tonne	0	0	0	0	21 138	0	0	0	21 385	16 021	10 408	9 133	9 079	6 584	5 903	7 085
		%	0	0	0	0	66,8	0	0	0	70,6	52,9	34,4	30,2	30	21,7	19,5	23,4
10	Vegetables	Tonne	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
11	Incorporated products	Tonne	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.
		%	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.

Chypre

Dépenses budgétaires notifiées – année civile

RÉF.	PRODUIT	UNITÉ	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004 ¹
1	Cheese	Millier de £C	357	86	84	81	79	76,7	74,9	70,3	70,8	17,1
		%	405,7	100	100	100	100	99,6	99,9	96,3	99,7	25,1
2	Other milk products	Millier de £C	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3	Wine alcohol and other grape products	Millier de £C	1 021	1 055	680	1 128	593,8	767,6	1 627,1	1 672,3	891,6	434
		%	76,9	81,5	53,9	91,7	49,6	65,9	143,7	152,2	83,6	42
4	Fruit	Millier de £C	170	257	56	582	810	768	671	811	430	0
		%	9,2	14,2	3,2	33,9	48,4	47,2	42,4	52,8	28,9	0
5	Vegetables	Millier de £C	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6	Pig meat	Millier de £C	0	20	145	0	257	0	0	0	0	0
		%	0	3,5	26	0	48,7	0	0	0	0	0
7	Poultry meat	Millier de £C	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8	Sheepmeat	Millier de £C	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9	Bovine meat	Millier de £C	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

¹ Jusqu'au 30 avril seulement – Adhésion de Chypre à l'UE.

Quantités notifiées – année civile

RÉF.	PRODUIT	UNITÉ	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004 ¹
1	Cheese	Millier de tonnes	1,86	0,972	0,949	0,94	0,93	0,916	0,902	0,858	0,874	0,216
		%	188,6	100	99,1	99,6	100	100	100	96,6	100	25,1
2	Other milk products	Millier de tonnes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3	Wine alcohol and other grape products	Millier de tonnes	10,346	11,033	34	26,29	13,568	11,558	13,553	14,358	11,736	4,833
		%	68,4	73,9	231,2	181,5	95,0	82,2	97,9	105,3	87,5	36,6
4	Fruit	Millier de tonnes	0,58	1,612	0,249	13,7	17,2	21,943	14,9	16,6	20,2	0
		%	0,6	1,6	0,3	14,0	17,8	23,0	15,9	18,0	22,2	0
5	Vegetables	Millier de tonnes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

RÉF.	PRODUIT	UNITÉ	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004 ¹
6	Pig meat	Millier de tonnes	0	0,02	1,785	0	2,231	0	0	0	0	0
		%	0	2,1	186,3	0	239,9	0	0	0	0	0
7	Poultry meat	Millier de tonnes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8	Sheepmeat	Millier de tonnes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9	Bovine meat	Millier de tonnes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

¹ Jusqu'au 30 avril seulement – Adhésion de Chypre à l'UE.

Colombie

Dépenses budgétaires notifiées (année civile)

RÉF.	PRODUIT	UNITÉ	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
1	Carne de bovino	Millier de \$EU	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2	Flores y capullos cortodos	Millier de \$EU	650,37	2 246,6	1 598,54	2 129	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	3,3	11,4	8,3	11,4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3	Legumbres y hortalizas	Millier de \$EU	126,06	163,85	197,41	235	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0,5	0,6	0,8	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4	Frutas	Millier de \$EU	7 615,85	10 459,23	15 315,42	12 470	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	12,9	17,7	26,7	22,4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5	Café incluso tostado o descafeinado	Millier de \$EU	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6	Arroz	Millier de \$EU	0	1,4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0,0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7	Azucar	Millier de \$EU	3 834,16	2 895,33	3 608,7	2 735	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	18,6	14	18	14	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8	Melazas de la extracc o del refin del azucar	Millier de \$EU	184,49	80,94	120,99	285	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	18,4	8,1	12,4	30,1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9	Articulos de confiteria sin cacao	Millier de \$EU	924,34	1 570,42	1 131,4	1 346	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	61,9	105,2	77,9	95,4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
10	Cacao en grano entero o partido	Millier de \$EU	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
11	Manteca, grasa y aceite de cacao	Millier de \$EU	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
12	Chocolate y dms prep aliment con cacao	Millier de \$EU	58,15	98,47	32,54	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	14,2	24	8,1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
13	Compotas jaleas y mermeladas	Millier de \$EU	29,27	29,44	12,52	46	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0,8	0,8	0,4	1,3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

RÉF.	PRODUIT	UNITÉ	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
14	Levaduras (vivas y muertas)	Millier de \$EU	0,18	0,94	2,36	4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
15	Vinegre comest y suced comest del vinagre	Millier de \$EU	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16	Lias o nueces de vino tartaro bruto	Millier de \$EU	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
17	Tabaco	Millier de \$EU	1 363,12	1 410,07	780,3	865	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	32,2	33,3	18,9	21,6	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
18	Algodon	Millier de \$EU	0,2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Note: La Colombie a aussi notifié des subventions à l'exportation pour d'autres produits pendant les années 1995-1998 (voir les notifications G/AG/N/COL/11 à G/AG/N/COL/13, G/AG/N/COL/19, G/AG/N/COL/19/Add.1 et G/AG/N/COL/19/Corr.2).

Quantités notifiées (année civile)

RÉF.	PRODUIT	UNITÉ	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
1	Carne de bovino	Tonne	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2	Flores y capullos cortados	Tonne	9 861,53	42 451,31	28 316,91	25 956	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	12,5	53,8	36,5	34	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3	Legumbres y hortalizas	Tonne	2 369,17	1 595,39	1 665,97	2 563	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	8,5	5,7	6,1	9,5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4	Frutas	Tonne	393 257,59	808 143,25	1 133 347,14	1 348 678	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	39,1	80,4	114,5	138,5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5	Café incluso tostado o descafeinado	Tonne	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6	Arroz	Tonne	0	40,0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0,2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7	Azucar	Tonne	134 971,55	87 278,39	150 654,27	171 613	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	52,7	34,1	59,8	69,2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8	Melazas de la extracc o del refin del azucar	Tonne	1 784,32	3 209,06	397 005,66	90 316	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	2,8	5,1	636,1	147,1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9	Articulos de confiteria sin cacao	Tonne	13 739,52	20 568,63	14 223,29	43 475	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	316,1	473,2	332,4	1 032,7	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
10	Cacao en grano entero o partido	Tonne	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
11	Manteca, grasa y aceite de cacao	Tonne	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
12	Chocolat y dms prep aliment con cacao	Tonne	2 508,97	1 917,82	403,16	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	118,9	90,8	19,4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
13	Compotas jaleas y mermeladas	Tonne	449,76	379,42	146,67	706	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	10,6	9	3,5	17,3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
14	Levaduras (vivas y muertas)	Tonne	0,2	7	20	43	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0,1	0,2	0,4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

RÉF.	PRODUIT	UNITÉ	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
15	Vinegre comest y suced comest del vinagre	Tonne	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16	Lias o nueces de vino tartaro bruto	Tonne	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
17	Tabaco	Tonne	9 009,44	8 598,41	4 052,07	7 176	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	89,7	85,6	41	73,8	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
18	Algodon	Tonne	0,72	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Note: La Colombie a aussi notifié des subventions à l'exportation pour d'autres produits pendant les années 1995-1998 (voir les notifications G/AG/N/COL/11 à G/AG/N/COL/13, G/AG/N/COL/19, G/AG/N/COL/19/Add.1 et G/AG/N/COL/19/Corr.2).

États-Unis d'Amérique

Dépenses budgétaires notifiées (exercice financier, 1^{er} octobre-30 septembre)

RÉF.	PRODUIT	UNITÉ	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
1	Wheat	\$EU	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2	Coarse Grains	\$EU	0	0	1 205 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	2,0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3	Rice	\$EU	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4	Vegetable oils	\$EU	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5	Butter and butter oil	\$EU	0	20 082 000	8 852 246	451 956	7 318 465	0	0	15 506 440	0	0	0	0	0	11 344 667	2 124 890	0
		%	0	47,9	22,7	1,2	21,9	0	0	50,8	0	0	0	0	0	37,2	7,0	0
6	Skim milk powder	\$EU	16 818 000	93 781 000	88 798 424	133 284 327	45 333 000	6 727 480	53 683 495	14 797 395	1 750 040	0	0	0	0	7 200 925	0	0
		%	13,9	82,7	84,0	136,1	50,3	8,2	65,1	17,9	2,1	0	0	0	0	8,7	0	0
7	Cheese	\$EU	2 056 000	2 500 000	3 905 189	4 164 216	5 564 383	1 760 700	931 775	1 222 155	934 500	0	0	0	0	348 231	246 543	0
		%	38,5	50,0	83,8	96,5	139,9	48,4	25,6	33,6	25,7	0	0	0	0	9,6	6,8	0
8	Other milk products	\$EU	1 551 000	5 100 000	8 603 833	7 407 673	20 304 243	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	10,8	44,3	99,7	128,6	702,2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9	Bovine meat	\$EU	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
10	Pigmeat	\$EU	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
11	Poultry meat	\$EU	5 153 000	0	862 500	1 399 762	1 643 460	6 823 325	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	24,1	0	4,6	8,1	10,3	46,9	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
12	Live dairy cattle	\$EU	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
13	Eggs	\$EU	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Note: Les États-Unis ont aussi notifié des subventions à l'exportation pour "upland cotton" (coton upland) en 2003, 2004, 2005 et 2006 (voir les notifications G/AG/N/USA/62 et G/AG/N/USA/64).

Quantités notifiées (exercice financier, 1^{er} juillet-30 juin)

RÉF.	PRODUIT	UNITÉ	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
1	Wheat ¹	Tonne métrique	559 826	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	2,8	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2	Coarse Grains ²	Tonne métrique	282	0	25 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	1,4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3	Rice	Tonne métrique	9 900	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	3,6	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4	Vegetable oils	Tonne métrique	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5	Butter and butter oil ³	Tonne métrique	0	9 314	15 648	395	5 298	0	0	10 000	0	0	0	0	0	1 862	15 607	0
		%	0	24,1	45,7	1,3	20,8	0	0	47,4	0	0	0	0	0	8,8	74	0
6	Skim milk powder	Tonne métrique	63 696	69 895	96 303	129 810	101 383	68 201	68 201	68 200	68 201	0	0	0	0	20 025	17 203	0
		%	58,9	69,7	104,4	154,1	133	100	100	100	100	0	0	0	0	29,4	25,2	0
7	Cheese	Tonne métrique	3 275	3 020	3 510	3 122	3 864	3 030	3 030	3 029	3 030	0	0	0	0	152	1 691	0
		%	85,5	82,3	100	93,2	121,1	100	100	100	100	0	0	0	0	5	55,8	0
8	Other milk products	Tonne métrique	4 501	2 195	7 487	5 344	17 908	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	36,1	22	100	106,8	711,2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9	Bovine meat	Tonne métrique	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
10	Pigmeat	Tonne métrique	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
11	Poultry meat	Tonne métrique	22 250	0	0	3 546	2 495	11 524	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	65,1	0	0	11,6	8,5	41,2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
12	Live dairy cattle	Tête	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
13	Eggs	Douzaine	7 565 500	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	25	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Note: Les États-Unis d'Amérique ont aussi notifié des subventions à l'exportation pour "upland cotton" (coton upland) en 2003, 2004, 2005 et 2006 (voir les notifications G/AG/N/USA/62 et G/AG/N/USA/64).

¹Comprend "wheat" (blé), "wheat flour" (farine de blé) et "semolina" (semoule) sur une base équivalent blé en 1995.

²Comprend "barley" (orge)/"malting barley" (orge de brasserie) et "barley malt" (malt d'orge) sur une base équivalent orge en 1995.

³Comprend "butter" (beurre), "butter oil" (huile de beurre), "anhydrous milk fat" (matières grasses laitières anhydres) et ghee sur une base équivalent beurre en 1996, 1997, 1998 et 1999.

Hongrie

Dépenses budgétaires notifiées – année civile

RÉF.	PRODUIT	UNITÉ	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004 ¹
1	Wheat	Million de Ft	760	0	0	2	0	0	0	103	296	0
		%	39,4	0	0	0,1	0	0	0	7,8	22,5	0
2	Corn	Million de Ft	611	0	0	722	674	147	5	0	0	0
		%	281,6	0	0	412,6	416	99,3	3,4	0	0	0
3	Sunflower seed	Million de Ft	36	41	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	11,3	13,8	0	0	0	0	0	0	0	0
4	Sunflower oil	Million de Ft	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5	Sugar	Million de Ft	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6	White cream cheese	Million de Ft	3,9	1,68	0,32	13	57	45	0	0	0	0
		%	8,7	4	0,8	35,1	167,6	145,2	0	0	0	0
7	Slaughter cattle	Million de Ft	496	819	219	0	0	0	0	0	0	168
		%	33	58,3	16,7	0	0	0	0	0	0	16,4
8	Beef	Million de Ft	0,23	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9	Slaughter pig	Million de Ft	0	75	0	146	434	557	0	334	742	146
		%	0	7	0	15,8	51,1	71,8	0	43	95,6	18,8
10	Pork	Million de Ft	61	325	101	236	517	408	398	0	733	414
		%	1,4	7,8	2,6	6,6	15,6	13,5	13,1	0	24,2	13,7
11	Slaughter sheep	Million de Ft	743	462	290	0	0	0	0	0	0	0
		%	96,4	64	43,1	0	0	0	0	0	0	0
12	Sheep meat	Million de Ft	25	25	15	0	0	0	0	0	0	0
		%	15,6	16,7	10,7	0	0	0	0	0	0	0
13	Broiler chicken	Million de Ft	1 090	381	895	1 092	1 119	755	550	515	409	186
		%	21,1	7,9	19,9	26,2	29,1	21,5	15,7	14,7	11,6	5,3
14	Wine in barrel	Million de Ft	715	128	9	82	14	0	0	337	537	1
		%	90,6	17,3	1,3	12,9	2,4	0	0	62,8	100	0,2
15	Apple	Million de Ft	114	20	40	0	0	0	0	0	5	3
		%	8,1	1,5	3,2	0	0	0	0	0	0,5	0,3
16	Red pepper meal	Million de Ft	528	474	248	228	311	229	65	0	0	0
		%	146,7	140,7	79	78,4	116	93,5	26,5	0	0	0

¹ Jusqu'au 30 avril seulement – Adhésion de la Hongrie à l'UE.

Quantités notifiées – année civile

RÉF.	PRODUIT	UNITÉ	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004 ¹
1	Wheat	Millier de tonnes	639,667	0	0	1,062	0	0	0	68,7	148,4	0
		%	45,9	0	0	0,1	0	0	0	6	13	0
2	Corn	Millier de tonnes	528,335	0	0	481,262	449,058	74	3	0	0	0
		%	42,7	0	0	81,3	118,8	45,1	1,8	0	0	0
3	Sunflower seed	Millier de tonnes	4,708	4,107	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	5,4	4,9	0	0	0	0	0	0	0	0
4	Sunflower oil	Millier de tonnes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5	Sugar	Millier de tonnes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6	White cream cheese	Millier de tonnes	0,072	0,084	0,016	0,195	0,381	0,2	0	0	0	0
		%	3,7	4,5	0,9	11,3	23,1	12,7	0	0	0	0
7	Slaughter cattle	Millier de tonnes	24,734	32,743	21,863	0	0	0	0	0	0	2,59
		%	36,4	50,4	34,7	0	0	0	0	0	0	4,7
8	Beef	Millier de tonnes	0,005	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9	Slaughter pig	Millier de tonnes	0	3,763	0	4,854	8,997	11	0	3,6	10,2	2,24
		%	0	9,2	0	12,8	25	31,4	0	10,3	29,1	6,4
10	Pork	Millier de tonnes	1,457	9,181	5,051	3,88	9,181	6	7	0	4,9	2,96
		%	1,3	8,6	4,9	3,9	9,7	6,6	7,7	0	5,4	3,3
11	Slaughter sheep	Millier de tonnes	19,166	18,472	14,422	0	0	0	0	0	0	0
		%	68,5	68,4	55,5	0	0	0	0	0	0	0
12	Sheep meat	Millier de tonnes	0,313	0,425	0,289	0	0	0	0	0	0	0
		%	10,4	14,2	9,6	0	0	0	0	0	0	0
13	Broiler chicken	Millier de tonnes	19,846	12,69	16,723	20,277	14,463	12	8	6,4	4,1	1,576
		%	14,6	9,7	13,3	16,8	12,5	10,8	7,2	5,8	3,7	1,4
14	Wine in barrel	Millier de tonnes	46,868	31,902	0,881	6,792	1,145	0	0	12	19,2	0,025
		%	9,4	6,6	0,2	1,5	0,3	0	0	2,9	4,7	0
15	Apple	Millier de tonnes	33,305	4,402	7,907	0	0	0	0	0	0,195	0,112
		%	8,6	1,2	2,3	0	0	0	0	0	0,1	0
16	Red pepper meal	Millier de tonnes	4,952	5,272	3,216	3,505	4,784	4	2	0	0	0
		%	55	65,9	40,2	43,8	68,3	57,1	28,6	0	0	0

¹ Jusqu'au 30 avril seulement – Adhésion de la Hongrie à l'UE.

Indonésie

Dépenses budgétaires notifiées (exercice financier en 1995 et année civile pour les autres années)

RÉF.	PRODUIT	UNITÉ	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
1	Rice	\$EU	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Quantités notifiées (exercice financier en 1995 et année civile pour les autres années)

RÉF.	PRODUIT	UNITÉ	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
1	Rice	Tonne	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Islande

Dépenses budgétaires notifiées (campagne de commercialisation, 1^{er} septembre-31 août, pour les années 1995 à 1997, année civile pour les autres années)

RÉF.	PRODUIT	UNITÉ	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
1	Sheepmeat	Million de DTS	3,6	0,5	0,1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	26,5	3,9	0,8	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2	Milk	Million de DTS	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Quantités notifiées (campagne de commercialisation, 1^{er} septembre-31 août, pour les années 1995 à 1997, année civile pour les autres années)

RÉF.	PRODUIT	UNITÉ	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
1	Sheepmeat	Tonne	1 347	221	16	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	61,4	10,4	0,8	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2	Milk	Million de litres	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Israël

Dépenses budgétaires notifiées (campagne de commercialisation, 1^{er} octobre-30 septembre)

RÉF.	PRODUIT	UNITÉ	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
1	Flowers fresh	Millier de \$EU	8	7 480	4 348	980	1 409	0	3 181	2 320	1 800	370			0	0	0
		%	0,1	65,2	38,9	9	13,3	0	31,7	23,8	19	4			0	0	0
2	Fruits other than citrus	Millier de \$EU	1,9	919	4,6	0	0	0	599	1 488	630	0			0	124,8	906,8
		%	0	16,9	0,1	0	0	0	12,6	32,2	14	0			0	2,9	20,9
3	Vegetables, fresh	Millier de \$EU	4,6	2 877	989	0	0	0	459	836	1 050	103			0	64,3	455,7
		%	0,1	32,7	11,5	0	0	0	6	11,2	14,5	1,5			0	0,9	6,5
4	Citrus fruits	Millier de \$EU	4,3	1 400	562	0	0	0	561	380	244	125			0	0	2,3
		%	0	8,1	3,3	0	0	0	3,7	2,6	1,7	0,9			0	0	0
5	Goose liver	Millier de \$EU	0	0	0	0	0	0	83	25	69	0			0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	7,6	2,4	6,7	0			0	0	0
6	Cotton	Millier de \$EU	0	0	0	0	0	0	0	886	0	0			0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	11,4	0	0			0	0	0

Quantités notifiées (campagne de commercialisation, 1^{er} octobre-30 septembre)

RÉF.	PRODUIT	UNITÉ	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
1	Flowers fresh	Million d'unités	652	590	415	116	244	0	354	526	430	430			0	0	0
		%	83,3	76,4	54,5	15,5	33	0	49,4	74,6	62	63			0	0	0
2	Fruits other than citrus	Millier de tonnes	32	31	0,05	0	0	0	35	36	15	0			0	0,35	2,8
		%	58,6	57,6	0,1	0	0	0	70,1	73,2	31	0			0	0,7	5,9
3	Vegetables, fresh	Millier de tonnes	75	90	17,6	0	0	0	40	78,2	80	78			0	0,33	2,9
		%	82,8	100,8	20	0	0	0	48,3	95,8	99,6	98,4			0	0,4	3,7
4	Citrus fruits	Millier de tonnes	215	72	19,9	0	0	0	50	60	38	38			0	0	0
		%	50,7	17,2	4,8	0	0	0	12,9	15,7	10,1	10,3			0	0	0
5	Goose liver	Millier de tonnes	0	0	0	0	0	0	0,06	0,1	0,2	0			0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	21,4	36,1	73,3	0			0	0	0

RÉF.	PRODUIT	UNITÉ	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
6	Cotton	Millier de tonnes	0	0	0	0	0	0	0	0,6	0	0			0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	1,4	0	0			0	0	0

Mexique

Dépenses budgétaires notifiées (année civile)

RÉF.	PRODUIT	UNITÉ	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
1	Maíz	Million de \$EU	0	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2	Frijol	Million de \$EU	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3	Trigo	Million de \$EU	0	0	5,7	5,1	4,4	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	50,9	46,8	41,5	0	0	0	0	0	0	0	0
4	Sorgo	Million de \$EU	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5	Azúcar	Million de \$EU	0	0	40,9	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	7,8	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Quantités notifiées (année civile)

RÉF.	PRODUIT	UNITÉ	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
1	Maíz	Millier de tonnes	0	0	0	58,1	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2	Frijol	Millier de tonnes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3	Trigo	Millier de tonnes	0	0	378,1	183,9	132	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	99,2	49,1	35,9	0	0	0	0	0	0	0	0
4	Sorgo	Millier de tonnes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5	Azúcar	Millier de tonnes	0	0	243,7	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	16,8	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Norvège

Dépenses budgétaires notifiées (année civile)

RÉF.	PRODUIT	UNITÉ	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
1	Bovine meat	Million de NKr	17,8	9,2	49,4	65,9	223,1	33,4	12,8	4,2	4,5	2,2	4,4	34,8	6	0	0	0	0
		%	17,4	10,4	65,6	106,5	461	95,4	36,6	12	12,9	6,3	12,6	99,4	17,1	0	0	0	0
2	Swine meat	Million de NKr	8,4	6,4	84,9	17,3	265	25,6	13,4	9,6	7,1	67,5	32,9	59,5	4,1	2,4	30,1	72,2	45,2
		%	6,6	5,4	76,4	16,8	279,2	29,5	15,5	11,1	8,2	77,9	37,9	68,6	4,7	2,8	34,7	83,3	52,1
3	Sheep and lamb meat	Million de NKr	1,6	6,3	25,2	9,6	7,2	0,9	4,5	11,9	11,1	15,5	12,8	0	0	0	0	0	0
		%	6,2	25,9	111,5	45,7	37,3	5,1	25,4	67,2	62,7	87,6	72,3	0	0	0	0	0	0
4	Poultry meat	Million de NKr	1,7	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	242,9	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5	Eggs and egg products	Million de NKr	19,4	16,1	17,7	13,1	18,4	17,2	17	10,9	7,1	16,8	14,4	9,7	8,8	10,3	17,2	16,9	14,3
		%	76,7	67,9	80,1	63,9	97,9	100	98,8	63,4	41,3	97,7	83,7	56,4	51,2	59,9	100	98,3	83,1
6	Butter	Million de NKr	50,5	27,8	28	18,4	81,4	51,9	16,2	11,2	12,8	6,5	17,3	3,5	17,9	23,3	40,4	12,4	0,5
		%	64,6	38	41,1	29,1	139,9	97,6	30,5	21,1	24,1	12,2	32,5	6,6	33,6	43,8	75,9	23,3	0,9
7	Cheese	Million de NKr	400,2	404	477	425,4	372	237,2	198,5	183,1	245,8	235,3	220,1	202,6	170,5	144,4	135,4	141	140,1
		%	74,4	84,3	113,3	117,4	122,3	96,5	80,8	74,5	100	95,7	89,5	82,4	69,4	58,7	55,1	57,4	57
8	Whey powder	Million de NKr	3,1	0	0	0	2,3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	70,5	0	0	0	255,6	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9	Fruit and vegetables	Million de NKr	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
10	Honey	Million de NKr	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
11	Processed agricultural products ¹	Million de NKr	24,7	35,5	41,5	32,9	32,5	27	27,2	30,5	31,1	26	29,1	31,9	32,2	25,3	25,7	31,9	26,2
		%	48,7	74,1	92,2	78,1	82,7	74,2	74,7	83,8	85,4	71,4	79,9	87,6	88,5	69,5	70,6	87,6	72

¹ Dans le cas des "processed products" (produits transformés), en 1995, mise en œuvre à partir du 1^{er} juillet; 50% de l'engagement annuel a été appliqué.

Quantités notifiées (année civile)

RÉF.	PRODUIT	UNITÉ	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
1	Bovine meat	Tonne	637,7	350,9	1 632,6	2 300,8	7 875,7	1 119,0	440,9	102,7	108,1	44,6	102,4	1 197,4	194,5	0	0	0	0
		%	19,6	12,1	63,9	104,5	425,9	74,7	29,4	6,9	7,2	3,0	6,8	80,0	13,0	0	0	0	0
2	Swine meat	Tonne	508,4	428,5	4 547,1	817,9	11 723,5	1 418,0	762,9	420,1	243,5	3 596,8	1 852,8	3 714,6	222,1	142,7	1 499,4	3 099	2 023
		%	11,0	9,6	105,9	19,8	296,1	37,4	20,1	11,1	6,4	94,9	48,9	98,0	5,9	3,8	39,5	81,7	53,4

RÉF.	PRODUIT	UNITÉ	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
3	Sheep and lamb meat	Tonne	121,7	240,3	1 096,6	785,0	195,1	29,8	208,3	654,3	647,8	583,3	514,1	0	0	0	0	0	0
		%	14,6	30,0	142,2	105,9	27,4	4,4	30,6	96,1	95,2	85,7	75,5	0	0	0	0	0	0
4	Poultry meat	Tonne	58,6	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	213,9	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5	Eggs and egg products	Tonne	1 448,1	1 846,6	2 092,0	1 519,4	1 235,4	1 164,5	1 433,2	1 105,1	775,8	980,4	881,1	1 091,9	988,2	1 047,1	1 186,9	1 130	974
		%	75,1	99,4	116,9	88,5	75,0	73,8	90,8	70,0	49,2	62,1	55,9	69,2	62,6	66,4	75,2	71,6	61,7
6	Butter	Tonne	4 381,6	2 403,4	2 365,9	1 799,9	5 328,7	3 678,0	1 244,5	810,1	985,4	606,6	1 523,8	302,4	2 125,6	3 153,4	3 363,2	2 215	409
		%	61,1	34,8	35,6	28,2	86,9	62,6	21,2	13,8	16,8	10,3	25,9	5,1	36,2	53,7	57,3	37,7	7,0
7	Cheese	Tonne	18 893,7	18 508,4	20 601,2	23 068,3	20 196,7	16 154,2	15 989,6	14 818,7	16 141,2	16 094,6	15 551,2	15 328,4	13 764,5	13 126,7	12 331,6	12 382	12 792
		%	82,2	85,6	101,6	122,0	115,0	99,7	98,7	91,4	99,6	99,3	96,0	94,6	84,9	81,0	76,1	76,4	78,9
8	Whey powder	Tonne	91,5	0	0	0	72,0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	74,3	0	0	0	165,1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9	Fruit and vegetables	Tonne	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
10	Honey	Tonne	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
11	Processed agricultural products	Tonne	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.
		%	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.

Nouvelle-Zélande

Dépenses budgétaires notifiées (exercice financier, 1^{er} juillet-30 juin)

RÉF.	PRODUIT	UNITÉ	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
1	All products described in Annex 1 of the Agreement on Agriculture	Million de \$NZ	0,016	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0,007	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Quantités notifiées (exercice financier, 1^{er} juillet-30 juin)

RÉF.	PRODUIT	UNITÉ	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
1	All products described in Annex 1 of the Agreement on Agriculture	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.
		%	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.

Panama

Dépenses budgétaires notifiées (année civile)

RÉF.	PRODUIT	UNITÉ	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
1	Todos los productos descritos en el Anexo 1 del Acuerdo sobre la Agricultura	Million de \$EU	n.r.	n.r.	7,6	11,0	13,1	15,8	13,5	10,2	9,6
		%	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.

Pologne

Dépenses budgétaires notifiées – année civile

RÉF.	PRODUIT	UNITÉ	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004 ¹
1	Animal husbandry products	Millier de \$EU	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2	Processed meat	Millier de \$EU	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3	Meat	Millier de \$EU	0	0	0	0	22 444,97	8 161,467	0	5 590,9	23 496,6	10 873,6
		%	0	0	0	0	54,1	21,5	0	15	62	29
4	Meat of the poultry	Millier de \$EU	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5	Powder milk	Millier de \$EU	0	0	0	0	14 985	3 824,615	4 698,21	9 585,2	3 522,3	0
		%	0	0	0	0	245,7	68,3	83,9	171,2	62,9	0,0
6	Casein	Millier de \$EU	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7	Sugar	Millier de \$EU	87	15 766,32	8 784,076	13 155,14	14 910,6	20 684,19	13 604,72	0	6 398,2	15 547,6
		%	0,2	35,8	21,4	34,6	42,6	64,6	42,5	0	20,0	48,6
8	Molasses	Millier de \$EU	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9	Spirit products	Millier de \$EU	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

RÉF.	PRODUIT	UNITÉ	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004 ¹
10	Frozen fruits and vegetables	Millier de \$EU	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
11	Fresh fruits and vegetables	Millier de \$EU	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
12	Processed fruits and vegetables	Millier de \$EU	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
13	Potato starch and processed potatoes	Millier de \$EU	0	0	0	672,639	3 188,406	2 867,523	3 199,394	2 868	3 813,2	2 408,3
		%	0	0	0	8,2	42,0	41,6	46,4	41,6	55,3	34,9
14	Sowing material	Millier de \$EU	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
15	Rape oil	Millier de \$EU	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16	Rape	Millier de \$EU	0	0	0	0	0	880,2	84,271	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	6,8	0,7	0	0	0
17	Potatoes	Millier de \$EU	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

¹ Année allant jusqu'au 30 avril – Adhésion de la Pologne à l'UE.

Quantités notifiées – année civile

RÉF.	PRODUIT	UNITÉ	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004 ¹
1	Animal husbandry products	Millier de tonnes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2	Processed meat	Millier de tonnes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3	Meat	Millier de tonnes	0	0	0	0	49,783	19,7	0	7,9	39,7	19,9
		%	0	0	0	0	116,6	48,2	0	19	97	49
4	Meat of the poultry	Millier de tonnes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5	Powder milk	Millier de tonnes	0	0	0	0	41,482	36,620875	35,6915	36,1	19,6	0

RÉF.	PRODUIT	UNITÉ	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004 ¹
6	Casein	%	0	0	0	0	106,9	99,0	96,5	97,6	53,0	0,0
		Millier de tonnes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7	Sugar	%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		Millier de tonnes	0,8615	143	176,5323	135,5661	108,902	104,041	104,4	0	27,1	50,2
8	Molasses	%	0,7	116,4	149,2	119,2	99,8	99,7	100,0	0	26,0	48,1
		Millier de tonnes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9	Spirit products	%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		Millier de tonnes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
10	Frozen fruits and vegetables	%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		Millier de tonnes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
11	Fresh fruits and vegetables	%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		Millier de tonnes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
12	Processed fruits and vegetables	%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		Millier de tonnes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
13	Potato starch and processed potatoes	%	0	0	0	2,5	31	25,205	32,454	34,1	33,9	20
		Millier de tonnes	0	0	0	6,7	86,8	73,9	95,2	100,0	99,4	58,7
14	Sowing material	%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		Millier de tonnes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
15	Rape oil	%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		Millier de tonnes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16	Rape	%	0	0	0	0	0	26,652	5,3	0	0	0
		Millier de tonnes	0	0	0	0	0	7,8	1,6	0	0	0
17	Potatoes	%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		Millier de tonnes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

¹ Année allant jusqu'au 30 avril – Adhésion de la Pologne à l'UE.

République tchèque

Dépenses budgétaires notifiées – année civile

RÉF.	PRODUIT	UNITÉ	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
1	Beef	Million de CZK	0	0	129	0	0	0	262,9	295,8	71
		%	0	0	32,5	0	0	0	84,9	95,5	22,9
2	Pork	Million de CZK	0	0	0	0	0	3,3	0	0	40,8
		%	0	0	0	0	0	5	0	0	57
3	Poultry, eggs, poultry products	Million de CZK	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4	Sheep meat	Million de CZK	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5	Milk powder	Million de CZK	181	143,2	123	134,8	400,9	112,98	0	795,7	1 228,23
		%	9,9	8,4	7,7	9,1	29,4	9,1	0	63,9	98,6
6	Other dairy products	Million de CZK	883	922,1	989	1160,4	752,77	674,46	951,94	1 239,8	1 276,83
		%	47	52,4	60,3	76,3	53,8	52,7	74,4	96,9	99,8
7	Fruit, vegetables, their products	Million de CZK	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8	Hop seeds	Million de CZK	0	0	0	20,5	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	12,2	0	0	0	0	0
9	Vegetable oil fats	Million de CZK	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0
10	Sugars, sugar confectionary, cocoa products	Million de CZK	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0
11	Beer	Million de CZK	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0
12	Wine	Million de CZK	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0
13	Spirits, beverages	Million de CZK	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0

RÉF.	PRODUIT	UNITÉ	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
14	Starch	Million de CZK	0	0	33	32,8	40,92	32,84	5,89	23,1	39,4
		%	0	0	53	56,8	76,9	67,6	12,1	47,5	81,1
15	Malt	Million de CZK	0	0	0	0	0	115,91	0	81,9	140
		%	0	0	0	0	0	22	0	15,2	26
16	Cereals, flour products	Million de CZK	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Quantités notifiées – année civile

RÉF.	PRODUIT	UNITÉ	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
1	Beef	Millier de tonnes	0	0	10,5	0	0	0	15,34	15,5	4,6
		%	0	0	18,6	0	0	0	30,8	31,1	9,2
2	Pork	Millier de tonnes	0	0	0	0	0	0,66	0	0	4,7
		%	0	0	0	0	0	7	0	0	47
3	Poultry, eggs, poultry products	Millier de tonnes	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4	Sheep meat	Millier de tonnes	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5	Milk powder	Millier de tonnes	47,86	13,8	14,8	18,5	33,814	33,37	0	41,5	61,09
		%	58,6	17,5	19,5	25,4	48,4	49,9	0	62	91,3
6	Other dairy products	Millier de tonnes	33,22	38,1	36,8	40,3	31,051	40,23	40,4	41,8	32,22
		%	43,3	51,5	51,7	58,9	47,3	64,1	64,3	66,6	51,3
7	Fruit, vegetables, their products	Millier de tonnes	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8	Hop seeds	Millier de tonnes	0	0	0	0,5	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	4,8	0	0	0	0	0
9	Vegetable oil fats	Millier de tonnes	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0

RÉF.	PRODUIT	UNITÉ	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
10	Sugars, sugar confectionary, cocoa products	Millier de tonnes	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0
11	Beer	Million de litres	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0
12	Wine	Million de litres	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0
13	Spirits, beverages	Million de litres	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0
14	Starch	Millier de tonnes	0	0	6	5,6	5,846	5,97	1,18	4,6	7,9
		%	0	0	44,4	43,1	47,1	50,2	9,9	38,7	66,4
15	Malt	Millier de tonnes	0	0	0	0	0	193,19	0	170,6	139,5
		%	0	0	0	0	0	79	0	69,7	57
16	Cereals, flour products	Millier de tonnes	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Roumanie

Dépenses budgétaires notifiées – année civile

RÉF.	PRODUIT	UNITÉ	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
1	Cereals	Milliard de lei constants	0	0	0	22,4	102	99	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	n.r.	n.r.	n.r.	0	0	0	0	0	0
2	Oilseeds	Milliard de lei constants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3	Vegetable oils	Milliard de lei constants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

RÉF.	PRODUIT	UNITÉ	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
4	Sugar	Milliard de lei constants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5	Butter and butter oil	Milliard de lei constants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6	Cheese	Milliard de lei constants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7	Bovine meat, pigmeat, sheepmeat and meat products	Milliard de lei constants	0	0	0	0	4,1	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	n.r.	0	0	0	0	0	0	0
8	Poultry meat	Milliard de lei constants	0	0	0	0	2,2	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	n.r.	0	0	0	0	0	0	0
9	Live animals	Milliard de lei constants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
10	Eggs	Milliard de lei constants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
11	Wine and spirituous drinks	Milliard de lei constants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,6	0,6	1,5
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	n.r.	n.r.	n.r.
12	Fruits	Milliard de lei constants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
13	Vegetables	Milliard de lei constants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Quantités notifiées – année civile

RÉF.	PRODUIT	UNITÉ	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
1	Cereals	Millier de tonnes	0	0	0	150	287	266	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	47,8	92,6	86,9	0	0	0	0	0	0
2	Oilseeds	Millier de tonnes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3	Vegetable oils	Millier de tonnes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4	Sugar	Millier de tonnes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5	Butter and butter oil	Millier de tonnes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6	Cheese	Millier de tonnes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7	Bovine meat, pigmeat, sheepmeat and meat products	Millier de tonnes	0	0	0	0	0,949	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0,6	0	0	0	0	0	0	0
8	Poultry meat	Millier de tonnes	0	0	0	0	0,405	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	1,3	0	0	0	0	0	0	0
9	Live animals	Millier de tonnes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
10	Eggs	Million d'unités	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
11	Wine and spirituous drinks	Millier d'hecto-litres	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1,3	0,8	1,7
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	16,1	9,9	21,0

RÉF.	PRODUIT	UNITÉ	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
12	Fruits	Millier de tonnes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
13	Vegetables	Millier de tonnes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Suisse – Liechtenstein

Dépenses budgétaires notifiées (année civile)¹

RÉF.	PRODUIT	UNITÉ	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
1	Produits laitiers	Million de CHF	338,0	305,0	294,2	265,8	266,3	184,5	104,8	76,5	63,9	44,4	36,3	31,7	12,9	6,6	3,2	0	0
		%	81,0	78,1	80,8	78,8	85,8	65,0	36,9	26,9	22,5	15,6	12,8	11,2	4,5	2,3	1,1	0	0
2	Bétail d'élevage et chevaux	Million de CHF	30,9	17,1	0,1	0,3	0,9	2,8	0,3	2,2	9,2	6,6	5,7	5,1	5,6	5,5	6,85	0	0
		%	93,9	55,5	0,3	1,1	3,4	12,5	1,3	9,8	41,1	29,6	25,3	22,6	25,1	24,6	30,6	0	0
3	Fruits	Million de CHF	16,1	n.r.	4,4	18,9	37,9	17,6	16,8	16,8	16,8	16,8	8,3	8,9	4,0	16,1	16,7	0	0
		%	65,4	n.r.	13,0	91,3	198,4	100	100	100	100	100	49,4	53,0	23,8	95,8	99,4	0	0
4	Pommes de terre	Million de CHF	0,9	n.r.	2,0	1,6	1,3	1,6	1,7	1,3	1,3	0,7	1,2	1,2	1,2	1,0	0,88	0	0
		%	26,5	n.r.	42,6	55,2	48,1	66,7	73,9	56,5	56,5	30,4	52,2	52,2	52,2	43,5	38,3	0	0
5	Produits transformés	Million de CHF	142,3	133,5	127,8	136,8	129,5	111,8	98,6	114,9	114,9	114,9	90,0	90,0	79,0	75,0	93	76,7	76,3
		%	84,3	84,5	86,8	100,2	103,0	97,3	85,8	100,0	100,0	100,0	78,3	78,3	68,8	65,3	80,9	66,8	66,4

¹ Année civile, sauf pour les fruits et les pommes de terre (exercice financier, 1^{er} juillet-30 juin, en 1995 et 1996, et une période de 18 mois en 1997).

Quantités notifiées (année civile)¹

RÉF.	PRODUIT	UNITÉ	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
1	Produits laitiers	Tonne	65 644	60 021	57 562	53 916	73 660	61 690	54 171	58 148	62 161	44 870	32 870	31 934	22 162	18 071	5 899	0	0
		%	86,5	82,0	81,7	79,7	113,5	99,2	87,1	93,5	100,0	72,2	52,9	51,4	35,7	29,1	9,5	0	0
2	Bétail d'élevage et chevaux	Unité	15 312	10 654	104	494	601	1 405	518	2 601	6 003	5 067	5 050	4 344	5 131	4 737	6 214	0	0
		%	110,9	80,1	0,8	4,0	4,9	12,4	4,6	23,0	53,1	44,8	44,7	38,4	45,4	41,9	55,0	0	0
3	Fruits	Tonne	9 712	n.r.	1 743	7 377	18 663	9 420	7 007	6 726	6 734	7 529	3 539	4 319	2 811	7 027	6 495	0	0
		%	83,9	n.r.	10,5	70,1	184,6	97,2	73,9	70,9	71,0	79,4	37,3	45,6	29,7	74,1	68,5	0	0
4	Pommes de terre	Tonne	4 300	n.r.	6 357	6 372	6 577	6 853	7 172	6 201	4 873	3 047	3 980	3 751	3 916	4 168	6 435	0	0
		%	41,7	n.r.	43,2	68,0	73,1	79,5	85,0	73,5	57,8	36,1	47,2	44,5	46,4	49,4	76,3	0	0
5	Produits transformés	Tonne	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.
		%	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.

¹ Année civile, sauf pour les fruits et les pommes de terre (exercice financier, 1^{er} juillet-30 juin, en 1995 et 1996, et une période de 18 mois en 1997).

Turquie

Dépenses budgétaires notifiées

Année civile, sauf pour:

"potatoes (frozen and fried)" (pommes de terre (congelées et frites)), exercice commençant le 1^{er} juillet en 1997;

"citrus fruits"(agrumes), 1^{er} janvier-30 avril en 1998;

"apples" (pommes), 22 juin-22 juillet et 1^{er} octobre-31 décembre en 1998, 1^{er} janvier-30 avril et 1^{er} décembre-31 décembre en 1999, 1^{er} janvier-31 mai en 2000;

"potatoes (fresh)" (pommes de terre (fraîches)), 1^{er} octobre-31 décembre en 1999, 1^{er} janvier-31 mars et 1^{er} octobre-31 décembre en 2000;

"onions (dried)" (oignons (secs)), 1^{er} octobre-31 décembre en 1999, 1^{er} janvier-31 mars en 2000.

RÉF.	PRODUIT	UNITÉ	1995	1996	1997	1998	1999	2000
1	Meat of bovine animals, fresh or chilled; frozen	\$EU	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0
2	Meat of sheep (exc. meat of goats) (fresh, chilled or frozen)	\$EU	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0
3	Meat of poultry (exc. edible offals)	\$EU	493 488	0	320 107	360 368	334 320	345 265
		%	99,1	0	67,6	78,1	74,5	79,1
4	Creams	\$EU	0	0	9 500,0	11 550,0	0	0
		%	0	0	78,6	98,0	0	0
5	Milk	\$EU	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0
6	Yoghurt, Yoghurt processed with water	\$EU	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0
7	Butter	\$EU	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0
8	Cheese	\$EU	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0
9	Eggs	\$EU	370 855	0	352 100	215 124	141 350	160 160
		%	100	0	99,9	62,6	42,3	49,2
10	Natural honey	\$EU	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0
11	Cut flowers (fresh)	\$EU	278 750	0	817 780	747 252	413 598	505 223
		%	28,1	0	98,6	99,9	62	86,2
12	Potatoes	\$EU	0	682 000	343 370	0	276 420	597 000
		%	0	99,8	51,5	0	43,7	97,1
13	Tomatoes	\$EU	0	2 082 837	2 061 360	0	0	0
		%	0	96,3	97,8	0	0	0
14	Onion-Dried	\$EU	0	2 375 000	2 235 933	0	790 636	566 695
		%	0	99,8	96,3	0	35,9	26,5
15	Vegetables, frozen (exc. Potatoes)	\$EU	1 208 922	0	1 586 200	1 478 740	1 266 594	1 261 400
		%	67,1	0	99,9	99,9	92,2	99,7
16	Potatoes (frozen and fried)	\$EU	292 230	0	5 470	50 985	33 495	0
		%	48,2	0	0,9	9,1	6,1	0

RÉF.	PRODUIT	UNITÉ	1995	1996	1997	1998	1999	2000
17	Vegetables (dehydrated)	\$EU	122 625	0	323 813	331 150	392 200	386 650
		%	20,5	0	56,9	59,8	72,7	73,7
18	Chickpeas	\$EU	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0
19	Green and red lentils (shelled, unshelled)	\$EU	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0
20	Citrus fruit (Oranges, Mandarins, Lemons, Grapefruits)	\$EU	0	9 247 000	6 146 614	3 701 274	0	0
		%	0	100	68,2	42,2	0	0
21	Apples	\$EU	0	2 822 250	2 379 050	801 060	192 545	81 240
		%	0	63,6	55	19	4,7	2
22	Fruits (frozen)	\$EU	665 300	0	1 314 336	730 004	1 035 184	654 410
		%	44,1	0	99,8	59,8	92	63,6
23	Wheat	\$EU	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0
24	Barley	\$EU	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0
25	Maize	\$EU	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0
26	Wheat flour	\$EU	5 502 810	0	0	0	0	0
		%	57,7	0	0	0	0	0
27	Semolina	\$EU	263 460	0	0	0	0	0
		%	13,3	0	0	0	0	0
28	Malt	\$EU	175 920	0	0	0	0	0
		%	8,2	0	0	0	0	0
29	Liquorice root	\$EU	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0
30	Olive oil	\$EU	0	0	168 410	1 002 144	1 020 400	2 000 000
		%	0	0	7,8	47,4	49,5	99,8
31	Sunflower-seed oil (Refined)	\$EU	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0
32	Maize oil (Refined)	\$EU	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0
33	Margarine	\$EU	1 305 760	0	0	0	0	0
		%	26,6	0	0	0	0	0
34	Sausages and similar products, of meat, meat offal	\$EU	3 450	0	0	0	0	0
		%	16,8	0	0	0	0	0
35	Other prepared meat, meat offal	\$EU	1 650	0	0	0	0	0
		%	7,5	0	0	0	0	0
36	Prepared or preserved fish, crustaceans and molluscs	\$EU	392 540	0	1 114 050	604 650	1 666 980	1 640 100
		%	8,1	0	24,0	13,4	37,9	38,4

RÉF.	PRODUIT	UNITÉ	1995	1996	1997	1998	1999	2000
37	Chocolate and other food preparations containing chocolate Biscuits, pastry	\$EU	2 482 029	0	0	0	2 348 500	2 246 200
		%	97,3	0	0	0	99,7	97,4
38	Macaroni vermicelli	\$EU	1 874 082	0	0	0	700 435	745 038
		%	56,1	0	0	0	30,8	37,1
39	Preserves, pastes	\$EU	12 489 300	0	15 435 200	15 190 500	13 882 440	13 103 750
		%	78,3	0	99,6	99,5	92,3	88,4
40	Homogenised fruit preparations	\$EU	326 700	0	377 394	443 465	401 687	373 650
		%	66,9	0	82,3	99,9	93,6	90,1
41	Ground-nuts (prepared), ground-nut puree	\$EU	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0
42	Fruit juices (concentrated)	\$EU	1 618 254	0	3 706 600	3 411 900	3 099 600	2 665 611
		%	37	0	99,1	99,8	100	95,9
43	Vegetable juices	\$EU	4 150	0	0	0	0	0
		%	66,6	0	0	0	0	0
44	Tobacco	\$EU	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0

Quantités notifiées (année civile)

Année civile, sauf pour:

"potatoes (frozen and fried)" (pommes de terre (congelées et frites)), année commençant le 1^{er} juillet en 1997;

"citrus fruits" (agrumes), 1^{er} janvier-30 avril en 1998;

"apples" (pommes), 22 juin-22 juillet et 1^{er} octobre-31 décembre en 1998, 1^{er} janvier-30 avril et 1^{er} décembre-31 décembre en 1999, 1^{er} janvier-31 mai en 2000;

"potatoes (fresh)" (pommes de terre (fraîches)), 1^{er} octobre-31 décembre en 1999, 1^{er} janvier-31 mars et 1^{er} octobre-31 décembre en 2000;

"onions (dried)" (oignons (secs)), 1^{er} octobre-31 décembre en 1999, 1^{er} janvier-31 mars en 2000.

RÉF.	PRODUIT	UNITÉ	1995	1996	1997	1998	1999	2000
1	Meat of bovine animals, fresh or chilled; frozen	Tonne	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0
2	Meat of sheep (exc.meat of goats) (fresh, chilled or frozen)	Tonne	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0
3	Meat of poultry (exc. edible offals)	Tonne	2 384	0	1 569	1 784	1 680	1 735
		%	100	0	67,7	78,2	74,7	78,3
4	Creams	Tonne	0	0	136	165	0	0
		%	0	0	78,4	96,5	0	0
5	Milk	Tonne	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0
6	Yoghurt, Yoghurt processed with water	Tonne	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0
7	Butter	Tonne	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0

RÉF.	PRODUIT	UNITÉ	1995	1996	1997	1998	1999	2000
8	Cheese	Tonne	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0
9	Eggs	Unité	53 522 052	0	50 300 000	30 732 500	50 482 000	22 880 050
		%	100	0	96,7	60	100	46
10	Natural honey	Tonne	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0
11	Cut flowers (fresh)	Piece	34 565 000	0	87 064 000	83 050 000	79 064 000	58 499 526
		%	36,4	0	100	100	100	77,9
12	Potatoes	Tonne	0	31 000	16 351	0	13 821	29 850
		%	0	97,7	52,3	0	45,5	99,8
13	Tomatoes	Tonne	0	109 623	114 520	0	0	0
		%	0	94,3	100	0	0	0
14	Onion-Dried	Tonne	0	95 000	106 473	0	46 508	33 335
		%	0	70,3	80	0	36	26,2
15	Vegetables, frozen (exc. Potatoes)	Tonne	15 499	0	14 420	13 820	11 949	11 900
		%	100	0	100	99,6	89,6	93
16	Potatoes (frozen and fried)	Tonne	5 869	0	99	927	609	0
		%	70	0	1,2	11,5	7,7	0
17	Vegetables (dehydrated)	Tonne	1 125	0	864	895	1 060	1 045
		%	100	0	79	83,1	99,9	100
18	Chickpeas	Tonne	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0
19	Green and red lentils (shelled, unshelled)	Tonne	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0
20	Citrus fruit (Oranges, Mandarins, Lemons, Grapefruits)	Tonne	0	264 200	180 783	108 861	0	0
		%	0	97,9	68,0	41,6	0	0
21	Apples	Tonne	0	56 445	47 581	12 324	3 663	2 031
		%	0	84,7	72,4	19,0	5,7	3,2
22	Fruits (frozen)	Tonne	13 306	0	13 691	7 766	11 252	7 113
		%	87,4	0	100	60,1	92,6	62,5
23	Wheat	Tonne	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0
24	Barley	Tonne	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0
25	Maize	Tonne	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0
26	Wheat flour	Tonne	366 854	0	0	0	0	0
		%	77,2	0	0	0	0	0
27	Semolina	Tonne	17 564	0	0	0	0	0
		%	26,3	0	0	0	0	0
28	Malt	Tonne	8 796	0	0	0	0	0
		%	22,9	0	0	0	0	0

RÉF.	PRODUIT	UNITÉ	1995	1996	1997	1998	1999	2000
29	Liquorice root	Tonne	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0
30	Olive oil	Tonne	0	0	1 531	10 439	5 102	10 000
		%	0	0	6,8	47,2	23,4	46,6
31	Sunflower-seed oil (Refined)	Tonne	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0
32	Maize oil (Refined)	Tonne	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0
33	Margarine	Tonne	65 288	0	0	0	0	0
		%	65,9	0	0	0	0	0
34	Sausages and similar products, of meat, meat offal	Tonne	23	0	0	0	0	0
		%	35,9	0	0	0	0	0
35	Other prepared meat, meat offal	Tonne	11	0	0	0	0	0
		%	13,9	0	0	0	0	0
36	Prepared or preserved fish, crustaceans and molluscs	Tonne	4 679	0	7 427	4 031	7 938	7 810
		%	55,6	0	90,8	50	100	99,9
37	Chocolate and other food preparations containing chocolate Biscuits, pastry	Tonne	25 071	0	0	0	21 350	20 420
		%	100,0	0	0	0	100	100
38	Macaroni vermicelli	Tonne	44 621	0	0	0	9 595	10 206
		%	100	0	0	0	30,8	36,8
39	Preserves, pastes	Tonne	249 786	0	280 640	266 500	252 408	238 250
		%	80,9	0	100	100	100	100
40	Homogenised fruit preparations	Tonne	6 534	0	6 989	8 063	7 579	7 050
		%	68,7	0	81,8	100	100	99,4
41	Ground-nuts (prepared), ground-nut puree	Tonne	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0
42	Fruit juices (concentrated)	Tonne	24 519	0	21 550	20 070	18 450	15 867
		%	100	0	100	100	99,2	92,7
43	Vegetable juices	Tonne	83	0	0	0	0	0
		%	75,2	0	0	0	0	0
44	Tobacco	Tonne	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0

Union européenne

Dépenses budgétaires notifiées¹ (campagne de commercialisation en question, sauf pour "incorporated products" (produits incorporés), pour lesquels les données concernent l'exercice financier commençant le 16 octobre)

RÉF.	PRODUIT	UNITÉ	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003 ²	2004 ³	2005 ³	2006 ⁴	2007 ⁵	2008 ⁵	2009 ⁵
1	Wheat and wheat flour	Million d'euros	118,7	317,5	177,7	500,3	509,3	108,3	8,5	141,2	0	50,4	107,7	50,4	0	0	0
		%	5,1	15,1	9,3	29,5	34,1	8,4	0,7	10,9	0	3,9	8,4	3,9	0	0	0
2	Coarse grains	Million d'euros	303,4	389	273,2	764,1	730,2	191,5	112,8	167	82,1	180,9	98,6	46	0	0	0
		%	18,9	26	19,8	60,1	63	18,3	10,8	16	7,8	17,3	9,4	4,4	0	0	0
3	Rice	Million d'euros	30,3	72,2	32,6	25,6	26,4	32,3	30,3	24,9	21,8	1,4	0	0	0	0	0
		%	55,5	141,3	68,6	58,3	65,3	87,8	82,3	67,7	59,2	3,8	0	0	0	0	0
4	Rapeseed	Million d'euros	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5	Olive oil	Million d'euros	62,1	39	7,8	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	77,8	52,2	11,2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6	Sugar	Million d'euros	379	525	779	794,8	470,1	372,7	482,8	292,5	325,9	466,9	442,8	470,1	441,3	0	0
		%	51,7	76,5	121,8	134,1	86,1	74,7	96,7	58,6	65,3	93,5	88,7	91,5	85,9	0	0
7	Butter and butteroil	Million d'euros	256,2	551,8	310,5	285,7	333,4	337,9	324,9	545,1	618,4	519,2	292,3	239,2	0	54,3	42,1
		%	18,4	42,3	25,6	25,4	32,2	35,7	34,3	57,5	65,2	54,8	30,8	25,3	0	5,7	4,5
8	Skim milk powder	Million d'euros	140,9	170,1	116,4	191,7	337,8	26,2	36,7	163	143,2	66	14,6	0	0	25,8	32,3
		%	34,7	44,8	32,9	58,4	111,9	9,5	13,3	59,1	51,9	23,9	5,3	0	0	8,7	10,8
9	Cheese	Million d'euros	437,6	271,3	176	149,1	235,8	238	188,6	267,7	239,1	157,1	142,6	108,8	0	24,7	23,9
		%	73,7	49,9	35,7	33,7	60,1	69,7	55,2	78,3	70	46	41,7	31,5	0	7,1	6,9
10	Other milk products	Million d'euros	727,6	732	756,4	758,9	905,4	410,1	402,2	596,2	630,8	408,8	278,4	130,3	2	96,1	97,3
		%	71	76,3	84,6	91,6	118,6	58,8	57,6	85,5	90,4	58,6	39,9	18	0,3	13,3	13,4
11	Beef meat	Million d'euros	1 506,5	1 526,7	840,7	642,9	726,1	383,3	388,4	285,1	274,1	240	121	54,1	31,5	29,2	30,5
		%	78,4	85,4	50,8	42,3	52,3	30,6	31	22,7	21,9	19,1	9,7	4,1	2,4	2,2	2,3
12	Pigmeat	Million d'euros	100,5	71,1	74,4	356,1	243	33,8	20	14,6	43,9	18,6	19,5	18,3	125,7	39,9	17
		%	34,8	26,4	29,8	154,6	115,3	17,7	10,5	7,6	22,9	9,7	10,2	6,7	45,9	14,6	6,2
13	Poultry meat	Million d'euros	115,9	73	76,1	89,7	75,1	56,8	60,2	90,5	87,7	90,3	58,9	96,7	96,9	88,2	98,8
		%	85	57,4	64,5	82,4	75,3	62,6	66,4	99,8	96,7	99,6	64,9	53	53,1	48,4	54,2

RÉF.	PRODUIT	UNITÉ	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003 ²	2004 ³	2005 ³	2006 ⁴	2007 ⁵	2008 ⁵	2009 ⁵
14	Eggs	Million d'euros	12,9	6,9	13	17,3	14,1	8,1	6	5,1	3,4	6,4	6,3	4,5	4,4	2,8	1,9
		%	21,3	12	24,1	34,3	29,9	18,5	13,7	11,7	7,8	14,6	14,4	9,4	9,2	5,9	4
15	Wine	Million d'euros	51,1	59,6	37,2	29,3	26,2	23,7	22,9	17,9	15	20,7	17,8	17,9	14,6	0	0
		%	88,9	110,6	74,1	63	61,2	60,5	58,4	45,7	38,3	52,8	45,4	41,7	34	0	0
16	Fruit and vegetables, fresh	Million d'euros	70,4	61,8	26	31,6	37,2	27	20,8	15,3	15,7	13,4	20,2	14,5	4,4	0	0
		%	90,7	85,1	38,4	50,4	64,4	51,1	39,4	29	29,7	25,4	38,3	13,3	4	0	0
17	Fruit and vegetables, processed	Million d'euros	11,3	10,2	5,7	4,5	5,5	3,9	3,6	3,1	3,9	3,6	3,9	4,4	2,4	0	0
		%	92,6	89,5	53,3	45,5	60,4	47	43,4	37,3	47	43,4	47	3,1	1,7	0	0
18	Raw tobacco	Million d'euros	18,2	3,4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	18,8	4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
19	Alcohol	Million d'euros	51,2	118,5	105,5	121,2	218,6	95,6	52,8	90,4	45,6	0	0	0	0	0	0
		%	36,3	89,6	85,6	106,1	208	99,5	54,9	94,1	47,5	0	0	0	0	0	0
20	Incorporated products	Million d'euros	491,1	565,9	553,1	573,4	719,5	414	411,6	413,6	411	389,2	295,9	206,8	126,7	89,8	32,6
		%	68,5	86,2	92,7	107	151,3	99,8	99,3	99,7	99	93,8	71,3	49,9	30,6	21,7	7,9

¹ Depuis 2006, le calcul du pourcentage est basé sur l'engagement des CE-25, tel que proposé par l'UE dans les notifications sous la forme du tableau ES:1 qu'elle a présentées depuis 2006.

² La notification concerne les CE-15 avant le 1^{er} mai 2004 et les CE-25 après cette date.

³ La notification concerne les CE-25.

⁴ La notification concerne les CE-25 avant le 1^{er} janvier 2007 et les CE-27 après cette date.

⁵ La notification concerne les CE-27.

Quantités notifiées¹, campagne de commercialisation, 1^{er} juillet-30 juin, sauf pour:

- a) "rice" (riz), "wine" (vin) (campagne de commercialisation, 1^{er} septembre-31 août)
b) "olive oil" (huile d'olive) (campagne de commercialisation, 1^{er} novembre-31 octobre)
c) "sugar" (sucre) (campagne de commercialisation, 1^{er} octobre-30 septembre)

RÉF.	PRODUIT	UNITÉ	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003 ⁹	2004 ¹⁰	2005 ¹⁰	2006 ¹¹	2007 ¹²	2008 ¹²	2009 ¹²
1	Wheat and wheat flour	Millier de tonnes ²	2 768,8	14 410	13 038,1	14 017,3	15 606,2	10 203,7	1 650,1	12 055,3	0	4 944,2	10 978,8	824,6	0	0	0
		%	13,6	75	72,4	83,3	99,8	70,7	11,4	83,5	0	34,2	76	5,4	0	0	0
2	Coarse grains	Millier de tonnes ³	6 596,4	11 844,5	8 770,1	14 774,9	18 379,2	7 080,1	3 922,4	6 259,3	1 513,8	4 976,3	2 903,9	1 345,8	0	0	0
		%	48,2	90,3	69,9	123,3	161	65,3	36,2	57,7	14	45,9	26,8	12,8	0	0	0
3	Rice	Millier de tonnes ⁴	88,6	226,5	155,1	143,9	140,4	132,3	132,2	127,7	128	21,9	0	0	0	0	0
		%	54,4	144,2	102,6	99	100,8	99,2	99,1	95,7	96	16,4	0	0	0	0	0

RÉF.	PRODUIT	UNITÉ	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003 ⁹	2004 ¹⁰	2005 ¹⁰	2006 ¹¹	2007 ¹²	2008 ¹²	2009 ¹²
4	Rapeseed	Millier de tonnes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5	Olive oil	Millier de tonnes	135,5	140,4	94,6	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	96,4	103,7	72,6	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6	Sugar	Millier de tonnes ⁵	856,3	1 200,3	1 699,1	1 546,1	970,6	882,2	1 051,9	600,5	663,2	1 130,3	1 215	1 336,9	1 359,6	950	1 362,5
		%	55	80,1	117,8	111,5	73	69,3	82,6	47,2	52,1	88,8	95,4	97,3	98,9	69,1	99,1
7	Butter and butteroil	Millier de tonnes ⁶	146,4	276	169	165,3	193,9	197,2	193,7	292	353,5	381,5	295,4	253,8	0	98,1	70,8
		%	30	58,7	37,4	38	46,5	49,4	48,5	73,1	88,5	95,5	74	61,7	0	23,8	17,2
8	Skim milk powder	Millier de tonnes	241,2	269,5	175,5	221,5	417,2	128	86,9	220,2	258,9	212,2	117	0	0	126,5	128,7
		%	72	83,6	56,6	74,5	146,4	47	31,9	80,8	95	77,9	42,9	0	0	39,1	39,8
9	Cheese	Millier de tonnes	422,3	401,9	324,1	226,3	305,2	304,6	279,5	317	321,2	299,7	319,4	292,5	0	134	128,2
		%	99	99,1	84,3	62,3	89,2	94,8	87	98,7	100	93,3	99,4	88,2	0	40,4	38,6
10	Other milk products	Millier de tonnes	1 156,7	1 140	1 116,9	951,1	1 104	872,6	763,8	833,4	880,4	827	740,9	461,8	16,2	466	408,5
		%	97,6	100	102	90,7	110	91,1	79,7	87	91,9	86,3	77,3	45,8	1,6	46,2	40,5
11	Beef meat	Millier de tonnes ⁷	1 019,1	1 177,4	947,2	721,7	766,1	474,7	483,5	358,6	384,9	291,8	188,7	116,1	80,6	81,5	83,5
		%	89,6	109,6	93,7	76,1	86,6	57,8	58,8	43,6	46,8	35,5	23	11,7	8,1	8,2	8,4
12	Pigmeat	Millier de tonnes ⁷	378,2	285,9	212,7	742,7	694	128,6	71,6	61	138,9	68,8	77	70,4	441,3	136	60,2
		%	69,8	54,8	42,3	153,8	149,8	29	16,1	13,8	31,3	15,5	17,4	12	75	23,1	10,2
13	Poultry meat	Millier de tonnes ⁷	418,1	401,4	393,7	343,4	318	260,6	230,4	247,4	215,6	204,8	180	228,4	186,8	194	249,1
		%	96,2	99,2	105	99,4	100,8	91,1	80,6	86,5	75,4	71,6	62,9	53	43,4	45	57,8
14	Eggs	Millier de tonnes ⁸	95,1	67,9	103,8	114,2	100,6	83,8	80,2	59,5	37,5	71,1	65,4	50,3	31	32,7	35,7
		%	75,4	56,3	90,1	104,1	96,5	84,8	81,2	60,2	38	72	66,2	45	27,7	29,2	31,9
15	Wine	Millier d'hectolitres	2 161	3 034,9	3 016,4	2 471,5	2 386,7	2 278,9	2 283,1	2 096	1 733	2 283,7	2 299,5	2 996,9	2 986,6	0	0
		%	75,8	110,7	114,6	98	98,9	98,9	99,1	90,9	75,2	99,1	99,8	44,1	43,9	0	0
16	Fruit and vegetables, fresh	Millier de tonnes	909,5	874,2	837,4	763	872,6	738,4	704,4	711	694,2	423,1	519,6	451,1	167,1	0	0
		%	98,8	98,6	98,1	93	110,9	98	93,5	94,4	92,1	56,2	69	38,4	14,2	0	0
17	Fruit and vegetables, processed	Millier de tonnes	93,6	136,1	98,5	87,1	108,4	76,1	78,7	66,9	84	78	84	93,6	58	0	0
		%	53,5	80,7	60,7	55,8	72,4	53,1	54,9	46,7	58,6	54,4	58,6	24,7	15,3	0	0
18	Raw tobacco	Millier de tonnes	11,2	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	5,9	1,1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

[illegible]

¹ Depuis 2006, le calcul du pourcentage est basé sur l'engagement des CE-25, tel que proposé par l'UE dans les notifications sous la forme du tableau ES:1 qu'elle a présentées depuis 2006.

² Équivalent blé.

³ Poids du produit, sauf dans le cas du malt, pour lequel la quantité est exprimée en équivalent céréales.

⁴ Équivalent riz blanchi.

⁵ Équivalent sucre blanc.

⁶ Équivalent beurre.

⁷ Équivalent carcasse.

⁸ Équivalents "œufs en coquille".

⁹ La notification concerne les CE-15 avant le 1^{er} mai 2004 et les CE-25 après cette date.

¹⁰ La notification concerne les CE-25.

¹¹ La notification concerne les CE-25 avant le 1^{er} janvier 2007 et les CE-27 après cette date.

¹² La notification concerne les CE-27.

Uruguay

Dépenses budgétaires notifiées – année civile, sauf pour "arroz" (riz) (campagne de commercialisation commençant le 1^{er} mars)

[illegible]

Quantités notifiées – année civile, sauf pour "arroz" (riz) (campagne de commercialisation commençant le 1^{er} mars)

[illegible]

RÉF.	PRODUIT	UNITÉ	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
3	Tortas de semillas oleaginosas (Pellets de harina soja)	Tonne	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Venezuela, République bolivarienne du

Dépenses budgétaires notifiées (année civile)

RÉF.	PRODUIT	UNITÉ	1995	1996	1997	1998
1	Productos comestibles de origen animal	Millier de \$EU	0	0	0	0
		%	0	0	0	0
2	Ambar gris castoreo: los demas	Millier de \$EU	3,5	0	0	0
		%	10,8	0	0	0
3	Productos de origen animal: los demas	Millier de \$EU	31,1	577	1,3	50,3
		%	4,7	89,7	0,2	8,3
4	Las demas plantas vivas: esquejes y estaquillas sin enraizer	Millier de \$EU	0	0	0	0
		%	0	0	0	0
5	Arboles, arbustos, plantas juvenes	Millier de \$EU	0,1	0	0	1
		%	4,3	0	0	41,4
6	Los demas	Millier de \$EU	0	0	0	0
		%	0	0	0	0
7	Flores y capullos: flores y capullos frescos	Millier de \$EU	4,2	0	18,7	5,7
		%	6,7	0	31,6	9,8
8	Los demas flores y capullos	Millier de \$EU	0	0	0	0
		%	0	0	0	0
9	Follaje, hojas, ramas: los demas follajes	Millier de \$EU	0,4	0,3	0	0,4
		%	6,9	4,8	0,1	7,6
10	Patatas frescas refrigeradas: las demas patatas	Millier de \$EU	10,3	14,1	0,9	0,8
		%	3	4,2	0,3	0,2
11	Tomates frescos refrigerados	Millier de \$EU	41	310,2	39,7	53,7
		%	10	77,8	10,2	14,2
12	Cebollas, chalotes, ajos, puerros: cebollas y chalotes	Millier de \$EU	17,9	191,6	16,2	83,8
		%	8,8	96,5	8,4	44,4
13	Ajos	Millier de \$EU	0,1	0	0	0,2
		%	8,2	0	0	14
14	Puerros y demas hortalizas	Millier de \$EU	2,8	3,2	0,7	4
		%	63,5	75,6	16,9	99
15	Coles, coliflores: los demas	Millier de \$EU	2,8	4,7	1,4	4,3
		%	53,9	91,1	27,9	88,5
16	Lechugas	Millier de \$EU	1,8	0,7	0	0,2
		%	37,9	15,7	0	5,2

RÉF.	PRODUIT	UNITÉ	1995	1996	1997	1998
17	Las demas hortalizas	Millier de \$EU	0	0	0	0
		%	0	0	0	0
18	Zanahorias, nabos, remolachas: zanahorias y nabos	Millier de \$EU	2,1	5,1	0,8	1,7
		%	38,5	95,9	15,4	33,7
19	Los demas	Millier de \$EU	1,1	0,3	0,1	1,2
		%	84,8	21,7	7,2	100
20	Pepinos y pepinillos frescos refrigerados	Millier de \$EU	5,4	5,4	1	1,3
		%	97,7	99,4	18,9	25,8
21	Legumbres, incluso desvainadas: frijoles	Millier de \$EU	0,1	0	0	0,3
		%	5,1	0	0	14,6
22	Las demas legumbres	Millier de \$EU	0,7	1,7	0	0
		%	39,1	92,2	0	0
23	Las demas hortalizas frescas o refrigeradas: berenjenas	Millier de \$EU	0	0,7	0,1	0,5
		%	0	57	6,3	46,3
24	Pimientos	Millier de \$EU	3,2	7,1	2,9	7,1
		%	40,9	92,7	39	98,6
25	Las demas hortalizas frescas: refrigeradas	Millier de \$EU	7,1	9,5	3,4	4,7
		%	70,4	97,3	35,6	50,5
26	Legumbres y hortalizas, incluso cocidas con agua o vapor, congeladas: las demas	Millier de \$EU	0	0,3	0	0
		%	0	2,1	0	0
27	Cebollas	Millier de \$EU	0	0	0	0
		%	0,5	0	0	0
28	Las demas legumbres y hortalizas, mezclas	Millier de \$EU	0,2	0	0	0
		%	31,5	0	0	0
29	Legumbres secas desvainadas: garbanzos	Millier de \$EU	0	0	0	0
		%	0	0	0	0
30	Frijoles	Millier de \$EU	0	0	0	0
		%	0,3	0,3	0	0
31	Las demas legumbres secas	Millier de \$EU	0	0	0	0
		%	0,3	0	0	0
32	Raices de mandioca (yuca)	Millier de \$EU	0,7	0,9	0,6	6,9
		%	8,5	11,7	8,5	94,5
33	Batatas (boniatos)	Millier de \$EU	0,7	1,6	0,1	0,4
		%	0,6	1,5	0,1	0,4
34	Los demas raices y tuberculos	Millier de \$EU	5,4	7,1	1,6	2,9
		%	13,6	18,5	4,2	8
35	Cocos, nueces de Brasil: cocos	Millier de \$EU	2,3	2,9	0,2	1
		%	10,3	13,6	0,8	4,8
36	Nues de cajuil (anacardos o marañones)	Millier de \$EU	0,1	2,6	0	0
		%	2,3	69	0	0
37	Los demas frutos de cascara, frescos o secos: castañas	Millier de \$EU	0	0	0	0
		%	0,1	0	0	0

RÉF.	PRODUIT	UNITÉ	1995	1996	1997	1998
38	Bananas o plantanos frescos o secos	Millier de \$EU	935,8	2 384,7	595,4	1 530,8
		%	36,8	96,1	24,6	65
39	Dátiles, higos, piñas...: piñas	Millier de \$EU	9,6	52,9	5,8	61,4
		%	14,3	81,2	9,1	99,3
40	Guayabas, mangos y mangostanes	Millier de \$EU	228,2	954,8	95,6	352,2
		%	15,8	67,9	7	26,4
41	Aguacates (paltas)	Millier de \$EU	25	20,5	37,3	19,3
		%	10,9	9,1	17	9
42	Agrios frescos o secos: naranjas	Millier de \$EU	23,9	111,9	18,3	243,7
		%	4,7	22,8	3,8	52,3
43	Mandarinas	Millier de \$EU	12,7	86,1	5,4	10,1
		%	13,7	95,6	6,2	11,8
44	Limonos	Millier de \$EU	59,1	106,1	5	96,4
		%	54	99,5	4,8	95,2
45	Pomelos o toronjas	Millier de \$EU	0,3	1,3	0,2	0,3
		%	1	4,1	0,7	1
46	Los demas agrios	Millier de \$EU	0,6	0,1	0	0,5
		%	3,7	0,6	0	3,6
47	Uvas y pasas: uvas	Millier de \$EU	3,3	0,3	0	0,1
		%	23,5	2,3	0,1	0,6
48	Melones y sandias, papayas frescos: melones y sandias	Millier de \$EU	140,5	438,9	144,3	80,2
		%	12,7	40,7	13,7	7,8
49	Papayas	Millier de \$EU	15,6	33,1	6,5	18,8
		%	10,5	22,9	4,6	13,7
50	Manzanas, peras y membrillos frescos; albaricoques, melocotones, ciruelas: melocotones o duraznos	Millier de \$EU	0,1	0,4	0	14
		%	0	0,4	0	12,5
51	Ciruelas y endrinas	Millier de \$EU	1	7,8	1,2	2,6
		%	3,1	25,1	4	8,8
52	Los demas frutos, frescos: fresas	Millier de \$EU	0,1	0,7	0	0,1
		%	1,3	12,9	0,8	2,4
53	Los demas frutos frescos	Millier de \$EU	6	20,4	11,5	0,4
		%	25,8	90,7	52,3	1,9
54	Frutos conservados provisionalmente (con gas): los demas frutos conservados provisionalmente	Millier de \$EU	0	0	0	0
		%	0	0	0	0
55	Frutos secos: los demas frutos	Millier de \$EU	0,2	0,6	0	0,1
		%	11,9	45	0	5,6
56	Café, incluso tostado o descafeinado: café sin tostar sin descafeinar	Millier de \$EU	1 055,1	12 303,3	900,8	1 170,2
		%	8,4	99,9	7,5	10
57	Café tostado sin descafeinar	Millier de \$EU	0	0	0	23,2
		%	0	0	0	99,9
58	Maiz: los demas maiz	Millier de \$EU	0,3	3,3	0	0
		%	0,4	4,8	0	0

RÉF.	PRODUIT	UNITÉ	1995	1996	1997	1998
59	Arroz: arroz con cascara (arroz paddy)	Millier de \$EU	0	0	0	0
		%	0	0	0	0
60	Arroz descascarillado (cargos o pardo)	Millier de \$EU	0	0	0	0
		%	0	0	0	0
61	Arroz semiblanqueado incluso pulido o glaseado	Millier de \$EU	0	0	0	0
		%	0	0	0	0
62	Arroz partido	Millier de \$EU	0	0	0	0
		%	0,5	0	0	0
63	Habas de soya incluso quebrantadas: semillas forrajeras	Millier de \$EU	0	1,5	0	0
		%	0	33	0	0
64	Las demas semillas	Millier de \$EU	0	0	0	0
		%	0	0	0	0
65	Plantas, partes de plantas: los demas plantas y partes	Millier de \$EU	0	112,7	8,8	71,9
		%	0	97,6	7,8	65,5
66	Materias vegetales usadas en cesteria; materias veget. usadas en fabric. de escobas: las demas materias vegetales	Millier de \$EU	0	0	0	0,3
		%	0	0	0	2,8
67	Productos vegetales: linteros de algodón	Millier de \$EU	0	0	0	0
		%	0	0	0	0
68	Cacao en grano, entero o partido, crudo o tostado: cacao crudo	Millier de \$EU	515,8	2 276,3	439,4	1 572,4
		%	11,8	53,3	10,6	38,8
69	Tabaco en rama o sin elaborar: tabaco sin desvenar o desnervar	Millier de \$EU	3,5	0	0	0
		%	1,1	0	0	0
70	Tabaco total o parcialm. desvenado o denervado	Millier de \$EU	54,4	0	0	0
		%	82,3	0	0	0
71	Desperdicios de tabaco	Millier de \$EU	0	0	0	0
		%	0	0	0	0
72	Cigarros o puros: cigarrillos que contengan tabaco (negro o rubio)	Millier de \$EU	0	0	0	0
		%	0	0	0	0

Quantités notifiées (année civile)

RÉF.	PRODUIT	UNITÉ	1995	1996	1997	1998
1	Productos comestibles de origen animal	Tonne	0	0	0	0
		%	0	0	0	0
2	Ambar gris castoreo: los demas	Tonne	12,9	0	0	0
		%	57,9	0	0	0
3	Productos de origen animal: los demas	Tonne	87	0,9	0	0,1
		%	8,6	0,1	0	0
4	Las demas plantas vivas: esquejes y estaquillas sin enraizer	Tonne	0	0	0	0
		%	0	0	0	0
5	Arboles, arbustos, plantas jóvenes	Tonne	2	0	0	3,6
		%	26	0	0	48,9

RÉF.	PRODUIT	UNITÉ	1995	1996	1997	1998
6	Los demas	Tonne	0	0	0	0
		%	0	0	0	0
7	Flores y capullos: flores y capullos frescos	Tonne	17,5	0	14,7	24,8
		%	23,5	0	20,3	34,8
8	Los demas flores y capullos	Tonne	0	0	0	0
		%	0	0	0	0
9	Follaje, hojas, ramas: los demas follajes	Tonne	39,3	1,6	0	9,3
		%	83,7	3,5	0	20,7
10	Patatas frescas refrigeradas: las demas patatas	Tonne	345,2	48,3	23	17,6
		%	19,1	2,7	1,3	1
11	Tomates frescos refrigerados	Tonne	1 158	657,9	906,5	1 148,1
		%	47	27,1	37,8	48,6
12	Cebollas, chalotes, ajos, puerros: cebollas y chalotes	Tonne	311,2	280,8	982,3	848,1
		%	22	20,1	71,4	62,5
13	Ajos	Tonne	0,7	0	0	0,2
		%	39,5	0	0	12,4
14	Puerros y demas hortalizas	Tonne	69,6	64,8	35,4	65
		%	97,2	91,8	50,9	94,8
15	Coles, coliflores: los demas	Tonne	3,1	47,3	51,1	99,7
		%	2,9	45,5	50	98,8
16	Lechugas	Tonne	93,8	3,3	0	8,8
		%	80,8	2,9	0	7,9
17	Las demas hortalizas	Tonne	0	0	0	0
		%	0	0	0	0
18	Zanahorias, nabos, remolachas: zanahorias y nabos	Tonne	55,2	38,7	30	65,2
		%	49,2	35	27,5	61
19	Los demas	Tonne	21	1,5	3,7	20,3
		%	94,3	7	17,1	95
20	Pepinos y pepinillos frescos refrigerados	Tonne	41	24,4	34,4	40,3
		%	40,8	24,6	35,3	41,9
21	Legumbres, incluso desvainadas: frijoles	Tonne	2,4	0	0	0,8
		%	7,4	0	0	2,5
22	Las demas legumbres	Tonne	7	11,1	0	0
		%	60,2	96,7	0	0
23	Las demas hortalizas frescas o refrigeradas: berenjenas	Tonne	0	2,5	1,8	6,9
		%	0	14,3	10,4	40,7
24	Pimientos	Tonne	78	45,4	70,7	114,9
		%	64,4	38	60,1	99,1
25	Las demas hortalizas frescas: refrigeradas	Tonne	109	213	141,2	211,3
		%	49,4	97,9	65,9	100
26	Legumbres y hortalizas, incluso cocidas con agua o vapor, congeladas: las demas	Tonne	0	1	0	0
		%	0	2,7	0	0

RÉF.	PRODUIT	UNITÉ	1995	1996	1997	1998
27	Cebollas	Tonne	0	0	0	0
		%	0,8	0	0	0
28	Las demas legumbres y hortalizas, mezclas	Tonne	2,1	0	0	0
		%	35,1	0	0	0
29	Legumbres secas desvainadas: garbanzos	Tonne	0	0	0	0
		%	0	0	0	0
30	Frijoles	Tonne	0,2	0	0	0
		%	1,2	0,2	0	0
31	Las demas legumbres secas	Tonne	0,1	0	0	0
		%	1	0	0	0
32	Raices de mandioca (yuca)	Tonne	31,5	6,7	11	82,9
		%	36,1	7,8	13	99,1
33	Batatas (boniatos)	Tonne	43,9	10	0,4	15,4
		%	7,9	1,8	0,1	2,9
34	Los demas raices y tuberculos	Tonne	155,3	34,4	38,3	38,1
		%	38,7	8,7	9,8	9,9
35	Cocos, nueces de Brasil: cocos	Tonne	108,6	24,5	6,5	33,2
		%	21,9	5	1,3	7
36	Nues de cajuil (anacardos o marañones)	Tonne	2,1	2,2	0	0
		%	4,6	4,9	0	0
37	Los demas frutos de cascara, frescos o secos: castañas	Tonne	0,1	0	0	0
		%	0,5	0	0	0
38	Bananas o plantanos frescos o secos	Tonne	14 881,7	8 024,2	11 173,9	25 138,7
		%	56,7	31	43,8	100
39	Datiles, higos, piñas...: piñas	Tonne	257,9	94,7	116	221,8
		%	50	18,6	23,1	44,9
40	Guayabas, mangos y mangostanes	Tonne	5 144,8	2 012	1 184,2	1 915,5
		%	97,4	38,6	23,1	37,9
41	Aguacates (paltas)	Tonne	706,6	257,4	237,8	982,4
		%	66,1	24,4	22,9	96
42	Agrios frescos o secos: naranjas	Tonne	2 176,5	1 121,8	1 013,4	4 482,4
		%	44,8	23,4	21,5	96,3
43	Mandarinas	Tonne	220	276,1	177,6	550,8
		%	33,6	42,7	27,9	87,8
44	Limonos	Tonne	176	650,1	165,9	556,8
		%	26,6	99,6	25,8	87,9
45	Pomelos o toronjas	Tonne	13,1	6,1	0,2	2,7
		%	4,1	2	0,1	0,9
46	Los demas agrios	Tonne	22,6	0,5	0,1	0
		%	32,6	0,7	0,1	0,1
47	Uvas y pasas: uvas	Tonne	38,6	0,6	0,9	1,2
		%	83,7	1,3	2	2,7

RÉF.	PRODUIT	UNITÉ	1995	1996	1997	1998
48	Melones y sandias, papayas frescos: melones y sandias	Tonne	3 961,2	2 234,6	3 794,8	2 123,3
		%	48,8	27,9	48,1	27,3
49	Papayas	Tonne	591,3	146,4	152,4	871,1
		%	64	16,1	17	98,4
50	Manzanas, peras y membrillos frescos; albaricoques, melocotones, ciruelas: melocotones o duraznos	Tonne	2,3	0,2	0	37,6
		%	0	0	0	5,5
51	Ciruelas y endrinas	Tonne	35,9	54,6	30,9	52
		%	22,3	34,4	19,8	33,7
52	Los demas frutos, frescos: fresas	Tonne	0,8	1,6	0,3	0,1
		%	4,9	9,9	1,9	0,6
53	Los demas frutos frescos	Tonne	189,8	60,7	151,2	434
		%	41,5	13,4	34	99,1
54	Frutos conservados provisionalmente (con gas): los demas frutos conservados provisionalmente	Tonne	0	0	0	0
		%	0	0	0	0
55	Frutos secos: los demas frutos	Tonne	1,6	0,1	0	0,4
		%	19	1,2	0	5
56	Café, incluso tostado o descafeinado: café sin tostar sin descafeinar	Tonne	3 997,2	13 333,8	2 690,9	3 788,4
		%	29,3	99,1	20,3	29
57	Café tostado sin descafeinar	Tonne	0	0	0	23
		%	0	0	0	93,4
58	Maiz: los demas maiz	Tonne	13,2	2,6	0	0
		%	1,6	0,3	0	0
59	Arroz: arroz con cascara (arroz paddy)	Tonne	0,4	0	0	0
		%	0,4	0	0	0
60	Arroz descascarillado (cargo o pardo)	Tonne	0	0	0	0
		%	0	0	0	0
61	Arroz semiblanqueado incluso pulido o glaseado	Tonne	0	0	0	0
		%	0	0	0	0
62	Arroz partido	Tonne	0,1	0	0	0
		%	0,3	0	0	0
63	Habas de soya incluso quebrantadas: semillas forrajeras	Tonne	0	3,1	0	0
		%	0	93,3	0	0
64	Las demas semillas	Tonne	0	0	0	0
		%	0	0	0	0
65	Plantas, partes de plantas: los demas plantas y partes	Tonne	0	98,6	15	45,6
		%	0	94	14,5	44,7
66	Materias vegetales usadas en cesteria; materias veget. usadas en fabric. de escobas: las demas materias vegetales	Tonne	0	0	0	2
		%	0	0	0	3,6
67	Productos vegetales: linteres de algodón	Tonne	0	0	0	0
		%	0	0	0	0
68	Cacao en grano, entero o partido, crudo o tostado: cacao crudo	Tonne	3 926,7	3 598,6	4 632,8	5 555,6
		%	67,4	62,7	81,9	99,6

RÉF.	PRODUIT	UNITÉ	1995	1996	1997	1998
69	Tabaco en rama o sin elaborar: tabaco sin desvenar o desnervar	Tonne	16,4	0	0	0
		%	2,2	0	0	0
70	Tabaco total o parcialm. desvenado o denervado	Tonne	47,4	0	0	0
		%	37,5	0	0	0
71	Desperdicios de tabaco	Tonne	0	0	0	0
		%	0	0	0	0
72	Cigarros o puros: cigarrillos que contengan tabaco (negro o rubio)	Tonne	0	0	0	0
		%	0	0	0	0

PARTIE B – CRÉDITS À L'EXPORTATION, GARANTIES DE CRÉDIT À L'EXPORTATION OU PROGRAMMES D'ASSURANCE

19. La présente partie donne des renseignements sur l'utilisation des crédits à l'exportation, des garanties de crédit à l'exportation et des programmes d'assurance (ci-après dénommés "soutien au financement à l'exportation") accordés par les Membres pour l'exportation de produits agricoles.
20. Après que le G-20 eut présenté sa demande dans sa note informelle, il a été noté que les notifications des Membres en ce qui concerne les crédits à l'exportation, les garanties de crédit à l'exportation et les programmes d'assurance ne contenaient aucun renseignement susceptible d'être exploité par le Secrétariat, et que, comme par le passé, celui-ci devrait demander ces renseignements aux Membres.
21. Le Secrétariat a donc adressé aux délégations, le 21 décembre 2012, une demande de renseignements les invitant à fournir pour la période allant de 1995 à 2012 (ou, si cela n'était pas possible, pour la période la plus longue et la plus récente possible) les renseignements suivants concernant le soutien au financement à l'exportation tel que défini dans l'annexe de cette demande de renseignements (voir les paragraphes 23 et 24 ci-après):
- Le nom des programmes de soutien au financement à l'exportation en vigueur pendant une partie ou l'ensemble de la période considérée, avec:
 - la catégorie à laquelle ces programmes appartiennent, selon la liste figurant aux points a) à d) de la première partie de l'annexe de la demande de renseignements;
 - le nom des entités fournissant, ou au nom desquelles est fourni, le soutien au financement à l'exportation et la catégorie à laquelle ces entités appartiennent, selon la liste figurant aux points a) à d) de la deuxième partie de l'annexe de la demande de renseignements; et
 - une brève description des principales caractéristiques du programme, y compris, s'il y a lieu, la période de remboursement maximale correspondante.
 - Pour chaque année comprise dans la période considérée, la valeur annuelle totale des exportations de produits agricoles¹¹ qui bénéficiaient de ce soutien au financement à l'exportation et:
 - la ventilation de cette valeur annuelle totale par produit ou groupe de produits. Les délégations en mesure de répondre ont été invitées à utiliser comme référence la liste de produits ou groupes de produits figurant dans le document G/AG/2 (pages 24 et 25 de la version française) ou toute autre classification disponible jugée appropriée, y compris, s'agissant des Membres ayant pris des engagements de réduction des subventions à l'exportation, le produit ou les groupes de produits visés par l'exécution de ces engagements; et
 - dans la mesure du possible, la ventilation de cette valeur annuelle totale entre le soutien au financement à l'exportation assorti d'une période de remboursement inférieure à 180 jours et celui assorti d'une période de remboursement supérieure à 180 jours. Les Membres en mesure de fournir des renseignements sur les destinations des exportations bénéficiant d'un soutien au financement à l'exportation assorti d'une période de remboursement supérieure à 180 jours et/ou des renseignements additionnels sur la ventilation selon la durée de la période de remboursement du soutien au financement à l'exportation assorti d'une période de remboursement supérieure à 180 jours ont été invités à le faire.

¹¹ D'après la définition figurant dans l'Annexe I de l'Accord sur l'agriculture. Au cas où il ne serait pas possible de distinguer ces produits dans les données disponibles, les délégations ont été invitées à préciser la gamme des produits visés.

22. Les Membres ont aussi été invités à fournir les coordonnées de tout site Web jugé utile pour obtenir les données demandées et d'autres renseignements pertinents ou notes d'accompagnement.
23. Il était indiqué dans l'annexe de la demande de renseignements que, pour les besoins de cette demande, les crédits à l'exportation, les garanties de crédit à l'exportation et les programmes d'assurance (ci-après dénommés "soutien au financement à l'exportation") comprenaient:
- e. le soutien financier direct, comprenant des crédits/un financement directs, un refinancement et un soutien de taux d'intérêt;
 - f. la couverture du risque, comprenant une assurance ou réassurance-crédit à l'exportation et des garanties de crédit à l'exportation;
 - g. les accords de crédit de gouvernement à gouvernement couvrant les importations de produits agricoles en provenance du pays créancier dans le cadre desquels une partie ou la totalité du risque est prise en charge par les pouvoirs publics du pays exportateur; et
 - h. toute autre forme de soutien du crédit à l'exportation par les pouvoirs publics, direct ou indirect, y compris la facturation différée et la couverture du risque de change.
24. Accordé par les entités suivantes, ci-après dénommées "entités de financement à l'exportation", ou pour leur compte, que ces entités aient été établies au niveau national ou infranational:
- i. services gouvernementaux, organismes publics ou organes officiels;
 - j. toute institution ou entité financière s'occupant de financement à l'exportation où il y a participation des pouvoirs publics sous forme de capitaux propres, d'octroi de fonds, de prêts ou de garantie contre les pertes;
 - k. entreprises commerciales d'État exportatrices de produits agricoles; et
 - l. toute banque ou autre établissement financier, d'assurance-crédit ou de garantie privé qui agit pour le compte ou sur l'ordre des pouvoirs publics ou de leurs organismes.
25. La présente partie comprend les réponses du Brésil, du Canada, des États-Unis d'Amérique, du Japon, de la Nouvelle-Zélande, de la Turquie et de l'Union européenne reçues par le Secrétariat à la suite de cette demande de renseignements.
26. En outre, le Costa Rica, Cuba, l'Équateur, Hong Kong, Chine, Macao, Chine, la Norvège et le Paraguay ont répondu et indiqué qu'aucun programme de soutien au financement à l'exportation de produits agricoles n'était en vigueur pendant la période couverte par la demande de renseignements.

Brésil**Programme de financement des exportations – PROEX**

Le Programme de financement des exportations (PROEX) est un programme du gouvernement fédéral géré par la Banque du Brésil, qui vise à financer les exportations brésiliennes de biens et de services à des conditions équivalentes à celles offertes sur le marché international.

Les crédits à l'exportation du programme PROEX sont offerts suivant deux types de modalités:

- **PROEX Financement:** PROEX Financement consiste à octroyer des financements directs à des exportateurs ou à des importateurs brésiliens. Cette facilité est offerte aux sociétés ayant des recettes annuelles brutes pouvant aller jusqu'à 600 millions de reais. La période de remboursement varie de 60 jours à 10 ans, en fonction de la teneur technologique du bien exporté ou de la complexité du service rendu. Pour les périodes de remboursement allant jusqu'à deux ans, PROEX peut financer jusqu'à 100% de la valeur à l'exportation du produit ou du service concerné. S'agissant des opérations pour lesquelles la période de remboursement est supérieure à deux ans, le financement au titre du PROEX est limité à 85% de la valeur à l'exportation.
- **PROEX Péréquation:** Dans le cadre de PROEX Péréquation, PROEX assume une partie des charges financières afférentes aux exportations financées par des établissements financiers au Brésil ou à l'étranger, afin de les rendre équivalentes à celles prélevées sur le marché international. Cette facilité est offerte aux sociétés brésiliennes de toutes tailles. La péréquation peut être accordée à l'importateur ou à l'exportateur. La période de remboursement varie de 60 jours à 15 ans, en fonction de la teneur technologique du bien exporté ou de la complexité du service rendu.

Pour de plus amples renseignements, veuillez vous rendre à l'adresse suivante:
www.camex.gov.br.

Crédits à l'exportation

	Proex Péréquation**	Proex Financement						
Année	2005	2005		2006***	2007		2008	
	Valeur (\$EU)	Valeur (\$EU)		Valeur (\$EU)	Valeur (\$EU)		Valeur (\$EU)	
Chapitre du SH*	Période de remboursement de moins de 180 jours	Période de remboursement de moins de 180 jours	Période de remboursement de plus de 180 jours	Période de remboursement de moins de 180 jours	Période de remboursement de moins de 180 jours	Période de remboursement de plus de 180 jours	Période de remboursement de moins de 180 jours	Période de remboursement de plus de 180 jours
2	1 608 701,47		15 647 852,27	89 805,15	2 249 962,33	5 233 684,00		22 708 489,72
3					1 213 425,20		1 498 360,00	
4			2 160 826,23	69 997,28	353 219,16			10 589 663,39
5				38 925,00				
6								
7								
8		89 255,54		2 943 176,60	511 362,19		337 136,77	
9							68 125,00	12 707 208,93
10								
11					95 887,00		57 712,00	
12			10 398 364,38		86 026,00		430 245,39	
13							405 825,17	
15			15 587 786,84		186 070,00	14 128 165,99	2 007 481,33	74 235 945,45
16			4 724 192,29			575 571,41		8 828 440,71
17				53 695,40	500 809,95		357 167,85	
18							40 615,20	
19					41 990,50		770 184,17	
20		230 778,68		40 876,52	172 729,96		265 742,93	
21				238 131,08	539 154,37			
22					78 938,54	26 642,77	11 330,40	
23			5 704 780,18					51 050 443,55
24							4 495 867,20	

	Proex Financement							
Année	2009		2010		2011		2012	
	Valeur (\$EU)		Valeur (\$EU)		Valeur (\$EU)		Valeur (\$EU)	
Chapitre du SH*	Période de remboursement de moins de 180 jours	Période de remboursement de plus de 180 jours	Période de remboursement de moins de 180 jours	Période de remboursement de plus de 180 jours	Période de remboursement de moins de 180 jours	Période de remboursement de plus de 180 jours	Période de remboursement de moins de 180 jours	Période de remboursement de plus de 180 jours
2	1 613 568,58	25 117 065,31	541 644,55	26 017 534,01		24 557 613,53		8 815 280,06
3	90 388,74							
4	446 279,25			1 789 744,42		1 868 312,55	6 768,10	641 028,87
5								
6								
7								
8	727 377,27		939 239,73		1 058 211,75			
9	130 680,00	20 064 910,06	131 711,91	18 454 887,35	86 220,16	24 283 570,65	529 944,17	24 640 811,27
10	20 056,00			21 113 567,45		64 239 533,02		58 514 307,72
11	33 336,00				1 455 305,66		40 351,02	
12	529 839,54		1 960 132,30		2 153 381,74	12 961 753,58	3 374 391,43	9 699 109,59
13	212 971,15		17 664,00					
15	1 431 688,53	35 888 327,26	2 009 684,81	31 320 281,12	963 796,01	38 191 487,59	267 626,92	31 978 639,65
16		13 160 993,90		23 092 426,88	7 253 159,91	19 028 412,26	5 531 667,60	16 052 684,54
17	328 543,87		101 383,80		124 580,00			
18	164 712,10		15 750,00		225 689,15		23 016,00	
19	1 065 916,85		1 180 446,16		1 037 625,12		1 463 699,27	
20	900 044,00		222 972,60		271 592,21		1 352 960,51	
21	156 812,76		525 454,26		19 370,00			
22	10 382,40		13 385,42		51 208,36			
23	207 975,00	9 201 487,35	66 360,00	60 582 039,50	512 612,92	108 570 928,85	451 248,00	52 580 745,67
24	965 052,00		79 829 026,82		37 812 258,00		45 526 561,69	

* Les opérations relatives aux poissons et produits de la pêche ont été exclues.

** En ce qui concerne les chapitres pertinents, des opérations dans le cadre du Proex Péréquation ont été effectuées seulement en 2005.

*** S'agissant des chapitres considérés, aucune opération pour laquelle la période de remboursement était supérieure à 180 jours n'a eu lieu en 2006.

Canada

Assurance à court terme (≤180 jours) \$CAN	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Mise à la reproduction/Génétique / Santé et nutrition animales	-	4 893 679,35	13 550 978,24	10 746 304,21	14 454 836,05	23 419 508,23	42 870 065,57	47 053 472,99	40 008 206,26
Produits de base – Céréales, cultures spéciales	11 041 881,79	24 264 445,16	113 460 514,42	185 932 014,56	198 298 950,97	155 476 008,49	238 535 003,04	266 632 511,38	211 027 593,39
Produits de base – Viandes	22 258 082,16	74 360 022,54	125 073 632,30	151 960 991,38	205 200 363,55	201 318 954,75	356 240 975,04	367 177 160,28	257 495 901,48
Produits de base – Horticulture/Biologique	80 340 217,75	138 332 567,95	168 073 360,29	190 459 752,54	215 022 528,56	325 561 668,95	177 383 302,70	104 671 151,92	46 181 510,96
Transformateur, silo, cultures spéciales	18 163 693,70	17 253 180,17	12 739 499,57	6 330 577,63	20 853 466,45	23 292 362,60	49 389 329,18	69 369 137,07	53 754 665,56

Assurance à court terme (≤180 jours) \$CAN	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Mise à la reproduction/Génétique / Santé et nutrition animales	58 246 885,48	51 382 265,42	38 063 450,04	35 784 867,48	43 388 450,86	48 390 973,89	44 540 891,83	107 136 983,41	96 947 286,90
Produits de base – Céréales, cultures spéciales	189 262 867,05	227 660 620,45	251 902 804,19	248 381 965,92	393 964 425,56	366 537 308,43	326 532 894,40	382 617 073,04	279 663 491,56
Produits de base – Viandes	153 853 419,69	160 224 529,25	163 748 605,83	139 432 166,41	183 062 518,47	287 047 560,44	496 211 475,79	871 173 357,26	1 050 497 735,50
Produits de base – Horticulture/Biologique	47 508 378,17	60 204 219,08	48 685 822,36	44 974 796,57	66 301 367,47	75 933 341,12	77 478 271,13	79 593 297,50	89 801 496,40
Transformateur, silo, cultures spéciales	50 060 368,69	60 238 968,14	41 182 538,46	106 221 885,46	356 898 914,99	344 996 162,76	352 985 630,44	453 486 648,51	631 543 145,31

Désignation des sous-secteurs d'EDC	Produit/Groupe de produits
Produits de base – Céréales, cultures spéciales	Farine et farine de blé
	Céréales secondaires
Transformateur, silo, cultures spéciales	Graines oléagineuses
	Huiles végétales
	Tourteaux
Produits de base – Viandes	Viande bovine
	Viande porcine
	Viande de volaille
	Viande ovine
Mise à la reproduction/Génétique/Santé et nutrition animales	Animaux vivants (bovins de boucherie, bovins laitiers, porcs)
Produits de base – Horticulture, horticulture biologique	Fruits
	Légumes

Catégorie du programme	Désignation du produit	Catégorie du soutien	Caractéristiques du programme	Teneur
Assurance à court terme (ACT)	Assurance comptes clients	b) Couverture du risque	<p>Assurance-crédit qui protège les assurés contre les risques de crédit commercial, tels que le non-paiement par les acheteurs en raison des risques assurés suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> - insolvabilité; - défaut de paiement; - refus de prendre livraison des marchandises; - résiliation d'un contrat; - risques politiques tels que les difficultés à obtenir la conversion ou le transfert de devises, l'annulation de l'autorisation d'importer ou d'exporter; - risques de pertes liés aux conflits armés. <p>Autres caractéristiques notables:</p> <ul style="list-style-type: none"> - ratio de coassurance de 90%; - possibilité de fournir une couverture aux sociétés canadiennes, y compris à leurs sociétés affiliées à l'étranger (sous réserve d'un avis juridique); - les options de couverture varient et peuvent inclure une couverture globale (éventail complet) ou la couverture de certaines modalités de paiement ou de certains marchés. 	≤180 jours
Assurance à court terme (ACT)	Assurance acheteur unique	b) Couverture du risque	<p>L'assurance acheteur unique est une assurance-crédit qui peut couvrir les ventes à un seul client étranger durant une période de 180 jours, s'agissant des expéditions ou des services. La police comporte un ratio de coassurance allant jusqu'à 90% des pertes si le client ne paie pas après avoir accepté les marchandises, entre autres pour les raisons suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - faillite ou insolvabilité; - conversion ou transfert de devises; et - conflit armé, révolution ou insurrection. 	≤180 jours

États-Unis d'Amérique

- L'intitulé du programme de soutien au financement à l'exportation est le Programme de garantie du crédit à l'exportation de la CCC (GSM-102).¹²

Annexe

- Le Programme GSM-102 relève de la catégorie b).
- Le Programme GSM-102 est géré par le Département de l'agriculture des États-Unis, au titre de la catégorie c) Organisme public, par l'intermédiaire de la Société de crédit pour les produits de base, société à charte fédérale qui relève du Département de l'agriculture des États-Unis.
- **Description du programme:** Le Programme de garantie du crédit à l'exportation (GSM-102) du Département de l'agriculture des États-Unis (USDA) offre des garanties de crédit en lien avec le financement des exportations commerciales de produits agricoles des États-Unis. Le Programme GSM-102 garantit les crédits consentis par les banques privées aux États-Unis (ou, plus rarement, par les exportateurs américains) à des banques étrangères agréées qui recourent à des lettres de crédit irrévocables libellées en dollars pour les achats d'aliments et de produits agricoles des États-Unis effectués par des acheteurs étrangers. Le Service des relations agricoles avec l'étranger (FAS) de l'USDA gère le programme au nom de la Société de crédit pour les produits de base (CCC), qui accorde les garanties de crédit. Le Programme GSM-102 couvre actuellement les crédits pour une durée maximale de deux ans; les durées maximales peuvent varier selon les pays. La CCC garantit les paiements que les banques étrangères agréées doivent effectuer aux exportateurs ou aux établissements financiers des États-Unis. Toutefois, le financement doit être obtenu auprès d'émetteurs commerciaux habituels. Normalement, 98% du capital et une partie des intérêts sont couverts par la garantie.
- On trouvera en annexe la valeur annuelle totale des exportations de produits agricoles qui ont bénéficié du Programme GSM-102 pour la période correspondant aux exercices financiers 2000 à 2012 des États-Unis.
- De plus amples renseignements concernant le Programme GSM-102 peuvent être obtenus à l'adresse <http://www.fas.usda.gov/excredits/ecgp.asp>.

¹² Aucun renseignement concernant le Programme GSM-103 ou les programmes de garantie du crédit-fournisseur n'a été communiqué car ces programmes ne sont plus en vigueur. Le Programme GSM-103 a pris fin en juillet 2005 et le Programme de garantie du crédit-fournisseur en octobre 2005. La loi autorisant les deux programmes a été abrogée.

Annexe**Tableau récapitulatif**

Valeur des exportations de produits agricoles des États-Unis
dans le cadre du Programme GSM-102
Programme de garantie du crédit à l'exportation pour les exercices
financiers 2000 à 2012 des États-Unis

Exercice financier	Valeur annuelle des exportations (\$EU)
2000	2 972 629 060
2001	2 940 205 544
2002	2 956 445 925
2003	2 545 194 040
2004	2 771 592 001
2005	2 201 979 900
2006	1 345 366 959
2007	1 482 347 715
2008	3 098 842 978
2009	5 237 673 870
2010	2 980 987 269
2011	4 132 270 122
2012	4 209 291 503

Note: Les chiffres pour 2012 sont ceux de janvier 2013 et sont susceptibles d'être modifiés.

2000 Par groupe de produits	Valeur annuelle des exportations (\$)
Animaux vivants	478 800
Blé et farine de blé	436 936 879
Céréales secondaires	789 248 831
Coton	385 417 563
Fromages	1 650 000
Fruits	215 677
Graines oléagineuses	778 919 451
Huile végétale	56 168 378
Riz	53 834 404
Tourteaux	187 308 240
Viande bovine	53 132 932
Viande de volaille	97 517 139
Viande porcine	10 854 117
*Autres	120 946 649
Total	2 972 629 060

* "Autres" comprend les peaux et les pelleteries, les autres aliments pour animaux, les liquides alcooliques à base de céréales, les peaux/pelleteries, les céréales sèches distillées, les produits du bois, les compléments protéinés, l'huile de coton, la lysine, les poissons, les légumineuses à grains, les semences, les semences de pommes de terre, le suif, la sauce tomate et la graisse jaune.

2001 Par groupe de produits	Valeur annuelle des exportations (\$)
Blé et farine de blé	545 648 292
Céréales secondaires	660 708 223
Coton	386 731 870
Graines oléagineuses	676 190 202
Huile végétale	25 971 510
Lait écrémé en poudre	66 270
Riz	52 859 379
Tourteaux	371 639 594
Viande bovine	41 157 421
Viande de volaille	65 609 093
Viande porcine	4 646 000
*Autres	108 977 690
Total	2 940 205 544

2002 Par groupe de produits	Valeur annuelle des exportations (\$)
Blé et farine de blé	680 569 566
Céréales secondaires	814 377 914
Coton	231 655 099
Fruits	1 117 686
Graines oléagineuses	615 828 171
Huile végétale	63 577 174
Riz	70 270 115
Tourteaux	335 938 892
Viande bovine	32 976 716
Viande de volaille	2 309 164
Viande porcine	1 265 774
*Autres	106 559 654
Total	2 956 445 925

2003 Par groupe de produits	Valeur annuelle des exportations (\$)
Animaux vivants	149 991
Blé et farine de blé	603 539 681
Céréales secondaires	713 545 616
Coton	339 714 259
Fruits	86 294
Graines oléagineuses	345 370 913
Huile végétale	22 579 863
Riz	73 023 728
Tourteaux	351 746 379
Viande bovine	1 380 059
Viande de volaille	8 540 061
*Autres	85 517 197
Total	2 545 194 040

2004 Par groupe de produits	Valeur annuelle des exportations (\$)
Animaux vivants	178 061
Blé et farine de blé	646 382 047
Céréales secondaires	712 919 505
Coton	477 919 213
Fruits	210 721
Graines oléagineuses	360 592 982
Huile végétale	2 064 659
Riz	82 539 144
Tourteaux	199 320 382
Viande bovine	354 172
Viande de volaille	207 027 386
Viande porcine	79 931
*Autres	82 003 798
Total	2 771 592 001

2005 Par groupe de produits	Valeur annuelle des exportations (\$)
Animaux vivants	148 448
Blé et farine de blé	465 022 549
Céréales secondaires	347 267 701
Coton	318 331 180
Graines oléagineuses	414 481 560
Huile végétale	23 908 752
Riz	58 983 645
Tourteaux	199 840 017
Viande de volaille	293 903 344
Viande porcine	4 277 557
*Autres	75 815 147
Total	2 201 979 900

2006 Par groupe de produits	Valeur annuelle des exportations (\$)
Animaux vivants	143 987
Blé et farine de blé	198 313 512
Céréales secondaires	232 789 579
Coton	158 355 457
Graines oléagineuses	166 321 296
Huile végétale	4 507 384
Riz	41 134 760
Tourteaux	133 942 041
Viande de volaille	307 886 508
Viande porcine	50 989 733
*Autres	50 982 702
Total	1 345 366 959

2007 Par groupe de produits	Valeur annuelle des exportations (\$)
Blé et farine de blé	270 489 346
Céréales secondaires	346 627 533
Coton	153 265 374
Graines oléagineuses	84 314 254
Huile végétale	7 493 012
Riz	27 182 026
Tourteaux	121 656 142
Viande de volaille	372 521 868
Viande porcine	52 626 948
*Autres	46 171 212
Total	1 482 347 715

2008 Par groupe de produits	Valeur annuelle des exportations (\$)
Beurre	15 566 324
Blé et farine de blé	549 731 594
Céréales secondaires	937 250 798
Coton	129 915 513
Graines oléagineuses	173 337 073
Huile végétale	10 266 508
Riz	226 625 002
Tourteaux	307 423 926
Viande bovine	26 399 894
Viande de volaille	504 040 385
Viande porcine	81 824 578
*Autres	136 461 382
Total	3 098 842 978

2009 Par groupe de produits	Valeur annuelle des exportations (\$)
Blé et farine de blé	721 011 420
Céréales secondaires	1 802 433 016
Coton	163 273 989
Fruits	466 817
Graines oléagineuses	1 358 943 436
Huile végétale	22 644 126
Riz	78 681 932
Tourteaux	456 543 193
Viande bovine	22 510 447
Viande de volaille	394 408 874
Viande porcine	120 589 639
*Autres	96 166 981
Total	5 237 673 870

2010 Par groupe de produits	Valeur annuelle des exportations (\$)
Blé et farine de blé	515 256 321
Céréales secondaires	749 275 501
Coton	173 964 749
Fruits	997 555
Graines oléagineuses	539 434 577
Huile végétale	48 171 228
Riz	141 898 578
Tourteaux	274 246 839
Viande bovine	35 409 312
Viande de volaille	286 153 755
Viande porcine	40 970 416
*Autres	175 208 438
Total	2 980 987 269

2011 Par groupe de produits	Valeur annuelle des exportations (\$)
Animaux vivants	32 392 308
Blé et farine de blé	1 016 310 091
Céréales secondaires	1 304 977 339
Coton	392 964 989
Fruits	1 491 551
Graines oléagineuses	537 262 385
Huile végétale	56 187 742
Riz	102 876 004
Tourteaux	304 465 774
Viande bovine	58 213 196
Viande de volaille	85 897 228
Viande porcine	25 362 160
*Autres	213 869 356
Total	4 132 270 122

2012 Par groupe de produits	Valeur annuelle des exportations (\$)
Animaux vivants	106 855 673
Blé et farine de blé	765 373 323
Céréales secondaires	959 590 585
Coton	232 581 177
Fruits	2 946 109
Graines oléagineuses	1 089 578 381
Huile végétale	40 539 050
Riz	144 470 828
Tourteaux	476 553 283
Viande bovine	109 903 554
Viande de volaille	56 123 952
Viande porcine	10 460 818
*Autres	214 314 771
Total	4 209 291 503

Japon

Il existe trois types de programmes japonais de soutien au financement à l'exportation:

- Assurance factures d'exportation: <http://nexi.go.jp/en/products/types/bill/>;
- Assurance-crédit à l'exportation pour les PME: <http://nexi.go.jp/en/products/types/smes/>;
- Assurance-crédit à l'exportation: <http://nexi.go.jp/en/products/types/export/>.

Ces programmes relèvent de la catégorie b) "la couverture du risque, comprenant une assurance ou réassurance-crédit à l'exportation et des garanties de crédit à l'exportation".

L'appellation de l'entité qui offre ces programmes est "Société japonaise d'assurances exportation et investissement (NEXI), entité administrative constituée en société", qui relève de la catégorie b) "toute institution ou entité financière s'occupant de financement à l'exportation où il y a participation des pouvoirs publics sous forme de capitaux propres, d'octroi de fonds, de prêts ou de garantie contre les pertes".

On trouvera un aperçu de chaque programme aux adresses URL qui précèdent.

Les montants assurés dans le cadre des programmes entre 1995 et 2012 (y compris les chiffres par programme figurant aux points a) (Assurance factures d'exportation, Assurance-crédit à l'exportation pour les PME et Assurance-crédit à l'exportation) et b) par période de remboursement (inférieure à 180 jours ou supérieure à 180 jours)) sont tels qu'indiqués dans le tableau qui suit. Toutefois, la valeur totale des exportations de produits agricoles bénéficiant des programmes n'est pas disponible.

Les destinations des exportations bénéficiant d'un soutien au financement à l'exportation assorti d'une période de remboursement supérieure à 180 jours entre 1995 et 2012 sont: l'Indonésie, en 1995 et 1996 (un contrat chaque année), les Pays-Bas en 1996 (un contrat) et l'Afrique du Sud en 1997 (un contrat).

Montants assurés des exportations de produits agricoles (1995-2012)

(Unité: yen)

Exercice financier (avril-mars)	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Total (¥)	1 592 402 171	1 552 437 393	2 415 727 391	2 155 762 935	2 253 077 590	2 304 066 165	2 650 419 437	3 199 498 179
a) Programmes								
Assurance factures d'exportation	1 085 881 367	1 042 748 562	1 142 927 061	1 450 225 958	1 566 587 196	1 696 053 307	1 794 343 201	2 040 406 324
Assurance-crédit à l'exportation pour les PME	-	-	-	-	-	-	-	-
Assurance-crédit à l'exportation	506 520 804	509 688 831	1 272 800 330	705 536 977	686 490 394	608 012 858	856 076 236	1 159 091 855
b) Période (usage) de remboursement								
supérieure à 180 jours	1 035 414	6 360 573	1 706 400	-	-	-	-	-
inférieure à 180 jours	1 591 366 757	1 546 076 820	2 414 020 991	2 155 762 935	2 253 077 590	2 304 066 165	2 650 419 437	3 199 498 179

Exercice financier (avril-mars)	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012 (avril à déc.)
Total (¥)	3 877 867 581	4 102 120 094	4 847 402 062	6 958 566 993	9 199 556 497	10 077 444 236	8 745 225 246	9 170 293 222	13 234 954 179	10 362 254 703
a) Programmes										
Assurance factures d'exportation	1 100 720 060	1 086 485 744	1 278 993 110	1 304 361 795	1 440 843 995	1 386 365 204	1 494 431 569	1 533 160 563	1 371 128 078	916 947 845
Assurance-crédit à l'exportation pour les PME	-	-	1 544 438	23 104 267	33 981 051	40 105 262	46 571 107	69 908 572	84 273 412	41 691 024
Assurance-crédit à l'exportation	2 777 147 521	3 015 634 350	3 566 864 514	5 631 100 931	7 724 731 451	8 650 973 770	7 204 222 570	7 567 224 087	11 779 552 689	9 403 615 834
b) Période (usage) de remboursement										
supérieure à 180 jours	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
inférieure à 180 jours	3 877 867 581	4 102 120 094	4 847 402 062	6 958 566 993	9 199 556 497	10 077 444 236	8 745 225 246	9 170 293 222	13 234 954 179	10 362 254 703

Notes:

- 1) La valeur totale des exportations de produits agricoles bénéficiant des programmes n'est pas disponible.
- 2) Produits visés: les produits indiqués dans les chapitres 1 à 24 du SH, sauf les poissons et les produits de la pêche, ainsi que les produits relevant des sous-positions 2905.43 et 2905.44 du SH, des positions 3301 et 3501 à 3505 du SH, des sous-positions 3809.10 et 3823.60 du SH ainsi que les positions 4101 à 4103, 4301, 5001 à 5003, 5101 à 5103 et 5301 à 5302 du SH.
- 3) Les destinations des exportations bénéficiant d'un soutien au financement à l'exportation assorti d'une période de remboursement supérieure à 180 jours entre 1995 et 2012 sont: l'Indonésie, en 1995 et 1996 (un contrat chaque année), les Pays-Bas en 1996 (un contrat) et l'Afrique du Sud en 1997 (un contrat).

Nouvelle-Zélande

Le nom des programmes de soutien au financement à l'exportation en vigueur pendant une partie ou l'ensemble de la période considérée, avec: l'Office néo-zélandais du crédit à l'exportation (NZECO)	
La catégorie mentionnée dans la première partie de l'annexe jointe:	b) la couverture du risque, l'assurance ou la réassurance-crédit à l'exportation et les garanties de crédit à l'exportation
Le nom des entités fournissant le soutien au financement à l'exportation et la catégorie (selon la liste figurant aux points a) à d) de la deuxième partie de l'annexe de la demande de renseignements):	a) services gouvernementaux, organismes publics ou organes officiels
Une brève description des principales caractéristiques du programme, y compris la période de remboursement maximale correspondante (s'il y a lieu):	<p>Assurance-crédit commercial à court terme: couvre le risque qu'un acheteur étranger n'effectue pas ses remboursements à court terme (moins de 360 jours), en raison de certains événements commerciaux ou politiques.</p> <p>Garantie de crédit à l'exportation: couvre le risque qu'un acheteur étranger n'effectue pas ses remboursements à long terme (plus de 360 jours), en raison d'événements commerciaux ou politiques.</p> <p>Garantie de prêts: donnée à la banque d'un exportateur pour permettre à son client exportateur d'emprunter davantage pour financer des commandes à l'exportation et la croissance des exportations. Échéance jusqu'à 36 mois.</p> <p>Garantie pour les sociétés de cautionnement des États-Unis et du Canada: donnée à une société de cautionnement agréée au Canada ou aux États-Unis, permettant l'octroi d'une garantie d'exécution pouvant aller jusqu'à 100% au nom de l'exportateur. Aucune durée minimale/maximale.</p> <p>Garantie générale de bonne exécution: donnée à la banque d'un exportateur pour lui permettre d'octroyer une garantie de bonne exécution lorsqu'elle a atteint ses plafonds de crédit ou de cautionnement. Aucune durée minimale/maximale.</p>

Valeur annuelle totale des exportations de produits agricoles bénéficiant d'un soutien au financement à l'exportation (millions de \$NZ)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Valeur annuelle totale des exportations de produits agricoles*	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	58,2 m	0	126,8 m	208,9 m	158,7 m	109,1 m

* La **valeur annuelle totale** des exportations **de produits agricoles** qui bénéficiaient de ce soutien au financement à l'exportation.

Les produits agricoles ont été identifiés en utilisant la définition figurant à l'Annexe 1 de l'Accord sur l'agriculture. Les produits bénéficiant du soutien de NZECO pendant la période allant de 1995 à 2012 comprenaient: les bovins vivants, les fruits, les viandes réfrigérées et congelées, les poissons et crustacés, le miel, la laine, les produits laitiers, les aliments pour animaux, les semences et le vin.

Turquie

L'Eximbank turque, créée en 1987, est le seul organisme officiel de crédit à l'exportation du pays. Cette banque, détenue entièrement par l'État, est le principal instrument d'incitation à l'exportation dont dispose le gouvernement pour mettre en œuvre une stratégie d'exportation viable. Elle coopère étroitement avec les autres entités compétentes du gouvernement. La politique et les opérations de l'Eximbank sont conçues pour s'inscrire dans le cadre des stratégies visant à favoriser une croissance tirée par les exportations, poursuivies par tous les gouvernements turcs depuis 1980. Les activités de la banque sont régies par la Loi sur les banques et par les règlements de l'Agence de régulation et de contrôle des banques.

L'Eximbank soutient les exportateurs, les entreprises à vocation exportatrice, les investisseurs étrangers et les sociétés fournissant des services générateurs de devises en les faisant bénéficier de programmes de crédit, en espèces ou autres, à court, à moyen et à long terme, qui sont brièvement expliqués ci-après. S'agissant de tous les programmes de crédit et d'assurance, l'Eximbank se conforme aux dispositions de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires de l'OMC et respecte toutes les disciplines et prescriptions du Consensus de l'OCDE, de l'Union de Berne et de l'OMC.

L'Eximbank n'accorde aux exportateurs turcs aucune subvention dans aucun secteur, y compris l'agriculture. Cela étant, l'Eximbank **n'a proposé aucun programme ciblé sur les produits et le secteur agricoles** dans le cadre de programmes de crédit, de programmes de crédits-acheteurs/garanties et de programmes d'assurance pendant la période allant de 1995 à 2012.

Explication des programmes de crédit et d'assurance de l'Eximbank

- **Programmes de crédit**

L'Eximbank soutient les exportateurs, les entreprises à vocation exportatrice, les investisseurs étrangers et les sociétés fournissant des services générateurs de devises en les faisant bénéficier de programmes de crédit, en espèces ou autres, à court, à moyen et à long terme. En outre, les créances à l'exportation sont escomptées afin d'accroître le volume des exportations et de faciliter l'accès à de nouveaux marchés ciblés grâce à la promotion des ventes à règlement différé.

Le tableau ci-après indique la valeur annuelle des produits agricoles financés dans le cadre des programmes de crédit pendant la période allant de 2003 à 2012. Les valeurs concernant la période allant de 1995 à 2002 ne sont pas disponibles.

(millions de \$EU)

	Aliments et produits agricoles transformés	Produits agricoles non transformés et produits de l'élevage
2003	58	98
2004	76,6	82,1
2005	74	53,6
2006	101,4	62,9
2007	117,4	71
2008	129,3	106,5
2009	118,3	138,6
2010	115,4	113,1
2011	250,5	229,5
2012	434,3	396,4
TOTAL	1 475,20	1 351,70

- **Programmes d'assurance**

- **Programme d'assurance-crédit à l'exportation à court terme**

Le programme couvre les risques commerciaux et politiques sur la base du chiffre d'affaires global. Les expéditions jusqu'à 360 jours, quelles que soient les modalités de paiement – lesquelles vont du crédit ouvert au crédit documentaire – sont assurées conformément aux conditions de couverture des pays et soumises à une approbation de limite de crédit. Il s'agit d'un crédit après expédition mais, depuis 2004, les entreprises assurées sont aussi couvertes avant expédition dans le cadre de ce programme.

- **Programmes d'assurance à moyen et à long terme**

Ce programme multitransactions d'assurance-crédit à l'exportation à contrat unique (acheteur unique) assure une couverture contre les risques commerciaux et/ou politiques liés à l'exportation de biens d'équipement et de semi-équipement, avec des échéances pouvant aller jusqu'à cinq ans en principe. Des échéances plus longues peuvent être prévues en fonction des conditions spécifiques et/ou des exigences de l'opération d'exportation, sur approbation du Conseil d'administration.

Le tableau ci-après indique la valeur annuelle des produits agricoles assurés dans le cadre du Programme d'assurance-crédit à l'exportation à court terme pendant la période allant de 1995 à 2012.

(millions de \$EU)

	Aliments et produits agricoles transformés	Produits agricoles non transformés et produits de l'élevage
1995	135,7	81,7
1996	187,3	83,9
1997	166,1	56,1
1998	146,1	34,5
1999	166,7	33,3
2000	117,6	26,1
2001	123,8	15,3
2002	108,8	13,0
2003	146,4	17,9
2004	124,8	22,6
2005	158,2	25,4
2006	168,8	27,4
2007	164,1	20,9
2008	228,4	59,0
2009	233,8	49,3
2010	220,7	71,8
2011	222,6	38,0
2012	337,6	36,9
TOTAL	3 157,50	713,1

- **Programme de crédits-acheteurs/garanties**

Ce programme de soutien financier à moyen et à long terme a été essentiellement conçu pour l'exportation de biens d'équipement et la réalisation de projets d'investissement clé en main par des entrepreneurs turcs. Ce programme vise à accroître la compétitivité des exportateurs et des entrepreneurs turcs sur les marchés internationaux et à leur assurer un environnement sûr pour leurs activités sur les marchés où les risques politiques et commerciaux sont élevés. Dans le cadre du programme, l'Eximbank permet aux acheteurs étrangers d'acquérir des marchandises et des services turcs en différant le paiement. Des facilités de financement sont accordées pour des projets sous la forme de prêts ou de garanties directs. L'Eximbank **n'a pas fourni de financement ou de garantie pour l'exportation de produits agricoles** dans le cadre du Programme de crédits-acheteurs/garanties (programme de crédits/financement directs et de garanties de crédit à l'exportation) pendant la période allant de 1995 à 2012.

Union européenne

Le nom des programmes de soutien au financement à l'exportation en vigueur pendant une partie ou l'ensemble de la période considérée

Aucun programme de soutien au financement à l'exportation n'a été mis en œuvre au niveau communautaire pendant la période allant de 1995 à 2012.

Divers régimes de soutien au financement à l'exportation existaient ou ont existé dans les États membres de l'UE pendant la période en question, qui relevaient en partie ou en totalité des mesures de soutien au financement à l'exportation pour les produits agricoles définies dans l'annexe de la demande de renseignements du Secrétariat.

- **La catégorie, selon la liste figurant aux points a) à d) de la première partie de l'annexe du fax, à laquelle ces programmes appartiennent**

La couverture du risque, comprenant une assurance ou réassurance-crédit à l'exportation et des garanties de crédit à l'exportation.

- **Le nom des entités fournissant, ou au nom desquelles est fourni, le soutien au financement à l'exportation et la catégorie à laquelle ces entités appartiennent, selon la liste figurant aux points a) à d) de la deuxième partie de l'annexe du fax**

Les entités qui fournissent un soutien au financement à l'exportation comprennent, entre autres, l'Agence bulgare d'assurance à l'exportation (BAEZ), la COFACE, la société par actions Société d'assurance des crédits à l'exportation (KUKA S.A.), Finnvera plc, la Société d'assurance-crédit KredEx Ltée, l'Agence lettone de garantie Ltée (LGA) et le Conseil suédois de garantie des crédits à l'exportation (EKN).

Les entités qui fournissent un financement à l'exportation relèvent de l'une ou l'autre des catégories a), b) ou d) de la deuxième partie de l'annexe de la demande de renseignements du Secrétariat.

- **Une brève description des principales caractéristiques du programme, y compris, s'il y a lieu, la période de remboursement maximale correspondante**

Assurance-crédit à l'exportation et garanties à court terme.

Pour chaque année comprise dans la période considérée, la valeur annuelle totale des exportations de produits agricoles qui bénéficiaient de ce soutien au financement à l'exportation

Année	Valeur annuelle totale des exportations de produits agricoles bénéficiant d'un soutien au financement à l'exportation (EUR)¹³
2009	91 027 804
2010	110 189 973
2011	160 374 922
2012	171 226 745

La ventilation de cette valeur annuelle totale par produit ou groupe de produits. Les délégations en mesure de répondre peuvent utiliser comme référence la liste de produits ou groupes de produits figurant dans le document G/AG/2 (pages 24 et 25 de la version française) ou toute autre classification disponible jugée appropriée, y compris, s'agissant des Membres ayant pris des engagements de réduction des subventions à l'exportation, le produit ou les groupes de produits visés par l'exécution de ces engagements.

Non disponible.

¹³ Les données sont provisoires. Elles se fondent sur les communications des États membres de l'UE et doivent encore être validées.

Dans la mesure du possible, la ventilation de cette valeur annuelle totale entre le soutien au financement à l'exportation assorti d'une période de remboursement inférieure à 180 jours et celui assorti d'une période de remboursement supérieure à 180 jours. Les Membres en mesure de fournir des renseignements sur les destinations des exportations bénéficiant d'un soutien au financement à l'exportation assorti d'une période de remboursement supérieure à 180 jours et/ou des renseignements additionnels sur la ventilation selon la durée de la période de remboursement du soutien au financement à l'exportation assorti d'une période de remboursement supérieure à 180 jours sont invités à le faire.

Non disponible.

Les Membres sont aussi invités à fournir les coordonnées de tout site Web jugé utile pour obtenir les données demandées et d'autres renseignements pertinents ou notes d'accompagnement.

Non disponible.

PARTIE C – ENTREPRISES COMMERCIALES D'ÉTAT EXPORTATRICES DE PRODUITS AGRICOLES

27. La présente partie donne des renseignements sur les entreprises commerciales d'État exportatrices de produits agricoles.
28. Faute d'une procédure de notification de ces entités dans le cadre du Comité de l'agriculture, les renseignements se fondent sur les notifications les plus récentes présentées par les Membres jusqu'au 15 mars 2013 au titre de l'article XVII:4 a) du GATT de 1994 et du paragraphe 1 du Mémoire d'accord sur l'interprétation de l'article XVII, dans le cadre du Groupe de travail des entreprises commerciales d'État.
29. Le Secrétariat a d'abord identifié les entreprises commerciales d'État qui s'occupent uniquement ou partiellement de produits agricoles.¹⁴
30. Pour ces entreprises commerciales d'État, le Secrétariat a ensuite résumé les renseignements contenus dans les notifications au Groupe de travail des entreprises commerciales d'État, en reprenant les rubriques du questionnaire sur le commerce d'État (document G/STR/3/Rev.1 daté du 14 novembre 2003).
31. Les catégories suivantes sont utilisées:

"I. ÉNUMÉRATION DES ENTREPRISES COMMERCIALES D'ÉTAT

- A. Identification de l'entreprise commerciale d'État
- B. Désignation des produits visés
(y compris la (les) position(s) tarifaire(s) correspondante(s))

II. RAISON ET OBJET

- A. Raison et objet de la création et/ou du maintien de l'entreprise commerciale d'État
- B. Exposé succinct du fondement juridique de l'octroi des droits ou privilèges exclusifs ou spéciaux pertinents, y compris les dispositions légales et brève description des pouvoirs légaux ou constitutionnels

III. DESCRIPTION DU FONCTIONNEMENT DE L'ENTREPRISE COMMERCIALE D'ÉTAT

- A. Aperçu des opérations de l'entreprise commerciale d'État
- B. Indication des droits ou privilèges exclusifs ou spéciaux dont bénéficie l'entreprise commerciale d'État"

¹⁴ D'après les renseignements disponibles, les Membres suivants ont notifié l'existence d'entreprises commerciales d'État qui s'occupent uniquement ou partiellement de produits agricoles: Australie (G/STR/N/14/AUS/Rev.1), Barbade (G/STR/N/11/BRB et G/STR/N/12/BRB), Brésil (G/STR/N/3/BRA), Canada (G/STR/N/14/CAN), Chili (G/STR/N/14/CHL), Chine (G/STR/N/9/CHN et G/STR/N/9/CHN/Add.1), Colombie (G/STR/N/14/COL), Corée (G/STR/N/14/KOR), Dominique (G/STR/N/4/DMA, G/STR/N/5/DMA et G/STR/N/6/DMA), États-Unis d'Amérique (G/STR/N/14/USA), Fidji (G/STR/N/4/FJI), Grenade (G/STR/N/13/GRD), Inde (G/STR/N/14/IND), Indonésie (G/STR/N/11/IDN et G/STR/N/12/IDN), Islande (G/STR/N/5/ISL), Israël (G/STR/N/1/ISR/Rev.1), Japon (G/STR/N/14/JPN), Jordanie (G/STR/N/9/JOR), Malaisie (G/STR/N/10/MYS), Maroc (G/STR/N/1/MAR), Maurice (G/STR/N/8/MUS), Nouvelle-Zélande (G/STR/N/14/NZL), Oman (notification d'une entité qu'Oman ne considère pas comme une entreprise commerciale d'État au regard de l'article XVII du GATT de 1994 et du Mémoire d'accord sur l'interprétation de l'article XVII – G/STR/N/9/OMN), Philippines (G/STR/N/4/PHL, G/STR/N/5/PHL, G/STR/N/6/PHL et G/STR/N/7/PHL), Saint-Vincent-et-les Grenadines (G/STR/N/4/VCT, G/STR/N/5/VCT et G/STR/N/6/VCT), Suisse (G/STR/N/14/CHE), Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu (G/STR/N/14/TPKM), Thaïlande (G/STR/N/12/THA), Trinité-et-Tobago (G/STR/N/12/TTO et G/STR/N/13/TTO), Tunisie (G/STR/N/8/TUN/Rev.1, G/STR/N/9/TUN et G/STR/N/10/TUN), Ukraine (G/STR/N/14/UKR), Union européenne (G/STR/N/13/EU et G/STR/N/14/EU).

32. Dans les cas où les renseignements contenus dans les notifications des Membres au Groupe de travail des entreprises commerciales d'État ne correspondaient pas exactement à ces catégories, le Secrétariat a formulé sous sa propre responsabilité des hypothèses sur la façon d'incorporer ces renseignements, en tenant compte des observations des Membres, le cas échéant.
33. Les entreprises commerciales d'État exportatrices de produits agricoles ont ensuite été distinguées des autres entreprises commerciales d'État du secteur agricole, les premières étant considérées aux fins du présent exercice d'information comme des "entreprises gouvernementales et non gouvernementales, y compris les offices de commercialisation, auxquelles ont été accordés des droits ou privilèges exclusifs ou spéciaux, y compris des pouvoirs légaux ou constitutionnels, dans l'exercice desquels elles influent, par leurs achats ou leurs ventes, sur le niveau ou l'orientation ~~[des importations ou]~~ des exportations.", suivant la définition opérationnelle qui figure au paragraphe 1 du Mémoire d'accord sur l'interprétation de l'article XVII.
34. Les résumés ont ensuite été envoyés aux Membres concernés pour vérification, en particulier pour savoir quelles étaient les entreprises commerciales d'État qui devaient être considérées comme des entreprises commerciales d'État exportatrices de produits agricoles aux fins du présent exercice d'information. Les Membres suivants ont répondu: Australie, Barbade, Brésil, Canada, Chine, Corée, États-Unis d'Amérique, Indonésie, Islande, Japon, Jordanie, Malaisie, Maurice, Nouvelle-Zélande, Philippines, Suisse et Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu. Les renseignements qui figurent dans le présent document tiennent compte de ces réponses.
35. Le présent exercice d'information entrepris à la suite d'une demande spécifique formulée dans le cadre de la Session extraordinaire du Comité de l'agriculture ne devrait en aucun cas être considéré comme remplaçant ou altérant les droits et obligations liés au processus normal de notification dans le cadre du Groupe de travail des entreprises commerciales d'État.
36. Des 159 Membres actuels, 16 ont notifié au total 52 entreprises commerciales d'État exportatrices de produits agricoles conformément à la méthode décrite précédemment. Ces Membres sont énumérés dans le tableau 3 ci-après.

Tableau 3 – Nombre d'entreprises commerciales d'État exportatrices de produits agricoles notifiées, par Membre

Membre	Nombre d'entreprises commerciales d'État exportatrices de produits agricoles notifiées
Australie	1
Canada	1
Chine	6
Colombie	14
Dominique	1
Fidji	1
Grenade	1
Inde	14
Indonésie	1
Israël	5
Japon	1
Maroc	1
Nouvelle-Zélande	1
Trinité-et-Tobago	1
Tunisie	2
Ukraine	1

37. Les entreprises commerciales d'État exportatrices de produits agricoles qui ont été répertoriées sont classées pour les besoins de l'exercice par groupe de produits dans le tableau 4, en reprenant les mêmes groupes que ceux utilisés dans la partie A sur les subventions à l'exportation (voir le tableau 1 à la page 6), hormis que le blé et la farine de blé, les céréales secondaires et le riz ont été réunis dans le même groupe (comme il est indiqué en caractères gras dans le tableau 4).

38. Dans les cas où l'entreprise commerciale d'État exportatrice de produits agricoles s'occupe d'un produit ou d'un groupe de produits chevauchant les groupes ainsi définis, elle a été classée sous la rubrique "ensemble des produits agricoles".

Tableau 4 – Nombre d'entreprises commerciales d'État exportatrices de produits agricoles s'occupant de divers groupes de produits

Groupes de produits	Nombre d'entreprises commerciales d'État exportatrices de produits agricoles notifiées
Blé et farine de blé, céréales secondaires et riz	4
Graines oléagineuses	1
Huiles végétales	1
Tourteaux	
Sucre	2
Beurre et huile de beurre	
Lait écrémé en poudre	
Fromages	
Autres produits laitiers	
Viande bovine	
Viande porcine	
Viande de volaille	
Viande ovine	
Animaux vivants	
Œufs	
Vin	
Fruits et légumes	16
Tabac	2
Coton	4
Produits incorporés	
Autres produits agricoles	20
Ensemble des produits agricoles	2

Australie**Notification G/STR/N/14/AUS/Rev.1**

I. ÉNUMÉRATION DES ENTREPRISES COMMERCIALES D'ÉTAT		
A. NOM	B. DÉSIGNATION DU PRODUIT	POSITION(S) TARIFAIRE(S)
Office de commercialisation du riz de l'État de Nouvelle-Galles du Sud (New South Wales Marketing Board).	Riz cultivé dans l'État de Nouvelle-Galles du Sud	[SH 1006]
II. RAISON ET OBJET		
A. Raison et objet de la création et/ou du maintien de l'entreprise commerciale d'État		
<p>L'Office de commercialisation du riz de l'État de Nouvelle-Galles du Sud a pour objet, entre autres choses:</p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>d'encourager le développement d'un marché intérieur du riz concurrentiel;</i> • <i>de garantir les meilleures recettes possibles tirées du riz cultivé en Nouvelle-Galles du Sud vendu hors de l'Australie sur la base des différences de qualité ou des caractéristiques du riz cultivé en Australie.</i> 		
B. Exposé succinct du fondement juridique de l'octroi des droits ou privilèges exclusifs ou spéciaux pertinents, y compris les dispositions légales, et brève description des pouvoirs légaux ou constitutionnels		
<p>Le fondement juridique de l'Office de commercialisation du riz de l'État de Nouvelle-Galles du Sud (l'"Office") est la <i>Loi de 1983 sur la commercialisation du riz</i> de cet État. Tout le riz produit en Nouvelle-Galles du Sud qui n'est pas vendu sur le marché intérieur est confié à l'Office. Une seule licence d'exportation a été délivrée par l'Office à Ricegrowers Limited (négociant sous le nom de SunRice).</p>		
III. DESCRIPTION DU FONCTIONNEMENT DE L'ENTREPRISE COMMERCIALE D'ÉTAT		
A. Aperçu des opérations de l'entreprise commerciale d'État		
<p>Les producteurs cèdent tout le riz cultivé en Nouvelle-Galles du Sud à l'Office, qui en devient propriétaire au nom de cet État en vertu d'une proclamation promulguée à cet effet. Cependant, l'Office renonce à ses droits d'attribution si le riz est vendu sur le marché intérieur à un acheteur agréé. Les acheteurs agréés sont désignés par l'Office et tous les requérants sont susceptibles d'être agréés par l'Office, la seule réserve étant que celui-ci a le pouvoir discrétionnaire de rejeter une demande lorsqu'il a des raisons de croire que le requérant enfreindra les conditions d'agrément, qui concernent principalement le fait de ne pas exporter le riz.</p> <p>L'Office de commercialisation du riz de l'État de Nouvelle-Galles du Sud ne négocie pas de contrats pour la vente du riz. Tous les échanges de riz sont effectués en son nom par les acheteurs agréés. Ces derniers peuvent acheter et vendre librement le riz cultivé en Nouvelle-Galles du Sud sur le marché intérieur australien. Tous les contrats de vente sont conclus sur une base commerciale.</p> <p>L'Office a désigné Ricegrowers Limited (négociant sous le nom de SunRice) comme unique exportateur. Dans le cadre des obligations qui lui incombent en vertu de cet accord, SunRice est tenu d'agir en tant qu'acheteur en dernier ressort si aucun autre acheteur agréé n'achète le riz. SunRice n'a pas l'obligation d'établir un prix de référence et ne l'a pas fait. Ricegrowers Limited, qui est une société anonyme, est aussi un acheteur agréé.</p>		
B. Indication des droits ou privilèges exclusifs ou spéciaux dont bénéficie l'entreprise commerciale d'État		
<p>La <i>Loi de 1983 sur la commercialisation du riz</i> de l'État de Nouvelle-Galles du Sud autorise l'Office de commercialisation du riz de l'État de Nouvelle-Galles du Sud à conférer à un acheteur agréé le droit exclusif, ou non exclusif, d'exporter le riz cultivé dans cet État.</p>		

Canada

Notification G/STR/N/14/CAN

I ÉNUMÉRATION DES ENTREPRISES COMMERCIALES D'ÉTAT		
A. NOM	B. DÉSIGNATION DU PRODUIT	POSITION(S) TARIFAIRE(S)
Commission canadienne du blé (CCB)	Blé	1001.00
	Orge	1003.00
II RAISON ET OBJET		
A. Raison et objet de la création et/ou du maintien de l'entreprise commerciale d'État		
L'objectif légal de la CCB est d'organiser, dans le cadre du marché interprovincial et de l'exportation, la commercialisation du grain cultivé au Canada.		
B. Exposé succinct du fondement juridique de l'octroi des droits ou privilèges exclusifs ou spéciaux pertinents, y compris les dispositions légales, et brève description des pouvoirs légaux ou constitutionnels		
La CCB a été établie en vertu de la <i>Loi sur la Commission canadienne du blé</i> . Aux termes de ladite loi, la CCB est habilitée à acheter des céréales, en prendre livraison, les stocker, vendre ou expédier, ou en disposer de quelque autre façon. Seuls le blé et l'orge produits dans la "région désignée" de la CCB, formée par le Manitoba, la Saskatchewan, l'Alberta et la région de la rivière de la Paix en Colombie-Britannique, sont commercialisés par la CCB.		
III DESCRIPTION DU FONCTIONNEMENT DE L'ENTREPRISE COMMERCIALE D'ÉTAT		
A. Aperçu des opérations de l'entreprise commerciale d'État		
La CCB commercialise, au nom des producteurs, le blé et l'orge cultivés dans la région désignée de l'Ouest canadien et destinés à la consommation humaine et à l'exportation. La CCB coordonne également la livraison du blé et de l'orge à des silos et à des wagons quand ces produits sont transportés d'une province à une autre province ou exportés.		
La CCB met en commun les recettes des ventes de blé et d'orge tout au long de la campagne agricole. Le prix commun des différents grades de blé et d'orge est un prix moyen pondéré qui est représentatif des prix reçus des acheteurs tout au long de la campagne, moins les frais de vente. Depuis 2000, la CCB a introduit plusieurs programmes d'options de paiement, y compris des programmes de contrat à prix fixe et de contrat de paiement de base, qui offrent aux exploitants agricoles une alternative au système de mise en commun des prix.		
B. Indication des droits ou privilèges exclusifs ou spéciaux dont bénéficie l'entreprise commerciale d'État		
La CCB a l'exclusivité de la vente du blé et de l'orge cultivés dans la région désignée sur les marchés d'exportation, ainsi que sur le marché intérieur à des fins de consommation humaine. En outre, elle est également autorisée à contrôler le mouvement interprovincial et l'exportation du blé et de l'orge et de leurs produits, quel que soit le lieu où ils ont été produits au Canada.		

Chine**Notifications G/STR/N/9/CHN et G/STR/N/9/CHN/Add.1**

I. ÉNUMÉRATION DES ENTREPRISES COMMERCIALES D'ÉTAT		
A. NOM	B. DÉSIGNATION DU PRODUIT	POSITION(S) TARIFAIRE(S)
China National Cereals, Oil and Foodstuff Import and Export Co. (Group)	Céréales* Huiles végétales Sucres	
II. RAISON ET OBJET		
A. Raison et objet de la création et/ou du maintien de l'entreprise commerciale d'État		
<p>L'introduction et le maintien du régime de commerce d'État pour les produits figurant dans la liste ci-dessus visent à assurer une fourniture stable des produits soumis au régime de commerce d'État, à protéger les intérêts des consommateurs contre des fluctuations de prix radicales sur le marché international, et de sauvegarder la sécurité alimentaire du pays. Ils visent également à préserver les ressources naturelles épuisables et non recyclables ainsi que l'environnement de manière à atteindre l'objectif d'un développement durable.</p> <p>Les listes des produits soumis au régime de commerce d'État ont été négociées et finalisées au cours du processus d'accession de la Chine à l'OMC. Elles figurent à l'annexe 2 du Protocole d'accession.</p>		
B. Exposé succinct du fondement juridique de l'octroi des droits ou privilèges exclusifs ou spéciaux pertinents, y compris les dispositions légales, et brève description des pouvoirs légaux ou constitutionnels		
III. DESCRIPTION DU FONCTIONNEMENT DE L'ENTREPRISE COMMERCIALE D'ÉTAT		
A. Aperçu des opérations de l'entreprise commerciale d'État		
<p>ENTREPRISE IMPORTATRICE ET EXPORTATRICE</p> <p>La China National Cereals, Oil and Foodstuff Import and Export Co. (Group) est l'entreprise commerciale d'État s'occupant de l'importation et de l'exportation des céréales.</p> <p>Les entreprises autres que les entreprises commerciales d'État sont autorisées à importer les produits figurant dans les listes ci-dessus et qui sont assujettis à des contingents tarifaires (les céréales, le coton, les huiles végétales, le sucre, la laine, la laine peignée et les engrais chimiques), ainsi qu'à importer les huiles brutes et les huiles traitées.</p> <p>Le prix à l'exportation des entreprises commerciales d'État est fixé par les entreprises elles-mêmes. Il est habituellement calculé sur la base de coûts tels que les prix d'achat additionnés des coûts de circulation (qui comprennent l'entreposage, le transport, les intérêts bancaires, les frais d'inspection, etc.), les prix des marchés internationaux étant pris en compte à titre de référence.</p> <p>Le prix à l'importation est également fixé par les entreprises elles-mêmes. Il est habituellement calculé de la manière suivante: prix C et F ou prix c.a.f., auquel s'ajoutent les droits de douane, la TVA, les redevances portuaires, les frais d'inspection, les coûts de transport intérieurs et d'autres coûts (à savoir des taxes spécifiques encourues par un produit spécifique en fonction de ses caractéristiques propres).</p> <p>Le prix d'achat intérieur est normalement le prix de vente en gros sur le marché intérieur. Les conditions de livraison pour les achats intérieurs sont habituellement les mêmes que celles qui s'appliquent au commerce intérieur. Dans les cas où un financement est nécessaire, les entreprises commerciales d'État s'adressent aux banques commerciales pour obtenir des prêts commerciaux.</p> <p>Les volumes des exportations des entreprises commerciales d'État sont déterminés en tenant compte de la situation de l'offre et de la demande sur les marchés international et national, tandis que les volumes des importations sont déterminés conformément aux engagements de la Chine tels que figurant à l'annexe 8 du Protocole d'accession à l'OMC.</p> <p>Les entreprises commerciales d'État obtiennent des contrats à long terme grâce à des négociations indépendantes. Le commerce d'État n'est pas destiné à remplir les obligations contractuelles du gouvernement, à l'exception de certains cas spéciaux tels que l'aide alimentaire accordée à des pays étrangers.</p>		
B. Indication des droits ou privilèges exclusifs ou spéciaux dont bénéficie l'entreprise commerciale d'État		

La classification des positions tarifaires des produits agricoles mentionnés dans la notification est jointe au présent modèle.

* Pour exportation, Céréales (riz et maïs).

Notifications G/STR/N/9/CHN et G/STR/N/9/CHN/Add.1

I. ÉNUMÉRATION DES ENTREPRISES COMMERCIALES D'ÉTAT		
A. NOM	B. DÉSIGNATION DU PRODUIT	POSITION(S) TARIFAIRE(S)
China National Textiles Import and Export Co.	Coton	
II. RAISON ET OBJET		
A. Raison et objet de la création et/ou du maintien de l'entreprise commerciale d'État		
<p>L'introduction et le maintien du régime de commerce d'État pour les produits figurant dans la liste ci-dessus visent à assurer une fourniture stable des produits soumis au régime de commerce d'État, à protéger les intérêts des consommateurs contre des fluctuations de prix radicales sur le marché international, et de sauvegarder la sécurité alimentaire du pays. Ils visent également à préserver les ressources naturelles épuisables et non recyclables ainsi que l'environnement de manière à atteindre l'objectif d'un développement durable.</p> <p>Les listes des produits soumis au régime de commerce d'État ont été négociées et finalisées au cours du processus d'accession de la Chine à l'OMC. Elles figurent à l'annexe 2 du Protocole d'accession.</p>		
B. Exposé succinct du fondement juridique de l'octroi des droits ou privilèges exclusifs ou spéciaux pertinents, y compris les dispositions légales, et brève description des pouvoirs légaux ou constitutionnels		
III. DESCRIPTION DU FONCTIONNEMENT DE L'ENTREPRISE COMMERCIALE D'ÉTAT		
A. Aperçu des opérations de l'entreprise commerciale d'État		
<p>ENTREPRISE IMPORTATRICE ET EXPORTATRICE</p> <p>La China National Textiles Import and Export Co. et la China National Cotton Reserves Corporation sont les entreprises commerciales d'État chargées de l'importation et de l'exportation du coton.</p> <p>Les entreprises autres que les entreprises commerciales d'État sont autorisées à importer les produits figurant dans les listes ci-dessus et qui sont assujettis à des contingents tarifaires (les céréales, le coton, les huiles végétales, le sucre, la laine, la laine peignée et les engrais chimiques), ainsi qu'à importer les huiles brutes et les huiles traitées.</p> <p>Le prix à l'exportation des entreprises commerciales d'État est fixé par les entreprises elles-mêmes. Il est habituellement calculé sur la base de coûts tels que les prix d'achat additionnés des coûts de circulation (qui comprennent l'entreposage, le transport, les intérêts bancaires, les frais d'inspection, etc.), les prix des marchés internationaux étant pris en compte à titre de référence.</p> <p>Le prix à l'importation est également fixé par les entreprises elles-mêmes. Il est habituellement calculé de la manière suivante: prix C et F ou prix c.a.f., auquel s'ajoutent les droits de douane, la TVA, les redevances portuaires, les frais d'inspection, les coûts de transport intérieurs et d'autres coûts (à savoir des taxes spécifiques encourues par un produit spécifique en fonction de ses caractéristiques propres).</p> <p>Le prix d'achat intérieur est normalement le prix de vente en gros sur le marché intérieur. Les conditions de livraison pour les achats intérieurs sont habituellement les mêmes que celles qui s'appliquent au commerce intérieur. Dans les cas où un financement est nécessaire, les entreprises commerciales d'État s'adressent aux banques commerciales pour obtenir des prêts commerciaux.</p> <p>Les volumes des exportations des entreprises commerciales d'État sont déterminés en tenant compte de la situation de l'offre et de la demande sur les marchés international et national, tandis que les volumes des importations sont déterminés conformément aux engagements de la Chine tels que figurant à l'annexe 8 du Protocole d'accession à l'OMC.</p> <p>Les entreprises commerciales d'État obtiennent des contrats à long terme grâce à des négociations indépendantes. Le commerce d'État n'est pas destiné à remplir les obligations contractuelles du gouvernement, à l'exception de certains cas spéciaux tels que l'aide alimentaire accordée à des pays étrangers.</p>		
B. Indication des droits ou privilèges exclusifs ou spéciaux dont bénéficie l'entreprise commerciale d'État		

La classification des positions tarifaires des produits agricoles mentionnés dans la notification est jointe au présent modèle.

Notifications G/STR/N/9/CHN et G/STR/N/9/CHN/Add.1

I. ÉNUMÉRATION DES ENTREPRISES COMMERCIALES D'ÉTAT		
A. NOM	B. DÉSIGNATION DU PRODUIT	POSITION(S) TARIFAIRE(S)
China National Cotton Reserves Corporation	Coton	
II. RAISON ET OBJET		
A. Raison et objet de la création et/ou du maintien de l'entreprise commerciale d'État		
<p>L'introduction et le maintien du régime de commerce d'État pour les produits figurant dans la liste ci-dessus visent à assurer une fourniture stable des produits soumis au régime de commerce d'État, à protéger les intérêts des consommateurs contre des fluctuations de prix radicales sur le marché international, et de sauvegarder la sécurité alimentaire du pays. Ils visent également à préserver les ressources naturelles épuisables et non recyclables ainsi que l'environnement de manière à atteindre l'objectif d'un développement durable.</p> <p>Les listes des produits soumis au régime de commerce d'État ont été négociées et finalisées au cours du processus d'accession de la Chine à l'OMC. Elles figurent à l'annexe 2 du Protocole d'accession.</p>		
B. Exposé succinct du fondement juridique de l'octroi des droits ou privilèges exclusifs ou spéciaux pertinents, y compris les dispositions légales, et brève description des pouvoirs légaux ou constitutionnels		
III. DESCRIPTION DU FONCTIONNEMENT DE L'ENTREPRISE COMMERCIALE D'ÉTAT		
A. Aperçu des opérations de l'entreprise commerciale d'État		
<p>ENTREPRISE IMPORTATRICE ET EXPORTATRICE</p> <p>La China National Textiles Import and Export Co. et la China National Cotton Reserves Corporation sont les entreprises commerciales d'État chargées de l'importation et de l'exportation du coton.</p> <p>Les entreprises autres que les entreprises commerciales d'État sont autorisées à importer les produits figurant dans les listes ci-dessus et qui sont assujettis à des contingents tarifaires (les céréales, le coton, les huiles végétales, le sucre, la laine, la laine peignée et les engrais chimiques), ainsi qu'à importer les huiles brutes et les huiles traitées.</p> <p>Le prix à l'exportation des entreprises commerciales d'État est fixé par les entreprises elles-mêmes. Il est habituellement calculé sur la base de coûts tels que les prix d'achat additionnés des coûts de circulation (qui comprennent l'entreposage, le transport, les intérêts bancaires, les frais d'inspection, etc.), les prix des marchés internationaux étant pris en compte à titre de référence.</p> <p>Le prix à l'importation est également fixé par les entreprises elles-mêmes. Il est habituellement calculé de la manière suivante: prix C et F ou prix c.a.f., auquel s'ajoutent les droits de douane, la TVA, les redevances portuaires, les frais d'inspection, les coûts de transport intérieurs et d'autres coûts (à savoir des taxes spécifiques encourues par un produit spécifique en fonction de ses caractéristiques propres).</p> <p>Le prix d'achat intérieur est normalement le prix de vente en gros sur le marché intérieur. Les conditions de livraison pour les achats intérieurs sont habituellement les mêmes que celles qui s'appliquent au commerce intérieur. Dans les cas où un financement est nécessaire, les entreprises commerciales d'État s'adressent aux banques commerciales pour obtenir des prêts commerciaux.</p> <p>Les volumes des exportations des entreprises commerciales d'État sont déterminés en tenant compte de la situation de l'offre et de la demande sur les marchés international et national, tandis que les volumes des importations sont déterminés conformément aux engagements de la Chine tels que figurant à l'annexe 8 du Protocole d'accession à l'OMC.</p> <p>Les entreprises commerciales d'État obtiennent des contrats à long terme grâce à des négociations indépendantes. Le commerce d'État n'est pas destiné à remplir les obligations contractuelles du gouvernement, à l'exception de certains cas spéciaux tels que l'aide alimentaire accordée à des pays étrangers.</p>		
B. Indication des droits ou privilèges exclusifs ou spéciaux dont bénéficie l'entreprise commerciale d'État		

La classification des positions tarifaires des produits agricoles mentionnés dans la notification est jointe au présent modèle.

Notifications G/STR/N/9/CHN et G/STR/N/9/CHN/Add.1

I. ÉNUMÉRATION DES ENTREPRISES COMMERCIALES D'ÉTAT		
A. NOM	B. DÉSIGNATION DU PRODUIT	POSITION(S) TARIFAIRE(S)
Jilin Grain Group Import and Export Co.	Céréales (riz et maïs)	
II. RAISON ET OBJET		
A. Raison et objet de la création et/ou du maintien de l'entreprise commerciale d'État		
<p>L'introduction et le maintien du régime de commerce d'État pour les produits figurant dans la liste ci-dessus visent à assurer une fourniture stable des produits soumis au régime de commerce d'État, à protéger les intérêts des consommateurs contre des fluctuations de prix radicales sur le marché international, et de sauvegarder la sécurité alimentaire du pays. Ils visent également à préserver les ressources naturelles épuisables et non recyclables ainsi que l'environnement de manière à atteindre l'objectif d'un développement durable.</p> <p>Les listes des produits soumis au régime de commerce d'État ont été négociées et finalisées au cours du processus d'accession de la Chine à l'OMC. Elles figurent à l'annexe 2 du Protocole d'accession.</p>		
B. Exposé succinct du fondement juridique de l'octroi des droits ou privilèges exclusifs ou spéciaux pertinents, y compris les dispositions légales, et brève description des pouvoirs légaux ou constitutionnels		
III. DESCRIPTION DU FONCTIONNEMENT DE L'ENTREPRISE COMMERCIALE D'ÉTAT		
A. Aperçu des opérations de l'entreprise commerciale d'État		
<p>ENTREPRISE EXPORTATRICE</p> <p>Les entreprises autres que les entreprises commerciales d'État sont autorisées à importer les produits figurant dans les listes ci-dessus et qui sont assujettis à des contingents tarifaires (les céréales, le coton, les huiles végétales, le sucre, la laine, la laine peignée et les engrais chimiques), ainsi qu'à importer les huiles brutes et les huiles traitées.</p> <p>Le prix à l'exportation des entreprises commerciales d'État est fixé par les entreprises elles-mêmes. Il est habituellement calculé sur la base de coûts tels que les prix d'achat additionnés des coûts de circulation (qui comprennent l'entreposage, le transport, les intérêts bancaires, les frais d'inspection, etc.), les prix des marchés internationaux étant pris en compte à titre de référence.</p> <p>Le prix à l'importation est également fixé par les entreprises elles-mêmes. Il est habituellement calculé de la manière suivante: prix C et F ou prix c.a.f., auquel s'ajoutent les droits de douane, la TVA, les redevances portuaires, les frais d'inspection, les coûts de transport intérieurs et d'autres coûts (à savoir des taxes spécifiques encourues par un produit spécifique en fonction de ses caractéristiques propres).</p> <p>Le prix d'achat intérieur est normalement le prix de vente en gros sur le marché intérieur. Les conditions de livraison pour les achats intérieurs sont habituellement les mêmes que celles qui s'appliquent au commerce intérieur. Dans les cas où un financement est nécessaire, les entreprises commerciales d'État s'adressent aux banques commerciales pour obtenir des prêts commerciaux.</p> <p>Les volumes des exportations des entreprises commerciales d'État sont déterminés en tenant compte de la situation de l'offre et de la demande sur les marchés international et national, tandis que les volumes des importations sont déterminés conformément aux engagements de la Chine tels que figurant à l'annexe 8 du Protocole d'accession à l'OMC.</p> <p>Les entreprises commerciales d'État obtiennent des contrats à long terme grâce à des négociations indépendantes. Le commerce d'État n'est pas destiné à remplir les obligations contractuelles du gouvernement, à l'exception de certains cas spéciaux tels que l'aide alimentaire accordée à des pays étrangers.</p>		
B. Indication des droits ou privilèges exclusifs ou spéciaux dont bénéficie l'entreprise commerciale d'État		

La classification des positions tarifaires des produits agricoles mentionnés dans la notification est jointe au présent modèle.

Notifications G/STR/N/9/CHN et G/STR/N/9/CHN/Add.1

I. ÉNUMÉRATION DES ENTREPRISES COMMERCIALES D'ÉTAT		
A. NOM	B. DÉSIGNATION DU PRODUIT	POSITION(S) TARIFAIRE(S)
Xinjiang Uygur Autonomous Region Cotton and Jute Import and Export Co.	Coton	
II. RAISON ET OBJET		
A. Raison et objet de la création et/ou du maintien de l'entreprise commerciale d'État		
<p>L'introduction et le maintien du régime de commerce d'État pour les produits figurant dans la liste ci-dessus visent à assurer une fourniture stable des produits soumis au régime de commerce d'État, à protéger les intérêts des consommateurs contre des fluctuations de prix radicales sur le marché international, et de sauvegarder la sécurité alimentaire du pays. Ils visent également à préserver les ressources naturelles épuisables et non recyclables ainsi que l'environnement de manière à atteindre l'objectif d'un développement durable.</p> <p>Les listes des produits soumis au régime de commerce d'État ont été négociées et finalisées au cours du processus d'accession de la Chine à l'OMC. Elles figurent à l'annexe 2 du Protocole d'accession.</p>		
B. Exposé succinct du fondement juridique de l'octroi des droits ou privilèges exclusifs ou spéciaux pertinents, y compris les dispositions légales, et brève description des pouvoirs légaux ou constitutionnels		
III. DESCRIPTION DU FONCTIONNEMENT DE L'ENTREPRISE COMMERCIALE D'ÉTAT		
A. Aperçu des opérations de l'entreprise commerciale d'État		
<p>ENTREPRISE EXPORTATRICE</p> <p>Les entreprises autres que les entreprises commerciales d'État sont autorisées à importer les produits figurant dans les listes ci-dessus et qui sont assujettis à des contingents tarifaires (les céréales, le coton, les huiles végétales, le sucre, la laine, la laine peignée et les engrais chimiques), ainsi qu'à importer les huiles brutes et les huiles traitées.</p> <p>Le prix à l'exportation des entreprises commerciales d'État est fixé par les entreprises elles-mêmes. Il est habituellement calculé sur la base de coûts tels que les prix d'achat additionnés des coûts de circulation (qui comprennent l'entreposage, le transport, les intérêts bancaires, les frais d'inspection, etc.), les prix des marchés internationaux étant pris en compte à titre de référence.</p> <p>Le prix à l'importation est également fixé par les entreprises elles-mêmes. Il est habituellement calculé de la manière suivante: prix C et F ou prix c.a.f., auquel s'ajoutent les droits de douane, la TVA, les redevances portuaires, les frais d'inspection, les coûts de transport intérieurs et d'autres coûts (à savoir des taxes spécifiques encourues par un produit spécifique en fonction de ses caractéristiques propres).</p> <p>Le prix d'achat intérieur est normalement le prix de vente en gros sur le marché intérieur. Les conditions de livraison pour les achats intérieurs sont habituellement les mêmes que celles qui s'appliquent au commerce intérieur. Dans les cas où un financement est nécessaire, les entreprises commerciales d'État s'adressent aux banques commerciales pour obtenir des prêts commerciaux.</p> <p>Les volumes des exportations des entreprises commerciales d'État sont déterminés en tenant compte de la situation de l'offre et de la demande sur les marchés international et national, tandis que les volumes des importations sont déterminés conformément aux engagements de la Chine tels que figurant à l'annexe 8 du Protocole d'accession à l'OMC.</p> <p>Les entreprises commerciales d'État obtiennent des contrats à long terme grâce à des négociations indépendantes. Le commerce d'État n'est pas destiné à remplir les obligations contractuelles du gouvernement, à l'exception de certains cas spéciaux tels que l'aide alimentaire accordée à des pays étrangers.</p>		
B. Indication des droits ou privilèges exclusifs ou spéciaux dont bénéficie l'entreprise commerciale d'État		

La classification des positions tarifaires des produits agricoles mentionnés dans la notification est jointe au présent modèle.

Notifications G/STR/N/9/CHN et G/STR/N/9/CHN/Add.1

I. ÉNUMÉRATION DES ENTREPRISES COMMERCIALES D'ÉTAT		
A. NOM	B. DÉSIGNATION DU PRODUIT	POSITION(S) TARIFAIRE(S)
Xinjiang Nong Ken Import and Export Co. Ltd	Coton	
II. RAISON ET OBJET		
A. Raison et objet de la création et/ou du maintien de l'entreprise commerciale d'État		
<p>L'introduction et le maintien du régime de commerce d'État pour les produits figurant dans la liste ci-dessus visent à assurer une fourniture stable des produits soumis au régime de commerce d'État, à protéger les intérêts des consommateurs contre des fluctuations de prix radicales sur le marché international, et de sauvegarder la sécurité alimentaire du pays. Ils visent également à préserver les ressources naturelles épuisables et non recyclables ainsi que l'environnement de manière à atteindre l'objectif d'un développement durable.</p> <p>Les listes des produits soumis au régime de commerce d'État ont été négociées et finalisées au cours du processus d'accession de la Chine à l'OMC. Elles figurent à l'annexe 2 du Protocole d'accession.</p>		
B. Exposé succinct du fondement juridique de l'octroi des droits ou privilèges exclusifs ou spéciaux pertinents, y compris les dispositions légales, et brève description des pouvoirs légaux ou constitutionnels		
III. DESCRIPTION DU FONCTIONNEMENT DE L'ENTREPRISE COMMERCIALE D'ÉTAT		
A. Aperçu des opérations de l'entreprise commerciale d'État		
<p>ENTREPRISE EXPORTATRICE</p> <p>Les entreprises autres que les entreprises commerciales d'État sont autorisées à importer les produits figurant dans les listes ci-dessus et qui sont assujettis à des contingents tarifaires (les céréales, le coton, les huiles végétales, le sucre, la laine, la laine peignée et les engrais chimiques), ainsi qu'à importer les huiles brutes et les huiles traitées.</p> <p>Le prix à l'exportation des entreprises commerciales d'État est fixé par les entreprises elles-mêmes. Il est habituellement calculé sur la base de coûts tels que les prix d'achat additionnés des coûts de circulation (qui comprennent l'entreposage, le transport, les intérêts bancaires, les frais d'inspection, etc.), les prix des marchés internationaux étant pris en compte à titre de référence.</p> <p>Le prix à l'importation est également fixé par les entreprises elles-mêmes. Il est habituellement calculé de la manière suivante: prix C et F ou prix c.a.f., auquel s'ajoutent les droits de douane, la TVA, les redevances portuaires, les frais d'inspection, les coûts de transport intérieurs et d'autres coûts (à savoir des taxes spécifiques encourues par un produit spécifique en fonction de ses caractéristiques propres).</p> <p>Le prix d'achat intérieur est normalement le prix de vente en gros sur le marché intérieur. Les conditions de livraison pour les achats intérieurs sont habituellement les mêmes que celles qui s'appliquent au commerce intérieur. Dans les cas où un financement est nécessaire, les entreprises commerciales d'État s'adressent aux banques commerciales pour obtenir des prêts commerciaux.</p> <p>Les volumes des exportations des entreprises commerciales d'État sont déterminés en tenant compte de la situation de l'offre et de la demande sur les marchés international et national, tandis que les volumes des importations sont déterminés conformément aux engagements de la Chine tels que figurant à l'annexe 8 du Protocole d'accession à l'OMC.</p> <p>Les entreprises commerciales d'État obtiennent des contrats à long terme grâce à des négociations indépendantes. Le commerce d'État n'est pas destiné à remplir les obligations contractuelles du gouvernement, à l'exception de certains cas spéciaux tels que l'aide alimentaire accordée à des pays étrangers.</p>		
B. Indication des droits ou privilèges exclusifs ou spéciaux dont bénéficie l'entreprise commerciale d'État		

La classification des positions tarifaires des produits agricoles mentionnés dans la notification est jointe au présent modèle.

Produits agricoles soumis au régime de commerce d'État (exportation)

Produits	N° du SH2002	Désignation des produits
Thé	09021010	Thé vert aromatisé (non fermenté), présenté en emballages immédiats d'un contenu n'excédant pas 3 kg
	09021090	Thé vert non aromatisé (non fermenté), présenté en emballages immédiats d'un contenu n'excédant pas 3 kg
	09022010	Thé vert aromatisé (non fermenté), présenté en emballages immédiats d'un contenu excédant 3 kg
	09022090	Thé vert non aromatisé (non fermenté), présenté en emballages immédiats d'un contenu excédant 3 kg
Riz	10061011	Riz à grains longs en paille (riz paddy), destiné à l'ensemencement
	10061019	Autres riz en paille (riz paddy), destiné à l'ensemencement
	10061091	Autres riz à grains longs en paille (riz paddy)
	10061099	Riz en paille (riz paddy), à l'exclusion des semences
	10062010	Riz décortiqué
	10062090	Autres riz décortiqués
	10063010	Riz à grains longs
	10063090	Autres
	10064010	Riz à grains longs en brisures
	10064090	Autres riz en brisures
Maïs	10051000	Semences de maïs
	10059000	Maïs (à l'exclusion des semences)
	11042300	Autres grains de maïs travaillés (par exemple, mondés, perlés, tranchés ou concassés)
Fèves de soja	12010010	Fèves de soja destinées à l'ensemencement
	12010091	Fèves de soja jaune, non destinées à l'ensemencement, même concassées
	12010092	Fèves de soja noir, non destinées à l'ensemencement, même concassées
	12010093	Fèves de soja vert, non destinées à l'ensemencement, même concassées
	12010099	Fèves de soja, n.d.a., non destinées à l'ensemencement, même concassées
Soie	50010010	Cocons de vers à soie du mûrier
	50010090	Cocons de vers à soie propres au dévidage (autres que les cocons de vers à soie du mûrier)
	50020011	Soie de filature obtenue par jet de vapeur, dévidage industriel, non moulinée
	50020012	Soie de filature obtenue par jet de vapeur, dévidage artisanal, non moulinée
	50020013	Soie de filature obtenue par jet de vapeur, douppion, non moulinée
	50020019	Soies grèges de filature obtenues par jet de vapeur (autres que dévidage industriel, dévidage artisanal et douppion), non moulinées
	50020020	Soie tussah grège, non moulinée
	50020090	Autres soies grèges, n.d.a., non moulinées
	50031000	Déchets de soie (y compris les cocons non dévidables, les déchets de fils et les effilochés), non cardés ni peignés
	50039000	Déchets de soie (y compris les cocons non dévidables, les déchets de fils et les effilochés), cardés ou peignés
Coton	52010000	Coton, non cardé ni peigné
	52030000	Coton, cardé ou peigné

Colombie

Notification G/STR/N/14/COL

I. ÉNUMÉRATION DES ENTREPRISES COMMERCIALES D'ÉTAT		
A. NOM	B. DÉSIGNATION DU PRODUIT	POSITION(S) TARIFAIRE(S)
FÁBRICA DE LICORES Y ALCOHOLES DE ANTIOQUIA	Eau-de-vie Antioqueño	22.08.40.00.00
	Eau-de-vie Antioqueño sans sucre	22.08.40.00.00
	Eau-de-vie Real 1493	22.08.40.00.00
	Rhum Medellín vieux	22.08.40.00.00
	Vodka Monteskaya	22.08.60.00.00
	Liqueur de menthe	22.08.70.90.00
	Liqueur de Café	22.08.70.90.00
	Rhum Cream Siboney	22.08.70.20.00
	Gin Katia	22.08.50.00.00
II. RAISON ET OBJET		
A. Raison et objet de la création et/ou du maintien de l'entreprise commerciale d'État		
<p>Les distilleries nationales représentent une source de revenus très importante pour les finances des départements, qui soutiennent les services de santé dans de nombreuses régions du pays. De plus, les bénéfices de ces entreprises sont transférés aux départements, parfois en totalité. En résumé, les raisons d'être de ces entreprises sont les suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'administration et la surveillance du paiement de l'impôt sont facilitées. • Les bénéfices reviennent aux départements et non au secteur privé. • Les revenus sont investis dans les secteurs les moins favorisés du pays. • Les distilleries départementales sont soumises à un impôt "prohibitif" qu'une société privée ne serait pas disposée à assumer. • Des emplois sont créés. • Les recettes fiscales dégagées ont atteint près de 1 047,9 milliards de pesos colombiens pour l'année 2010, et ont été d'environ de 1 259,1 milliards de pesos colombiens en 2011. 		
B. Exposé succinct du fondement juridique de l'octroi des droits ou privilèges exclusifs ou spéciaux pertinents, y compris les dispositions légales, et brève description des pouvoirs légaux ou constitutionnels		
<p>En vertu de l'article 336 de la Constitution politique de la Colombie, de l'article 61 de la Loi n° 14 de 1983, du Décret n° 1222 de 1986 et de la Loi n° 788 de 2002, les départements, c'est-à-dire les divisions territoriales du pays, administrent de manière autonome le monopole des boissons spiritueuses, qui représente une source de revenus allant de préférence aux services d'éducation et de santé.</p>		
III. DESCRIPTION DU FONCTIONNEMENT DE L'ENTREPRISE COMMERCIALE D'ÉTAT		
A. Aperçu des opérations de l'entreprise commerciale d'État		
<p>Les distilleries départementales produisent, exportent et importent des boissons alcooliques. Les commerçants privés peuvent exporter et importer ces produits après avoir conclu un contrat avec le département correspondant. Le contrat stipule, entre autres choses, sa durée de validité, la quantité de boissons spiritueuses pouvant être distribuée et la part en pourcentage du département dans le prix de la vente des produits, en vertu du monopole.</p> <p>Les entreprises ne fixent pas les niveaux d'importation ou d'exportation.</p> <p>Les prix à l'exportation sont fixés en fonction des coûts supportés par les entreprises.</p>		
B. Indication des droits ou privilèges exclusifs ou spéciaux dont bénéficie l'entreprise commerciale d'État		

Notification G/STR/N/14/COL

I. ÉNUMÉRATION DES ENTREPRISES COMMERCIALES D'ÉTAT		
A. NOM	B. DÉSIGNATION DU PRODUIT	POSITION(S) TARIFAIRE(S)
Industria Licorera de Bolívar (en liquidation)	Liqueur Tres Esquinas (rhum)	22.08.40.00.00
II. RAISON ET OBJET		
A. Raison et objet de la création et/ou du maintien de l'entreprise commerciale d'État		
<p>Les distilleries nationales représentent une source de revenus très importante pour les finances des départements, qui soutiennent les services de santé dans de nombreuses régions du pays. De plus, les bénéfices de ces entreprises sont transférés aux départements, parfois en totalité. En résumé, les raisons d'être de ces entreprises sont les suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'administration et la surveillance du paiement de l'impôt sont facilitées. • Les bénéfices reviennent aux départements et non au secteur privé. • Les revenus sont investis dans les secteurs les moins favorisés du pays. • Les distilleries départementales sont soumises à un impôt "prohibitif" qu'une société privée ne serait pas disposée à assumer. • Des emplois sont créés. • Les recettes fiscales dégagées ont atteint près de 1 047,9 milliards de pesos colombiens pour l'année 2010, et ont été d'environ de 1 259,1 milliards de pesos colombiens en 2011. 		
B. Exposé succinct du fondement juridique de l'octroi des droits ou privilèges exclusifs ou spéciaux pertinents, y compris les dispositions légales, et brève description des pouvoirs légaux ou constitutionnels		
<p>En vertu de l'article 336 de la Constitution politique de la Colombie, de l'article 61 de la Loi n° 14 de 1983, du Décret n° 1222 de 1986 et de la Loi n° 788 de 2002, les départements, c'est-à-dire les divisions territoriales du pays, administrent de manière autonome le monopole des boissons spiritueuses, qui représente une source de revenus allant de préférence aux services d'éducation et de santé.</p>		
III. DESCRIPTION DU FONCTIONNEMENT DE L'ENTREPRISE COMMERCIALE D'ÉTAT		
A. Aperçu des opérations de l'entreprise commerciale d'État		
<p>Les distilleries départementales produisent, exportent et importent des boissons alcooliques. Les commerçants privés peuvent exporter et importer ces produits après avoir conclu un contrat avec le département correspondant. Le contrat stipule, entre autres choses, sa durée de validité, la quantité de boissons spiritueuses pouvant être distribuée et la part en pourcentage du département dans le prix de la vente des produits, en vertu du monopole.</p> <p>Les entreprises ne fixent pas les niveaux d'importation ou d'exportation.</p> <p>Les prix à l'exportation sont fixés en fonction des coûts supportés par les entreprises.</p>		
B. Indication des droits ou privilèges exclusifs ou spéciaux dont bénéficie l'entreprise commerciale d'État		

Notification G/STR/N/14/COL

I. ÉNUMÉRATION DES ENTREPRISES COMMERCIALES D'ÉTAT		
A. NOM	B. DÉSIGNATION DU PRODUIT	POSITION(S) TARIFAIRE(S)
INDUSTRIA LICORERA DE BOYACÁ	Eau-de-vie Ónix label noir	22.08.40.00.00
	Eau-de-vie Ónix label noir (rouge)	22.08.40.00.00
	Eau-de-vie Ónix label noir (argent)	22.08.40.00.00
	Eau-de-vie Líder	22.08.40.00.00
	Eau-de-vie Líder sans sucre	22.08.40.00.00
	Rhum Boyacá	22.08.40.00.00
	Rhum Tunja	22.08.40.00.00
	Rhum Boyacá vieux	22.08.40.00.00
	Brandy Lanceros	22.08.20.29.00
	Crème de cacao	22.08.70.20.00
	Crème de café	22.08.70.20.00
	Crème Triple Sec	22.08.70.20.00
	Apéritif eau-de-vie Líder traditionnel	22.08.70.90.00
	Apéritif rhum Boyacá vieux	22.08.70.90.00
II. RAISON ET OBJET		
A. Raison et objet de la création et/ou du maintien de l'entreprise commerciale d'État		
<p>Les distilleries nationales représentent une source de revenus très importante pour les finances des départements, qui soutiennent les services de santé dans de nombreuses régions du pays. De plus, les bénéfices de ces entreprises sont transférés aux départements, parfois en totalité. En résumé, les raisons d'être de ces entreprises sont les suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'administration et la surveillance du paiement de l'impôt sont facilitées. • Les bénéfices reviennent aux départements et non au secteur privé. • Les revenus sont investis dans les secteurs les moins favorisés du pays. • Les distilleries départementales sont soumises à un impôt "prohibitif" qu'une société privée ne serait pas disposée à assumer. • Des emplois sont créés. • Les recettes fiscales dégagées ont atteint près de 1 047,9 milliards de pesos colombiens pour l'année 2010, et ont été d'environ de 1 259,1 milliards de pesos colombiens en 2011. 		
B. Exposé succinct du fondement juridique de l'octroi des droits ou privilèges exclusifs ou spéciaux pertinents, y compris les dispositions légales, et brève description des pouvoirs légaux ou constitutionnels		
<p>En vertu de l'article 336 de la Constitution politique de la Colombie, de l'article 61 de la Loi n° 14 de 1983, du Décret n° 1222 de 1986 et de la Loi n° 788 de 2002, les départements, c'est-à-dire les divisions territoriales du pays, administrent de manière autonome le monopole des boissons spiritueuses, qui représente une source de revenus allant de préférence aux services d'éducation et de santé.</p>		
III. DESCRIPTION DU FONCTIONNEMENT DE L'ENTREPRISE COMMERCIALE D'ÉTAT		
A. Aperçu des opérations de l'entreprise commerciale d'État		
<p>Les distilleries départementales produisent, exportent et importent des boissons alcooliques. Les commerçants privés peuvent exporter et importer ces produits après avoir conclu un contrat avec le département correspondant. Le contrat stipule, entre autres choses, sa durée de validité, la quantité de boissons spiritueuses pouvant être distribuée et la part en pourcentage du département dans le prix de la vente des produits, en vertu du monopole.</p> <p>Les entreprises ne fixent pas les niveaux d'importation ou d'exportation.</p> <p>Les prix à l'exportation sont fixés en fonction des coûts supportés par les entreprises.</p>		
B. Indication des droits ou privilèges exclusifs ou spéciaux dont bénéficie l'entreprise commerciale d'État		

Notification G/STR/N/14/COL

I. ÉNUMÉRATION DES ENTREPRISES COMMERCIALES D'ÉTAT		
A. NOM	B. DÉSIGNATION DU PRODUIT	POSITION(S) TARIFAIRE(S)
INDUSTRIA LICORERA DE CALDAS	Eau-de-vie Cristal	22.08.40.00.00
	Eau-de-vie Amarillo de Manzanares	22.08.40.00.00
	Eau-de-vie Cristal sans sucre	22.08.40.00.00
	Rhum vieux de Caldas	22.08.40.00.00
	Rhum extra-vieux Juan de la Cruz	22.08.40.00.00
	Rhum Carta de Oro	22.08.40.00.00
	Vodka Sabolinaya	22.08.60.00.00
	Crème de rhum Cheers	22.08.70.20.00
	Crème de café Kaldi	22.08.70.20.00
II. RAISON ET OBJET		
A. Raison et objet de la création et/ou du maintien de l'entreprise commerciale d'État		
<p>Les distilleries nationales représentent une source de revenus très importante pour les finances des départements, qui soutiennent les services de santé dans de nombreuses régions du pays. De plus, les bénéfices de ces entreprises sont transférés aux départements, parfois en totalité. En résumé, les raisons d'être de ces entreprises sont les suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'administration et la surveillance du paiement de l'impôt sont facilitées. • Les bénéfices reviennent aux départements et non au secteur privé. • Les revenus sont investis dans les secteurs les moins favorisés du pays. • Les distilleries départementales sont soumises à un impôt "prohibitif" qu'une société privée ne serait pas disposée à assumer. • Des emplois sont créés. • Les recettes fiscales dégagées ont atteint près de 1 047,9 milliards de pesos colombiens pour l'année 2010, et ont été d'environ de 1 259,1 milliards de pesos colombiens en 2011. 		
B. Exposé succinct du fondement juridique de l'octroi des droits ou privilèges exclusifs ou spéciaux pertinents, y compris les dispositions légales, et brève description des pouvoirs légaux ou constitutionnels		
<p>En vertu de l'article 336 de la Constitution politique de la Colombie, de l'article 61 de la Loi n° 14 de 1983, du Décret n° 1222 de 1986 et de la Loi n° 788 de 2002, les départements, c'est-à-dire les divisions territoriales du pays, administrent de manière autonome le monopole des boissons spiritueuses, qui représente une source de revenus allant de préférence aux services d'éducation et de santé.</p>		
III. DESCRIPTION DU FONCTIONNEMENT DE L'ENTREPRISE COMMERCIALE D'ÉTAT		
A. Aperçu des opérations de l'entreprise commerciale d'État		
<p>Les distilleries départementales produisent, exportent et importent des boissons alcooliques. Les commerçants privés peuvent exporter et importer ces produits après avoir conclu un contrat avec le département correspondant. Le contrat stipule, entre autres choses, sa durée de validité, la quantité de boissons spiritueuses pouvant être distribuée et la part en pourcentage du département dans le prix de la vente des produits, en vertu du monopole.</p> <p>Les entreprises ne fixent pas les niveaux d'importation ou d'exportation.</p> <p>Les prix à l'exportation sont fixés en fonction des coûts supportés par les entreprises.</p>		
B. Indication des droits ou privilèges exclusifs ou spéciaux dont bénéficie l'entreprise commerciale d'État		

Notification G/STR/N/14/COL

I. ÉNUMÉRATION DES ENTREPRISES COMMERCIALES D'ÉTAT		
A. NOM	B. DÉSIGNATION DU PRODUIT	POSITION(S) TARIFAIRE(S)
INDUSTRIA LICORERA DEL CAUCA	Eau-de-vie de Cauca	22.08.40.00.00
	Rhum vieux du Cauca	22.08.40.00.00
II. RAISON ET OBJET		
A. Raison et objet de la création et/ou du maintien de l'entreprise commerciale d'État		
<p>Les distilleries nationales représentent une source de revenus très importante pour les finances des départements, qui soutiennent les services de santé dans de nombreuses régions du pays. De plus, les bénéfices de ces entreprises sont transférés aux départements, parfois en totalité. En résumé, les raisons d'être de ces entreprises sont les suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'administration et la surveillance du paiement de l'impôt sont facilitées. • Les bénéfices reviennent aux départements et non au secteur privé. • Les revenus sont investis dans les secteurs les moins favorisés du pays. • Les distilleries départementales sont soumises à un impôt "prohibitif" qu'une société privée ne serait pas disposée à assumer. • Des emplois sont créés. • Les recettes fiscales dégagées ont atteint près de 1 047,9 milliards de pesos colombiens pour l'année 2010, et ont été d'environ de 1 259,1 milliards de pesos colombiens en 2011. 		
B. Exposé succinct du fondement juridique de l'octroi des droits ou privilèges exclusifs ou spéciaux pertinents, y compris les dispositions légales, et brève description des pouvoirs légaux ou constitutionnels		
<p>En vertu de l'article 336 de la Constitution politique de la Colombie, de l'article 61 de la Loi n° 14 de 1983, du Décret n° 1222 de 1986 et de la Loi n° 788 de 2002, les départements, c'est-à-dire les divisions territoriales du pays, administrent de manière autonome le monopole des boissons spiritueuses, qui représente une source de revenus allant de préférence aux services d'éducation et de santé.</p>		
III. DESCRIPTION DU FONCTIONNEMENT DE L'ENTREPRISE COMMERCIALE D'ÉTAT		
A. Aperçu des opérations de l'entreprise commerciale d'État		
<p>Les distilleries départementales produisent, exportent et importent des boissons alcooliques. Les commerçants privés peuvent exporter et importer ces produits après avoir conclu un contrat avec le département correspondant. Le contrat stipule, entre autres choses, sa durée de validité, la quantité de boissons spiritueuses pouvant être distribuée et la part en pourcentage du département dans le prix de la vente des produits, en vertu du monopole.</p> <p>Les entreprises ne fixent pas les niveaux d'importation ou d'exportation.</p> <p>Les prix à l'exportation sont fixés en fonction des coûts supportés par les entreprises.</p>		
B. Indication des droits ou privilèges exclusifs ou spéciaux dont bénéficie l'entreprise commerciale d'État		

Notification G/STR/N/14/COL

I. ÉNUMÉRATION DES ENTREPRISES COMMERCIALES D'ÉTAT		
A. NOM	B. DÉSIGNATION DU PRODUIT	POSITION(S) TARIFAIRE(S)
EMPRESA DE LICORES DE CUNDINAMARCA	Eau-de-vie Néctar Azul	22.08.40.00.00
	Eau-de-vie Néctar Tradicional	22.08.40.00.00
	Liqueur anisée Néctar Club (sans sucre)	22.08.90.42.00
	Rhum blanc Sun Dry	22.08.40.00.00
	Rhum Santafé vieux	22.08.90.42.00
	Liqueur anisée 180	
II. RAISON ET OBJET		
A. Raison et objet de la création et/ou du maintien de l'entreprise commerciale d'État		
<p>Les distilleries nationales représentent une source de revenus très importante pour les finances des départements, qui soutiennent les services de santé dans de nombreuses régions du pays. De plus, les bénéfices de ces entreprises sont transférés aux départements, parfois en totalité. En résumé, les raisons d'être de ces entreprises sont les suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'administration et la surveillance du paiement de l'impôt sont facilitées. • Les bénéfices reviennent aux départements et non au secteur privé. • Les revenus sont investis dans les secteurs les moins favorisés du pays. • Les distilleries départementales sont soumises à un impôt "prohibitif" qu'une société privée ne serait pas disposée à assumer. • Des emplois sont créés. • Les recettes fiscales dégagées ont atteint près de 1 047,9 milliards de pesos colombiens pour l'année 2010, et ont été d'environ de 1 259,1 milliards de pesos colombiens en 2011. 		
B. Exposé succinct du fondement juridique de l'octroi des droits ou privilèges exclusifs ou spéciaux pertinents, y compris les dispositions légales, et brève description des pouvoirs légaux ou constitutionnels		
<p>En vertu de l'article 336 de la Constitution politique de la Colombie, de l'article 61 de la Loi n° 14 de 1983, du Décret n° 1222 de 1986 et de la Loi n° 788 de 2002, les départements, c'est-à-dire les divisions territoriales du pays, administrent de manière autonome le monopole des boissons spiritueuses, qui représente une source de revenus allant de préférence aux services d'éducation et de santé.</p>		
III. DESCRIPTION DU FONCTIONNEMENT DE L'ENTREPRISE COMMERCIALE D'ÉTAT		
A. Aperçu des opérations de l'entreprise commerciale d'État		
<p>Les distilleries départementales produisent, exportent et importent des boissons alcooliques. Les commerçants privés peuvent exporter et importer ces produits après avoir conclu un contrat avec le département correspondant. Le contrat stipule, entre autres choses, sa durée de validité, la quantité de boissons spiritueuses pouvant être distribuée et la part en pourcentage du département dans le prix de la vente des produits, en vertu du monopole.</p> <p>Les entreprises ne fixent pas les niveaux d'importation ou d'exportation.</p> <p>Les prix à l'exportation sont fixés en fonction des coûts supportés par les entreprises.</p>		
B. Indication des droits ou privilèges exclusifs ou spéciaux dont bénéficie l'entreprise commerciale d'État		

Notification G/STR/N/14/COL

I. ÉNUMÉRATION DES ENTREPRISES COMMERCIALES D'ÉTAT		
A. NOM	B. DÉSIGNATION DU PRODUIT	POSITION(S) TARIFAIRE(S)
INDUSTRIA LICORERA DEL HUILA	Eau-de-vie Doble Anís Rhum San Agustín	22.08.40.00.00 22.08.40.00.00
II. RAISON ET OBJET		
A. Raison et objet de la création et/ou du maintien de l'entreprise commerciale d'État		
<p>Les distilleries nationales représentent une source de revenus très importante pour les finances des départements, qui soutiennent les services de santé dans de nombreuses régions du pays. De plus, les bénéfices de ces entreprises sont transférés aux départements, parfois en totalité. En résumé, les raisons d'être de ces entreprises sont les suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'administration et la surveillance du paiement de l'impôt sont facilitées. • Les bénéfices reviennent aux départements et non au secteur privé. • Les revenus sont investis dans les secteurs les moins favorisés du pays. • Les distilleries départementales sont soumises à un impôt "prohibitif" qu'une société privée ne serait pas disposée à assumer. • Des emplois sont créés. • Les recettes fiscales dégagées ont atteint près de 1 047,9 milliards de pesos colombiens pour l'année 2010, et ont été d'environ de 1 259,1 milliards de pesos colombiens en 2011. 		
B. Exposé succinct du fondement juridique de l'octroi des droits ou privilèges exclusifs ou spéciaux pertinents, y compris les dispositions légales, et brève description des pouvoirs légaux ou constitutionnels		
<p>En vertu de l'article 336 de la Constitution politique de la Colombie, de l'article 61 de la Loi n° 14 de 1983, du Décret n° 1222 de 1986 et de la Loi n° 788 de 2002, les départements, c'est-à-dire les divisions territoriales du pays, administrent de manière autonome le monopole des boissons spiritueuses, qui représente une source de revenus allant de préférence aux services d'éducation et de santé.</p>		
III. DESCRIPTION DU FONCTIONNEMENT DE L'ENTREPRISE COMMERCIALE D'ÉTAT		
A. Aperçu des opérations de l'entreprise commerciale d'État		
<p>Les distilleries départementales produisent, exportent et importent des boissons alcooliques. Les commerçants privés peuvent exporter et importer ces produits après avoir conclu un contrat avec le département correspondant. Le contrat stipule, entre autres choses, sa durée de validité, la quantité de boissons spiritueuses pouvant être distribuée et la part en pourcentage du département dans le prix de la vente des produits, en vertu du monopole.</p> <p>Les entreprises ne fixent pas les niveaux d'importation ou d'exportation.</p> <p>Les prix à l'exportation sont fixés en fonction des coûts supportés par les entreprises.</p>		
B. Indication des droits ou privilèges exclusifs ou spéciaux dont bénéficie l'entreprise commerciale d'État		

Notification G/STR/N/14/COL

I. ÉNUMÉRATION DES ENTREPRISES COMMERCIALES D'ÉTAT		
A. NOM	B. DÉSIGNATION DU PRODUIT	POSITION(S) TARIFAIRE(S)
EMPRESA LICORERA DEL MAGDALENA	Rhum Caña Negro Rhum Santero	22.08.40.00.00 22.08.40.00.00
II. RAISON ET OBJET		
A. Raison et objet de la création et/ou du maintien de l'entreprise commerciale d'État		
<p>Les distilleries nationales représentent une source de revenus très importante pour les finances des départements, qui soutiennent les services de santé dans de nombreuses régions du pays. De plus, les bénéfices de ces entreprises sont transférés aux départements, parfois en totalité. En résumé, les raisons d'être de ces entreprises sont les suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'administration et la surveillance du paiement de l'impôt sont facilitées. • Les bénéfices reviennent aux départements et non au secteur privé. • Les revenus sont investis dans les secteurs les moins favorisés du pays. • Les distilleries départementales sont soumises à un impôt "prohibitif" qu'une société privée ne serait pas disposée à assumer. • Des emplois sont créés. • Les recettes fiscales dégagées ont atteint près de 1 047,9 milliards de pesos colombiens pour l'année 2010, et ont été d'environ de 1 259,1 milliards de pesos colombiens en 2011. 		
B. Exposé succinct du fondement juridique de l'octroi des droits ou privilèges exclusifs ou spéciaux pertinents, y compris les dispositions légales, et brève description des pouvoirs légaux ou constitutionnels		
<p>En vertu de l'article 336 de la Constitution politique de la Colombie, de l'article 61 de la Loi n° 14 de 1983, du Décret n° 1222 de 1986 et de la Loi n° 788 de 2002, les départements, c'est-à-dire les divisions territoriales du pays, administrent de manière autonome le monopole des boissons spiritueuses, qui représente une source de revenus allant de préférence aux services d'éducation et de santé.</p>		
III. DESCRIPTION DU FONCTIONNEMENT DE L'ENTREPRISE COMMERCIALE D'ÉTAT		
A. Aperçu des opérations de l'entreprise commerciale d'État		
<p>Les distilleries départementales produisent, exportent et importent des boissons alcooliques. Les commerçants privés peuvent exporter et importer ces produits après avoir conclu un contrat avec le département correspondant. Le contrat stipule, entre autres choses, sa durée de validité, la quantité de boissons spiritueuses pouvant être distribuée et la part en pourcentage du département dans le prix de la vente des produits, en vertu du monopole.</p> <p>Les entreprises ne fixent pas les niveaux d'importation ou d'exportation.</p> <p>Les prix à l'exportation sont fixés en fonction des coûts supportés par les entreprises.</p>		
B. Indication des droits ou privilèges exclusifs ou spéciaux dont bénéficie l'entreprise commerciale d'État		

Notification G/STR/N/14/COL

I. ÉNUMÉRATION DES ENTREPRISES COMMERCIALES D'ÉTAT		
A. NOM	B. DÉSIGNATION DU PRODUIT	POSITION(S) TARIFAIRE(S)
FÁBRICA DE LICORES DEL TOLIMA	Eau-de-vie Tapa Roja	22.08.40.00.00
	Liqueur d'eau-de-vie Tapa Roja Ice	22.08.40.00.00
	Rhum vieux San Juan	22.08.40.00.00
	Eau-de-vie 24	22.08.40.00.00
II. RAISON ET OBJET		
A. Raison et objet de la création et/ou du maintien de l'entreprise commerciale d'État		
<ul style="list-style-type: none"> Les distilleries nationales représentent une source de revenus très importante pour les finances des départements, qui soutiennent les services de santé dans de nombreuses régions du pays. De plus, les bénéfices de ces entreprises sont transférés aux départements, parfois en totalité. En résumé, les raisons d'être de ces entreprises sont les suivantes: L'administration et la surveillance du paiement de l'impôt sont facilitées. Les bénéfices reviennent aux départements et non au secteur privé. Les revenus sont investis dans les secteurs les moins favorisés du pays. Les distilleries départementales sont soumises à un impôt "prohibitif" qu'une société privée ne serait pas disposée à assumer. Des emplois sont créés. Les recettes fiscales dégagées ont atteint près de 1 047,9 milliards de pesos colombiens pour l'année 2010, et ont été d'environ de 1 259,1 milliards de pesos colombiens en 2011. 		
B. Exposé succinct du fondement juridique de l'octroi des droits ou privilèges exclusifs ou spéciaux pertinents, y compris les dispositions légales, et brève description des pouvoirs légaux ou constitutionnels		
En vertu de l'article 336 de la Constitution politique de la Colombie, de l'article 61 de la Loi n° 14 de 1983, du Décret n° 1222 de 1986 et de la Loi n° 788 de 2002, les départements, c'est-à-dire les divisions territoriales du pays, administrent de manière autonome le monopole des boissons spiritueuses, qui représente une source de revenus allant de préférence aux services d'éducation et de santé.		
III. DESCRIPTION DU FONCTIONNEMENT DE L'ENTREPRISE COMMERCIALE D'ÉTAT		
A. Aperçu des opérations de l'entreprise commerciale d'État		
<p>Les distilleries départementales produisent, exportent et importent des boissons alcooliques. Les commerçants privés peuvent exporter et importer ces produits après avoir conclu un contrat avec le département correspondant. Le contrat stipule, entre autres choses, sa durée de validité, la quantité de boissons spiritueuses pouvant être distribuée et la part en pourcentage du département dans le prix de la vente des produits, en vertu du monopole.</p> <p>Les entreprises ne fixent pas les niveaux d'importation ou d'exportation.</p> <p>Les prix à l'exportation sont fixés en fonction des coûts supportés par les entreprises.</p>		
B. Indication des droits ou privilèges exclusifs ou spéciaux dont bénéficie l'entreprise commerciale d'État		

Notification G/STR/N/14/COL

A. NOM	B. DÉSIGNATION DU PRODUIT	POSITION(S) TARIFAIRE(S)
INDUSTRIA DE LICORES DEL VALLE DEL CAUCA	Eau-de-vie Blanco del Valle Rhum Trapiche Premium)	22.08.40.00.00 22.08.40.00.00
II. RAISON ET OBJET		
A. Raison et objet de la création et/ou du maintien de l'entreprise commerciale d'État		
<p>Les distilleries nationales représentent une source de revenus très importante pour les finances des départements, qui soutiennent les services de santé dans de nombreuses régions du pays. De plus, les bénéfices de ces entreprises sont transférés aux départements, parfois en totalité. En résumé, les raisons d'être de ces entreprises sont les suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'administration et la surveillance du paiement de l'impôt sont facilitées. • Les bénéfices reviennent aux départements et non au secteur privé. • Les revenus sont investis dans les secteurs les moins favorisés du pays. • Les distilleries départementales sont soumises à un impôt "prohibitif" qu'une société privée ne serait pas disposée à assumer. • Des emplois sont créés. • Les recettes fiscales dégagées ont atteint près de 1 047,9 milliards de pesos colombiens pour l'année 2010, et ont été d'environ de 1 259,1 milliards de pesos colombiens en 2011. 		
B. Exposé succinct du fondement juridique de l'octroi des droits ou privilèges exclusifs ou spéciaux pertinents, y compris les dispositions légales, et brève description des pouvoirs légaux ou constitutionnels		
<p>En vertu de l'article 336 de la Constitution politique de la Colombie, de l'article 61 de la Loi n° 14 de 1983, du Décret n° 1222 de 1986 et de la Loi n° 788 de 2002, les départements, c'est-à-dire les divisions territoriales du pays, administrent de manière autonome le monopole des boissons spiritueuses, qui représente une source de revenus allant de préférence aux services d'éducation et de santé.</p>		
III. DESCRIPTION DU FONCTIONNEMENT DE L'ENTREPRISE COMMERCIALE D'ÉTAT		
A. Aperçu des opérations de l'entreprise commerciale d'État		
<p>Les distilleries départementales produisent, exportent et importent des boissons alcooliques. Les commerçants privés peuvent exporter et importer ces produits après avoir conclu un contrat avec le département correspondant. Le contrat stipule, entre autres choses, sa durée de validité, la quantité de boissons spiritueuses pouvant être distribuée et la part en pourcentage du département dans le prix de la vente des produits, en vertu du monopole.</p> <p>Les entreprises ne fixent pas les niveaux d'importation ou d'exportation.</p> <p>Les prix à l'exportation sont fixés en fonction des coûts supportés par les entreprises.</p>		
B. Indication des droits ou privilèges exclusifs ou spéciaux dont bénéficie l'entreprise commerciale d'État		

Notification G/STR/N/14/COL

I. ÉNUMÉRATION DES ENTREPRISES COMMERCIALES D'ÉTAT		
A. NOM	B. DÉSIGNATION DU PRODUIT	POSITION(S) TARIFAIRE(S)
UNIDAD DE LICORES DEL META	Eau-de-vie Llanero	22.08.40.00.00
	Rhum San Martín vieux	22.08.40.00.00
II. RAISON ET OBJET		
A. Raison et objet de la création et/ou du maintien de l'entreprise commerciale d'État		
<p>Les distilleries nationales représentent une source de revenus très importante pour les finances des départements, qui soutiennent les services de santé dans de nombreuses régions du pays. De plus, les bénéfices de ces entreprises sont transférés aux départements, parfois en totalité. En résumé, les raisons d'être de ces entreprises sont les suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'administration et la surveillance du paiement de l'impôt sont facilitées. • Les bénéfices reviennent aux départements et non au secteur privé. • Les revenus sont investis dans les secteurs les moins favorisés du pays. • Les distilleries départementales sont soumises à un impôt "prohibitif" qu'une société privée ne serait pas disposée à assumer. • Des emplois sont créés. • Les recettes fiscales dégagées ont atteint près de 1 047,9 milliards de pesos colombiens pour l'année 2010, et ont été d'environ de 1 259,1 milliards de pesos colombiens en 2011. 		
B. Exposé succinct du fondement juridique de l'octroi des droits ou privilèges exclusifs ou spéciaux pertinents, y compris les dispositions légales, et brève description des pouvoirs légaux ou constitutionnels		
<p>En vertu de l'article 336 de la Constitution politique de la Colombie, de l'article 61 de la Loi n° 14 de 1983, du Décret n° 1222 de 1986 et de la Loi n° 788 de 2002, les départements, c'est-à-dire les divisions territoriales du pays, administrent de manière autonome le monopole des boissons spiritueuses, qui représente une source de revenus allant de préférence aux services d'éducation et de santé.</p>		
III. DESCRIPTION DU FONCTIONNEMENT DE L'ENTREPRISE COMMERCIALE D'ÉTAT		
A. Aperçu des opérations de l'entreprise commerciale d'État		
<p>Les distilleries départementales produisent, exportent et importent des boissons alcooliques. Les commerçants privés peuvent exporter et importer ces produits après avoir conclu un contrat avec le département correspondant. Le contrat stipule, entre autres choses, sa durée de validité, la quantité de boissons spiritueuses pouvant être distribuée et la part en pourcentage du département dans le prix de la vente des produits, en vertu du monopole.</p> <p>Les entreprises ne fixent pas les niveaux d'importation ou d'exportation.</p> <p>Les prix à l'exportation sont fixés en fonction des coûts supportés par les entreprises.</p>		
B. Indication des droits ou privilèges exclusifs ou spéciaux dont bénéficie l'entreprise commerciale d'État		

Notification G/STR/N/14/COL

I. ÉNUMÉRATION DES ENTREPRISES COMMERCIALES D'ÉTAT		
A. NOM	B. DÉSIGNATION DU PRODUIT	POSITION(S) TARIFAIRE(S)
EMPRESA LICORERA DE SANTANDER	Eau-de-vie Santander	22.08.40.00.00
	Eau-de-vie supérieure	22.08.40.00.00
II. RAISON ET OBJET		
A. Raison et objet de la création et/ou du maintien de l'entreprise commerciale d'État		
<p>Les distilleries nationales représentent une source de revenus très importante pour les finances des départements, qui soutiennent les services de santé dans de nombreuses régions du pays. De plus, les bénéfices de ces entreprises sont transférés aux départements, parfois en totalité. En résumé, les raisons d'être de ces entreprises sont les suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'administration et la surveillance du paiement de l'impôt sont facilitées. • Les bénéfices reviennent aux départements et non au secteur privé. • Les revenus sont investis dans les secteurs les moins favorisés du pays. • Les distilleries départementales sont soumises à un impôt "prohibitif" qu'une société privée ne serait pas disposée à assumer. • Des emplois sont créés. • Les recettes fiscales dégagées ont atteint près de 1 047,9 milliards de pesos colombiens pour l'année 2010, et ont été d'environ de 1 259,1 milliards de pesos colombiens en 2011. 		
B. Exposé succinct du fondement juridique de l'octroi des droits ou privilèges exclusifs ou spéciaux pertinents, y compris les dispositions légales, et brève description des pouvoirs légaux ou constitutionnels		
<p>En vertu de l'article 336 de la Constitution politique de la Colombie, de l'article 61 de la Loi n° 14 de 1983, du Décret n° 1222 de 1986 et de la Loi n° 788 de 2002, les départements, c'est-à-dire les divisions territoriales du pays, administrent de manière autonome le monopole des boissons spiritueuses, qui représente une source de revenus allant de préférence aux services d'éducation et de santé.</p>		
III. DESCRIPTION DU FONCTIONNEMENT DE L'ENTREPRISE COMMERCIALE D'ÉTAT		
A. Aperçu des opérations de l'entreprise commerciale d'État		
<p>Les distilleries départementales produisent, exportent et importent des boissons alcooliques. Les commerçants privés peuvent exporter et importer ces produits après avoir conclu un contrat avec le département correspondant. Le contrat stipule, entre autres choses, sa durée de validité, la quantité de boissons spiritueuses pouvant être distribuée et la part en pourcentage du département dans le prix de la vente des produits, en vertu du monopole.</p> <p>Les entreprises ne fixent pas les niveaux d'importation ou d'exportation.</p> <p>Les prix à l'exportation sont fixés en fonction des coûts supportés par les entreprises.</p>		
B. Indication des droits ou privilèges exclusifs ou spéciaux dont bénéficie l'entreprise commerciale d'État		

Notification G/STR/N/14/COL

I. ÉNUMÉRATION DES ENTREPRISES COMMERCIALES D'ÉTAT		
A. NOM	B. DÉSIGNATION DU PRODUIT	POSITION(S) TARIFAIRE(S)
EMPRESA DE LICORES DEL CAQUETÁ (EN LIQUIDATION)	Eau-de-vie Extra del Caquetá	22.08.40.00.00
	Eau-de-vie Sol Dorado	22.08.40.00.00
II. RAISON ET OBJET		
A. Raison et objet de la création et/ou du maintien de l'entreprise commerciale d'État		
<p>Les distilleries nationales représentent une source de revenus très importante pour les finances des départements, qui soutiennent les services de santé dans de nombreuses régions du pays. De plus, les bénéfices de ces entreprises sont transférés aux départements, parfois en totalité. En résumé, les raisons d'être de ces entreprises sont les suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'administration et la surveillance du paiement de l'impôt sont facilitées. • Les bénéfices reviennent aux départements et non au secteur privé. • Les revenus sont investis dans les secteurs les moins favorisés du pays. • Les distilleries départementales sont soumises à un impôt "prohibitif" qu'une société privée ne serait pas disposée à assumer. • Des emplois sont créés. • Les recettes fiscales dégagées ont atteint près de 1 047,9 milliards de pesos colombiens pour l'année 2010, et ont été d'environ de 1 259,1 milliards de pesos colombiens en 2011. 		
B. Exposé succinct du fondement juridique de l'octroi des droits ou privilèges exclusifs ou spéciaux pertinents, y compris les dispositions légales, et brève description des pouvoirs légaux ou constitutionnels		
<p>En vertu de l'article 336 de la Constitution politique de la Colombie, de l'article 61 de la Loi n° 14 de 1983, du Décret n° 1222 de 1986 et de la Loi n° 788 de 2002, les départements, c'est-à-dire les divisions territoriales du pays, administrent de manière autonome le monopole des boissons spiritueuses, qui représente une source de revenus allant de préférence aux services d'éducation et de santé.</p>		
III. DESCRIPTION DU FONCTIONNEMENT DE L'ENTREPRISE COMMERCIALE D'ÉTAT		
A. Aperçu des opérations de l'entreprise commerciale d'État		
<p>Les distilleries départementales produisent, exportent et importent des boissons alcooliques. Les commerçants privés peuvent exporter et importer ces produits après avoir conclu un contrat avec le département correspondant. Le contrat stipule, entre autres choses, sa durée de validité, la quantité de boissons spiritueuses pouvant être distribuée et la part en pourcentage du département dans le prix de la vente des produits, en vertu du monopole.</p> <p>Les entreprises ne fixent pas les niveaux d'importation ou d'exportation.</p> <p>Les prix à l'exportation sont fixés en fonction des coûts supportés par les entreprises.</p>		
B. Indication des droits ou privilèges exclusifs ou spéciaux dont bénéficie l'entreprise commerciale d'État		

Notification G/STR/N/14/COL

I. ÉNUMÉRATION DES ENTREPRISES COMMERCIALES D'ÉTAT		
A. NOM	B. DÉSIGNATION DU PRODUIT	POSITION(S) TARIFAIRE(S)
AGUARDIENTE NARIÑO	Eau-de-vie Nariño	22.08.40.00.00
II. RAISON ET OBJET		
A. Raison et objet de la création et/ou du maintien de l'entreprise commerciale d'État		
<p>Les distilleries nationales représentent une source de revenus très importante pour les finances des départements, qui soutiennent les services de santé dans de nombreuses régions du pays. De plus, les bénéfices de ces entreprises sont transférés aux départements, parfois en totalité. En résumé, les raisons d'être de ces entreprises sont les suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'administration et la surveillance du paiement de l'impôt sont facilitées. • Les bénéfices reviennent aux départements et non au secteur privé. • Les revenus sont investis dans les secteurs les moins favorisés du pays. • Les distilleries départementales sont soumises à un impôt "prohibitif" qu'une société privée ne serait pas disposée à assumer. • Des emplois sont créés. • Les recettes fiscales dégagées ont atteint près de 1 047,9 milliards de pesos colombiens pour l'année 2010, et ont été d'environ de 1 259,1 milliards de pesos colombiens en 2011. 		
B. Exposé succinct du fondement juridique de l'octroi des droits ou privilèges exclusifs ou spéciaux pertinents, y compris les dispositions légales, et brève description des pouvoirs légaux ou constitutionnels		
<p>En vertu de l'article 336 de la Constitution politique de la Colombie, de l'article 61 de la Loi n° 14 de 1983, du Décret n° 1222 de 1986 et de la Loi n° 788 de 2002, les départements, c'est-à-dire les divisions territoriales du pays, administrent de manière autonome le monopole des boissons spiritueuses, qui représente une source de revenus allant de préférence aux services d'éducation et de santé.</p>		
III. DESCRIPTION DU FONCTIONNEMENT DE L'ENTREPRISE COMMERCIALE D'ÉTAT		
A. Aperçu des opérations de l'entreprise commerciale d'État		
<p>Les distilleries départementales produisent, exportent et importent des boissons alcooliques. Les commerçants privés peuvent exporter et importer ces produits après avoir conclu un contrat avec le département correspondant. Le contrat stipule, entre autres choses, sa durée de validité, la quantité de boissons spiritueuses pouvant être distribuée et la part en pourcentage du département dans le prix de la vente des produits, en vertu du monopole.</p> <p>Les entreprises ne fixent pas les niveaux d'importation ou d'exportation.</p> <p>Les prix à l'exportation sont fixés en fonction des coûts supportés par les entreprises.</p>		
B. Indication des droits ou privilèges exclusifs ou spéciaux dont bénéficie l'entreprise commerciale d'État		

Dominique**Notification G/STR/N/4/DMA, G/STR/N/5/DMA et G/STR/N/6/DMA**

I. ÉNUMÉRATION DES ENTREPRISES COMMERCIALES D'ÉTAT		
A. NOM	B. DÉSIGNATION DU PRODUIT	POSITION(S) TARIFAIRE(S)
Dominica Banana Marketing Corporation (DBMC)	DBMC est le seul acheteur de bananes destinées à l'exportation vers des pays extérieurs à la zone caraïbe.	
II. RAISON ET OBJET		
A. Raison et objet de la création et/ou du maintien de l'entreprise commerciale d'État		
B. Exposé succinct du fondement juridique de l'octroi des droits ou privilèges exclusifs ou spéciaux pertinents, y compris les dispositions légales, et brève description des pouvoirs légaux ou constitutionnels		
La Dominica Banana Marketing Corporation a été fondée en vertu de la Loi de 1984 sur la DBMC, qui définit les objectifs de l'entreprise comme consistant à promouvoir le bien-être des planteurs de bananes et à assurer la viabilité financière du secteur bananier.		
III. DESCRIPTION DU FONCTIONNEMENT DE L'ENTREPRISE COMMERCIALE D'ÉTAT		
A. Aperçu des opérations de l'entreprise commerciale d'État		
La société est le seul acheteur de bananes destinées à l'exportation vers des pays extérieurs aux Caraïbes; elle a pour mission:		
<ul style="list-style-type: none"> • de gérer ses affaires d'une manière économique et selon des modalités commerciales, dans l'intérêt de l'industrie bananière, compte tenu de l'intérêt national; • de prendre toutes les mesures nécessaires ou souhaitables pour développer l'industrie bananière; • d'encourager et de faciliter la participation des entreprises privées aux activités de tous les secteurs de l'industrie bananière; • d'acheter ou de faire acheter toutes les bananes produites dans la Dominique et présentant une qualité les rendant propres à l'exportation hors de la région; • d'obtenir les conditions les plus favorables, dans l'intérêt de l'industrie bananière, en ce qui concerne l'achat, la vente, la manutention, l'entreposage, l'exportation, le conditionnement, le traitement et la commercialisation des bananes. 		
B. Indication des droits ou privilèges exclusifs ou spéciaux dont bénéficie l'entreprise commerciale d'État		

Fidji**Notification G/STR/N/4/FJI**

I. ÉNUMÉRATION DES ENTREPRISES COMMERCIALES D'ÉTAT		
A. NOM	B. DÉSIGNATION DU PRODUIT	POSITION(S) TARIFAIRE(S)
Fiji Sugar Corporation (FSC) Compagnie sucrière de Fidji	Sucre brut et mélasses	
II. RAISON ET OBJET		
A. Raison et objet de la création et/ou du maintien de l'entreprise commerciale d'État		
La FSC a été créée pour développer et administrer l'industrie sucrière de Fidji, comprenant tous les aspects de la production et de la commercialisation.		
B. Exposé succinct du fondement juridique de l'octroi des droits ou privilèges exclusifs ou spéciaux pertinents, y compris les dispositions légales, et brève description des pouvoirs légaux ou constitutionnels		
La FSC a été établie en 1972 en application d'une loi du Parlement pour prendre en charge toutes les activités de la branche de production.		
Au titre d'une décision-cadre du Tribunal de l'industrie sucrière, la FSC est responsable de la commercialisation du sucre et des mélasses.		
III. DESCRIPTION DU FONCTIONNEMENT DE L'ENTREPRISE COMMERCIALE D'ÉTAT		
A. Aperçu des opérations de l'entreprise commerciale d'État		
La FSC s'occupe d'exporter le sucre et les mélasses par l'intermédiaire de son organe de commercialisation, la société de commercialisation du sucre de Fidji (FSM).		
<ul style="list-style-type: none"> Le sucre est exporté vers le Royaume-Uni conformément au protocole sur le sucre (Convention de Lomé). Les exportations vers la Malaisie s'effectuent aux termes d'un accord bilatéral, tandis que les exportations vers la Finlande et le Portugal se font dans le cadre de l'Arrangement préférentiel spécial sur le sucre. Les livraisons vers les États-Unis sont réalisées dans le cadre de l'arrangement contingentaire global des États-Unis. Les quantités et les prix sont également fixés conformément à ces accords, ou aux conditions du marché mondial. Le sucre est également exporté vers le Japon, la Chine, Singapour et la République de Corée aux conditions du marché mondial. 		
B. Indication des droits ou privilèges exclusifs ou spéciaux dont bénéficie l'entreprise commerciale d'État		
En vertu de la décision-cadre du Tribunal, la FSC détient les droits exclusifs de l'exportation du sucre brut et des mélasses.		

Grenade**Notification G/STR/N/13/GRD**

I. ÉNUMÉRATION DES ENTREPRISES COMMERCIALES D'ÉTAT		
A. NOM	B. DÉSIGNATION DU PRODUIT	POSITION(S) TARIFAIRE(S)
Grenada Cocoa Association – GCA (Association des producteurs de cacao de la Grenade)	Fèves de cacao	
II. RAISON ET OBJET		
A. Raison et objet de la création et/ou du maintien de l'entreprise commerciale d'État		
La GCA est un organisme officiel créé en 1964 pour réglementer et contrôler la production, la transformation et la commercialisation du cacao à la Grenade.		
B. Exposé succinct du fondement juridique de l'octroi des droits ou privilèges exclusifs ou spéciaux pertinents, y compris les dispositions légales, et brève description des pouvoirs légaux ou constitutionnels		
L'Association des producteurs de cacao de la Grenade a été établie par une loi du gouvernement, l'Ordonnance n° 30 de 1964 sur l'industrie du cacao de la Grenade, qui a été remplacée par la Loi n° 4 de 1989 sur l'industrie du cacao de la Grenade.		
III. DESCRIPTION DU FONCTIONNEMENT DE L'ENTREPRISE COMMERCIALE D'ÉTAT		
A. Aperçu des opérations de l'entreprise commerciale d'État		
La GCA s'occupe de la commercialisation des produits, de la protection phytosanitaire, du traitement après la récolte, y compris la fermentation, le séchage et le contrôle de la qualité, de la multiplication des plantes, de la vulgarisation et de la surveillance des techniques de culture dans les plantations. En outre, elle garantit aux producteurs de la Grenade l'achat de la totalité de leur récolte.		
B. Indication des droits ou privilèges exclusifs ou spéciaux dont bénéficie l'entreprise commerciale d'État		
La GCA est l'exportateur exclusif de cacao et elle fixe les prix payés aux producteurs.		
La GCA a le droit exclusif d'octroyer des licences à des agents locaux pour l'achat de fèves de cacao aux producteurs.		

Inde**Notification G/STR/N/14/IND**

I. ÉNUMÉRATION DES ENTREPRISES COMMERCIALES D'ÉTAT		
A. NOM	B. DÉSIGNATION DU PRODUIT	POSITION(S) TARIFAIRE(S)
National Agricultural Cooperative Marketing Federation of India Ltd. (NAFED)	Oignons (toutes les variétés), y compris Bangalore Rose et Krishnapuram	07031010 07108090 07119090 07122000
II. RAISON ET OBJET		
A. Raison et objet de la création et/ou du maintien de l'entreprise commerciale d'État		
L'octroi de privilèges spéciaux pour l'exportation ou l'importation de certains produits répond aux objectifs suivants:		
<u>EXPORTATION</u>		
i) Des privilèges pour l'exportation de certains produits agricoles et de produits forestiers mineurs cultivés ou obtenus par une multitude de petits exploitants ou d'agriculteurs tribaux ont été accordés à des entreprises commerciales d'État afin d'améliorer la commercialisation, d'assurer de meilleurs prix, de veiller à la régularité de l'offre intérieure et d'empêcher des fluctuations importantes des prix intérieurs.		
ii) De même, pour assurer la régularité de l'approvisionnement en kérosène et en gaz de pétrole liquéfiés (GPL), utilisés comme combustibles domestiques, les exportations ne sont autorisées que par l'intermédiaire d'entreprises commerciales d'État. L'exportation par ces entreprises est nécessaire pour la préservation et l'utilisation rationnelle de certains minerais de métaux.		
B. Exposé succinct du fondement juridique de l'octroi des droits ou privilèges exclusifs ou spéciaux pertinents, y compris les dispositions légales, et brève description des pouvoirs légaux ou constitutionnels		
National Agricultural Cooperative Marketing Federation of India Ltd. (NAFED): Cette fédération a été créée en 1958 dans le but d'organiser, de promouvoir et de développer la commercialisation, la transformation et le stockage des produits agricoles, horticoles et forestiers. Elle fait du commerce entre États, à l'intérieur des États et du commerce d'exportation et d'importation pour aider les agriculteurs à obtenir des prix rémunérateurs pour leurs produits, pour leur éviter d'avoir à vendre leur production à tout prix, pour stabiliser les prix et pour valoriser au maximum les produits pour les producteurs et les consommateurs.		
III. DESCRIPTION DU FONCTIONNEMENT DE L'ENTREPRISE COMMERCIALE D'ÉTAT		
A. Aperçu des opérations de l'entreprise commerciale d'État		
Dans le cas des oignons et d'autres produits forestiers, il n'existe pas de plafonnement des quantités à l'exportation et celles-ci sont déterminées par les forces du marché. Les prix à l'exportation sont établis suivant des considérations d'ordre commercial et en fonction du jeu de l'offre et de la demande sur le marché international. Les oignons sont visés par les dispositions relatives aux entreprises commerciales d'État car il s'agit d'un produit sensible en Inde. Il est donc nécessaire que le marché intérieur soit approvisionné en quantités suffisantes de variétés indigènes. Les droits octroyés dans le cas des oignons visent à préserver les intérêts des nombreux petits agriculteurs, afin de leur assurer l'obtention d'un prix rémunérateur et de réglementer le prix et la disponibilité sur le marché intérieur.		
Le droit exclusif d'importer ou d'exporter est accordé à une entreprise conformément aux dispositions du document intitulé "Politique de commerce extérieur". Cette politique prévoit que toute marchandise dont l'importation ou l'exportation est régie par des privilèges exclusifs ou spéciaux accordés à une ou plusieurs entreprises commerciales d'État peut être importée ou exportée par l'entreprise ou les entreprises commerciale(s) d'État indiquée(s) dans le document énumérant les produits d'importation et d'exportation repris dans la classification CTCI (SH) aux conditions qui y sont spécifiées. Ce document ainsi que ses éventuelles modifications sont disponibles sur le site Web http://dgft.gov.in/ .		
B. Indication des droits ou privilèges exclusifs ou spéciaux dont bénéficie l'entreprise commerciale d'État		
Toutes les entreprises commerciales d'État auxquelles ont été octroyés des privilèges spéciaux pour des marchandises dont l'importation ou l'exportation est régie par les dispositions de la politique de commerce extérieur doivent effectuer leurs achats ou leurs ventes comportant des importations ou des exportations en fonction exclusivement de considérations commerciales comprenant le prix, la qualité, la disponibilité, les possibilités de commercialisation, le transport et autres conditions d'achat ou de vente. Ces entreprises agissent de manière non discriminatoire et donnent aux entreprises d'autres pays des possibilités suffisantes, conformément aux pratiques commerciales en usage, de se porter concurrentes pour prendre part à ces achats ou à ces ventes.		

Notification G/STR/N/14/IND

I. ÉNUMÉRATION DES ENTREPRISES COMMERCIALES D'ÉTAT		
A. NOM	B. DÉSIGNATION DU PRODUIT	POSITION(S) TARIFAIRE(S)
Karnataka State Agricultural Produce Processing and Export Corporation (KAPPEC)	Oignons (toutes les variétés), y compris Bangalore Rose et Krishnapuram	07031010 07108090 07119090 07122000
II. RAISON ET OBJET		
A. Raison et objet de la création et/ou du maintien de l'entreprise commerciale d'État		
L'octroi de privilèges spéciaux pour l'exportation ou l'importation de certains produits répond aux objectifs suivants:		
<u>EXPORTATION</u>		
<p>i) Des privilèges pour l'exportation de certains produits agricoles et de produits forestiers mineurs cultivés ou obtenus par une multitude de petits exploitants ou d'agriculteurs tribaux ont été accordés à des entreprises commerciales d'État afin d'améliorer la commercialisation, d'assurer de meilleurs prix, de veiller à la régularité de l'offre intérieure et d'empêcher des fluctuations importantes des prix intérieurs.</p> <p>ii) De même, pour assurer la régularité de l'approvisionnement en kérosène et en gaz de pétrole liquéfiés (GPL), utilisés comme combustibles domestiques, les exportations ne sont autorisées que par l'intermédiaire d'entreprises commerciales d'État. L'exportation par ces entreprises est nécessaire pour la préservation et l'utilisation rationnelle de certains minerais de métaux.</p>		
B. Exposé succinct du fondement juridique de l'octroi des droits ou privilèges exclusifs ou spéciaux pertinents, y compris les dispositions légales, et brève description des pouvoirs légaux ou constitutionnels		
Karnataka State Agricultural Produce Processing and Export Corporation Ltd. (KAPPEC): Cette société de l'État de Karnataka, établie à Bangalore, est constituée conformément aux dispositions de la Loi sur les sociétés de 1956. Créée en 1996, elle a principalement pour objet de développer et de promouvoir la production, la transformation, l'achat et l'exportation des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la floriculture de l'État de Karnataka.		
III. DESCRIPTION DU FONCTIONNEMENT DE L'ENTREPRISE COMMERCIALE D'ÉTAT		
A. Aperçu des opérations de l'entreprise commerciale d'État		
<p>Dans le cas des oignons et d'autres produits forestiers, il n'existe pas de plafonnement des quantités à l'exportation et celles-ci sont déterminées par les forces du marché. Les prix à l'exportation sont établis suivant des considérations d'ordre commercial et en fonction du jeu de l'offre et de la demande sur le marché international. Les oignons sont visés par les dispositions relatives aux entreprises commerciales d'État car il s'agit d'un produit sensible en Inde. Il est donc nécessaire que le marché intérieur soit approvisionné en quantités suffisantes de variétés indigènes. Les droits octroyés dans le cas des oignons visent à préserver les intérêts des nombreux petits agriculteurs, afin de leur assurer l'obtention d'un prix rémunérateur et de réglementer le prix et la disponibilité sur le marché intérieur.</p> <p>Le droit exclusif d'importer ou d'exporter est accordé à une entreprise conformément aux dispositions du document intitulé "Politique de commerce extérieur". Cette politique prévoit que toute marchandise dont l'importation ou l'exportation est régie par des privilèges exclusifs ou spéciaux accordés à une ou plusieurs entreprises commerciales d'État peut être importée ou exportée par l'entreprise ou les entreprise(s) commerciale(s) d'État indiquée(s) dans le document énumérant les produits d'importation et d'exportation repris dans la classification CTCI (SH) aux conditions qui y sont spécifiées. Ce document ainsi que ses éventuelles modifications sont disponibles sur le site Web http://dgft.gov.in/.</p>		
B. Indication des droits ou privilèges exclusifs ou spéciaux dont bénéficie l'entreprise commerciale d'État		
Toutes les entreprises commerciales d'État auxquelles ont été octroyés des privilèges spéciaux pour des marchandises dont l'importation ou l'exportation est régie par les dispositions de la politique de commerce extérieur doivent effectuer leurs achats ou leurs ventes comportant des importations ou des exportations en fonction exclusivement de considérations commerciales comprenant le prix, la qualité, la disponibilité, les possibilités de commercialisation, le transport et autres conditions d'achat ou de vente. Ces entreprises agissent de manière non discriminatoire et donnent aux entreprises d'autres pays des possibilités suffisantes, conformément aux pratiques commerciales en usage, de se porter concurrentes pour prendre part à ces achats ou à ces ventes.		

Notification G/STR/N/14/IND

I. ÉNUMÉRATION DES ENTREPRISES COMMERCIALES D'ÉTAT		
A. NOM	B. DÉSIGNATION DU PRODUIT	POSITION(S) TARIFAIRE(S)
AP MARKFED (Andhra Pradesh State Co-operative Marketing Federation Ltd.)	Oignons (toutes les variétés), y compris Bangalore Rose et Krishnapuram	07031010 07108090 07119090 07122000
II. RAISON ET OBJET		
A. Raison et objet de la création et/ou du maintien de l'entreprise commerciale d'État		
L'octroi de privilèges spéciaux pour l'exportation ou l'importation de certains produits répond aux objectifs suivants:		
<u>EXPORTATION</u>		
i) Des privilèges pour l'exportation de certains produits agricoles et de produits forestiers mineurs cultivés ou obtenus par une multitude de petits exploitants ou d'agriculteurs tribaux ont été accordés à des entreprises commerciales d'État afin d'améliorer la commercialisation, d'assurer de meilleurs prix, de veiller à la régularité de l'offre intérieure et d'empêcher des fluctuations importantes des prix intérieurs.		
ii) De même, pour assurer la régularité de l'approvisionnement en kérosène et en gaz de pétrole liquéfiés (GPL), utilisés comme combustibles domestiques, les exportations ne sont autorisées que par l'intermédiaire d'entreprises commerciales d'État. L'exportation par ces entreprises est nécessaire pour la préservation et l'utilisation rationnelle de certains minerais de métaux.		
B. Exposé succinct du fondement juridique de l'octroi des droits ou privilèges exclusifs ou spéciaux pertinents, y compris les dispositions légales, et brève description des pouvoirs légaux ou constitutionnels		
Andhra Pradesh State Co-operative Marketing Federation Ltd. (AP MARKFED): Créée en 1957, cette société a son siège à Hyderabad, dans l'État d'Andhra Pradesh. Il s'agit d'une fédération de coopératives de commercialisation de l'État d'Andhra Pradesh dont l'objectif principal est d'aider les agriculteurs à obtenir de meilleurs prix pour leur production en prenant en charge leurs besoins en matière de commercialisation et en leur fournissant des intrants agricoles. L'activité actuelle d'AP MARKFED à cet égard consiste à vendre des intrants agricoles tels que des engrais chimiques, des pesticides et des semences, à entretenir des entrepôts et à acheter des produits agricoles par le biais des coopératives qui en sont membres.		
III. DESCRIPTION DU FONCTIONNEMENT DE L'ENTREPRISE COMMERCIALE D'ÉTAT		
A. Aperçu des opérations de l'entreprise commerciale d'État		
Dans le cas des oignons et d'autres produits forestiers, il n'existe pas de plafonnement des quantités à l'exportation et celles-ci sont déterminées par les forces du marché. Les prix à l'exportation sont établis suivant des considérations d'ordre commercial et en fonction du jeu de l'offre et de la demande sur le marché international. Les oignons sont visés par les dispositions relatives aux entreprises commerciales d'État car il s'agit d'un produit sensible en Inde. Il est donc nécessaire que le marché intérieur soit approvisionné en quantités suffisantes de variétés indigènes. Les droits octroyés dans le cas des oignons visent à préserver les intérêts des nombreux petits agriculteurs, afin de leur assurer l'obtention d'un prix rémunérateur et de réglementer le prix et la disponibilité sur le marché intérieur.		
Le droit exclusif d'importer ou d'exporter est accordé à une entreprise conformément aux dispositions du document intitulé "Politique de commerce extérieur". Cette politique prévoit que toute marchandise dont l'importation ou l'exportation est régie par des privilèges exclusifs ou spéciaux accordés à une ou plusieurs entreprises commerciales d'État peut être importée ou exportée par l'entreprise ou les entreprises commerciale(s) d'État indiquée(s) dans le document énumérant les produits d'importation et d'exportation repris dans la classification CTCI (SH) aux conditions qui y sont spécifiées. Ce document ainsi que ses éventuelles modifications sont disponibles sur le site Web http://dgft.gov.in/ .		
B. Indication des droits ou privilèges exclusifs ou spéciaux dont bénéficie l'entreprise commerciale d'État		
Toutes les entreprises commerciales d'État auxquelles ont été octroyés des privilèges spéciaux pour des marchandises dont l'importation ou l'exportation est régie par les dispositions de la politique de commerce extérieur doivent effectuer leurs achats ou leurs ventes comportant des importations ou des exportations en fonction exclusivement de considérations commerciales comprenant le prix, la qualité, la disponibilité, les possibilités de commercialisation, le transport et autres conditions d'achat ou de vente. Ces entreprises agissent de manière non discriminatoire et donnent aux entreprises d'autres pays des possibilités suffisantes, conformément aux pratiques commerciales en usage, de se porter concurrentes pour prendre part à ces achats ou à ces ventes.		

Notification G/STR/N/14/IND

I. ÉNUMÉRATION DES ENTREPRISES COMMERCIALES D'ÉTAT		
A. NOM	B. DÉSIGNATION DU PRODUIT	POSITION(S) TARIFAIRE(S)
Gujarat Agro Industries Corporation Ltd.(GAIC), Ahmedabad	Oignons (toutes les variétés), y compris Bangalore Rose et Krishnapuram	07031010 07108090 07119090 07122000
II. RAISON ET OBJET		
A. Raison et objet de la création et/ou du maintien de l'entreprise commerciale d'État		
L'octroi de privilèges spéciaux pour l'exportation ou l'importation de certains produits répond aux objectifs suivants:		
<u>EXPORTATION</u>		
i) Des privilèges pour l'exportation de certains produits agricoles et de produits forestiers mineurs cultivés ou obtenus par une multitude de petits exploitants ou d'agriculteurs tribaux ont été accordés à des entreprises commerciales d'État afin d'améliorer la commercialisation, d'assurer de meilleurs prix, de veiller à la régularité de l'offre intérieure et d'empêcher des fluctuations importantes des prix intérieurs.		
ii) De même, pour assurer la régularité de l'approvisionnement en kérosène et en gaz de pétrole liquéfiés (GPL), utilisés comme combustibles domestiques, les exportations ne sont autorisées que par l'intermédiaire d'entreprises commerciales d'État. L'exportation par ces entreprises est nécessaire pour la préservation et l'utilisation rationnelle de certains minerais de métaux.		
B. Exposé succinct du fondement juridique de l'octroi des droits ou privilèges exclusifs ou spéciaux pertinents, y compris les dispositions légales, et brève description des pouvoirs légaux ou constitutionnels		
Gujarat Agro Industries Corporation Ltd. (GAIC): Cette société, établie à Ahmedabad, a été constituée conformément à la Loi sur les sociétés de 1956 grâce à l'État de Gujarat. Elle a pour objectifs principaux de financer et de promouvoir les industries à base agricole, de fabriquer et ou de commercialiser des intrants agricoles d'une qualité satisfaisante pour l'exportation et d'effectuer, en cas de crise, des interventions sur le marché pour le compte du gouvernement de l'État afin de protéger les petits agriculteurs et ceux qui cultivent des terres à rendement marginal.		
III. DESCRIPTION DU FONCTIONNEMENT DE L'ENTREPRISE COMMERCIALE D'ÉTAT		
A. Aperçu des opérations de l'entreprise commerciale d'État		
Dans le cas des oignons et d'autres produits forestiers, il n'existe pas de plafonnement des quantités à l'exportation et celles-ci sont déterminées par les forces du marché. Les prix à l'exportation sont établis suivant des considérations d'ordre commercial et en fonction du jeu de l'offre et de la demande sur le marché international. Les oignons sont visés par les dispositions relatives aux entreprises commerciales d'État car il s'agit d'un produit sensible en Inde. Il est donc nécessaire que le marché intérieur soit approvisionné en quantités suffisantes de variétés indigènes. Les droits octroyés dans le cas des oignons visent à préserver les intérêts des nombreux petits agriculteurs, afin de leur assurer l'obtention d'un prix rémunérateur et de réglementer le prix et la disponibilité sur le marché intérieur.		
Le droit exclusif d'importer ou d'exporter est accordé à une entreprise conformément aux dispositions du document intitulé "Politique de commerce extérieur". Cette politique prévoit que toute marchandise dont l'importation ou l'exportation est régie par des privilèges exclusifs ou spéciaux accordés à une ou plusieurs entreprises commerciales d'État peut être importée ou exportée par l'entreprise ou les entreprises commerciale(s) d'État indiquée(s) dans le document énumérant les produits d'importation et d'exportation repris dans la classification CTCI (SH) aux conditions qui y sont spécifiées. Ce document ainsi que ses éventuelles modifications sont disponibles sur le site Web http://dgft.gov.in .		
B. Indication des droits ou privilèges exclusifs ou spéciaux dont bénéficie l'entreprise commerciale d'État		
Toutes les entreprises commerciales d'État auxquelles ont été octroyés des privilèges spéciaux pour des marchandises dont l'importation ou l'exportation est régie par les dispositions de la politique de commerce extérieur doivent effectuer leurs achats ou leurs ventes comportant des importations ou des exportations en fonction exclusivement de considérations commerciales comprenant le prix, la qualité, la disponibilité, les possibilités de commercialisation, le transport et autres conditions d'achat ou de vente. Ces entreprises agissent de manière non discriminatoire et donnent aux entreprises d'autres pays des possibilités suffisantes, conformément aux pratiques commerciales en usage, de se porter concurrentes pour prendre part à ces achats ou à ces ventes.		

Notification G/STR/N/14/IND

I. ÉNUMÉRATION DES ENTREPRISES COMMERCIALES D'ÉTAT		
A. NOM	B. DÉSIGNATION DU PRODUIT	POSITION(S) TARIFAIRE(S)
Andhra Pradesh State Trading Corporation (APSTC)	Oignons (toutes les variétés), y compris Bangalore Rose et Krishnapuram	07031010 07108090 07119090 07122000
II. RAISON ET OBJET		
A. Raison et objet de la création et/ou du maintien de l'entreprise commerciale d'État.		
L'octroi de privilèges spéciaux pour l'exportation ou l'importation de certains produits répond aux objectifs suivants:		
<u>EXPORTATION</u>		
i) Des privilèges pour l'exportation de certains produits agricoles et de produits forestiers mineurs cultivés ou obtenus par une multitude de petits exploitants ou d'agriculteurs tribaux ont été accordés à des entreprises commerciales d'État afin d'améliorer la commercialisation, d'assurer de meilleurs prix, de veiller à la régularité de l'offre intérieure et d'empêcher des fluctuations importantes des prix intérieurs.		
ii) De même, pour assurer la régularité de l'approvisionnement en kérosène et en gaz de pétrole liquéfiés (GPL), utilisés comme combustibles domestiques, les exportations ne sont autorisées que par l'intermédiaire d'entreprises commerciales d'État. L'exportation par ces entreprises est nécessaire pour la préservation et l'utilisation rationnelle de certains minerais de métaux.		
B. Exposé succinct du fondement juridique de l'octroi des droits ou privilèges exclusifs ou spéciaux pertinents, y compris les dispositions légales, et brève description des pouvoirs légaux ou constitutionnels		
Andhra Pradesh State Trading Corporation (APSTC): L'APSTC est une entreprise publique de l'État d'Andhra Pradesh créée en 1970 pour exécuter des opérations financières et commerciales. Elle commercialise dans le pays certains produits et marchandises, importe des produits et des marchandises pour les services de l'État et les entreprises publiques, et est aussi chargée de la promotion des exportations de l'État d'Andhra Pradesh.		
III. DESCRIPTION DU FONCTIONNEMENT DE L'ENTREPRISE COMMERCIALE D'ÉTAT		
A. Aperçu des opérations de l'entreprise commerciale d'État		
Dans le cas des oignons et d'autres produits forestiers, il n'existe pas de plafonnement des quantités à l'exportation et celles-ci sont déterminées par les forces du marché. Les prix à l'exportation sont établis suivant des considérations d'ordre commercial et en fonction du jeu de l'offre et de la demande sur le marché international. Les oignons sont visés par les dispositions relatives aux entreprises commerciales d'État car il s'agit d'un produit sensible en Inde. Il est donc nécessaire que le marché intérieur soit approvisionné en quantités suffisantes de variétés indigènes. Les droits octroyés dans le cas des oignons visent à préserver les intérêts des nombreux petits agriculteurs, afin de leur assurer l'obtention d'un prix rémunérateur et de régler le prix et la disponibilité sur le marché intérieur.		
Le droit exclusif d'importer ou d'exporter est accordé à une entreprise conformément aux dispositions du document intitulé "Politique de commerce extérieur". Cette politique prévoit que toute marchandise dont l'importation ou l'exportation est régie par des privilèges exclusifs ou spéciaux accordés à une ou plusieurs entreprises commerciales d'État peut être importée ou exportée par l'entreprise ou les entreprises commerciale(s) d'État indiquée(s) dans le document énumérant les produits d'importation et d'exportation repris dans la classification CTCI (SH) aux conditions qui y sont spécifiées. Ce document ainsi que ses éventuelles modifications sont disponibles sur le site Web http://dgft.gov.in/ .		
B. Indication des droits ou privilèges exclusifs ou spéciaux dont bénéficie l'entreprise commerciale d'État		
Toutes les entreprises commerciales d'État auxquelles ont été octroyés des privilèges spéciaux pour des marchandises dont l'importation ou l'exportation est régie par les dispositions de la politique de commerce extérieur doivent effectuer leurs achats ou leurs ventes comportant des importations ou des exportations en fonction exclusivement de considérations commerciales comprenant le prix, la qualité, la disponibilité, les possibilités de commercialisation, le transport et autres conditions d'achat ou de vente. Ces entreprises agissent de manière non discriminatoire et donnent aux entreprises d'autres pays des possibilités suffisantes, conformément aux pratiques commerciales en usage, de se porter concurrentes pour prendre part à ces achats ou à ces ventes.		

Notification G/STR/N/14/IND

I. ÉNUMÉRATION DES ENTREPRISES COMMERCIALES D'ÉTAT		
A. NOM	B. DÉSIGNATION DU PRODUIT	POSITION(S) TARIFAIRE(S)
Spices Trading Corporation Ltd. (STCL)	Oignons (toutes les variétés), y compris Bangalore Rose et Krishnapuram	07031010 07108090 07119090 07122000
II. RAISON ET OBJET		
A. Raison et objet de la création et/ou du maintien de l'entreprise commerciale d'État		
L'octroi de privilèges spéciaux pour l'exportation ou l'importation de certains produits répond aux objectifs suivants:		
<u>EXPORTATION</u>		
i) Des privilèges pour l'exportation de certains produits agricoles et de produits forestiers mineurs cultivés ou obtenus par une multitude de petits exploitants ou d'agriculteurs tribaux ont été accordés à des entreprises commerciales d'État afin d'améliorer la commercialisation, d'assurer de meilleurs prix, de veiller à la régularité de l'offre intérieure et d'empêcher des fluctuations importantes des prix intérieurs.		
ii) De même, pour assurer la régularité de l'approvisionnement en kérosène et en gaz de pétrole liquéfiés (GPL), utilisés comme combustibles domestiques, les exportations ne sont autorisées que par l'intermédiaire d'entreprises commerciales d'État. L'exportation par ces entreprises est nécessaire pour la préservation et l'utilisation rationnelle de certains minerais de métaux.		
B. Exposé succinct du fondement juridique de l'octroi des droits ou privilèges exclusifs ou spéciaux pertinents, y compris les dispositions légales, et brève description des pouvoirs légaux ou constitutionnels		
Spices Trading Corporation Ltd. (STCL): STCL a été créée en 1982 sous le nom de Cardamon Trading Compagny Limited, société constituée conformément à la Loi de 1956 sur les sociétés. Elle a pour objectifs principaux de faire le commerce des épices et de leurs produits aux niveaux national et international, de transformer et de conserver les épices et d'en fabriquer des produits dérivés, de soutenir, de planifier, de maintenir, d'accroître et de promouvoir la production des produits à base d'épices ainsi que leur vente et leur exportation, de mener et de promouvoir des actions de recherche et de développement concernant les épices et leurs produits, de promouvoir et de créer de nouveaux marchés pour les épices et leurs produits, d'effectuer des opérations en tant que distributeur et exportateur de produits agricoles et de produits dérivés, et de procéder régulièrement à des mises aux enchères et à des ventes d'épices dans tous les centres importants de l'Inde et d'autres pays.		
III. DESCRIPTION DU FONCTIONNEMENT DE L'ENTREPRISE COMMERCIALE D'ÉTAT		
A. Aperçu des opérations de l'entreprise commerciale d'État		
Dans le cas des oignons et d'autres produits forestiers, il n'existe pas de plafonnement des quantités à l'exportation et celles-ci sont déterminées par les forces du marché. Les prix à l'exportation sont établis suivant des considérations d'ordre commercial et en fonction du jeu de l'offre et de la demande sur le marché international. Les oignons sont visés par les dispositions relatives aux entreprises commerciales d'État car il s'agit d'un produit sensible en Inde. Il est donc nécessaire que le marché intérieur soit approvisionné en quantités suffisantes de variétés indigènes. Les droits octroyés dans le cas des oignons visent à préserver les intérêts des nombreux petits agriculteurs, afin de leur assurer l'obtention d'un prix rémunérateur et de réglementer le prix et la disponibilité sur le marché intérieur.		
Le droit exclusif d'importer ou d'exporter est accordé à une entreprise conformément aux dispositions du document intitulé "Politique de commerce extérieur". Cette politique prévoit que toute marchandise dont l'importation ou l'exportation est régie par des privilèges exclusifs ou spéciaux accordés à une ou plusieurs entreprises commerciales d'État peut être importée ou exportée par l'entreprise ou les entreprises commerciale(s) d'État indiquée(s) dans le document énumérant les produits d'importation et d'exportation repris dans la classification CTCI (SH) aux conditions qui y sont spécifiées. Ce document ainsi que ses éventuelles modifications sont disponibles sur le site Web http://dgft.gov.in/ .		
B. Indication des droits ou privilèges exclusifs ou spéciaux dont bénéficie l'entreprise commerciale d'État		
Toutes les entreprises commerciales d'État auxquelles ont été octroyés des privilèges spéciaux pour des marchandises dont l'importation ou l'exportation est régie par les dispositions de la politique de commerce extérieur doivent effectuer leurs achats ou leurs ventes comportant des importations ou des exportations en fonction exclusivement de considérations commerciales comprenant le prix, la qualité, la disponibilité, les possibilités de commercialisation, le transport et autres conditions d'achat ou de vente. Ces entreprises agissent de manière non discriminatoire et donnent aux entreprises d'autres pays des possibilités suffisantes, conformément aux pratiques commerciales en usage, de se porter concurrentes pour prendre part à ces achats ou à ces ventes.		

Notification G/STR/N/14/IND

I. ÉNUMÉRATION DES ENTREPRISES COMMERCIALES D'ÉTAT		
A. NOM	B. DÉSIGNATION DU PRODUIT	POSITION(S) TARIFAIRE(S)
The Karnataka State Cooperative Marketing Federation Limited (KSCMFL)	Oignons (toutes les variétés), y compris Bangalore Rose et Krishnapuram	07031010 07108090 07119090 07122000
II. RAISON ET OBJET		
A. Raison et objet de la création et/ou du maintien de l'entreprise commerciale d'État		
L'octroi de privilèges spéciaux pour l'exportation ou l'importation de certains produits répond aux objectifs suivants:		
<u>EXPORTATION</u>		
i) Des privilèges pour l'exportation de certains produits agricoles et de produits forestiers mineurs cultivés ou obtenus par une multitude de petits exploitants ou d'agriculteurs tribaux ont été accordés à des entreprises commerciales d'État afin d'améliorer la commercialisation, d'assurer de meilleurs prix, de veiller à la régularité de l'offre intérieure et d'empêcher des fluctuations importantes des prix intérieurs.		
ii) De même, pour assurer la régularité de l'approvisionnement en kérosène et en gaz de pétrole liquéfiés (GPL), utilisés comme combustibles domestiques, les exportations ne sont autorisées que par l'intermédiaire d'entreprises commerciales d'État. L'exportation par ces entreprises est nécessaire pour la préservation et l'utilisation rationnelle de certains minerais de métaux.		
B. Exposé succinct du fondement juridique de l'octroi des droits ou privilèges exclusifs ou spéciaux pertinents, y compris les dispositions légales, et brève description des pouvoirs légaux ou constitutionnels		
Karnataka State Cooperative Marketing Federation Limited (KSCMF): Fonctionnant depuis 1947, cette fédération coiffe les coopératives de l'État de Karnataka dans le secteur de l'achat et de la commercialisation des produits agricoles de base. Elle s'est vu octroyer les droits d'une entreprise commerciale d'État pour l'exportation de toutes les variétés d'oignons.		
III. DESCRIPTION DU FONCTIONNEMENT DE L'ENTREPRISE COMMERCIALE D'ÉTAT		
A. Aperçu des opérations de l'entreprise commerciale d'État		
Dans le cas des oignons et d'autres produits forestiers, il n'existe pas de plafonnement des quantités à l'exportation et celles-ci sont déterminées par les forces du marché. Les prix à l'exportation sont établis suivant des considérations d'ordre commercial et en fonction du jeu de l'offre et de la demande sur le marché international. Les oignons sont visés par les dispositions relatives aux entreprises commerciales d'État car il s'agit d'un produit sensible en Inde. Il est donc nécessaire que le marché intérieur soit approvisionné en quantités suffisantes de variétés indigènes. Les droits octroyés dans le cas des oignons visent à préserver les intérêts des nombreux petits agriculteurs, afin de leur assurer l'obtention d'un prix rémunérateur et de régler le prix et la disponibilité sur le marché intérieur.		
Le droit exclusif d'importer ou d'exporter est accordé à une entreprise conformément aux dispositions du document intitulé "Politique de commerce extérieur". Cette politique prévoit que toute marchandise dont l'importation ou l'exportation est régie par des privilèges exclusifs ou spéciaux accordés à une ou plusieurs entreprises commerciales d'État peut être importée ou exportée par l'entreprise ou les entreprises commerciale(s) d'État indiquée(s) dans le document énumérant les produits d'importation et d'exportation repris dans la classification CTCI (SH) aux conditions qui y sont spécifiées. Ce document ainsi que ses éventuelles modifications sont disponibles sur le site Web http://dgft.gov.in/ .		
B. Indication des droits ou privilèges exclusifs ou spéciaux dont bénéficie l'entreprise commerciale d'État		
Toutes les entreprises commerciales d'État auxquelles ont été octroyés des privilèges spéciaux pour des marchandises dont l'importation ou l'exportation est régie par les dispositions de la politique de commerce extérieur doivent effectuer leurs achats ou leurs ventes comportant des importations ou des exportations en fonction exclusivement de considérations commerciales comprenant le prix, la qualité, la disponibilité, les possibilités de commercialisation, le transport et autres conditions d'achat ou de vente. Ces entreprises agissent de manière non discriminatoire et donnent aux entreprises d'autres pays des possibilités suffisantes, conformément aux pratiques commerciales en usage, de se porter concurrentes pour prendre part à ces achats ou à ces ventes.		

Notification G/STR/N/14/IND

I. ÉNUMÉRATION DES ENTREPRISES COMMERCIALES D'ÉTAT		
A. NOM	B. DÉSIGNATION DU PRODUIT	POSITION(S) TARIFAIRE(S)
West Bengal Essential Commodities Supply Corporation (WBECSC) Ltd	Oignons (toutes les variétés), y compris Bangalore Rose et Krishnapuram	07031010 07108090 07119090 07122000
II. RAISON ET OBJET		
A. Raison et objet de la création et/ou du maintien de l'entreprise commerciale d'État		
L'octroi de privilèges spéciaux pour l'exportation ou l'importation de certains produits répond aux objectifs suivants:		
<u>EXPORTATION</u>		
i) Des privilèges pour l'exportation de certains produits agricoles et de produits forestiers mineurs cultivés ou obtenus par une multitude de petits exploitants ou d'agriculteurs tribaux ont été accordés à des entreprises commerciales d'État afin d'améliorer la commercialisation, d'assurer de meilleurs prix, de veiller à la régularité de l'offre intérieure et d'empêcher des fluctuations importantes des prix intérieurs.		
ii) De même, pour assurer la régularité de l'approvisionnement en kérosène et en gaz de pétrole liquéfiés (GPL), utilisés comme combustibles domestiques, les exportations ne sont autorisées que par l'intermédiaire d'entreprises commerciales d'État. L'exportation par ces entreprises est nécessaire pour la préservation et l'utilisation rationnelle de certains minerais de métaux.		
B. Exposé succinct du fondement juridique de l'octroi des droits ou privilèges exclusifs ou spéciaux pertinents, y compris les dispositions légales, et brève description des pouvoirs légaux ou constitutionnels		
West Bengal Essential Commodities Supply Corporation (WBECSC): Il s'agit d'une entreprise publique au niveau de l'État, détenue dans sa totalité par le gouvernement de l'État du Bengale occidental. Elle s'est vu octroyer les droits d'une entreprise commerciale d'État pour l'exportation de toutes les variétés d'oignons.		
III. DESCRIPTION DU FONCTIONNEMENT DE L'ENTREPRISE COMMERCIALE D'ÉTAT		
A. Aperçu des opérations de l'entreprise commerciale d'État		
Dans le cas des oignons et d'autres produits forestiers, il n'existe pas de plafonnement des quantités à l'exportation et celles-ci sont déterminées par les forces du marché. Les prix à l'exportation sont établis suivant des considérations d'ordre commercial et en fonction du jeu de l'offre et de la demande sur le marché international. Les oignons sont visés par les dispositions relatives aux entreprises commerciales d'État car il s'agit d'un produit sensible en Inde. Il est donc nécessaire que le marché intérieur soit approvisionné en quantités suffisantes de variétés indigènes. Les droits octroyés dans le cas des oignons visent à préserver les intérêts des nombreux petits agriculteurs, afin de leur assurer l'obtention d'un prix rémunérateur et de réglementer le prix et la disponibilité sur le marché intérieur.		
Le droit exclusif d'importer ou d'exporter est accordé à une entreprise conformément aux dispositions du document intitulé "Politique de commerce extérieur". Cette politique prévoit que toute marchandise dont l'importation ou l'exportation est régie par des privilèges exclusifs ou spéciaux accordés à une ou plusieurs entreprises commerciales d'État peut être importée ou exportée par l'entreprise ou les entreprises commerciale(s) d'État indiquée(s) dans le document énumérant les produits d'importation et d'exportation repris dans la classification CTCI (SH) aux conditions qui y sont spécifiées. Ce document ainsi que ses éventuelles modifications sont disponibles sur le site Web http://dgft.gov.in/ .		
B. Indication des droits ou privilèges exclusifs ou spéciaux dont bénéficie l'entreprise commerciale d'État		
Toutes les entreprises commerciales d'État auxquelles ont été octroyés des privilèges spéciaux pour des marchandises dont l'importation ou l'exportation est régie par les dispositions de la politique de commerce extérieur doivent effectuer leurs achats ou leurs ventes comportant des importations ou des exportations en fonction exclusivement de considérations commerciales comprenant le prix, la qualité, la disponibilité, les possibilités de commercialisation, le transport et autres conditions d'achat ou de vente. Ces entreprises agissent de manière non discriminatoire et donnent aux entreprises d'autres pays des possibilités suffisantes, conformément aux pratiques commerciales en usage, de se porter concurrentes pour prendre part à ces achats ou à ces ventes.		

Notification G/STR/N/14/IND

I. ÉNUMÉRATION DES ENTREPRISES COMMERCIALES D'ÉTAT		
A. NOM	B. DÉSIGNATION DU PRODUIT	POSITION(S) TARIFAIRE(S)
Madhya Pradesh State Co-operative Oil Seeds Growers Federation Limited (MPSCOGFL)	Oignons (toutes les variétés), y compris Bangalore Rose et Krishnapuram	07031010 07108090 07119090 07122000
II. RAISON ET OBJET		
A. Raison et objet de la création et/ou du maintien de l'entreprise commerciale d'État		
L'octroi de privilèges spéciaux pour l'exportation ou l'importation de certains produits répond aux objectifs suivants:		
<u>EXPORTATION</u>		
i) Des privilèges pour l'exportation de certains produits agricoles et de produits forestiers mineurs cultivés ou obtenus par une multitude de petits exploitants ou d'agriculteurs tribaux ont été accordés à des entreprises commerciales d'État afin d'améliorer la commercialisation, d'assurer de meilleurs prix, de veiller à la régularité de l'offre intérieure et d'empêcher des fluctuations importantes des prix intérieurs.		
ii) De même, pour assurer la régularité de l'approvisionnement en kérosène et en gaz de pétrole liquéfiés (GPL), utilisés comme combustibles domestiques, les exportations ne sont autorisées que par l'intermédiaire d'entreprises commerciales d'État. L'exportation par ces entreprises est nécessaire pour la préservation et l'utilisation rationnelle de certains minerais de métaux.		
B. Exposé succinct du fondement juridique de l'octroi des droits ou privilèges exclusifs ou spéciaux pertinents, y compris les dispositions légales, et brève description des pouvoirs légaux ou constitutionnels		
Madhya Pradesh State Co-operative Oil Seeds Growers Federation Limited (MPSCOGFL): Cette fédération a été constituée et enregistrée en 1979, conformément à la Loi de 1960 sur les sociétés coopératives de l'État de Madhya Pradesh, dans le cadre du programme national du gouvernement indien pour la restructuration de la production de graines oléagineuses et d'huiles comestibles. Son objectif est de développer une coopération intégrée dans le domaine de la culture, la transformation et la commercialisation des graines oléagineuses.		
III. DESCRIPTION DU FONCTIONNEMENT DE L'ENTREPRISE COMMERCIALE D'ÉTAT		
A. Aperçu des opérations de l'entreprise commerciale d'État		
Dans le cas des oignons et d'autres produits forestiers, il n'existe pas de plafonnement des quantités à l'exportation et celles-ci sont déterminées par les forces du marché. Les prix à l'exportation sont établis suivant des considérations d'ordre commercial et en fonction du jeu de l'offre et de la demande sur le marché international. Les oignons sont visés par les dispositions relatives aux entreprises commerciales d'État car il s'agit d'un produit sensible en Inde. Il est donc nécessaire que le marché intérieur soit approvisionné en quantités suffisantes de variétés indigènes. Les droits octroyés dans le cas des oignons visent à préserver les intérêts des nombreux petits agriculteurs, afin de leur assurer l'obtention d'un prix rémunérateur et de réglementer le prix et la disponibilité sur le marché intérieur.		
Le droit exclusif d'importer ou d'exporter est accordé à une entreprise conformément aux dispositions du document intitulé "Politique de commerce extérieur". Cette politique prévoit que toute marchandise dont l'importation ou l'exportation est régie par des privilèges exclusifs ou spéciaux accordés à une ou plusieurs entreprises commerciales d'État peut être importée ou exportée par l'entreprise ou les entreprises commerciale(s) d'État indiquée(s) dans le document énumérant les produits d'importation et d'exportation repris dans la classification CTCI (SH) aux conditions qui y sont spécifiées. Ce document ainsi que ses éventuelles modifications sont disponibles sur le site Web http://dgft.gov.in/ .		
B. Indication des droits ou privilèges exclusifs ou spéciaux dont bénéficie l'entreprise commerciale d'État		
Toutes les entreprises commerciales d'État auxquelles ont été octroyés des privilèges spéciaux pour des marchandises dont l'importation ou l'exportation est régie par les dispositions de la politique de commerce extérieur doivent effectuer leurs achats ou leurs ventes comportant des importations ou des exportations en fonction exclusivement de considérations commerciales comprenant le prix, la qualité, la disponibilité, les possibilités de commercialisation, le transport et autres conditions d'achat ou de vente. Ces entreprises agissent de manière non discriminatoire et donnent aux entreprises d'autres pays des possibilités suffisantes, conformément aux pratiques commerciales en usage, de se porter concurrentes pour prendre part à ces achats ou à ces ventes.		

Notification G/STR/N/14/IND

I. ÉNUMÉRATION DES ENTREPRISES COMMERCIALES D'ÉTAT		
A. NOM	B. DÉSIGNATION DU PRODUIT	POSITION(S) TARIFAIRE(S)
National Cooperative Consumers' Federation of India Ltd. (NCCF)	Oignons (toutes les variétés), y compris Bangalore Rose et Krishnapuram	07031010 07108090 07119090 07122000
II. RAISON ET OBJET		
A. Raison et objet de la création et/ou du maintien de l'entreprise commerciale d'État.		
L'octroi de privilèges spéciaux pour l'exportation ou l'importation de certains produits répond aux objectifs suivants:		
<u>EXPORTATION</u>		
i) Des privilèges pour l'exportation de certains produits agricoles et de produits forestiers mineurs cultivés ou obtenus par une multitude de petits exploitants ou d'agriculteurs tribaux ont été accordés à des entreprises commerciales d'État afin d'améliorer la commercialisation, d'assurer de meilleurs prix, de veiller à la régularité de l'offre intérieure et d'empêcher des fluctuations importantes des prix intérieurs.		
ii) De même, pour assurer la régularité de l'approvisionnement en kérosène et en gaz de pétrole liquéfiés (GPL), utilisés comme combustibles domestiques, les exportations ne sont autorisées que par l'intermédiaire d'entreprises commerciales d'État. L'exportation par ces entreprises est nécessaire pour la préservation et l'utilisation rationnelle de certains minerais de métaux.		
B. Exposé succinct du fondement juridique de l'octroi des droits ou privilèges exclusifs ou spéciaux pertinents, y compris les dispositions légales, et brève description des pouvoirs légaux ou constitutionnels		
National Cooperative Consumers' Federation (NCCF) of India Ltd.: Cette fédération, qui coiffe les coopératives de consommateurs en Inde, est constituée conformément à la Loi de 1984 sur les coopératives de plusieurs États. Elle fournit une aide à la gestion pour améliorer le fonctionnement des coopératives de consommateurs en Inde et aide également à distribuer des biens de grande consommation à des prix compétitifs.		
III. DESCRIPTION DU FONCTIONNEMENT DE L'ENTREPRISE COMMERCIALE D'ÉTAT		
A. Aperçu des opérations de l'entreprise commerciale d'État		
Dans le cas des oignons et d'autres produits forestiers, il n'existe pas de plafonnement des quantités à l'exportation et celles-ci sont déterminées par les forces du marché. Les prix à l'exportation sont établis suivant des considérations d'ordre commercial et en fonction du jeu de l'offre et de la demande sur le marché international. Les oignons sont visés par les dispositions relatives aux entreprises commerciales d'État car il s'agit d'un produit sensible en Inde. Il est donc nécessaire que le marché intérieur soit approvisionné en quantités suffisantes de variétés indigènes. Les droits octroyés dans le cas des oignons visent à préserver les intérêts des nombreux petits agriculteurs, afin de leur assurer l'obtention d'un prix rémunérateur et de réglementer le prix et la disponibilité sur le marché intérieur.		
Le droit exclusif d'importer ou d'exporter est accordé à une entreprise conformément aux dispositions du document intitulé "Politique de commerce extérieur". Cette politique prévoit que toute marchandise dont l'importation ou l'exportation est régie par des privilèges exclusifs ou spéciaux accordés à une ou plusieurs entreprises commerciales d'État peut être importée ou exportée par l'entreprise ou les entreprises commerciale(s) d'État indiquée(s) dans le document énumérant les produits d'importation et d'exportation repris dans la classification CTCI (SH) aux conditions qui y sont spécifiées. Ce document ainsi que ses éventuelles modifications sont disponibles sur le site Web http://dgft.gov.in/ .		
B. Indication des droits ou privilèges exclusifs ou spéciaux dont bénéficie l'entreprise commerciale d'État		
Toutes les entreprises commerciales d'État auxquelles ont été octroyés des privilèges spéciaux pour des marchandises dont l'importation ou l'exportation est régie par les dispositions de la politique de commerce extérieur doivent effectuer leurs achats ou leurs ventes comportant des importations ou des exportations en fonction exclusivement de considérations commerciales comprenant le prix, la qualité, la disponibilité, les possibilités de commercialisation, le transport et autres conditions d'achat ou de vente. Ces entreprises agissent de manière non discriminatoire et donnent aux entreprises d'autres pays des possibilités suffisantes, conformément aux pratiques commerciales en usage, de se porter concurrentes pour prendre part à ces achats ou à ces ventes		

Notification G/STR/N/14/IND

I. ÉNUMÉRATION DES ENTREPRISES COMMERCIALES D'ÉTAT		
A. NOM	B. DÉSIGNATION DU PRODUIT	POSITION(S) TARIFAIRE(S)
Maharashtra State Agricultural Marketing Board (MSAMB)	Oignons (toutes les variétés), y compris Bangalore Rose et Krishnapuram	07031010 07108090 07119090 07122000
II. RAISON ET OBJET		
A. Raison et objet de la création et/ou du maintien de l'entreprise commerciale d'État		
L'octroi de privilèges spéciaux pour l'exportation ou l'importation de certains produits répond aux objectifs suivants:		
<u>EXPORTATION</u>		
i) Des privilèges pour l'exportation de certains produits agricoles et de produits forestiers mineurs cultivés ou obtenus par une multitude de petits exploitants ou d'agriculteurs tribaux ont été accordés à des entreprises commerciales d'État afin d'améliorer la commercialisation, d'assurer de meilleurs prix, de veiller à la régularité de l'offre intérieure et d'empêcher des fluctuations importantes des prix intérieurs.		
ii) De même, pour assurer la régularité de l'approvisionnement en kérosène et en gaz de pétrole liquéfiés (GPL), utilisés comme combustibles domestiques, les exportations ne sont autorisées que par l'intermédiaire d'entreprises commerciales d'État. L'exportation par ces entreprises est nécessaire pour la préservation et l'utilisation rationnelle de certains minerais de métaux.		
B. Exposé succinct du fondement juridique de l'octroi des droits ou privilèges exclusifs ou spéciaux pertinents, y compris les dispositions légales, et brève description des pouvoirs légaux ou constitutionnels		
Maharashtra State Agricultural Marketing Board (MSAMB): Il s'agit d'un organisme officiel chargé de promouvoir la commercialisation de produits agricoles dans l'État de Maharashtra. Cet organisme s'est vu octroyer le droit d'exporter des oignons (toutes les variétés) lorsqu'il existe des excédents suffisants de production intérieure.		
III. DESCRIPTION DU FONCTIONNEMENT DE L'ENTREPRISE COMMERCIALE D'ÉTAT		
A. Aperçu des opérations de l'entreprise commerciale d'État		
Dans le cas des oignons et d'autres produits forestiers, il n'existe pas de plafonnement des quantités à l'exportation et celles-ci sont déterminées par les forces du marché. Les prix à l'exportation sont établis suivant des considérations d'ordre commercial et en fonction du jeu de l'offre et de la demande sur le marché international. Les oignons sont visés par les dispositions relatives aux entreprises commerciales d'État car il s'agit d'un produit sensible en Inde. Il est donc nécessaire que le marché intérieur soit approvisionné en quantités suffisantes de variétés indigènes. Les droits octroyés dans le cas des oignons visent à préserver les intérêts des nombreux petits agriculteurs, afin de leur assurer l'obtention d'un prix rémunérateur et de régler le prix et la disponibilité sur le marché intérieur.		
Le droit exclusif d'importer ou d'exporter est accordé à une entreprise conformément aux dispositions du document intitulé "Politique de commerce extérieur". Cette politique prévoit que toute marchandise dont l'importation ou l'exportation est régie par des privilèges exclusifs ou spéciaux accordés à une ou plusieurs entreprises commerciales d'État peut être importée ou exportée par l'entreprise ou les entreprises commerciale(s) d'État indiquée(s) dans le document énumérant les produits d'importation et d'exportation repris dans la classification CTCI (SH) aux conditions qui y sont spécifiées. Ce document ainsi que ses éventuelles modifications sont disponibles sur le site Web http://dgft.gov.in/ .		
B. Indication des droits ou privilèges exclusifs ou spéciaux dont bénéficie l'entreprise commerciale d'État		
Toutes les entreprises commerciales d'État auxquelles ont été octroyés des privilèges spéciaux pour des marchandises dont l'importation ou l'exportation est régie par les dispositions de la politique de commerce extérieur doivent effectuer leurs achats ou leurs ventes comportant des importations ou des exportations en fonction exclusivement de considérations commerciales comprenant le prix, la qualité, la disponibilité, les possibilités de commercialisation, le transport et autres conditions d'achat ou de vente. Ces entreprises agissent de manière non discriminatoire et donnent aux entreprises d'autres pays des possibilités suffisantes, conformément aux pratiques commerciales en usage, de se porter concurrentes pour prendre part à ces achats ou à ces ventes.		

Notification G/STR/N/14/IND

I. ÉNUMÉRATION DES ENTREPRISES COMMERCIALES D'ÉTAT		
A. NOM	B. DÉSIGNATION DU PRODUIT	POSITION(S) TARIFAIRE(S)
Madhya Pradesh State Agro Industries Development Corporation Ltd.	Oignons (toutes les variétés), y compris Bangalore Rose et Krishnapuram	07031010 07108090 07119090 07122000
II. RAISON ET OBJET		
A. Raison et objet de la création et/ou du maintien de l'entreprise commerciale d'État		
L'octroi de privilèges spéciaux pour l'exportation ou l'importation de certains produits répond aux objectifs suivants:		
<u>EXPORTATION</u>		
<p>i) Des privilèges pour l'exportation de certains produits agricoles et de produits forestiers mineurs cultivés ou obtenus par une multitude de petits exploitants ou d'agriculteurs tribaux ont été accordés à des entreprises commerciales d'État afin d'améliorer la commercialisation, d'assurer de meilleurs prix, de veiller à la régularité de l'offre intérieure et d'empêcher des fluctuations importantes des prix intérieurs.</p> <p>ii) De même, pour assurer la régularité de l'approvisionnement en kérosène et en gaz de pétrole liquéfiés (GPL), utilisés comme combustibles domestiques, les exportations ne sont autorisées que par l'intermédiaire d'entreprises commerciales d'État. L'exportation par ces entreprises est nécessaire pour la préservation et l'utilisation rationnelle de certains minerais de métaux.</p>		
B. Exposé succinct du fondement juridique de l'octroi des droits ou privilèges exclusifs ou spéciaux pertinents, y compris les dispositions légales, et brève description des pouvoirs légaux ou constitutionnels		
III. DESCRIPTION DU FONCTIONNEMENT DE L'ENTREPRISE COMMERCIALE D'ÉTAT		
A. Aperçu des opérations de l'entreprise commerciale d'État		
<p>Dans le cas des oignons et d'autres produits forestiers, il n'existe pas de plafonnement des quantités à l'exportation et celles-ci sont déterminées par les forces du marché. Les prix à l'exportation sont établis suivant des considérations d'ordre commercial et en fonction du jeu de l'offre et de la demande sur le marché international. Les oignons sont visés par les dispositions relatives aux entreprises commerciales d'État car il s'agit d'un produit sensible en Inde. Il est donc nécessaire que le marché intérieur soit approvisionné en quantités suffisantes de variétés indigènes. Les droits octroyés dans le cas des oignons visent à préserver les intérêts des nombreux petits agriculteurs, afin de leur assurer l'obtention d'un prix rémunérateur et de réglementer le prix et la disponibilité sur le marché intérieur.</p> <p>Le droit exclusif d'importer ou d'exporter est accordé à une entreprise conformément aux dispositions du document intitulé "Politique de commerce extérieur". Cette politique prévoit que toute marchandise dont l'importation ou l'exportation est régie par des privilèges exclusifs ou spéciaux accordés à une ou plusieurs entreprises commerciales d'État peut être importée ou exportée par l'entreprise ou les entreprises commerciale(s) d'État indiquée(s) dans le document énumérant les produits d'importation et d'exportation repris dans la classification CTCI (SH) aux conditions qui y sont spécifiées. Ce document ainsi que ses éventuelles modifications sont disponibles sur le site Web http://dgft.gov.in/.</p>		
B. Indication des droits ou privilèges exclusifs ou spéciaux dont bénéficie l'entreprise commerciale d'État		
<p>Toutes les entreprises commerciales d'État auxquelles ont été octroyés des privilèges spéciaux pour des marchandises dont l'importation ou l'exportation est régie par les dispositions de la politique de commerce extérieur doivent effectuer leurs achats ou leurs ventes comportant des importations ou des exportations en fonction exclusivement de considérations commerciales comprenant le prix, la qualité, la disponibilité, les possibilités de commercialisation, le transport et autres conditions d'achat ou de vente. Ces entreprises agissent de manière non discriminatoire et donnent aux entreprises d'autres pays des possibilités suffisantes, conformément aux pratiques commerciales en usage, de se porter concurrentes pour prendre part à ces achats ou à ces ventes.</p>		

Notification G/STR/N/14/IND

I. ÉNUMÉRATION DES ENTREPRISES COMMERCIALES D'ÉTAT		
A. NOM	B. DÉSIGNATION DU PRODUIT	POSITION(S) TARIFAIRE(S)
Tribal Cooperative Marketing Development Federation of India Limited (TRIFED)	Gomme karaya	13019016
II. RAISON ET OBJET		
A. Raison et objet de la création et/ou du maintien de l'entreprise commerciale d'État		
L'octroi de privilèges spéciaux pour l'exportation ou l'importation de certains produits répond aux objectifs suivants:		
<u>EXPORTATION</u>		
<p>i) Des privilèges pour l'exportation de certains produits agricoles et de produits forestiers mineurs cultivés ou obtenus par une multitude de petits exploitants ou d'agriculteurs tribaux ont été accordés à des entreprises commerciales d'État afin d'améliorer la commercialisation, d'assurer de meilleurs prix, de veiller à la régularité de l'offre intérieure et d'empêcher des fluctuations importantes des prix intérieurs.</p> <p>ii) De même, pour assurer la régularité de l'approvisionnement en kérosène et en gaz de pétrole liquéfiés (GPL), utilisés comme combustibles domestiques, les exportations ne sont autorisées que par l'intermédiaire d'entreprises commerciales d'État. L'exportation par ces entreprises est nécessaire pour la préservation et l'utilisation rationnelle de certains minerais de métaux.</p>		
B. Exposé succinct du fondement juridique de l'octroi des droits ou privilèges exclusifs ou spéciaux pertinents, y compris les dispositions légales, et brève description des pouvoirs légaux ou constitutionnels		
Tribal Cooperative Marketing Development Federation of India Ltd. (TRIFED): La TRIFED coiffe une fédération de coopératives et a été créée en 1987 pour permettre aux populations tribales de tirer des revenus équitables de leurs produits agricoles et forestiers. Elle exerce des activités telles que la formation des cultivateurs tribaux aux méthodes scientifiques de culture et de récolte pour valoriser leur production. Elle a le droit d'exporter la gomme karaya et délivre également un certificat de non-opposition pour l'exportation de gomme karaya aux exportateurs associés enregistrés auprès de la TRIFED.		
III. DESCRIPTION DU FONCTIONNEMENT DE L'ENTREPRISE COMMERCIALE D'ÉTAT		
A. Aperçu des opérations de l'entreprise commerciale d'État		
Le droit exclusif d'importer ou d'exporter est accordé à une entreprise conformément aux dispositions du document intitulé "Politique de commerce extérieur". Cette politique prévoit que toute marchandise dont l'importation ou l'exportation est régie par des privilèges exclusifs ou spéciaux accordés à une ou plusieurs entreprises commerciales d'État peut être importée ou exportée par l'entreprise ou les entreprises commerciale(s) d'État indiquée(s) dans le document énumérant les produits d'importation et d'exportation repris dans la classification CTCI (SH) aux conditions qui y sont spécifiées. Ce document ainsi que ses éventuelles modifications sont disponibles sur le site Web http://dgft.gov.in/ .		
B. Indication des droits ou privilèges exclusifs ou spéciaux dont bénéficie l'entreprise commerciale d'État		
Toutes les entreprises commerciales d'État auxquelles ont été octroyés des privilèges spéciaux pour des marchandises dont l'importation ou l'exportation est régie par les dispositions de la politique de commerce extérieur doivent effectuer leurs achats ou leurs ventes comportant des importations ou des exportations en fonction exclusivement de considérations commerciales comprenant le prix, la qualité, la disponibilité, les possibilités de commercialisation, le transport et autres conditions d'achat ou de vente. Ces entreprises agissent de manière non discriminatoire et donnent aux entreprises d'autres pays des possibilités suffisantes, conformément aux pratiques commerciales en usage, de se porter concurrentes pour prendre part à ces achats ou à ces ventes.		

Notification G/STR/N/14/IND

I. ÉNUMÉRATION DES ENTREPRISES COMMERCIALES D'ÉTAT		
A. NOM	B. DÉSIGNATION DU PRODUIT	POSITION(S) TARIFAIRE(S)
Indian Sugar Exim Corporation Limited. (ISEC)	Sucre exporté dans le cadre d'un contingent préférentiel	17010000
II. RAISON ET OBJET		
A. Raison et objet de la création et/ou du maintien de l'entreprise commerciale d'État		
L'octroi de privilèges spéciaux pour l'exportation ou l'importation de certains produits répond aux objectifs suivants:		
<u>EXPORTATION</u>		
<p>i) Des privilèges pour l'exportation de certains produits agricoles et de produits forestiers mineurs cultivés ou obtenus par une multitude de petits exploitants ou d'agriculteurs tribaux ont été accordés à des entreprises commerciales d'État afin d'améliorer la commercialisation, d'assurer de meilleurs prix, de veiller à la régularité de l'offre intérieure et d'empêcher des fluctuations importantes des prix intérieurs.</p> <p>ii) De même, pour assurer la régularité de l'approvisionnement en kérosène et en gaz de pétrole liquéfiés (GPL), utilisés comme combustibles domestiques, les exportations ne sont autorisées que par l'intermédiaire d'entreprises commerciales d'État. L'exportation par ces entreprises est nécessaire pour la préservation et l'utilisation rationnelle de certains minerais de métaux.</p>		
B. Exposé succinct du fondement juridique de l'octroi des droits ou privilèges exclusifs ou spéciaux pertinents, y compris les dispositions légales, et brève description des pouvoirs légaux ou constitutionnels		
Indian Sugar Exim Corporation (ISEC): L'ISEC est une société formée en 1969 par les deux organismes coiffant l'industrie sucrière, à savoir la National Federation of Cooperative Sugar Factories Limited (NFCFSF) et l'Indian Sugar Mills Association (ISMA). Elle vise notamment à promouvoir les exportations et importations de sucre et de produits et sous-produits à base de sucre. L'ISEC a obtenu des droits d'exportation pour le sucre brut et le sucre blanc à des tarifs préférentiels à destination des États-Unis et de l'Union européenne pour cette période.		
III. DESCRIPTION DU FONCTIONNEMENT DE L'ENTREPRISE COMMERCIALE D'ÉTAT		
A. Aperçu des opérations de l'entreprise commerciale d'État		
Le droit exclusif d'importer ou d'exporter est accordé à une entreprise conformément aux dispositions du document intitulé "Politique de commerce extérieur". Cette politique prévoit que toute marchandise dont l'importation ou l'exportation est régie par des privilèges exclusifs ou spéciaux accordés à une ou plusieurs entreprises commerciales d'État peut être importée ou exportée par l'entreprise ou les entreprises commerciale(s) d'État indiquée(s) dans le document énumérant les produits d'importation et d'exportation repris dans la classification CTCI (SH) aux conditions qui y sont spécifiées. Ce document ainsi que ses éventuelles modifications sont disponibles sur le site Web http://dgft.gov.in/ .		
B. Indication des droits ou privilèges exclusifs ou spéciaux dont bénéficie l'entreprise commerciale d'État		
Toutes les entreprises commerciales d'État auxquelles ont été octroyés des privilèges spéciaux pour des marchandises dont l'importation ou l'exportation est régie par les dispositions de la politique de commerce extérieur doivent effectuer leurs achats ou leurs ventes comportant des importations ou des exportations en fonction exclusivement de considérations commerciales comprenant le prix, la qualité, la disponibilité, les possibilités de commercialisation, le transport et autres conditions d'achat ou de vente. Ces entreprises agissent de manière non discriminatoire et donnent aux entreprises d'autres pays des possibilités suffisantes, conformément aux pratiques commerciales en usage, de se porter concurrentes pour prendre part à ces achats ou à ces ventes.		

Indonésie**Notifications G/STR/N/11/IDN et G/STR/N/12/IDN**

I. ÉNUMÉRATION DES ENTREPRISES COMMERCIALES D'ÉTAT		
A. NOM	B. DÉSIGNATION DU PRODUIT	POSITION(S) TARIFAIRE(S)
Perum BULOG est une entreprise commerciale d'État	Riz	10 06
II. RAISON ET OBJET		
A. Raison et objet de la création et/ou du maintien de l'entreprise commerciale d'État		
<ul style="list-style-type: none"> La constitution de Perum BULOG en entreprise commerciale d'État a pour objet de soutenir les producteurs nationaux de riz et de stabiliser le prix du riz à la consommation et à la production, ainsi que d'améliorer la sécurité alimentaire. Dans le cadre de ses fonctions prévues par la loi, cet organisme s'occupe des achats à l'échelle nationale, des ventes et de la distribution, des importations et des exportations, ainsi que des stocks publics. 		
B. Exposé succinct du fondement juridique de l'octroi des droits ou privilèges exclusifs ou spéciaux pertinents, y compris les dispositions légales, et brève description des pouvoirs légaux ou constitutionnels		
Perum BULOG est régie par la récente Loi n° 19/2003 sur les entreprises publiques, les dispositions de la Loi n° 7/1996 sur les denrées alimentaires et par l'Instruction présidentielle n° 3/2007. Elle a été constituée conformément au Décret présidentiel n° 114/U/Kep/5/1967; depuis 2003, BULOG n'est plus un organisme public non rattaché à un ministère et est devenue une entreprise publique, dénommée Perum BULOG, en vertu du Règlement gouvernemental n° 7/2003, tel que modifié par le Règlement gouvernemental n° 61/2003.		
III. DESCRIPTION DU FONCTIONNEMENT DE L'ENTREPRISE COMMERCIALE D'ÉTAT		
A. Aperçu des opérations de l'entreprise commerciale d'État		
<ul style="list-style-type: none"> Gérer les importations pour stabiliser les prix et assurer la sécurité alimentaire. Procéder à des achats de paddy/de riz sur le plan national au prix d'achat public. Distribuer du riz aux personnes pauvres et vulnérables, aux personnes déplacées à l'intérieur du pays et aux victimes de catastrophes naturelles et de conflits sociaux. Acquérir et gérer des stocks de sécurité publics. Stabiliser les prix intérieurs du riz. 		
B. Indication des droits ou privilèges exclusifs ou spéciaux dont bénéficie l'entreprise commerciale d'État		
<ul style="list-style-type: none"> Accomplir les tâches définies par le gouvernement consistant à importer, à exporter et à distribuer du riz, ainsi qu'à maintenir des stocks publics de riz au niveau national pour le programme de stabilisation des prix et à des fins de sécurité alimentaire; Pour la conduite de ses opérations, Perum BULOG est financée par le budget de l'État et principalement par des crédits commerciaux garantis par l'État. 		

Observation additionnelle de l'Indonésie: Depuis la crise économique de 1997, BULOG n'a jamais exporté de riz. Ces 16 dernières années, les activités de BULOG ont principalement consisté à effectuer des achats de riz au pays et à importer du riz pour les stocks publics détenus à des fins de sécurité alimentaire.

Israël**Notification G/STR/N/1/ISR/Rev.1**

I. ÉNUMÉRATION DES ENTREPRISES COMMERCIALES D'ÉTAT		
A. NOM	B. DÉSIGNATION DU PRODUIT	POSITION(S) TARIFAIRE(S)
Office israélien de production et de commercialisation des arachides	Arachides	
II. RAISON ET OBJET		
A. Raison et objet de la création et /ou du maintien de l'entreprise commerciale d'État		
Il a pour objet de faciliter le développement, la planification et la production et de coordonner les activités de commercialisation dans le secteur des arachides.		
B. Exposé succinct du fondement juridique de l'octroi des droits ou privilèges exclusifs ou spéciaux pertinents, y compris les dispositions légales, et brève description des pouvoirs légaux ou constitutionnels		
L'Office a été établi par la Loi de 1959 portant création de l'Office des arachides.		
III. DESCRIPTION DU FONCTIONNEMENT DE L'ENTREPRISE COMMERCIALE D'ÉTAT		
A. Aperçu des opérations de l'entreprise commerciale d'État		
<ul style="list-style-type: none"> Les prix et le volume des exportations sont déterminés en fonction de la demande du marché et de la capacité de production. En général, l'Office ne conclut pas de contrats d'exportation à long terme. 		
B. Indication des droits ou privilèges exclusifs ou spéciaux dont bénéficie l'entreprise commerciale d'État		
En vertu de la loi, l'Office a l'exclusivité de l'exportation des arachides. Il ne s'occupe pas d'importation.		

Notification G/STR/N/1/ISR/Rev.1

I. ÉNUMÉRATION DES ENTREPRISES COMMERCIALES D'ÉTAT		
A. NOM	B. DÉSIGNATION DU PRODUIT	POSITION(S) TARIFAIRE(S)
Office de production et de commercialisation des plantes ornementales	Plantes ornementales	
II. RAISON ET OBJET		
A. Raison et objet de la création et/ou du maintien de l'entreprise commerciale d'État		
Il a pour objet de soutenir la recherche-développement dans le secteur des plantes ornementales, de prendre des mesures pour réduire les coûts de production et de commercialisation, et de coordonner les activités d'exportation.		
B. Exposé succinct du fondement juridique de l'octroi des droits ou privilèges exclusifs ou spéciaux pertinents, y compris les dispositions légales, et brève description des pouvoirs légaux ou constitutionnels		
L'Office a été établi en tant que société à but non lucratif par la Loi de 1976 portant création de l'Office des plantes ornementales.		
III. DESCRIPTION DU FONCTIONNEMENT DE L'ENTREPRISE COMMERCIALE D'ÉTAT		
A. Aperçu des opérations de l'entreprise commerciale d'État		
<ul style="list-style-type: none"> Certains exportateurs qui ont commencé leur activité avant 1976 ("négociants anciens") conservent leur licence d'exportation et sont en concurrence avec l'Office. Ce dernier effectue les opérations d'exportation au nom des producteurs en vertu d'un contrat passé avec AGREXCO Ltd., société en partie détenue par l'État. Depuis 1992, les entreprises privées peuvent exporter des fleurs séchées et du matériel reproducteur vers les pays qui ne font pas partie de la sphère d'activité de l'Office. Le prix et le volume des exportations sont déterminés en fonction de la demande du marché et de la capacité de production. La plupart des exportations de l'Office sont destinées à la Bourse européenne des fleurs, le prix étant déterminé par le résultat des enchères. Les exportations effectuées dans le cadre de contrats à long terme représentent moins de 1% de l'ensemble des exportations de plantes ornementales. 		
B. Indication des droits ou privilèges exclusifs ou spéciaux dont bénéficie l'entreprise commerciale d'État		
En vertu de la Loi de 1976, l'Office a l'exclusivité de l'exportation des plantes ornementales. Il ne s'occupe pas d'importation.		

Notification G/STR/N/1/ISR/Rev.1

I. ÉNUMÉRATION DES ENTREPRISES COMMERCIALES D'ÉTAT		
A. NOM	B. DÉSIGNATION DU PRODUIT	POSITION(S) TARIFAIRE(S)
Office israélien des fruits	Fruits	
II. RAISON ET OBJET		
A. Raison et objet de la création et/ou du maintien de l'entreprise commerciale d'État		
L'Office a été établi en tant que société à but non lucratif par la Loi de 1973 portant création de l'Office des fruits.		
B. Exposé succinct du fondement juridique de l'octroi des droits ou privilèges exclusifs ou spéciaux pertinents, y compris les dispositions légales, et brève description des pouvoirs légaux ou constitutionnels		
Il a pour objet de soutenir la recherche-développement dans le secteur des fruits, de prendre des mesures pour réduire les coûts de production et de commercialisation, et d'assurer un approvisionnement régulier du marché intérieur à des prix stables.		
III. DESCRIPTION DU FONCTIONNEMENT DE L'ENTREPRISE COMMERCIALE D'ÉTAT		
A. Aperçu des opérations de l'entreprise commerciale d'État		
<ul style="list-style-type: none"> Jusqu'à la fin de 1992, les opérations d'exportation de l'Office n'étaient effectuées que par contrat avec AGREXCO Ltd., société en partie détenue par l'État. Le 8 septembre 1992, les décisions gouvernementales n° 130 et n° 131 ont mis fin à cette politique. L'Office définit maintenant des critères pour d'autres organismes d'exportation et exporte par l'intermédiaire de plusieurs sociétés différentes. Le prix et le volume des exportations sont déterminés en fonction de la demande du marché et de la capacité de production. Les contrats à long terme ne représentent qu'une toute petite fraction des contrats d'exportation. 		
B. Indication des droits ou privilèges exclusifs ou spéciaux dont bénéficie l'entreprise commerciale d'État		
En vertu de la loi, l'Office a l'exclusivité de l'exportation des fruits autres que les agrumes. Il ne s'occupe pas d'importation.		

Notification G/STR/N/1/ISR/Rev.1

I. ÉNUMÉRATION DES ENTREPRISES COMMERCIALES D'ÉTAT		
A. NOM	B. DÉSIGNATION DU PRODUIT	POSITION(S) TARIFAIRE(S)
Office de production et de commercialisation des légumes	Légumes	
II. RAISON ET OBJET		
A. Raison et objet de la création et/ou du maintien de l'entreprise commerciale d'État		
Il a pour objet de soutenir la recherche-développement dans le secteur des légumes, d'établir des centres de stockage et d'emballage, de planifier la production, et de coordonner les exportations. Il assure également des activités de stabilisation sur le marché national.		
B. Exposé succinct du fondement juridique de l'octroi des droits ou privilèges exclusifs ou spéciaux pertinents, y compris les dispositions légales, et brève description des pouvoirs légaux ou constitutionnels		
L'Office a été établi comme société à but non lucratif par la Loi de 1959 portant création de l'Office des légumes.		
III. DESCRIPTION DU FONCTIONNEMENT DE L'ENTREPRISE COMMERCIALE D'ÉTAT		
A. Aperçu des opérations de l'entreprise commerciale d'État		
<ul style="list-style-type: none"> Jusqu'à la fin de 1992, l'Office n'exportait que par contrat avec AGREXCO Ltd., société en partie détenue par l'État. Le 8 septembre 1992, les décisions gouvernementales n° 130 et n° 131 ont mis fin à cette politique. L'Office définit maintenant des critères pour d'autres organismes d'exportation et exporte par l'intermédiaire de plusieurs sociétés différentes. Le prix et le volume des exportations sont déterminés en fonction de la demande du marché et de la capacité de production. Les contrats à long terme ne représentent qu'une toute petite fraction des contrats d'exportation. 		
B. Indication des droits ou privilèges exclusifs ou spéciaux dont bénéficie l'entreprise commerciale d'État		
En vertu de la loi, l'Office a l'exclusivité de l'exportation des légumes. Il ne s'occupe pas d'importation.		

Notification G/STR/N/1/ISR/Rev.1

I. ÉNUMÉRATION DES ENTREPRISES COMMERCIALES D'ÉTAT		
A. NOM	B. DÉSIGNATION DU PRODUIT	POSITION(S) TARIFAIRE(S)
Office des œufs et des volailles	Œufs et volailles	
II. RAISON ET OBJET		
A. Raison et objet de la création et/ou du maintien de l'entreprise commerciale d'État.		
L'Office a été établi afin d'encourager un élevage de volailles de qualité, d'organiser des contrôles vétérinaires et de promouvoir la consommation de viande de volaille.		
B. Exposé succinct du fondement juridique de l'octroi des droits ou privilèges exclusifs ou spéciaux pertinents, y compris les dispositions légales, et brève description des pouvoirs légaux ou constitutionnels		
L'Office a été établi comme société à but non lucratif par la Loi de 1963 portant création de l'Office des œufs et des volailles.		
III. DESCRIPTION DU FONCTIONNEMENT DE L'ENTREPRISE COMMERCIALE D'ÉTAT		
A. Aperçu des opérations de l'entreprise commerciale d'État		
L'Office applique une politique d'exportation ouverte et délivre des licences aux exportateurs privés sans aucune limitation. Il coordonne les exportations de foies d'oie et de poitrines de dinde effectuées par l'intermédiaire d'AGREXCO Ltd., société en partie détenue par l'État, mais d'autres négociants privés sont en concurrence pour ces produits.		
B. Indication des droits ou privilèges exclusifs ou spéciaux dont bénéficie l'entreprise commerciale d'État		
En vertu de la loi, l'Office a l'exclusivité de l'exportation des ovoproduits et des produits de viande de volaille. Il ne s'occupe pas d'importation.		

Japon**Notification G/STR/N/14/JPN**

I. ÉNUMÉRATION DES ENTREPRISES COMMERCIALES D'ÉTAT		
A. NOM	B. DÉSIGNATION DU PRODUIT	POSITION(S) TARIFAIRE(S)
Gouvernement japonais (Ministère de la santé, du travail et de la protection sociale)	Opium	13.02.11
II. RAISON ET OBJET		
A. Raison et objet de la création et/ou du maintien de l'entreprise commerciale d'État		
L'objet du maintien de l'entreprise commerciale d'État est d'assurer un approvisionnement rationnel en opium utilisé à des fins médicales et scientifiques et d'exercer le contrôle nécessaire sur la culture du pavot et sur le transfert, la réception et la possession, notamment, d'opium et de paille de pavot.		
B. Exposé succinct du fondement juridique de l'octroi des droits ou privilèges exclusifs ou spéciaux pertinents, y compris les dispositions légales, et brève description des pouvoirs légaux ou constitutionnels		
Les dispositions de la Loi sur l'opium prévoient que seul le Ministère de la santé, du travail et de la protection sociale est agréé comme entité commerciale d'État et habilité à importer et à exporter de l'opium, à acheter l'opium aux producteurs de pavot et à ceux qui le cultivent pour la recherche, ainsi qu'à vendre de l'opium aux fabricants de stupéfiants et aux instituts de recherche sur les stupéfiants.		
Le monopole de l'importation et de l'exportation de l'opium est prévu par l'article 2 de la Loi sur l'opium. Cette réglementation est fondée sur les dispositions de la Convention unique sur les stupéfiants de 1961.		
III. DESCRIPTION DU FONCTIONNEMENT DE L'ENTREPRISE COMMERCIALE D'ÉTAT		
A. Aperçu des opérations de l'entreprise commerciale d'État		
Le Ministère de la santé, du travail et de la protection sociale, en sa qualité d'entité commerciale d'État, importe de l'opium en provenance de l'Inde.		
Le Ministère de la santé, du travail et de la protection sociale détermine les quantités d'opium qui doivent être importées au Japon en se fondant sur des facteurs tels que la demande intérieure et l'offre extérieure d'opium.		
B. Indication des droits ou privilèges exclusifs ou spéciaux dont bénéficie l'entreprise commerciale d'État		
Le droit d'importer et d'exporter de l'opium revient exclusivement au Ministère de la santé, du travail et de la protection sociale.		
Le Ministère de la santé, du travail et de la protection sociale achète également tout l'opium récolté par les producteurs de pavot ou cultivé pour la recherche.		
Le Ministère de la santé, du travail et de la protection sociale détermine, en collaboration avec le Ministère des finances, les prix auxquels l'opium est acheté aux planteurs nationaux en fonction des conditions de production du pavot, des prix à l'importation de l'opium et d'autres facteurs économiques.		

Observation additionnelle du Japon: Le gouvernement japonais n'exporte pas d'opium et n'a pas l'intention d'en exporter dans l'avenir.

Maroc**Notification G/STR/N/1/MAR**

I. ÉNUMÉRATION DES ENTREPRISES COMMERCIALES D'ÉTAT		
A. NOM	B. DÉSIGNATION DU PRODUIT	POSITION(S) TARIFAIRE(S)
La Régie des tabacs (RT)	Tabac en feuilles Cigarettes	
II. RAISON ET OBJET		
A. Raison et objet de la création et/ou du maintien de l'entreprise commerciale d'État		
B. Exposé succinct du fondement juridique de l'octroi des droits ou privilèges exclusifs ou spéciaux pertinents, y compris les dispositions légales, et brève description des pouvoirs légaux ou constitutionnels		
En vertu de la Loi n° 1-69-245 du 19 janvier 1970, la Régie des tabacs jouit du monopole de la commercialisation des tabacs.		
III. DESCRIPTION DU FONCTIONNEMENT DE L'ENTREPRISE COMMERCIALE D'ÉTAT		
A. Aperçu des opérations de l'entreprise commerciale d'État		
La RT s'occupe de l'importation et de l'exportation, elle exerce le monopole de la commercialisation des tabacs. Le volume des importations est déterminé selon la demande du marché et les prix locaux sont arrêtés par l'Administration.		
Le gouvernement ne prend pas d'engagement contractuel pour ce produit.		
B. Indication des droits ou privilèges exclusifs ou spéciaux dont bénéficie l'entreprise commerciale d'État		

Nouvelle-Zélande**Notification G/STR/N/14/NZL**

I. ÉNUMÉRATION DES ENTREPRISES COMMERCIALES D'ÉTAT		
A. NOM	B. DÉSIGNATION DU PRODUIT	POSITION(S) TARIFAIRE(S)
Zespri Group Limited	Kiwis	SH 08 10 50
II. RAISON ET OBJET		
A. Raison et objet de la création et/ou du maintien de l'entreprise commerciale d'État		
Le gouvernement néo-zélandais maintient une entreprise commerciale d'État pour les exportations de kiwis de manière à permettre aux producteurs néo-zélandais d'arriver à la meilleure rentabilité commerciale sur les marchés mondiaux.		
B. Exposé succinct du fondement juridique de l'octroi des droits ou privilèges exclusifs ou spéciaux pertinents, y compris les dispositions légales, et brève description des pouvoirs légaux ou constitutionnels		
La Loi de 1999 sur la restructuration du secteur du kiwi et le Règlement de 1999 régissant les exportations de kiwis constituent les fondements juridiques des pouvoirs spéciaux du Zespri Group Limited en matière d'exportation, pouvoirs qui ne sont pas accordés aux autres exportateurs de kiwis destinés à des marchés autres que celui de l'Australie.		
III. DESCRIPTION DU FONCTIONNEMENT DE L'ENTREPRISE COMMERCIALE D'ÉTAT		
A. Aperçu des opérations de l'entreprise commerciale d'État		
La Loi sur la restructuration du secteur du kiwi a été promulguée en septembre 1999. Le 1 ^{er} avril 2000, elle a eu pour effet de transformer l'Office néo-zélandais de commercialisation des kiwis en une entreprise, Zespri Group Limited, dont les actions ont été distribuées aux producteurs de kiwis.		
Aux fins de la présente notification, Zespri est considérée comme une entreprise commerciale d'État.		
B. Indication des droits ou privilèges exclusifs ou spéciaux dont bénéficie l'entreprise commerciale d'État		
Le Règlement de 1999 régissant les exportations de kiwis confère à Zespri Group Limited le droit automatique, mais non exclusif, d'exporter des kiwis.		
Zespri n'administre pas de contingents tarifaires et ne bénéficie pas de subventions, d'avantages fiscaux, de financements spéciaux, ni d'un accès préférentiel aux devises ayant pour effet de fausser les échanges. Zespri ne reçoit aucun soutien particulier de la part des pouvoirs publics du fait de son statut d'entreprise commerciale d'État.		

Trinité-et-Tobago**Notification G/STR/N/12/TTO et G/STR/N/13/TTO**

I. ÉNUMÉRATION DES ENTREPRISES COMMERCIALES D'ÉTAT		
A. NOM	B. DÉSIGNATION DU PRODUIT	POSITION(S) TARIFAIRE(S)
Cocoa and Coffee Industry Board (Office du cacao et du café) de la Trinité-et-Tobago	Cacao	1801.00
	Café	09.01
II. RAISON ET OBJET		
A. Raison et objet de la création et/ou du maintien de l'entreprise commerciale d'État		
Le Cocoa and Coffee Industry Board (CCIB) est un organisme subventionné et financé par les pouvoirs publics, qui a été créé en 1961 pour "obtenir les arrangements les plus favorables pour l'achat, la vente, la manutention, le calibrage, l'exportation et la commercialisation du cacao et du café dans l'intérêt de l'industrie du cacao et du café".		
B. Exposé succinct du fondement juridique de l'octroi des droits ou privilèges exclusifs ou spéciaux pertinents, y compris les dispositions légales, et brève description des pouvoirs légaux ou constitutionnels		
Le Cocoa and Coffee Industry Board a été créé par le gouvernement de La trinité-et-Tobago en vertu d'une loi du Parlement, à savoir la Loi de 1961 sur l'industrie du cacao et du café (chapitre 64:20).		
III. DESCRIPTION DU FONCTIONNEMENT DE L'ENTREPRISE COMMERCIALE D'ÉTAT		
A. Aperçu des opérations de l'entreprise commerciale d'État		
<p>Le Cocoa and Coffee Industry Board facilite l'achat et la vente de cacao et de café en provenance d'exploitants agricoles par l'intermédiaire de négociants privés et d'une coopérative. Le CCIB est une garantie de surveillance, de transparence, de contrôle de qualité et de responsabilisation pour les produits de nombreux petits exploitants agricoles qui les vendent à des négociants privés par l'intermédiaire de fonctionnaires d'État. Par conséquent, la fonction recherchée du CCIB est de créer un mécanisme cohérent applicable au marché d'exportation, en particulier à l'intention des petits exploitants agricoles.</p> <p>Dans ce contexte, le CCIB est chargé des activités suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Délivrer des permis d'achat de cacao au nom du CCIB; • Délivrer des licences d'exportation de cacao; • Déterminer le prix provisoire du cacao; • S'occuper de toutes les questions relatives au calibrage et à l'inspection du cacao destiné à l'exportation; et • Octroyer des permis pour la transformation secondaire du cacao. 		
B. Indication des droits ou privilèges exclusifs ou spéciaux dont bénéficie l'entreprise commerciale d'État		
Le CCIB bénéficie du droit exclusif d'octroyer des licences à des négociants privés pour les autoriser à acheter en son nom les produits visés à des exploitants agricoles, dès lors qu'ils satisfont aux critères prudentiels requis.		

Tunisie

Notification G/STR/N/8/TUN/Rev.1, G/STR/N/9/TUN et G/STR/N/10/TUN

I. ÉNUMÉRATION DES ENTREPRISES COMMERCIALES D'ÉTAT		
A. NOM	B. DÉSIGNATION DU PRODUIT	POSITION(S) TARIFAIRE(S)
Régie nationale des tabacs et allumettes (RNTA)	Neffa Tabacs en feuilles	240399 240110
II. RAISON ET OBJET		
A. Raison et objet de la création et/ou du maintien de l'entreprise commerciale d'État		
La Régie nationale des tabacs et allumettes jouit du monopole de commercialisation des tabacs.		
B. Exposé succinct du fondement juridique de l'octroi des droits ou privilèges exclusifs ou spéciaux pertinents, y compris les dispositions légales, et brève description des pouvoirs légaux ou constitutionnels		
En vertu de la Loi n° 64-57 du 28 décembre 1964.		
III. DESCRIPTION DU FONCTIONNEMENT DE L'ENTREPRISE COMMERCIALE D'ÉTAT		
A. Aperçu des opérations de l'entreprise commerciale d'État		
La RNTA procède à la culture du tabac, à l'importation du tabac en feuilles, de cigarettes, de cigares et de tabacs à pipe, à la production de cigarettes, de cigares, de tabac à priser et de tabac à pipe, à l'achat et à la vente d'allumettes, de cartes à jouer et de la poudre à feu ainsi qu'à l'exportation de tabacs en feuilles (tabac à priser et tabac à fumer), de cigarettes et de Neffa.		
Elle procède à la distribution sur le marché intérieur des produits dont elle a la charge.		
B. Indication des droits ou privilèges exclusifs ou spéciaux dont bénéficie l'entreprise commerciale d'État		
En vertu de la Loi n° 64-57 du 28 décembre 1964, la RNTA est chargée d'exploiter au profit de l'État le monopole fiscal des tabacs, des allumettes, des cartes à jouer et de tout autre produit dont l'exploitation pourrait lui être confiée par l'État.		
Depuis 1981, la RNTA exerce cette activité concomitamment avec la manufacture des tabacs de Kairouan (MTK).		
La RNTA est une entreprise d'État constituée sous la forme d'un établissement public à caractère non administratif dont l'organisation et le fonctionnement ont été fixés par la Loi n° 64-57 du 28 décembre 1964.		
Elle est créée et maintenue en vue de la collecte de l'impôt, la résorption du chômage (source de revenu pour 14 000 tabaculteurs surtout dans les zones déshéritées de la Tunisie) et la garantie des transactions de la poudre à feu.		
La loi en vertu de laquelle elle est créée et maintenue prévoit un contrôle étatique sur son activité à travers la tutelle du Ministère des finances.		

Notification G/STR/N/8/TUN/Rev.1, G/STR/N/9/TUN et G/STR/N/10/TUN

I. ÉNUMÉRATION DES ENTREPRISES COMMERCIALES D'ÉTAT		
A. NOM	B. DÉSIGNATION DU PRODUIT	POSITION(S) TARIFAIRE(S)
Office national des huiles (ONH)	Huile d'olive	1509100
II. RAISON ET OBJET		
A. Raison et objet de la création et/ou du maintien de l'entreprise commerciale d'État		
<p>L'Office national des huiles (ONH) veille à :</p> <ul style="list-style-type: none"> la préservation des intérêts du pays en matière d'exportation d'huile d'olive; assurer l'approvisionnement du pays par des importations d'huiles de graines destinées à la consommation. 		
B. Exposé succinct du fondement juridique de l'octroi des droits ou privilèges exclusifs ou spéciaux pertinents, y compris les dispositions légales, et brève description des pouvoirs légaux ou constitutionnels		
Conformément au Décret-loi du 16 octobre 1970.		
III. DESCRIPTION DU FONCTIONNEMENT DE L'ENTREPRISE COMMERCIALE D'ÉTAT		
A. Aperçu des opérations de l'entreprise commerciale d'État		
<p>L'ONH est chargé par l'État d'importer des huiles de graines qu'il met à la consommation à des prix réduits moyennant une subvention accordée par le budget de l'État.</p> <p>Il exporte l'huile d'olive fabriquée localement.</p> <p>Il agit en tant qu'organisme d'intervention pour garantir un revenu minimum sous forme d'avance aux producteurs d'huile d'olive.</p> <p>Il commercialise à l'exportation et sur le marché intérieur les quantités d'huile d'olive collectées annuellement.</p>		
B. Indication des droits ou privilèges exclusifs ou spéciaux dont bénéficie l'entreprise commerciale d'État		
<p>Depuis la promulgation de la Loi du 24 février 1994, l'ONH ne dispose plus du monopole de commercialisation des huiles alimentaires qui lui a été confié par le Décret-loi du 16 octobre 1970, à l'exception de l'exportation d'un contingent tarifaire de 56 000 tonnes d'huile d'olive sur le marché de l'Union européenne dont l'exclusivité lui a été accordée par le Décret n° 94-1166 du 23 mai 1994.</p> <p>L'ONH est une entreprise publique constituée sous la forme d'un établissement public à caractère non administratif dont l'organisation et le fonctionnement ont été fixés par le Décret-loi n° 70-13 du 16 octobre 1970.</p> <p>Il est créé et maintenu en vue d'exécuter la politique de l'État en matière d'approvisionnement du pays en huile de graines (produit de première nécessité bénéficiant d'une subvention à la consommation) et en matière de garantie d'un revenu minimum aux agriculteurs producteurs d'huile d'olive, secteur d'une grande importance sociale et économique en Tunisie.</p> <p>Le Décret-loi en vertu duquel l'ONH est créé et maintenu prévoit un contrôle étatique sur son activité à travers la tutelle du Ministère de l'agriculture.</p>		

Ukraine

Notification G/STR/N/14/UKR

I. ÉNUMÉRATION DES ENTREPRISES COMMERCIALES D'ÉTAT		
A. NOM	B. DÉSIGNATION DU PRODUIT	POSITION(S) TARIFAIRE(S)
L'entreprise d'État d'alcools et de boissons alcooliques "Ukrspyr"t"	Alcool éthylique non dénaturé d'un titre alcoométrique volumique de 80% vol. ou plus; alcool éthylique et eaux-de-vie dénaturés de tous titres	Position 2207 de l'UKTZED (L'UKTZED est la classification ukrainienne des marchandises faisant l'objet d'activités économiques extérieures, fondée sur le Système harmonisé de 2007.)
II. RAISON ET OBJET		
A. Raison et objet de la création et/ou du maintien de l'entreprise commerciale d'État		
L'entreprise d'État d'alcools et de boissons alcooliques "Ukrspyr"t" a été fondée conformément à la Résolution n° 672, du 28 juillet 2010, du Conseil des ministres de l'Ukraine portant création de l'entreprise d'État d'alcools et de boissons alcooliques, afin d'accroître l'efficacité des entreprises d'État du secteur des alcools et boissons alcooliques, et d'améliorer le système de gestion de ce secteur.		
B. Exposé succinct du fondement juridique de l'octroi des droits ou privilèges exclusifs ou spéciaux pertinents, y compris les dispositions légales, et brève description des pouvoirs légaux ou constitutionnels		
<p>Conformément au paragraphe 1 de l'article 2 de la Loi n° 481/95-BP du 19 décembre 1995 de l'Ukraine sur la réglementation par l'État de la production et de la distribution d'alcool éthylique, de cognac et d'alcool de fruit, de boissons alcooliques et de tabacs (telle que modifiée par la Loi n° 1391-VI du 21 mai 2009), seules les entreprises d'État peuvent produire de l'alcool éthylique (y compris en tant que produit médicinal), de l'alcool éthylique rectifié de raisin et de l'alcool éthylique rectifié de fruit. Peuvent produire du bioéthanol, quel que soit leur régime de propriété, les entreprises auxquelles une licence a été délivrée à cet effet.</p> <p>Le paragraphe 1 de l'article 14 de ladite loi (tel que modifié par la Loi n° 3232-VI du 19 avril 2011) dispose que seules les entreprises (organismes) d'État ayant obtenu l'autorisation du Conseil des ministres peuvent se livrer à l'importation, à l'exportation et au commerce de gros d'alcool éthylique, d'alcool éthylique rectifié de raisin et d'alcool éthylique rectifié de fruit. Les établissements médicaux, les entités commerciales et les fournisseurs de médicaments vétérinaires auxquels une licence a été délivrée à cet effet peuvent, quel que soit leur régime de propriété, se livrer au commerce de gros de l'alcool éthylique destiné à la médecine humaine ou vétérinaire. Le Conseil des ministres de l'Ukraine dispose d'un registre de ces établissements, entités et fournisseurs.</p> <p>Conformément au paragraphe 9 de l'article 14 de ladite loi, les entreprises productrices d'alcool éthylique exportent leur produit par l'intermédiaire des entreprises (organismes) d'État ayant obtenu l'autorisation du Conseil des ministres et auxquelles une licence d'exportation a été délivrée à cet effet.</p> <p>Conformément au paragraphe 10 de l'article 14 de ladite loi, les entreprises productrices d'alcool éthylique vendent leur produit aux consommateurs nationaux par l'intermédiaire des entreprises (organismes) d'État ayant obtenu l'autorisation du Conseil des ministres et auxquelles une licence de vente en gros a été délivrée à cet effet.</p>		
III. DESCRIPTION DU FONCTIONNEMENT DE L'ENTREPRISE COMMERCIALE D'ÉTAT		
A. Aperçu des opérations de l'entreprise commerciale d'État		
<p>L'entreprise d'État d'alcools et de boissons alcooliques "Ukrspyr"t" résulte de la fusion de l'entreprise d'alcools et de spiritueux "Ukrspyr"t" et des entreprises d'État et associations du secteur des alcools et boissons alcooliques, ainsi que de la restructuration, sous l'autorité du Ministère de l'agriculture, de ces entreprises d'État et associations dans le cadre de la fusion avec l'entreprise d'État "Ukrspyr"t", et de la cession et du transfert à cette dernière des installations servant à la production de produits assujettis à des droits d'accise.</p> <p>L'entreprise d'État "Ukrspyr"t" relève désormais du Ministère de la politique agricole et succède à l'entreprise d'État d'alcools et de spiritueux "Ukrspyr"t".</p>		
B. Indication des droits ou privilèges exclusifs ou spéciaux dont bénéficie l'entreprise commerciale d'État		
L'entreprise d'État "Ukrspyr"t" est chargée de l'exportation de l'alcool éthylique (éthanol) (position 2207 de l'UKTZED) et du commerce de gros de l'alcool éthylique et de l'alcool de fruit (position 2207 de l'UKTZED), conformément à la Résolution n° 672 du Conseil des ministres de l'Ukraine du 28 juillet 2010, portant création de l'entreprise d'État d'alcools et de boissons alcooliques.		

PARTIE D – AIDE ALIMENTAIRE INTERNATIONALE

39. Comme cela est suggéré dans la demande qui a été adressée initialement au Secrétariat, la présente partie donne des renseignements sur le volume total de l'aide alimentaire fournie par les Membres pendant la période allant de 1995 à 2012. Elle se fonde sur les renseignements contenus dans les notifications sous la forme des tableaux ES:1 et ES:3 allant jusqu'au 15 mars 2013.
40. Les renseignements relatifs à l'aide alimentaire contenus dans les notifications sous la forme des tableaux NF:1, qui sont propres à certains groupes de pays de destination, ne sont donc pas incorporés dans le présent document.
41. Les renseignements contenus dans les notifications sous la forme des tableaux ES:1 et ES:3 sont inclus dans le présent document dans deux tableaux différents pour chaque Membre concerné.
42. Les intitulés de colonne suivants sont utilisés pour communiquer les données contenues dans les notifications sous la forme du tableau ES:1:

RÉF. le dernier chiffre ou les deux derniers chiffres du numéro de référence (subvention à l'exportation ID – XSID) utilisé dans la base de données sur les listes tarifaires codifiées (LTC) pour identifier chaque engagement de réduction des subventions à l'exportation;

PRODUIT le produit ou groupe de produits indiqués dans les listes des Membres;

UNITÉ l'unité de mesure utilisée dans la notification; et

1995 ... 2012 pour chaque année, la quantité notifiée.

43. Les intitulés de colonne suivants sont utilisés pour faire état des données contenues dans les notifications sous la forme du tableau ES:3¹⁵:

PRODUIT le produit ou groupe de produits indiqué dans la notification du Membre;

UNITÉ l'unité de mesure utilisée dans la notification; et

1995 ... 2012 pour chaque année, la quantité notifiée.

¹⁵ Dans le cas du Japon, une autre colonne intitulée "destination" a été ajoutée pour tenir compte de la pratique suivie par ce Membre en matière de notification.

Afrique du Sud

Quantités d'aide alimentaire – Notification sous la forme du tableau ES:3 – Campagne de commercialisation commençant le 1^{er} avril

PRODUIT	UNITÉ	1995 ¹	1996 ¹	1997 ¹	1998 ¹	1999 ¹	2000 ¹	2001	2002	2003 ¹	2004 ¹	2005 ¹	2006 ¹	2007 ¹	2008 ¹	2009 ¹
Maïs et produits à base de maïs	Tonne							36 ²	100 ³							

¹ Aucune aide alimentaire devant être notifiée sous la forme du tableau ES:3 n'a été accordée pendant les années civiles 1995, 1996, 1997, 1998, 1999, 2000, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008 et 2009.

² Farine de maïs donnée aux victimes de l'éruption volcanique à Goma (République démocratique du Congo).

³ Farine de maïs donnée à la suite des appels lancés par l'Angola.

Argentine

Quantités notifiées (tableau ES:3) – Campagne de commercialisation (1^{er} janvier-31 décembre)

PRODUIT	UNITÉ	1995 ¹	1996 ²	1997 ³	1998 ⁴	1999 ⁵
Blé et farine de blé	Tonne	35 000	35 000	35 000	35 000	35 000

¹ Le don de l'Argentine est une contribution annuelle minimale de 35 000 tonnes de blé ou son équivalent. Sur ce volume total, 1 556 tonnes de farine de maïs (environ 1 million de \$EU) ont été fournies; le reste ne l'a pas encore été.

² Le don de l'Argentine est une contribution annuelle minimale de 35 000 tonnes de blé ou son équivalent. L'aide annoncée n'a pas encore été fournie.

³ Le don de l'Argentine est une contribution annuelle minimale de 35 000 tonnes de blé ou son équivalent. Sur le total de l'aide annoncée, 2 millions de \$EU (environ 17 500 tonnes de blé) ont été fournis au PAM; le reste n'a pas encore été fourni.

⁴ Le don de l'Argentine est une contribution annuelle minimale de 35 000 tonnes de blé ou son équivalent. Sur ce volume total, 10 849 tonnes de blé ou son équivalent ont été fournies.

⁵ Blé ou équivalent blé.

Australie

Quantités d'aide alimentaire^{1,2} – Notification sous la forme du tableau ES:3 – Année civile

PRODUIT	UNITÉ	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Blé et farine de blé	Tonne	197 194	101 929	112 890	140 000	147 999	108 840	128 707	181 519	59 729	123 024	93 417
Céréales secondaires	Tonne	2 486										
Huile végétale	Tonne	901	1 702									
Riz	Tonne	41 180	15 389	14 675	15 127	8 600	8 682	9 145	19 453	8 964	4 990	0

¹ L'Australie a aussi fourni une aide alimentaire additionnelle sous forme de contributions en espèces à des organisations internationales.

² En 2005, l'Australie a fourni une aide alimentaire non liée. Depuis, elle n'a pas fourni d'aide alimentaire en nature; les données correspondantes du tableau ES:3 pour 2006 à 2011 sont donc égales à zéro. À la place, l'Australie a fourni une aide alimentaire sous forme de contributions en espèces à des organismes internationaux. Pour plus de renseignements sur les contributions de l'Australie au titre de l'aide alimentaire, voir les notifications sous la forme du tableau NF:1.

Brésil

Quantités d'aide alimentaire – Notification sous la forme du tableau ES:3 – Année civile

PRODUIT	UNITÉ	1995 ¹	1996 ¹	1997	1998 ¹	1999 ¹	2000	2001 ¹	2002 ¹	2003 ¹	2004 ¹	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Biscuits	Tonne														0	2,1	0
Farine de blé	Tonne											25,6	0	0			
Farine de maïs	Tonne											3	2	0	0,3	3,5	0
Farine de manioc	Tonne											3,1	2	0	8,7	0	11,1
Haricots	Tonne											5,7	4,5	5	24,1	0	4,3
Huile de soja	Tonne											5,5	2,7	2	9,8	0	11
Maïs	Tonne						5 000 ³								3	0	0
Pâtes alimentaires non cuites	Tonne											2,3	2,3	1	5,4	0,6	11
Poudres de lait ³	Tonne											45,6	2,2	1	906,5	1 110,9	24
Riz	Tonne			11 780,3			10 000 ²					26,5	10,7	12,9	633,6	44 400	66,8
Sucre	Tonne											0	0	0	10,8	7,6	21,1
Viande séchée	Tonne														0	1,9	6

¹ Aucune aide alimentaire n'a été accordée durant les années 1995, 1996, 1998, 1999, 2001, 2002, 2003, 2004.

² À l'Angola.

³ Lait en poudre en 2005-2007 et poudres de lait en 2008-2010.

Canada

Quantités d'aide alimentaire – Notification sous la forme du tableau ES:1 – Campagne de commercialisation (du 1^{er} août au 31 juillet, de 1995 à 1999, et du 1^{er} juillet au 30 juin, de 2000 à 2010)

RÉF.	PRODUIT	UNITÉ	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
1	Blé et farine de blé	Tonne	287 831 ²	418 153	371 202	333 999	355 126	170 235	254 325	316 426	106 960	212 643	119 566	114 133	92 242	116 613	155 311	98 498
2	Céréales secondaires ³	Tonne	0	980	40	0	5 939	7 910	4 875	28 697	18 899	21 466	72 097	42 546	26 781	69 277	68 644	76 426
3	Graines oléagineuses ⁴	Tonne	0	9 150	3 843	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4	Huiles végétales ⁵	Tonne	21 735	16 551	16 551	1 265	575	6 718	8 983	2 110	3 583	8 890	19 192	15 962	12 390	9 431	14 831	12 886
5	Tourteaux	Tonne	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6	Beurre	Tonne	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7	Lait écrémé en poudre	Tonne	0	0	36	0	0	43	25	26	21	46	0	0	0	270	1 168	1 887
8	Fromages	Tonne	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

RÉF.	PRODUIT	UNITÉ	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
9	Autres produits laitiers	Tonne	0	0	0	24 ⁷	0	0	0	0	0	0	0	0	391	0	1 476	0
10	Légumes ⁶	Tonne	11 457	17 366	10 807	22 892	26 087	27 165	36 944	28 351	40 567	27 397	51 193	47 957	33 516	21 556	28 695	22 567
11	Produits incorporés	Tonne	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

¹ Elles englobent l'aide alimentaire à destination de tous les pays bénéficiaires; la gamme de produits que renferme chaque catégorie est définie à la section II de la partie IV de la Liste V. Les données sur l'aide alimentaire sont fournies par l'Agence canadienne de développement international.

² Blé seulement.

³ Maïs en 1996 et 1997; céréales, maïs, tourteau de maïs et riz en 1999; orge, maïs, tourteau de maïs et millet en 2000; maïs en 2001; céréales non dénommées, maïs, tourteau de maïs et semences de maïs en 2002; maïs, millet, tourteau de maïs et semences de maïs en 2003, 2004, 2005 et 2006; maïs, farine de maïs, tourteau de maïs, semences de maïs et millet en 2007.

⁴ Grains de moutarde en 1996 et 1997.

⁵ Huile de colza en 1996-1999; huile de colza et huile végétale en 2000; huile végétale en 2001, 2003 et 2004; huile végétale, huile de colza et huile de tournesol en 2002.

⁶ Pois secs et haricots en 1995-1998; haricots, pois et légumineuses en 1999; haricots, pois, lentilles et légumineuses en 2000, 2001, 2002 et 2003; pois, lentilles et haricots en 2004; pois, pois cassés, lentilles, haricots et autres légumineuses en 2005, 2006 et 2007.

⁷ Lait thérapeutique.

Quantités d'aide alimentaire - Notification sous la forme du tableau ES:3 – Campagne de commercialisation (du 1^{er} août au 31 juillet², de 1995 à 1999, et du 1^{er} juillet au 30 juin, de 2000 à 2010)

PRODUIT	UNITÉ	1995 ³	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Aliments mélangés localement	Tonne											2 471	1 046	3 204	286		3 554
Autres ⁴	Tonne						668	3 806	4 831	14 966	12 224	155	18	174			402
Autres huiles végétales (huile végétale, huile de soja et autres huiles)	Tonne					5 854											
Biscuits	Tonne								12								
Biscuits riches en énergie	Tonne												255	161	243	5 849	3 520
Bulgur	Tonne												1 723	1 479	1 081		
Bulgur de blé	Tonne															16	
Conserves de poissons	Tonne		2 207	1 874	2 277							164		75			
Conserves de viande	Tonne															169	
Farine de blé enrichie	Tonne										5 319						
Huile de soja	Tonne		2 223	3 827	2 898		1 614	643									
Huile de soja enrichie	Tonne										420						
Lait thérapeutique et lait maternisé	Tonne								773								
Légumes ⁸	Tonne														22	161	
Manioc	Tonne														10		
Manioc et patates douces	Tonne						51										

PRODUIT	UNITÉ	1995 ³	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Mélanges de blé et de soja	Tonne									19	729	38	157	113	494	157	475
Mélanges de maïs et de soja	Tonne					2 069			1 004	2 744	200	2 530	6 767	3 660	25 597	17 474	14 519
Micronutriments	Tonne																1 087
Noix	Tonne														6		
Pâtes alimentaires	Tonne														228		
Piments forts	Tonne					7		10	8								
Poissons	Tonne					3 843	2 709	2 836		1 895	1 202						
Poissons et pâte de poisson	Tonne								3 937								
Préparations pour nourissons	Tonne															1 709	
Riz (comprend semences de riz en 2007 et 2008)	Tonne								3 400	7 724	8 259	13 324	16 828	17 520	21 387	33 104	46 725
Sel (iodé en 2010)	Tonne					15	64	37	166	84	131		966	825	2 207	5 569	1 733
Semences variées ⁵	Tonne								263	619	432	1 247	230	1 243	678	1 113	674
Soja	Tonne								1 520	1 479		215		243			
Sorgho (comprend semences de sorgho en 2007 et 2008)	Tonne									4 378	1 817	298	1 546	9 475	7 552		3 416
Sorgho et riz	Tonne						1 799	2 497									
Sucre	Tonne						457	430	158	364	623	413	720	423	1 190	5 313	6 694
Suppléments nutritifs ⁷	Tonne															1 066	
Thé	Tonne						1							1			
Thé noir	Tonne															157	
Unimix ⁶	Tonne								147	776	49	339	28	287			

¹ En plus de l'aide alimentaire figurant au tableau ES:1.

² La période allant du 1^{er} août au 31 juillet ne revêt pas d'importance particulière pour l'aide alimentaire; on l'a retenue parce qu'elle facilitait la notification de toutes les données ayant trait aux engagements canadiens en matière de subventions à l'exportation sur la base d'une même période.

³ Aucun autre produit visé par l'Accord sur l'agriculture que ceux figurant dans la notification sous la forme du tableau ES:1 n'est fourni au titre de l'aide alimentaire.

⁴ Unimix, prémix, mélange maïs-soja et semences en 2000; oligo-élément, semences, mélange maïs-soja et autres en 2001; faffa et likuna phala en 2002; faffa, mélanges d'aliments locaux et biscuits enrichis en 2003; faffa, arachides, piments, aliments locaux non dénommés en 2004; manioc et aliments locaux non dénommés en 2005; oignons, patates et épices en 2006; produits non dénommés en 2007; et produits non dénommés, conserves de viande, conserves de poissons, autres légumes et bulgur en 2010.

⁵ Sorgho, arachides, haricots, manioc, pommes de terre, riz, soja, mélange de légumes, patates douces et arachides en 2002; semences mélangées et semences suivantes: pois chiches, doliques, légumineuses, sorgho, arachides, haricots, manioc, patates, riz, soja, légumes et patates douces en 2003; semences mélangées et semences suivantes: riz, pommes de terre, blé, arachides, légumes, teff, millet, pois chiches, sorgho, orge, féveroles à petits grains, triticales, haricots, manioc, patates douces et avoine en 2004; semences mélangées et semences suivantes: riz, haricots, arachides, sorgho, légumes, manioc, patates douces, graines de tournesol, patates et soja en 2005; semences mélangées et semences suivantes: riz, haricots, arachides, sorgho et soja en 2006.

⁶ Unimix et prémix en 2002; Unimix et Famix en 2003; Unimix et Manna Mix en 2004; Unimix en 2005-2007.

⁷ Mélange d'aliments d'appoint prêt-à-l'emploi, aliments enrichis, compléments énergétiques et micronutriments en poudre.

⁸ Autres que les haricots, pois, pois cassés et autres légumineuses en 2008; et autres que les haricots, pois, pois cassés, lentilles et autres légumineuses en 2009.

Cuba

Quantités d'aide alimentaire – Notification sous la forme du tableau ES:3 – Année civile

PRODUIT	UNITÉ	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002 ¹	2003 ¹	2004 ¹	2005 ¹	2006 ¹	2007 ¹	2008 ¹	2009 ¹	2010 ¹
Sucre	Tonne	2 613	2 688	0	2 630	0	0	0	3 137	1 777	860	2 667	2 657	2 659	2 665	2 637,236	2 500,032

¹ Sucre brut, polarisation de 96°.

États-Unis d'Amérique

Quantités d'aide alimentaire – Notification sous la forme du tableau ES:1 – Exercice financier (1^{er} octobre-31 septembre)

RÉF.	PRODUIT	UNITÉ	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
1	Blé ¹	Tonne	1 531 271	1 449 136	1 075 187	3 202 192	5 315 092	2 364 693	3 158 926	891 440	1 971 506	2 429 150	1 478 911	1 254 706	1 006 978	1 273 156	1 228 213	98 851
2	Céréales secon-daires ²	Tonne	73 563	12 949	116 168	111 688	78 151	45 281	101 405	71 710	259 600	392 800	481 400	416 100	832 900	830 900	510 030	460
3	Riz	Tonne	149 716	188 503	111 252	382 710	935 575	303 276	255 920	414 638	205 500	186 000	89 000	97 070	118 900	63 800	198 000	25 360
4	Huiles végétales	Tonne	173 640	175 074	157 262	0	1 440 380	365 258	416 095	356 460	246 300	285 600	244 800	220 280	191 100	178 600	191 710	3 180
5	Beurre et huile de beurre	Tonne	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6	Lait écrémé en poudre	Tonne	3 445	0	0	0	260 576	24 204	30 040	74 650	81 300	37 200	13 800	6 480	0	100	680	0
7	Fromages	Tonne	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8	Autres produits laitiers	Tonne	9 203	0	3 303	0	9 250	450	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9	Viande bovine	Tonne	0	0	0	0	44 946	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
10	Viande porcine	Tonne	0	0	0	0	50 005	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
11	Viande de volaille	Tonne	0	0	0	0	74 163	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
12	Bovins laitiers vivants	Tête	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
13	Œufs	Douzaine	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

¹ Comprend sur la base équivalent blé le blé, le blé bulgur et la farine de blé sur la base équivalent blé pour 1995; le blé, le blé bulgur et la farine de blé pour 1996 à 2003, 2004, 2006, 2007 et 2008.

² Sorgho pour 1995 à 2003, 2007 et 2008; sorgho et orge pour 2004 et 2006.

Notification sous la forme du tableau ES:3 – Exercice financier (1^{er} juillet-30 juin)

PRODUIT	UNITÉ	1996
Blé	Tonne	1 449 136 ²
Céréales secondaires	Tonne	12 949 ¹
Huiles végétales	Tonne	175 074
Riz	Tonne	188 503

¹ Sorgho.

² Comprend le blé, le blé bulgur et la farine de blé sur la base équivalent blé.

Japon

Quantités d'aide alimentaire¹ – Notification sous la forme du tableau ES:3 – Exercice financier (1^{er} avril-31 mars)

PRODUIT	DESTINATION	UNITÉ	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Biscuits, nouilles enrichies	Indonésie (dans le cadre du PAM)	Tonne								1 400			
Blé	Afghanistan (dans le cadre du PAM)	Tonne						61 685				5 590	5 380
Blé	Bangladesh (dans le cadre du PAM)	Tonne							5 587				
Blé	Érythrée	Tonne					14 608	15 974	3 304	3 558	7 384	10 362	5 915
Blé	Éthiopie	Tonne						38 566	6 288	6 819	13 880	11 276	9 596
Blé	Géorgie (dans le cadre du PAM)	Tonne						2 182					
Blé	Libéria (dans le cadre du PAM)	Tonne								2 423			
Blé	Mongolie	Tonne						19 191	4 874	9 730	9 271	8 331	10 270
Blé	Palestine (dans le cadre de l'UNWRA en 2002)	Tonne					8 562	17 473					
Blé	Sahara occidental (Cap-Vert, Mauritanie, Sénégal, Gambie, Mali) (dans le cadre du PAM)	Tonne						6 003					
Blé	Soudan (dans le cadre du PAM)	Tonne									3 108		
Blé	Tanzanie	Tonne						3 082					
Blé	Tchad (dans le cadre du PAM)	Tonne									1 452		
Blé bulgur	Afrique de l'Ouest, région côtière (Sierra Leone, Guinée) (dans le cadre du PAM)	Tonne								3 930			
Blé bulgur	Libéria (dans le cadre du PAM)	Tonne									2 314		
Blé bulgur, légumineuses	Libéria (dans le cadre du PAM)	Tonne										1 779	
Blé bulgur, légumineuses, mélange maïs-soja	Sierra Leone (dans le cadre du PAM)	Tonne										1 663	
Blé et farine de blé	Bangladesh	Tonne	53 763										
Blé et farine de blé	Colombie	Tonne				3 767							
Blé et farine de blé	Maldives	Tonne	3 570		5 831	10 623							
Blé et farine de blé	Mongolie	Tonne	24 000		22 114	31 268							
Blé et farine de blé	Népal	Tonne	24 299										
Blé et farine de blé	Nord-Causase	Tonne				4 115							
Blé et farine de blé	Réfugiés afghans (dans le cadre du PAM)	Tonne				12 338							

PRODUIT	DESTINATION	UNITÉ	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Blé et farine de blé	Réfugiés africains (dans le cadre du PAM)	Tonne	29 876	35 804									
Blé et farine de blé	Réfugiés caucasiens (dans le cadre du PAM)	Tonne	11 231										
Blé et farine de blé	Réfugiés de l'ex-Yougoslavie (dans le cadre du PAM)	Tonne	29 120	12 763									
Blé et farine de blé	Réfugiés du Kosovo (dans le cadre du PAM)	Tonne		9 473	11 883								
Blé et farine de blé	Réfugiés palestiniens (dans le cadre de l'UNRWA et dans le cadre du PAM en 1999)	Tonne	20 460		28 284	25 519							
Blé et farine de blé	République centrafricaine	Tonne	7 042										
Blé et farine de blé, céréales secondaires et riz	Réfugiés africains (dans le cadre du PAM)	Tonne				32 921							
Blé, légumineuses	Azerbaïdjan (dans le cadre du PAM)	Tonne						2 467					
Blé, légumineuses	Colombie (dans le cadre du PAM)	Tonne						2 821					
Blé, légumineuses	Réfugiés afghans (dans le cadre du PAM)	Tonne						25 305					
Blé, légumineuses	Réfugiés palestiniens (dans le cadre de l'UNRWA)	Tonne											6 260
Blé, légumineuses	Tadjikistan (dans le cadre du PAM)	Tonne						11 750					
Blé, mélange maïs-soja	Sierra Leone (dans le cadre du PAM)	Tonne									1 873		
Blé, mélange maïs-soja	Soudan (dans le cadre du PAM)	Tonne										7 814	
Blé, pois cassés jaunes	Libéria (dans le cadre du PAM)	Tonne											3 880
Blé, pois cassés jaunes, mélange maïs-soja	Sierra Leone (dans le cadre du PAM)	Tonne											2 855
Blé, sorgho	Soudan (dans le cadre du PAM)	Tonne									4 776		
Blé, sorgho, pois cassés jaunes, mélange maïs-soja, légumineuses	Soudan (dans le cadre du PAM)	Tonne											14 061
Céréales secondaires	Haïti	Tonne			12 673								
Céréales secondaires	Kenya (dans le cadre du PAM)	Tonne			15 511	18 632							
Céréales secondaires	Malawi	Tonne	10 802										
Céréales secondaires	Réfugiés africains (dans le cadre du PAM)	Tonne			49 881								
Céréales secondaires	Somalie (dans le cadre du PAM)	Tonne	1 689										
Céréales secondaires	Soudan (dans le cadre du PAM)	Tonne	5 330	4 613	9 774	6 794							
Farine de blé	Géorgie (dans le cadre du PAM)	Tonne							2 213	2 594			
Farine de blé	Maldives	Tonne					4 927	5 438	4 620	5 988	3 792	2 800	3 300
Farine de blé	Palestine (dans le cadre du PAM et dans le cadre de l'UNWRA en 2003)	Tonne							14 834	4 659	3 930		
Farine de blé	Réfugiés afghans (dans le cadre du PAM)	Tonne					10 691						
Farine de blé	Tadjikistan (dans le cadre du PAM)	Tonne								2 214			
Farine de blé et lentilles rouges	Réfugiés palestiniens (dans le cadre du PAM)	Tonne					13 912						

PRODUIT	DESTINATION	UNITÉ	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Farine de blé, haricots	Tadjikistan (dans le cadre du PAM)	Tonne							1 869				
Farine de blé, légumineuses	Palestine (dans le cadre de l'UNRWA)	Tonne								10 147	13 504	10 035	
Farine de blé, mélange maïs-soja	Tchad (dans le cadre du PAM)	Tonne										1 130	
Farine de blé, pois cassés jaunes, mélange maïs-soja	Tchad (dans le cadre du PAM)	Tonne											2 068
Farine de blé, thon en boîte	Afrique de l'Ouest (Libéria, Sierra Leone, Guinée, Côte d'Ivoire, Ghana) (dans le cadre du PAM)	Tonne						3 897					
Farine de blé, thon en boîte	Palestine (dans le cadre du PAM)	Tonne										2 055	2 350
Farine de maïs	Lesotho (dans le cadre du PAM)	Tonne								1 798	2 167	1 589	
Farine de maïs	République démocratique du Congo (dans le cadre du PAM)	Tonne						5 823					
Farine de maïs	Swaziland (dans le cadre du PAM)	Tonne								1 772	2 134	1 783	
Farine de maïs, haricots	Malawi (dans le cadre du PAM)	Tonne							2 574				
Farine de maïs, mélange maïs-soja, légumineuses	Lesotho (dans le cadre du PAM)	Tonne											2 937
Haricots	Lesotho (dans le cadre du PAM)	Tonne							1 176				
Huiles végétales	Swaziland (dans le cadre du PAM)	Tonne							698				
Légumineuses	Malawi (dans le cadre du PAM)	Tonne								1 320			
Légumineuses, thon en boîte	République du Congo (dans le cadre du PAM)	Tonne						2 054					
Maïs	Cap-Vert	Tonne						3 029					
Maïs	Éthiopie, Somalie, Soudan via le Kenya (dans le cadre du PAM)	Tonne						3 491					
Maïs	Lesotho (dans le cadre du PAM)	Tonne						3 472					
Maïs	Malawi (dans le cadre du PAM)	Tonne						8 680			4 317	6 086	
Maïs	Sénégal	Tonne						2 881					
Maïs	Somalie et Soudan via le Kenya (dans le cadre du PAM)	Tonne							2 111				
Maïs	Zambie (dans le cadre du PAM)	Tonne						5 208	1 891		3 329		
Maïs	Zimbabwe (dans le cadre du PAM)	Tonne									3 339	2 443	6 703
Maïs et farine de blé	Kenya (dans le cadre du PAM)	Tonne					14 441						
Maïs, farine de maïs	Ouganda (dans le cadre du PAM)	Tonne						9 684					
Maïs, haricots	Amérique centrale (Nicaragua, Honduras, El Salvador, Guatemala) (dans le cadre du PAM)	Tonne							1 540	6 266			
Maïs, légumineuses, huiles végétales, sel	Angola (dans le cadre du PAM)	Tonne							4 656				
Maïs, mélange maïs-soja	Zambie (dans le cadre du PAM)	Tonne								2 029		2 991	
Maïs, mélange maïs-soja, légumineuses	Amérique centrale (Nicaragua, Honduras, El Salvador, Guatemala) (dans le cadre du PAM)	Tonne						6 805					
Maïs, mélange maïs-soja, légumineuses	Grands Lacs (Burundi, Rwanda, Tanzanie) (dans le cadre du PAM)	Tonne						12 011					

PRODUIT	DESTINATION	UNITÉ	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Maïs, mélange maïs-soja, légumineuses	Philippines (dans le cadre du PAM)	Tonne									2 076		
Maïs, mélange maïs-soja, légumineuses	Swaziland (dans le cadre du PAM)	Tonne						1 595					
Maïs, riz	Malawi (dans le cadre du PAM)	Tonne											6 973
Maïs, sorgho	Soudan (dans le cadre du PAM)	Tonne						7 048					
Maïs, thon en boîte	Nicaragua (dans le cadre du PAM)	Tonne									1 630		
Mélange maïs-soja	Swaziland (dans le cadre du PAM)	Tonne											1 517
Mélange maïs-soja, huiles végétales, maïs	Zimbabwe (dans le cadre du PAM)	Tonne							983				
Mélange maïs-soja, légumineuses	Nicaragua (dans le cadre du PAM)	Tonne										1 110	
Mélange maïs-soja, légumineuses	Philippines (dans le cadre du PAM)	Tonne										1 760	
Riz	Angola (dans le cadre du PAM en 2006)	Tonne	12 112		16 030	22 414	20 002	14 066	4 798	4 598	5 792	2 575	
Riz	Bangladesh (dans le cadre du PAM, sauf en 1999)	Tonne		25 025	30 007					12 528		5 960	
Riz	Bénin	Tonne	5 106	3 612	4 413	7 743	4 366	5 117	5 134	4 474	5 562		
Riz	Burkina Faso	Tonne	7 599	7 352	7 561	8 025		6 485	6 100	5 510	5 303	4 386	5 270
Riz	Burundi (dans le cadre du PAM)	Tonne									2 070		3 220
Riz	Cambodge (dans le cadre du PAM)	Tonne	16 532	10 200	15 917	21 050	21 030	21 155	14 936				
Riz	Cap-Vert	Tonne	3 585	2 800	3 614	5 701	4 251	4 024	3 691	2 900	3 523	2 532	3 102
Riz	Comores	Tonne	4 569										
Riz	Corée du Nord (dans le cadre du PAM)	Tonne	67 000			500 000							
Riz	Côte d'Ivoire (dans le cadre du PAM)	Tonne							2 381	2 300	2 303	2 183	
Riz	Djibouti	Tonne	5 078	3 717	4 100				3 661	3 394	1 923	1 646	
Riz	Gambie	Tonne						5 658	4 903	3 814	3 241	3 290	
Riz	Ghana	Tonne		4 793	8 512	10 623	10 504						8 061
Riz	Grands Lacs (Burundi, Rwanda, Tanzanie) (dans le cadre du PAM)	Tonne							3 224				
Riz	Guinée (dans le cadre du PAM en 2006)	Tonne	4 831	5 005	6 400	13 754	11 260	10 031	9 435	7 561	6 626	1 726	5 746
Riz	Guinée-Bissau (dans le cadre du PAM)	Tonne										1 136	2 240
Riz	Haïti (dans le cadre du PAM en 2004)	Tonne	10 055	8 170		10 751	10 246	7 071		3 490	6 777	5 350	7 649
Riz	Honduras (dans le cadre du PAM)	Tonne		2 984									
Riz	Indonésie	Tonne		14 584									
Riz	Indonésie (dans le cadre du PAM)	Tonne		40 702	50 168			15 820					
Riz	Indonésie (prêt de riz)	Tonne		600 000									
Riz	Kenya (dans le cadre du PAM)	Tonne								3 644	3 163	7 151	6 218
Riz	Laos (dans le cadre du PAM en 2003)	Tonne	10 466	7 816	10 527	15 945	15 000	15 925	6 599	7 942	7 510	6 388	

PRODUIT	DESTINATION	UNITÉ	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Riz	Libéria (dans le cadre du PAM)	Tonne							2 862				
Riz	Madagascar	Tonne	6 390	5 189	9 905	11 868				4 715	8 857		
Riz	Malawi	Tonne		4 889									
Riz	Maldives	Tonne		2 718									
Riz	Mali	Tonne							5 996	5 316	4 872	3 336	5 330
Riz	Mauritanie	Tonne	4 776	7 560	7 010	8 864	9 002	8 655	8 166	7 748	6 629	6 040	7 629
Riz	Mongolie	Tonne		8 659			14 406						
Riz	Mozambique (en partie dans le cadre du PAM en 2000 et dans le cadre du PAM en 2005)	Tonne	12 540	10 700	14 045	24 795	18 552	13 733	8 367		2 537	3 135	
Riz	Népal	Tonne			9 268				9 700	8 283	5 544	5 249	7 139
Riz	Niger	Tonne	8 067	8 170	8 007	9 216		9 306	7 206	6 396	7 723	5 225	5 145
Riz	Ouganda (dans le cadre du PAM)	Tonne							1 567	3 270	2 837	4 080	5 176
Riz	Papouasie-Nouvelle-Guinée	Tonne	8 018										
Riz	Réfugiés afghans (dans le cadre du PAM)	Tonne	9 979										
Riz	Réfugiés palestiniens (dans le cadre de l'UNRWA)	Tonne		15 614									
Riz	République centrafricaine (dans le cadre du PAM)	Tonne											2 874
Riz	République démocratique du Congo (dans le cadre du PAM en 2004)	Tonne							6 577	3 703	7 138	5 212	6 162
Riz	République du Congo (dans le cadre du PAM)	Tonne								2 218	1 116	1 210	2 518
Riz	Rwanda (dans le cadre du PAM, sauf en 1997)	Tonne	4 014								2 192	1 320	
Riz	Sao-Tomé-et-Principe (dans le cadre du PAM en 2006)	Tonne	3 293	3 011	3 097	4 802	5 005	2 773	3 311			1 486	4 339
Riz	Sénégal	Tonne	6 360	4 980	5 556	9 341	6 849	7 396	6 776	5 652	6 055	5 660	
Riz	Sri Lanka (dans le cadre du PAM)	Tonne						12 565	4 632	3 175			
Riz	Tanzanie (dans le cadre du PAM en 2005 et 2006)	Tonne	13 431	13 240	16 898	21 940	20 003	17 016	8 801	7 703	3 776	3 290	12 416
Riz	Timor-Leste (dans le cadre du PAM)	Tonne									1 220	1 274	1 896
Riz	Togo	Tonne	4 111										
Riz, blé, thon en boîte, légumineuses et farine de maïs	Réfugiés africains (dans le cadre du PAM)	Tonne					48 460						
Riz, huiles végétales, légumineuses	Haïti (dans le cadre du PAM)	Tonne							3 352				
Riz, légumineuses	Afghanistan (dans le cadre du PAM)	Tonne									4 478		
Riz, légumineuses	Iraq (dans le cadre du PAM)	Tonne							17 000				
Riz, légumineuses	Somalie (dans le cadre du PAM)	Tonne											2 776
Riz, maïs	Burundi (dans le cadre du PAM)	Tonne										2 166	
Riz, maïs, mélange maïs-soja	Somalie (dans le cadre du PAM)	Tonne										3 895	

¹ Le Japon a notifié une quantité totale d'aide alimentaire de 530 000 tonnes de riz pour l'exercice financier 1995. Il a notifié qu'il n'avait pas fourni d'aide alimentaire entre le 1^{er} avril 1996 et le 31 mars 1997.

Quantités d'aide alimentaire – Notification sous la forme du tableau ES:3 – Année civile

¹ Aucun lait en poudre n'a été fourni au titre de l'aide alimentaire pendant la période allant de 1996 à 2001.

² Aucune aide alimentaire n'a été fournie en 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2010 et 2011.

³ Pas de notification sous la forme du tableau ES:3 pour 2008 et 2009.

Quantités d'aide alimentaire – Notification sous la forme du tableau ES:1 – Année civile

[illegible]

RÉF.	PRODUIT	UNITÉ	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
7	Fruits, légumes et leurs produits	Millier de tonnes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8	Semences, houblon	Millier de tonnes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9	Huiles et graisses végétales	Millier de tonnes	0	0	0	0	0,12	0	0	0	0	0
10	Sucres et sucreries	Millier de tonnes	0	0	0	0	0,26	0	0	0	0	0
11	Levure	Millier de tonnes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
12	Bières	Million de litres	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
13	Vin	Million de litres	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
14	Boissons alcooliques	Million de litres	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
15	Amidons et féculés	Millier de tonnes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16	Malt	Millier de tonnes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
17	Céréales, produits de la minoterie	Millier de tonnes	0	0	0	0	0,41	0	0	0	0	0

Quantités d'aide alimentaire – Notification sous la forme du tableau ES:3 – Année civile

¹ La République slovaque n'a fourni aucune quantité d'aide alimentaire devant être notifiée au moyen du tableau ES:3.

² La République slovaque n'a accordé aucune subvention à l'exportation pour l'aide alimentaire en 1998, 1999 et 2000.

³ La République slovaque n'a accordé aucune aide alimentaire en 2002.

République tchèque

[illegible]

RÉF.	PRODUIT	UNITÉ	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
9	Graisses et huiles végétales	Millier de tonnes	0	0	0	0	0,079	0	0	0,02	0
10	Sucres et sucreries	Millier de tonnes	0	0	0	0	0,105	0,07	0,18	0,02	0
11	Bières	Million de litres	0	0	0	0	0	0	0	0	0
12	Vin	Million de litres	0	0	0	0	0	0	0	0	0
13	Liquides alcooliques, boissons	Million de litres	0	0	0	0	0	0	0	0	0
14	Amidons et féculés	Millier de tonnes	0	0	0	0	0	0	0	0	0
15	Malt	Millier de tonnes	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16	Céréales, produits de la minoterie	Millier de tonnes	0	0	0	0	0,143	0	0	0	0,17 ³

¹ Beurre: 63 tonnes; fromages: 152 tonnes.

² Fromages: 50 tonnes; autres produits laitiers: 20 tonnes.

³ Farine seulement.

Quantités d'aide alimentaire – Notification sous la forme du tableau ES:3 – Année civile

PRODUIT	UNITÉ	1995 ¹	1996 ¹	1997	1998	1999
Aliments pour enfants	Tonne					12
Eaux minérales	Litre				15 000	
Lait en poudre	Tonne			2 ²		

¹ En 1995 et 1996, la République tchèque n'a fourni aucune aide alimentaire devant être notifiée sous la forme du tableau ES:3.

² À l'Albanie.

Suisse – Liechtenstein

Quantités d'aide alimentaire – Notification sous la forme du tableau ES:3 – Année civile

PRODUIT	UNITÉ DES QUANTITÉS NOTIFIÉES	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Autres produits céréaliers ¹	Tonne							203			5 713							
Autres produits laitiers	Tonne	1 646	1 179	757	833	872	777	271	2 620	1 627	620	254	516,38					
Autres ¹	Tonne												4 989,14	6 540,68	1 906,6	3 020,4	195	1 690
Blé et farine de blé ¹	Tonne en équivalent-blé	5 956	11 058	18 264	10 898	9 278	14 063	2 290	6 300	11 624	14 886	15 935,81	14 983,12	4 290,33	5 179,8	2 901,3	5 583,6	9 333
Céréales secondaires ¹	Tonne	18 336	14 236	22 438	8 151	12 308	1 424	2 861	1 148	8 495	5 788	11 827,6	11 150,8	11 533,24	11 845,7	6 228,6	9 307,3	4 477
Fromages (fondus) ²	Tonne	897	184	168	221	420	250	105	235			45,01	45,01	45	160	117	154,1	100,3
Huiles végétales ¹	Tonne						13 129	1 753		1 753	2 586							
Lait écrémé en poudre, vitaminé, sucré ³	Tonne	1 137	955	1 204	1 345	1 269	744	1 877	6 785	1 087	899	883	978,6	1 128,56	3 211	2 083	3 664	3 550,6
Légumineuses	Tonne							703			3 420							

PRODUIT	UNITÉ DES QUANTITÉS NOTIFIÉES	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Protéagineux ¹	Tonne						3 521		4 618	1 939		0	0	0	1 464	1 574,3	1,5	
Riz ¹	Tonne	17 500	12 685	6 381	6 533	8 169	7 851	925	9 015	5 912	5 607	6 487,5	6 078	8 343,07	5 145	4 687,4	5 770,8	5 121
Sucre ¹	Tonne						1 769	667	762	1 943	2 562	1 153,5	1 829,85	135	1 090	229	4	
Viande	Tonne			2 862	1 267	1 287	0	1 812										

¹ Y compris les transactions triangulaires de pays en développement à pays en développement

(sauf en 1995: transactions triangulaires, de pays en développement à pays en développement, financées par la Suisse) (sauf pour le blé et la farine de blé en 1996 et 1997, et pour "autres" en 2006 et 2007).

² Sauf en 1995 et 1996: fromages.

³ Sauf en 1995 et 1996 (lait écrémé en poudre) et pendant la période allant de 2007 à 2011 (lait en poudre).

Union européenne

Quantités d'aide alimentaire – Notification sous la forme du tableau ES:1¹

Campagne de commercialisation, 1^{er} juillet-30 juin, sauf pour:

a) riz, vin (campagne de commercialisation, 1^{er} septembre-31 août);

b) huile d'olive (campagne de commercialisation, 1^{er} novembre-31 octobre);

c) sucre (campagne de commercialisation, 1^{er} octobre-30 septembre);

d) produits incorporés (campagne de commercialisation, 16 octobre-15 octobre).

RÉF.	PRODUIT	UNITÉ	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
1	Blé et farine de blé	Millier de tonnes	1 536,9	775,6	711,1	1 186,1	630,8	436,4	170,9	406	239,6	151,2	24,1	116,9	116,4	76,73	9,93
2	Céréales secondaires	Millier de tonnes	258,3	205	215,5	119,3	136,5	44,8	58,2	86,5	90,7	29,4	355,6	43,8	19,4	11,93	4,23
3	Riz	Millier de tonnes	91,8	42,5	110,2	125,5	63,5	21,2	51,5	42,3	18,2	14,2	0	6,9	6,1	0,83	1,43
4	Colza	Millier de tonnes	0	0	0	0	0	0,8	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5	Huile d'olive	Millier de tonnes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6	Sucre	Millier de tonnes	15,82	19,52	19,8	10	22	24,3	25,1	16,7	8,5	14,2	17,3	10,1	11,1	6,14	12,54
7	Beurre et huile de beurre	Millier de tonnes	1,2	0	0,4	0	0,2	0,3	0,8	0,3	0	0	0	0	0	0	0
8	Lait écrémé en poudre	Millier de tonnes	12,5	5	6	2,5	46	1,9	0	0	1,5	0	0	0	0,5	0,1	0,1
9	Fromages	Millier de tonnes	2	0,6	0	0	0,5	0	0	0,6	0	0	0	0	0	0	0
10	Autres produits laitiers	Millier de tonnes	4,8	1,7	0,8	0,5	2,2	1,1	0	0,6	0	0,2	0,9	0	0	0	0

RÉF.	PRODUIT	UNITÉ	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
11	Viande bovine	Millier de tonnes	1,2	1,6	2,1	53,9	101,8	0	19,2	8,6	0	0,5	5,5	2,6	0	0	0
12	Viande porcine	Millier de tonnes	0	0	0,2	22	36,5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
13	Viande de volaille	Millier de tonnes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
14	Œufs	Millier de tonnes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
15	Vin	Millier de tonnes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16	Fruits et légumes, frais	Millier de tonnes	0	0	0	0,1	1,4	0	0,5	0	0	0	0	0	0	0	0
17	Fruits et légumes, transformés	Millier de tonnes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,7	0	0	0	0	0
18	Tabac brut	Millier de tonnes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
19	Alcool	Millier d'hectolitres	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
20	Produits incorporés	Millier de tonnes	6,7	15,1	12,1	9,1	17	8	11,6	18,8	26,5	0	0,4	2	0,5	15,8	21,93

¹ Les Membres doivent fournir des données relatives à l'aide alimentaire à destination de tous les pays bénéficiaires; sauf indication contraire, les quantités figurant dans le tableau sont exprimées en poids du produit pour la campagne de commercialisation en question.

² Équivalent sucre blanc.

³ Les produits de ce groupe, destinés à l'aide alimentaire, n'ont pas bénéficié de subventions à l'exportation.

⁴ Aucune restitution n'a été accordée pour ces exportations.

Quantités d'aide alimentaire – Notification sous la forme du tableau ES:3 – Campagne de commercialisation (1^{er} juillet-30 juin)¹

[illegible]

PRODUIT	UNITÉ ²	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Fruits et légumes (transformés)	Millier de tonnes												0,7			
Huile d'olive	Millier de tonnes					2,3										
Huiles végétales	Millier de tonnes	43	19,8	56,6	16,8	7,4	54	44,5	102,9	291	50,6	96,5	68,9	40,4	17,1	9,4
Lait écrémé en poudre	Millier de tonnes															0,4
Légumes à cosses	Millier de tonnes	36	65,3	102,7	54,6	46,2	171,4	33,2	78,7	343,3	96,8	120,9	111,9	75,5	38,1	40,6
Produits incorporés	Millier de tonnes	0,3	11,2	34	48,3	13,5	21,4	10,2	48,3	103,8	3,5	0,8	0,9	0,1	22,8	20
Produits laitiers	Millier de tonnes								1,2							
Riz	Millier de tonnes	19,4	162,7	90,2	87,9	38,6	46,9	128,8	70,5	90,7	119	134,8	122,5	381,4	75,4	45,6
Semences	Millier de tonnes										1,6	4,9	8,1	2,8	9,3	67,6
Sucre	Millier de tonnes					2,3	2,4	1,7	2,3	16	17,4	16,6	18,5	12,9	10,7	3,9
Tomates, à l'état frais	Millier de tonnes			4,5												
Viande bovine	Millier de tonnes												0,5	0,1	0,3	

¹ Aide alimentaire achetée hors de la Communauté, non comprise dans le tableau ES:1, sauf pour:

LÉGUMES À COSSES

1995: dont 29 700 tonnes ont été achetées hors de la Communauté.

1996: dont 33 000 tonnes ont été achetées hors de la Communauté.

1997: dont 64 200 tonnes ont été achetées hors de la Communauté.

1998: dont 50 788 tonnes ont été achetées hors de la Communauté.

1999: dont 46 200 tonnes ont été achetées hors de la Communauté.

2003: dont 70 700 tonnes ont été achetées hors de la Communauté.

HUILES VÉGÉTALES

1995, 1996 et 1998: pas de note de bas de page.

1997: dont 19 900 tonnes ont été achetées hors de la Communauté.

2000: dont 39 400 tonnes ont été achetées hors de la Communauté.

2001: dont 26 700 tonnes ont été achetées hors de la Communauté.

2002: dont 71 200 tonnes ont été achetées hors de la Communauté.

2003: dont 115 600 tonnes ont été achetées hors de la Communauté.

CONCENTRÉ DE TOMATES

1995: pas de note de bas de page.

² Sauf indication contraire, les quantités sont exprimées en fonction du poids des produits (équivalent-blé pour le blé et la farine de blé).